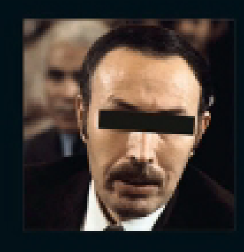
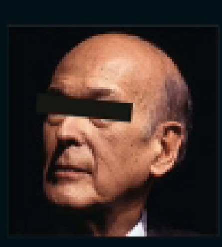
NAOUFEL
BRAHIMI EL MILI

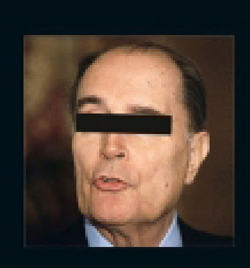
FRANCE-ALGÉRIE

50 ANS D'HISTOIRES SECRÈTES

TOME 1

(1962-1992)



Tout ce qu'on
n'avait pas osé écrire

fayard

Naoufel Brahimi El Mili

France-Algérie, cinquante ans d'histoires secrètes

tome 1

1962-1992

Fayard





Couverture : Antoine du Payrat
Photographies (de gauche à droite) :
Charles de Gaulle © Bellisario/Popperfoto/Getty Images ;
Houari Boumédiène © Keystone-France/Getty Images ;
Valéry Giscard d'Estaing © Gilles Bassignac/Getty Images ;
Chadli Benjedid © Thomas Hartwell/Getty Images ;
François Mitterrand © Peter Twinley/Getty Images.

ISBN : 978-2-213-70332-9

Dépôt légal : mars 2017

du même auteur

Le Printemps arabe, une manipulation ?, Max Milo, 2012.

À mon père

Introduction

La nouvelle se murmure dans les rues d'Algérie. Il est malade, gravement malade. Il vient d'être évacué dans un avion médicalisé vers la France en toute urgence et dans la plus grande discrétion. C'est très sérieux, la preuve : la télévision algérienne n'en parle pas.

Ce week-end du 27 avril 2013, la rumeur fait état d'une évacuation sanitaire du président Bouteflika vers la France. Le communiqué officiel ne la confirmera que vingt-quatre heures plus tard, faisant état d'un « accident vasculaire cérébral (AVC) sans gravité ». Quant aux images, seules preuves des mots de l'État, les Algériens attendront plus de six semaines pour les voir sur leur petit écran. Plus de quarante jours pour apercevoir leur président en robe de chambre à revers satiné, entouré de son Premier ministre et de son chef d'état-major, buvant laborieusement son café porté par une main hésitante.

D'une voix monotone, comme si tout allait de soi, la voix off qui commente les images précise alors que les hauts responsables de l'État sont en train d'évoquer les points principaux du prochain Conseil des ministres. Le tout sous le portrait officiel de François Hollande, président de la République française.

Cherchez l'erreur. Après une hospitalisation dans un hôpital militaire, le chef d'État algérien est en convalescence aux Invalides, autre haut lieu militaire. Voici en somme Bouteflika, président d'honneur du FLN, pris en main par l'armée française. Tout un symbole.

Des deux côtés, les réactions sont nombreuses. Marine Le Pen affirme sur les ondes radiophoniques que c'est le contribuable français qui paie pour la convalescence du président algérien. Riposte laïque, journal sur le web proche de l'extrême droite, met en ligne un article qui commence ainsi : « Il crache sur la France et vient se faire soigner chez nous. » Les plus indulgents évoquent le séjour hospitalier du président algérien à Paris comme un honneur pour la médecine française.

De leur côté, moins indulgents, les Algériens disent que c'est la preuve de la faillite du système de santé dans leur pays. Sans tendresse particulière, l'artiste algérien Chamy Chemini s'interrogera en public : « Voit-on Chavez ou Castro allant se faire soigner aux États-Unis ? » L'opposition n'est pas non plus en reste : elle demande l'application de l'article de la Constitution relatif à la vacance du pouvoir et accuse implicitement la France d'ingérence. Il est vrai que le troisième mandat de Bouteflika, 76 ans, au pouvoir depuis bientôt quinze ans, touche à sa fin.

Plus sérieusement, la question de la succession du président est posée. Tout comme la possible ingérence française. Il est vrai que Paris ne peut rester indifférent à ce qui se passe dans les palais de la République à Alger.

Aujourd'hui encore, hormis les évidents intérêts économiques mutuels et les enjeux géopolitiques (Nord-Mali, Libye, lutte antiterroriste), la classe politique française suit et tente parfois de s'immiscer dans l'incertaine succession d'Abdelaziz Bouteflika, peut-être même sous couvert d'une diplomatie médicale. Une intrusion qui dérange depuis toujours, d'un côté comme de l'autre de la Méditerranée.

La France, qui compte plus de 5 millions de potentiels bi-nationaux, franco-algériens, sur son territoire et en Algérie, ne peut faire abstraction de l'importante équation algérienne à laquelle ces électeurs éventuels sont peu ou prou attachés. L'Algérie est très présente lors des victoires électorales où son drapeau est brandi : quand Jacques Chirac bat Jean-Marie Le Pen en 2002, ou encore, dix ans plus tard, quand François Hollande est élu. Ce drapeau vert-blanc-rouge, frappé d'un croissant et d'une étoile rouges, est aussi dans les stades, même quand l'équipe nationale algérienne ne joue pas. Sans oublier le poids permanent des « événements d'Algérie », requalifiés officiellement par la France en

« guerre d’Algérie » le 18 octobre 1999. Et que dire des débats sur une très exigée repentance, côté Alger, et de ceux sur les « bienfaits du colonialisme », côté Paris ? La pente est raide.

Plus récemment, Alain Juppé, candidat déclaré aux primaires du parti Les Républicains, s’est même rendu en Algérie pour une visite de trois jours, le 31 janvier 2016. Et *Le Figaro*, pas franchement hostile à la droite, a titré : « Juppé en Algérie, étape incontournable d’une présidentielle. » Sans oublier, à gauche, Arnaud Montebourg, qui entame sa campagne des primaires en rappelant les origines algériennes de son grand-père. Lors des élections, chaque voix compte, même celle des « beurs ».

Le thème « Algérie », dans sa diversité, est rarement absent des campagnes électorales françaises. C’est une liste « Algérie française » qui, en juin 1978, soit seize ans après l’indépendance, a chassé les socialistes de la mairie d’Aix-en-Provence. Sans oublier le poids électoral des rapatriés. La guerre n’est pas vraiment finie, pour certains. La dernière victime de la guerre d’Algérie s’appelle Jacques Roseau. Il est abattu, à Montpellier, par trois balles dans la tête, le 5 mars 1993. Il est pied-noir, ex-membre de l’OAS. Il est porte-parole de Recours, association de défense des rapatriés d’Algérie, lobby proche du RPR. Motif du meurtre : la victime aurait serré la main de Yacef Saadi, héros de la bataille d’Alger, lors d’un débat sur Antenne 2, diffusé le 8 octobre 1991.

Houari Boumédiène l’avait dit, Abdelaziz Bouteflika l’a repris à son compte, à quelques mots près, lors de l’une de ses rares visites non médicalisées en France, en juin 2000 : « Les relations entre la France et l’Algérie ne peuvent être banales : elles sont soit bonnes, soit mauvaises. » Elles sont particulièrement bonnes quand elles sont secrètes, et beaucoup plus heurtées quand elles sont publiques.

Mais, entre les deux pays, même les guerres de l’ombre ne finissent pas trop mal. C’est la marque de fabrique des rapports entre Paris et Alger. Et ce, que l’on soit de gauche ou de droite à Paris, militaires ou faux civils à Alger. Les deux pays sont trop proches, historiquement, économiquement et socialement, pour être totalement indépendants l’un de l’autre. La relation varie entre le Pacs souple et le mariage contraignant. Le lien est contractuel.

Les relations franco-algériennes ont surtout un côté cour et un côté jardin, parfois trop fleuri par des déclarations allègres. Entre les grand-messes des visites d'État s'intercalent des accords prometteurs, des coopérations constructives – clame-t-on –, de bruyantes mésententes, des coups tordus presque invisibles, des tractations secrètes, des traités d'amitié avortés, des amitiés maltraitées, des soutiens politico-médicaux, et le tout sous le poids de la mémoire. En d'autres termes, la difficulté se pose de réconcilier l'« héritage de la glorieuse révolution de Novembre » avec l'attrait de Paris, ou bien encore avec l'efficacité de la médecine française, fût-elle militaire.

I

Évian, une fin interminable

En cette fin de journée du 18 mars 1962, à 17 h 40 précises, chacun quitte de son côté les bords du Léman après de premières poignées de main chaleureuses. La guerre qui sévit depuis sept longues années vient de prendre fin : les accords d'Évian sont signés après d'interminables journées et nuits de négociations. Le cessez-le-feu entrera en vigueur dès le lendemain.

Accord de dupes

Présidée par Louis Joxe, ministre d'État chargé des Affaires algériennes, la délégation française comprend également Jean de Broglie, qui sera le prochain ministre des Affaires algériennes ; Bernard Tricot, l'œil de l'Élysée, bientôt premier adjoint du haut-commissaire français en Algérie, Claude Chayet ; Bruno de Leusse[1], directeur des Affaires politiques du ministère des Affaires algériennes ; Robert Buron[2], qui sera le premier en charge du rapatriement des Français d'Algérie ; et le général Jean Simon, qui en 1961 a pris le commandement de la 27e division d'infanterie de montagne et de la zone Est algérois pour la partie militaire. Uniformes et costumes stricts et sobres, côté français.

Le côté algérien n'est pas en reste. Face aux Français : Krim Belkacem, seul chef historique[3] en liberté au moment de la signature des accords, vice-président du GPRA[4] et ministre de la Défense ; Saad Dahlab, nationaliste de la première heure, ministre des Affaires étrangères ; Lakhdar Bentobal[5],

ministre de l'Intérieur ; Taïeb Boulahrouf[6] ; Mohamed Seddik Ben Yahia[7] ; Mohamed Seghir Mostefai[8], chargé des questions économiques et financières ; Rédha Malek[9] ; M'Hamed Yazid, ministre de l'Information ; Ahmed Boumendjel, conseiller politique[10] ; Ahmed Francis[11] ; et le colonel Mostefa Benaouda, membre du groupe des vingt-deux, élément organisateur de la révolution algérienne. Ils sont sur le perron de l'hôtel du lac Léman, en manteau, cartable ou serviette sous le bras ; ils se laissent photographier pour immortaliser ce moment historique. Satisfaits, certains affichent un sourire. C'est la paix en Algérie. Du moins sur le papier. Leurs profils et trajectoires sont différents, mais ils sont réunis pour participer à la construction du nouvel État algérien. Du moins le croyaient-ils.

Soulagés, les négociateurs des accords d'Évian pensent avoir prévu l'essentiel pour établir une bonne coopération entre les deux pays. Sur le papier, la fraternité franco-algérienne est en marche. Les points forts du « contrat » portent sur le cessez-le-feu, le statut de la minorité française, le sort des harkis, le destin du Sahara et de ses gisements pétroliers, enfin la coopération économique et militaire.

Mais ce n'est pas tout. Les Algériens, lors des négociations préalables, ont souhaité la création d'une entité impartiale : « La période transitoire qui s'écoulerait du cessez-le-feu au jour de l'autodétermination doit servir à soustraire le peuple algérien à l'influence et à la pression de l'appareil administratif colonial et à mettre en place une administration qui offrira au peuple toutes garanties pour s'autodéterminer librement[12]. » L'État français, pour sa part, a besoin d'un interlocuteur identifié, assez neutre pour superviser le référendum. Ce qui ne saurait être le cas du GPRA, et encore moins du FLN.

Ce sera donc, comme le prévoient certaines des quatre-vingt-treize pages de cet accord, l'Exécutif provisoire, structure mixte franco-algérienne chargée d'assurer la transition.

La route n'est pas encore bien refaite. La quarantaine de kilomètres qui séparent Alger de Rocher-Noir maltraitent parfois le dos de ceux qui s'y rendent. Après avoir passé la double clôture en barbelés avec une seule porte gardée par une automitrailleuse et des soldats armés, les plus chanceux rejoignent leurs bureaux avec vue sur la mer, derrière la façade blanche des bâtiments qui la bordent ; les autres regarderont les cailloux jonchés sur le sable, et les moins lotis les arbres du petit bois à l'ouest, de l'autre côté.

C’est dans cette ville nouvelle ultra-sécurisée, bâtie en 1960[13] par Fernand Pouillon sur un plateau ocre au bord de la Méditerranée, que la nouvelle élite de l’Exécutif provisoire prendra place dès le mois de mars 1962. Près de l’aéroport militaire de Réghaia, loin des turpitudes d’Alger. Douze hommes chargés d’assurer – avec la police française et un haut-commissaire de France – la transition du pays. Six membres du FLN, trois Français (dont Roger Roth[14], vice-président) et trois Algériens extérieurs au FLN. Selon les accords, la mission de l’Exécutif provisoire s’inscrit principalement sur deux registres : la mise en place de tous les moyens et conditions pour un vote libre et transparent, et la participation au maintien de l’ordre par la création d’une force locale de quelque 50 000 hommes.

Cette petite armée au service du gouvernement de transition, ni le FLN ni l’ALN n’ont voulu la nourrir, chacun voulant conserver un contrôle absolu sur ses troupes. De ce fait, elle n’a pu recruter que des personnes au passé souvent douteux : harkis, anciens militaires musulmans et gendarmes démobilisés, soit 90 % de musulmans du contingent et 10 % de Français de souche européenne.

De son côté, le GPRA a introduit un bicéphalisme dans cette structure, au niveau de ses représentants. Il a attribué aux deux principaux membres du FLN deux fonctions distinctes : l’une de gestion, telle que définie par les signataires aux accords d’Évian, relevant de la présidence de l’Exécutif, donc d’Abderrahmane Farès[15] ; l’autre politique, de vigilance et d’orientation de l’activité du groupe FLN, sous la direction du docteur Chawki Mostefai[16]. Frère de Mohamed Seguir Mostefai, l’un des négociateurs des accords d’Évian, Chawki vient de quitter de mauvaise grâce son poste de représentant permanent du GPRA à Rabat. Reconnu par de nombreux pays, le GPRA y dispose de représentants qui ont rang d’ambassadeur. Le Maroc est un des pays clés pour les révolutionnaires algériens qui inscrivent leur lutte anticoloniale dans une dynamique maghrébine. L’Algérie a besoin de faire bloc avec ses voisins qui ont mis fin au protectorat.

La guerre entre l’armée française et le FLN est bel et bien terminée, sur le papier jauni des accords. Mais, dans les rues blanches d’Alger, d’autres batailles aux violences inouïes sont loin de s’arrêter. L’OAS a décidé de mettre l’Algérie à feu et à sang si elle devait la quitter.

Une tragédie en trois lettres : OAS

Il fait frais en ce petit matin de janvier 1962, deux mois avant la signature des accords. Les premiers habitants d'Alger la blanche sortent de leurs appartements, rejoignent les marchés, les cafés tout juste ouverts. La journée commence à peine quand des badauds se rassemblent en petits groupes devant des pans de mur.

Quand les retardataires sortent de chez eux, ils peinent à voir ce que les autres regardent. Il faut se faufiler dans la foule, se hisser par-dessus les têtes. La ville est en émoi, ou plutôt en proie à la terreur.

Dans chaque rue, sur chaque immeuble, sont collées des milliers d'affiches tricolores : bleu, blanc, rouge. En fond, les couleurs de la France. Au premier plan, deux hommes armés de mitraillettes qui brandissent un drapeau français. En haut de l'affiche, trois mots en gros caractères bleus : « Aux armes, citoyens. » En bas, une signature rouge : « OAS ».

Le général Salan[17], sous le nom de code « Soleil », en charge de l'Organisation armée secrète, vient de décréter la mobilisation générale des pieds-noirs en faveur de l'Algérie française. L'OAS, créée à Madrid le 11 février 1961 et plongée dans la clandestinité depuis le putsch manqué du 21 avril 1961, gonfle ses rangs pour maintenir l'Algérie française. Sa méthode : un terrorisme à grande échelle.

La peur qui s'empare des Algérois en ce petit matin de janvier 1962, se comprend bien. Les trois lettres évoquent l'année de terreur qu'ils viennent de passer, celles qui leur ont fait perdre un ami, un collègue, un cousin.

Pendant toute l'année 1961, l'OAS a multiplié les actes de folie, lâchant ses groupuscules d'ultras organisés en commandos, désespérés mais déterminés. Mitraillages aveugles, bombes meurtrières : le nombre de victimes augmente de jour en jour. À la fin de l'année, les morts musulmans sont estimés à 1 500 ; les ultras de l'Algérie française sont clairement décidés à tout détruire, à tout brûler, avant de la quitter.

Le lieu est idéal, à quelques centaines de mètres de la frontière suisse. En sortant de la station de ski des Rousses, un bâtiment neutre, au bord de la route. En bas, de larges portes qui ferment les hangars où sont garés les chasse-neige. En haut, le strict nécessaire pour gérer les équipements d'entretien de la station : quelques chaises, des tables, des papiers.

Ils arrivent tous les matins chacun d'un côté de la frontière. Les Français

par la ville la plus proche. Les Algériens par la Suisse, avec une voiture immatriculée dans le Jura et des skis sur le toit. Madame Lison, tenue au secret, qui vit là avec son mari, leur prépare le déjeuner pendant qu'ils s'installent. Les policiers en civil ferment les volets, la fumée de cigarettes envahit la pièce.

C'est là, au « yéti », comme ils le surnomment, que le général de Gaulle a fait réunir dans le plus grand secret ses représentants avec des délégués du GPRA pour préparer les accords d'Évian prévus du 18 au 25 mars 1962. Des précautions qui se justifieront.

Grâce à certaines complicités françaises, le général Salan est informé préalablement de cette rencontre. Il signe alors un tract diffusé le 23 février, l'« Instruction n° 23 OAS », où il prescrit l'ouverture systématique du feu sur les unités de gendarmerie mobile et les CRS. Offensive tous azimuts : « Il faut s'attaquer aux personnes intellectuelles musulmanes […]. Chaque fois qu'un de ceux-ci sera soupçonné de sympathie à l'égard du FLN, il devra être abattu. » La chasse aux musulmans est ouverte. Les ratonnades sont désormais obligatoires, perçues par certains comme des actes patriotiques.

Des personnalités françaises sont également assassinées, tant en Algérie qu'en France. Ce sera le triste cas de Camille Blanc, maire d'Évian, abattu le 31 mars 1962 pour la simple raison que sa ville abritait les négociations.

Ces assassinats s'accompagnent de la politique de la terre brûlée : détruire l'appareil économique de l'Algérie. L'objectif de cette politique est double : rendre inapplicables les accords annoncés entre la France et le GPRA, et faire basculer certains militaires français encore loyaux envers le général de Gaulle dans la lutte contre l'« abandon de l'Algérie ».

L'ordre est devenu la première de toutes les priorités : il faut tuer Salan. Mais, pour cela, il faut d'abord le retrouver. Grâce à une coopération entre la police française et le FLN avec son réseau d'Algérois et d'Algéroises, c'est chose faite. Le 20 avril 1962, presque un mois après les accords d'Évian, l'affaire est bouclée : le chef de l'OAS est cueilli à la sortie de son appartement par les Français, à qui le FLN avait laissé la main.

Salan en prison, l'organisation est décapitée. Mais elle a encore des cartouches, dont un nouveau plan surréaliste : une partition de l'Algérie avec la création d'une « république d'Oran » où seraient regroupées les populations européennes d'Alger et de Bône.

Les attentats meurtriers de l'OAS entraînent une collaboration toute

nouvelle entre Français et membres du FLN. Des commandos des services spéciaux français coopèrent avec les anciens « fellagas » pour « neutraliser » ces jusqu'au-boutistes. C'est là qu'apparaissent sur le sol algérien ceux que l'on nommera les « barbouzes », dont la mission principale est une lutte à mort contre l'OAS. Dirigés par Dominique Ponchardier[18], ancien patron du service d'ordre du RPF, ils ne reculent devant rien. Cette nouvelle guerre fait des dizaines de morts quotidiennement chez les civils et les militaires, européens ou musulmans.

Pourtant, ce n'est ni la France de de Gaulle, ni les accords d'Évian, qui y mettront fin.

Collaborer avec l'ennemi

C'est un peu avant Rocher-Noir, depuis Alger. Il faut bifurquer à droite, quelques kilomètres avant d'arriver à la ville nouvelle. La route, ou plutôt le chemin, n'est pas très bien aménagée. Il faut prévoir une petite heure pour s'y rendre. Le village de l'Alma est presque à l'abandon. C'est là que les deux hommes que tout oppose se sont donné rendez-vous. C'est là que la paix, loin des accords et des textes officiels, pourra peut-être naître.

La nature a repris ses droits dans la vieille ferme, depuis que ses habitants n'y sont plus. Quelques chaises, une table, des restes de vaisselle, et les chefs des organisations qui s'affrontent dans le pays : Jean-Jacques Susini[19], pour l'OAS ; Abderrahmane Farès, pour le FLN. Ils ont choisi ce 18 mai 1962 pour se rencontrer.

Le calcul était vite fait : chacun avait tout à perdre à continuer le combat. Le FLN : ses hommes, les infrastructures de son pays. L'OAS : les Français qui fuient vers la métropole, son unique socle de légitimité. Avant même la date officielle de l'indépendance, les chefs des deux organisations, loin de leurs hommes sur le terrain, y avaient pensé : en s'associant, peut-être seraient-ils moins perdants ?

Pour y parvenir, il n'existait pour l'un et l'autre qu'une seule et unique personne capable d'établir en toute confiance un contact entre des dirigeants algériens et l'OAS : Jacques Chevallier[20], l'ancien maire d'Alger. Bête noire des pieds-noirs qui le surnomment le « maire des Arabes », l'homme dont la villa à Alger a été plastiquée par l'OAS est tout simplement incontournable. Déjà en 1958, Ferhat Abbas, premier président du GPRA, avait

déclaré : « Un homme comme Jacques Chevallier sera ministre, je l'espère, dans notre premier gouvernement d'Alger. »

La rencontre a lieu, dans le plus grand des secrets, le 31 octobre 1961, entre Salan et l'ancien maire d'Alger, dans une belle villa dont la façade est masquée par des arbres aux feuilles jaunies, près du bois de Boulogne, sur les hauteurs d'Alger. Le général le plus décoré de France s'est teint les cheveux en noir ; une moustache aussi noire achève son déguisement artisanal. Sur place, Salan annonce à Chevallier qu'il se rallie sans restriction à la formule fédérale entre la France et l'Algérie, mais exige clairement le départ du général de Gaulle – condition non négociable. Ce sera leur dernière rencontre, qui ne donnera évidemment rien, si ce n'est de reconnaître à Jacques Chevallier un rôle exceptionnel de médiation entre l'OAS, le FLN, voire l'Élysée.

Jean-Jacques Susini, porte-parole et véritable matière grise de l'OAS, tente une ultime manœuvre : négocier directement avec le FLN, seule issue honorable qui constitue une infime chance de paix pour les pieds-noirs. Du moins ceux qui veulent rester en Algérie.

Après avoir fait également appel aux bons offices de l'ancien maire d'Alger qui, échaudé par sa rencontre avec Salan, fait la sourde oreille, il prend les devants et téléphone directement à Abderrahmane Farès, président de l'Exécutif provisoire, pour l'avertir qu'une bombe est placée devant son bureau – démonstration de force, et aussi de bonne volonté. Les services de sécurité du FLN la trouvent dans un bac à fleurs, à l'endroit indiqué. Abderrahmane Farès, rassuré par la sincérité de Salan et par le soutien éventuel de Jacques Chevallier, accepte le principe d'une entrevue exploratoire directe.

D'emblée, Susini annonce la couleur : « J'espère, monsieur le Président, que ce n'est pas ce salaud de de Gaulle qui vous envoie ! » Farès rétorque : « Vous avez devant vous le représentant provisoire, mais légal, de l'Algérie nouvelle[21]. » Commencent ensuite de longs échanges dont l'essentiel sera couché sur le papier et constituera un projet de protocole d'accord renfermant des propositions délirantes.

Certains points[22] s'apparentent plus, en effet, à l'utopie qu'à la construction d'un projet viable. Il est notamment mentionné l'organisation mixte (musulmans et Européens) de la police et de l'administration dans les deux grandes villes : Alger et Oran. Le nouvel État aurait deux langues officielles :

l’arabe et le français. L’interdiction des partis « à base raciste » ou « d’obédience étrangère », comme le Parti communiste, est également précisée, ainsi que la création d’un Directoire national algérien, dirigé par Abderrahmane Farès, où siégeraient quatre membres du Gouvernement provisoire algérien et trois membres du Conseil supérieur de l’OAS. Il est même question de fonder un parti politique avec un acronyme clé en main : « Rassemblement pour l’unité de l’Algérie pour la coopération » (RUAC). Et, pour couronner le tout, un nouveau drapeau est imaginé : vert et blanc avec le croissant et l’étoile, et les trois couleurs françaises dans un coin !

Jean-Jacques Susini, un grand passionné de grec et de latin, rédige un projet détaillé du protocole d’accord avec une plume onirique. Puis les deux hommes se quittent après une émouvante accolade bien méridionale. Sans doute, l’un se voit déjà président de l’Algérie nouvelle, et l’autre son premier adjoint. Un musulman et un pied-noir à la tête de la nouvelle Algérie, quelle réconciliation ! Que de chimères dans un moment aussi tragique !

Susini accompagne son hôte jusqu’au perron ; les gardes du corps FLN de Farès interrompent leur match de football avec les commandos de l’OAS dont la mission est de sécuriser les lieux. La légende dit que cette rencontre sportive inachevée entre le FLN et l’OAS s’est soldée par un match nul : trois buts partout.

De retour à son bureau, à Rocher-Noir, Farès rédige une proposition d’accord, qu’il envoie directement, à Tunis, au président du GPRA, court-circuitant au passage Chawki Mostefai.

À Paris, en haut lieu, l’affaire est prise très au sérieux. Jacques Chevallier informe Christian Fouchet[23], haut-commissaire français en Algérie, qui obtient sur-le-champ le feu vert de Georges Pompidou[24], déjà habitué aux contacts secrets avec le FLN et tout fraîchement nommé Premier ministre, pour poursuivre ces pourparlers de la dernière chance. Même le général de Gaulle n’est pas tenu dans l’ignorance, et ne s’y oppose pas non plus. C’est son conseiller spécial pour les affaires algériennes, Bernard Tricot[25], qui suit pour lui de très près la situation.

Ces échanges entre l’OAS et le FLN ne font pas l’unanimité dans chaque camp. L’aile intransigeante de l’OAS constituée essentiellement par des officiers putschistes non pieds-noirs, et incarnée notamment par le colonel Godard[26], ne voit pas cela d’un bon œil. Ce dernier veut des garanties signées,

mais inacceptables : entre autres, une totale amnistie des membres de l'OAS ; sinon, le pire est à venir.

Fort du soutien de Paris, Jacques Chevallier s'implique totalement dans la médiation. Il reçoit chez lui, le 27 mai, Jean-Jacques Susini, qui évoque la livraison prochaine d'un protocole d'accord de la part d'Abderrahmane Farès. Deux jours plus tard, l'ancien maire d'Alger rencontre le président de l'Exécutif provisoire, qui se pose de nouveau en chef de la République algérienne : « Si je suis désavoué, je suis prêt à recourir au verdict du peuple algérien. »

Au même moment, le docteur Chawki Mostefai reçoit l'envoyé spécial du *Monde*, Alain Jacob, qui fait état de contacts entre l'organisation nationaliste algérienne et l'OAS. Le responsable du FLN laisse éclater sa colère : « On doit se demander pourquoi cette offensive de fausses nouvelles. Elle a sûrement un but et doit répondre à des impératifs de l'OAS. » Toujours furieux, il poursuit : « Pourquoi négocier avec les criminels de l'OAS alors que nous aurons notre indépendance dans quelques semaines et que les accords d'Évian donnent suffisamment de garanties aux Européens d'Algérie[27] ? »

Quelques instants plus tard, une fois mis au parfum et surtout devant le fait accompli, le chef de la délégation du FLN, hors de lui, publie un communiqué interne ordonnant l'arrêt immédiat de toute négociation. L'OAS prend conscience que Farès n'a impliqué aucun responsable et ne dispose d'aucune autorisation, même orale, du GPRA et de l'Exécutif provisoire.

Le ton monte. L'aile intransigeante de l'OAS menace de faire sauter la maison des dockers, où les pertes humaines dépasseraient de loin le millier. De son côté, l'aile « algérienne », plus modérée, laisse filtrer que des contacts avec le FLN sont établis.

Il est 20 h 30, ce 28 mai 1962 à Alger. Comme chaque soir, de nombreux Français écoutent à la radio l'émission pirate de l'OAS, qui rassemble les derniers fervents de l'Algérie française perdus dans un combat aussi violent que désespéré. Certains ont déjà entendu les rumeurs d'un accord entre leur camp et celui de l'ennemi. Ils attendent des nouvelles, ils sont impatients. Enfin, une voix fait grésiller l'appareil : « L'exode auquel nous assistons aujourd'hui est le signe le plus évident de l'échec total de la politique

gaulliste. Pourquoi cet échec ? [...] Parce que le régime gaulliste n’a voulu négocier qu’avec l’une des deux forces qui se partagent l’Algérie [...]. La paix ne peut survenir sur cette terre qu’à la condition que tous ceux qui considèrent l’Algérie comme leur véritable patrie se mettent d’accord entre eux […]. »

Par ce communiqué, l’OAS souhaite ramener des dirigeants du FLN, mais cette fois-ci dûment habilités, autour de la table de négociations. Et, le 31 mai, le plus déterminé des ultras, le colonel Godard, donne l’ordre de suspendre tous les attentats programmés.

La perspective d’un accord point à l’horizon. Sauf que, après les fuites organisées, vient le temps des démentis. Le journal *Le Monde*, dans son édition du 30 mai 1962, titre : « M. Farès dément qu’aient été pris entre membres de l’Exécutif et chefs de l’OAS les contacts annoncés par une “émission pirate”. » Le 2 juin tombe la réponse du GPRA : « Cessez tout contact avec l’OAS. » L’injonction est sans appel.

Intoxications, rumeurs, fuites, infirmations, méfiances et désaveux. Autant de menaces qui risquent de faire capoter ces négociations de moins en moins secrètes. La confidentialité indispensable à ce type d’approche se lézarde.

Dans ce climat confus et surtout explosif, Abderrahmane Farès laisse en première ligne le délégué aux affaires générales, le docteur Chawki Mostefai, qui, bien que seulement délégué, représente la véritable autorité politique à Rocher-Noir. Pour ce dernier, il ne s’agit plus d’une campagne d’intoxication menée par les anti-indépendantistes, mais d’une offre de carottes et de bâtons mise sur la table. La menace est réelle et des milliers de vies sont en danger. L’OAS, même dans sa forme la plus résiduelle, a encore les moyens de « frapper quand elle veut, où elle veut », et échafaude les plans les plus sanguinaires.

Informé de ces projets macabres par le commandant Azzedine, chef militaire de la Zone autonome d’Alger (ZAA[28]) , le docteur Mostefai est forcé de monter seul au front : « Azzedine, raconte-t-il aujourd’hui, est venu me voir pour me dire qu’un haut responsable de l’armée française [colonel de gendarmerie] très engagé dans la lutte anti-OAS lui avait confirmé que les égouts de la Casbah et de Belcourt étaient bourrés de dynamite et que l’OAS pouvait les faire sauter. Là, je me suis dit que cela devenait sérieux. »

Rentrant de Paris, après une entrevue avec le président de la République, Christian Fouchet annonce à Chawki Mostefai que le général de Gaulle juge la situation très grave et que des négociations au plus haut niveau avec l'OAS pourraient donner de bons résultats. L'Élysée soutient donc sans réserve – mais discrètement – ces négociations de la dernière chance, malgré les nombreux démentis. Coincé, le chef du FLN n'a d'autre choix que de réunir ses amis à Rocher-Noir et de les avertir : « Cela se corse, cela devient une affaire de gouvernement. » Il prend les choses à bras-le-corps. Puisque l'enjeu est politique, c'est donc son domaine exclusif – et non celui du président de l'Exécutif provisoire, qui est pourtant l'unique initiateur algérien de cette démarche périlleuse.

Les attentats reprennent dès le 6 juin, à la bibliothèque de la faculté d'Alger notamment, où des dizaines de milliers de livres disparaissent dans les flammes. L'OAS veut faire pression sur le FLN et obtenir le plus tôt possible l'accord le plus avantageux.

C'est la course contre la montre : la date du référendum se rapproche. Le temps, c'est du sang.

Paris s'impatiente. Jacques Chevallier comprend que Mostefai est l'homme de la situation, capable de poser directement le problème aux principaux responsables algériens, certains réunis à Tripoli, d'autres établis à Tunis. De son côté, le haut-commissaire Christian Fouchet met un avion à disposition des deux chefs de l'Exécutif provisoire pour un voyage immédiat vers la Libye.

Bien que désavoué, Abderrahmane Farès est soulagé d'être relégué au second plan. Il accompagne malgré tout le docteur Mostefai. Ils atterrissent le 7 juin, à la tombée de la nuit, à Tripoli, où la plupart des dirigeants du FLN sont en plein congrès. Le premier à les recevoir dans sa chambre de l'hôtel El Mehari, au centre-ville, est Ahmed Ben Bella, informé préalablement du motif de leur voyage. Ils le pressent de donner sa réponse.

Là, les versions divergent. Selon Mostefai, Ben Bella est évasif et se défausse sur le président du GPRA : « Cette décision est d'ordre gouvernemental. Nous sommes en état de scission. Notre groupe étant minoritaire, la fraction majoritaire qui est à Tunis est parfaitement habilitée à engager la Révolution. » Il ajoute cependant qu'il approuvera sans réserve la décision de Tunis. Mais une autre version lui prête cette réponse : « Au point où on en est, il ne peut être question d'un accord écrit. Trouvez une formule orale. L'essentiel est que le référendum puisse se tenir[29]. »

Le lendemain, dans le même avion, les deux chefs de l'Exécutif provisoire arrivent à Tunis. Ils sont accueillis au siège du GPRA par le président, assisté de trois de ses ministres, Lakhdar Bentobbal (Intérieur), Aït Ahmed (ministre d'État sans portefeuille) et M'hamed Yazid (Information). Tous les quatre écoutent avec grande attention l'exposé d'Abderrahmane Farès : « L'OAS est prête à reconnaître l'indépendance de l'Algérie, sous bénéfice de l'amnistie et d'une participation à l'ordre public. La contrepartie étant essentiellement le sauvetage de quelques dizaines de milliers de vies à Alger, entre la Casbah et Belcourt. »

Aït Ahmed quitte la salle de réunion avant la fin des débats, qui se prolongent tard dans la nuit. Presque aussi évasif que Ben Bella, Benyoucef Benkhedda[30] conclut les échanges en déclarant : « Faites ce que vous voulez, on ne peut prendre le risque de dix, vingt ou trente mille morts. Essayez de négocier sans rien changer aux accords d'Évian. L'amnistie, c'est du chantage[31]. »

De retour à Alger, le docteur Mostefai, sans instructions claires et précises, reprend le dialogue avec Jean-Jacques Susini. Mais, d'emblée, il informe Susini qu'il ne peut y avoir un engagement écrit entre le FLN et l'OAS afin de ne pas modifier les accords d'Évian, qui assurent une amnistie et donnent de nombreuses garanties politiques aux Européens d'Algérie. En effet, selon les accords, les Européens bénéficieront d'une représentation particulière dans les assemblées algériennes : un nombre d'élus proportionnel à leur poids démographique leur sera réservé. Entre-temps, Krim Belkacem, de passage en Kabylie, confirme à Mostefai qu'il a les pleins pouvoirs pour négocier avec l'OAS. Finalement, les deux parties se mettent d'accord pour annoncer oralement leur « pacte » au grand public, sur les ondes.

La paix retrouvée

Alger la blanche a fait silence. Dans les appareils, une voix s'adresse en français aux Algériens et aux Européens d'Algérie. Autoritaire, elle insiste bien sur les dernières syllabes de chaque mot, qu'elle allonge. Entre chaque morceau de phrase, les auditeurs retiennent leur souffle.

Cette voix, qui parle français en roulant les *r*, avec un fort accent algérien,

tout le monde la connaît : c'est celle de Chawki Mostefai, le représentant officiel du FLN.

Il est 14 heures ce 17 juin 1962, un peu plus quand l'allocution se conclut : « Algériens d'origine européenne, au nom de tous vos frères algériens, je vous dis que, si vous le voulez, les portes de l'avenir s'ouvrent à vous comme à nous. Que ce soir, que demain cessent les dernières violences, les derniers meurtres, les dernières destructions. »

La fin de la guerre est proche. Elle sera annoncée à 20 h 30 le soir même, lorsque le porte-parole de l'OAS lira à son tour, sur une radio pirate mais très écoutée par les Français d'Algérie, un message codé dans le plus pur style de Radio-Londres : « Pour le renard des sables et pour le fennec : les briquets ne doivent pas être allumés » ; « Les piscines doivent rester pleines ». La traduction est évidente : on ne fait pas sauter les puits de pétrole et on ne touche pas aux barrages. Il poursuit plus clairement : « Au nom du haut commandement de l'Armée secrète, Jean-Jacques Susini vous parle. Algériens musulmans et européens, depuis la conclusion de l'accord du 17 juin entre le FLN et l'Armée secrète, vous attendez, par-delà des paroles d'espoir, de solides raisons d'espérer. Certes, vous avez souscrit aux paroles d'apaisement de part et d'autre, mais, pour reprendre confiance, les assurances positives vous manquaient encore. Ces assurances commencent aujourd'hui à être données. Les accords du 17 juin entrent progressivement en application. […] Dans ces conditions, le haut commandement de l'Armée secrète vous invite, Européens d'Algérie, à reprendre confiance et à répondre à l'appel que le général Salan vient de nous adresser à tous. »

Sur la même radio pirate, un autre responsable de l'OAS relaie le message durant toute la soirée et une partie de la nuit, moment particulièrement propice pour commettre des attentats : « Aujourd'hui, 17 juin, à 12 heures, à l'issue d'entretiens auxquels l'OAS a participé, le FLN vient, par la voix de son délégué général, de définir les bases d'un accord entre Algériens. Le haut commandement de l'Armée secrète donne l'ordre à partir de ce soir de suspendre les combats et d'arrêter les destructions. »

Le lendemain, les violences ne cessent pas tout à fait, mais les grandes opérations prévues par les desperados de l'OAS sont annulées, tels le dynamitage des égouts de la Casbah et la destruction de barrages – notamment le plus grand, au sud-est d'Alger, qui aurait inondé une grande partie de la Mitidja.

Alger ne brûlera pas. Mais les Européens continueront de fuir vers l’Hexagone. Ce qui videra l’accord de sa substance.

Mostefai et Farès voulaient éviter le pire et construire une paix avec l’ennemi d’hier. Cependant, dans la dynamique de la surenchère nationaliste, tout contact, même bien intentionné, avec l’OAS est un suicide politique. Les membres du GPRA, au courant de ces négociations sans jamais s’y opposer, se sentiront obligés de condamner cet accord car, dans la division intra-FLN, ils risquent de passer pour des sympathisants de l’organisation subversive, tueuse de femmes de ménage algériennes, entre autres.

Mais l’accord brisera le plus grand des tabous. D’autres alliances entre Français et Algériens, aux antipodes les uns des autres, verront le jour, et aussi dans le plus grand secret. Plus tard, dans l’Algérie indépendante enracinée dans un profond nationalisme, le double langage avec la France sera érigé en règle : le *off* pour les sujets sérieux du moment, et le *on* pour la consommation locale liée à des enjeux internes.

Le trône de fer

Avec l’accord entre le FLN et l’OAS rendu public, l’Exécutif provisoire devient la principale cible des autres composantes de la révolution algérienne. Ahmed Ben Bella est le premier à renier cet accord. Il qualifie tous ceux qui ont eu des contacts avec l’OAS de traîtres. Pas moins. À Tunis, le GPRA, présidé par Benyoucef Benkhedda, dénonce à son tour l’accord – bien qu’il ne se soit jamais franchement opposé à cette initiative. Et c’est par la voix d’Aït Ahmed[32] que le GPRA s’attaque violemment, du Caire, au pacte FLN-OAS : « Il n’y a pas eu dernièrement de négociations, comme on l’a prétendu, entre le FLN et l’OAS […]. C’est pour cela que je dois affirmer que le GPRA, et sous une forme plus étendue le FLN, n’a aucune relation de près ou de loin avec cet accord dont il n’accepte aucune des conditions. »

Ces dénonciations, souvent de mauvaise foi, n’ont d’autre but que d’éliminer Abderrahmane Farès, très proche du général de Gaulle et perçu comme le candidat naturel à la présidence de la toute jeune République. Benkhedda, Ben Bella et tant d’autres considèrent que Rocher-Noir, siège de l’Exécutif provisoire, est un centre de pouvoir néocolonial qui pourra s’autonomiser puisqu’il est, selon certains, un fief de « collabos » potentiels.

N'ayant pas obtenu la création d'une force locale supposée rassembler 50 000 hommes, l'Exécutif provisoire ne fait pas le poids face aux maquisards de l'intérieur et à l'armée des frontières. Seul Krim Belkacem soutient courageusement Mostefai dans sa très discutable démarche. Pour lui, la présence des pieds-noirs en Algérie est souhaitable à de nombreux titres, notamment pour contrer le panarabisme importé du Caire par Ben Bella. Cette idéologie nassérienne passe complètement sous silence les origines berbères des Algériens pour les dissoudre dans une entité arabe homogène. Les chefs de l'ALN en Kabylie envoient les enfants à l'école française par méfiance envers l'école coranique, jugée trop arabisante, car elle ignore totalement la langue amazigh des Berbères.

Mais, bien au-delà du rejet provoqué par les inqualifiables exactions de l'OAS, l'enjeu est plus que jamais la conquête du pouvoir, de préférence les armes à la main, avec des alliances évolutives et, au passage, quelques manquements à la déclaration du 1erNovembre. Les forces en présence piaffent d'impatience et sont en ordre de bataille. La date du référendum se rapproche et le pouvoir sera à prendre dès l'annonce officielle de l'inéluctable indépendance.

Sur la ligne de départ, les alliés d'hier, organisés en plusieurs structures, se préparent à la confrontation. Il y a là le GPRA, entité reconnue par de nombreux États ; la Fédération de France du FLN, qui assure en bonne partie le financement de la guerre ; l'armée des frontières, forte de 10 000 hommes, coiffée par l'État-major général (EMG[33]) qui tient d'une main de fer Houari Boumédiène les six wilayas[34] (régions militaires) du pays, qui regroupent les maquisards de l'intérieur ; enfin, les cinq chefs historiques détenus prisonniers en France depuis le détournement de leur avion par l'armée française le 22 octobre 1956. Tous ces pôles sont représentés au sein du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), instance suprême.

Mais des alliances ont déjà vu le jour avant l'indépendance. Et les dés ne sont pas loin d'être déjà pipés.

Des alliances anciennes

Ses moustaches frisent un peu, dans le froid et le vent de Seine-et-Marne. Tout comme les poils de ses larges pattes qui s'allongent jusqu'à son cou. Il

claque la porte de la voiture qui l'a mené jusqu'à l'entrée du château, montre son passeport au policier et observe la bâtisse. Comme il se l'imaginait, c'est une demeure luxueuse où les prisonniers sont bien mieux qu'avant. Ça sent la libération, ça sent la paix à venir.

Le passeport est faux : l'identité marocaine de Driss Boukharta masque l'identité algérienne d'Abdelaziz Bouteflika, jeune capitaine à peine âgé de 24 ans qu'envoie son colonel, Houari Boumédiène. Les hommes qu'il vient voir sont les cinq chefs du FLN retenus captifs dans le château d'Aulnoy : Mohamed Khider[35], Hocine Aït Ahmed, Mohamed Boudiaf[36], Rabah Bitat[37] et Ahmed Ben Bella. Sa mission : faire un « casting » afin de choisir le futur président-homme de paille.

Le premier, en coulisse et dans le plus grand secret, à aiguiser sa lame est le colonel Boumédiène. Le patron de l'armée des frontières est alarmé par les premiers contacts, en vue de préparer les accords de cessez-le-feu, entre les politiques du GPRA et les émissaires du général de Gaulle. Aussi envoie-t-il dès décembre 1961 le capitaine Bouteflika, dit Abdelkader, au château d'Aulnoy pour sonder les chefs historiques.

Boumédiène est certes à la tête d'une force militaire organisée et disciplinée, mais il n'est pas connu à l'intérieur du pays. Il a donc besoin de conclure un pacte avec un historique doté d'un capital moral. Au départ, il penche pour Mohamed Boudiaf, envers qui il a une grande estime. Mais son adjoint Bouteflika lui conseille Ben Bella, homme qu'il juge malléable et surtout natif de Maghnia, à une quinzaine de kilomètres d'Oujda, sa ville natale, au Maroc.

Le premier à recevoir la proposition est Mohamed Boudiaf. Hostile aux magouilles politiques, il est acquis au multipartisme et à l'indépendance du pouvoir politique et du pouvoir militaire. Sans surprise, sa réponse est un franc refus à cette initiative qu'il juge fractionnelle : « Qu'est-ce que c'est que cette initiative que vous prenez ? Vous divisez le pays. Au moins, il fallait être en position de force au moment des négociations ! » Bouteflika, qui essuie la colère du premier choix de Boumédiène, va alors auditionner le candidat qui a sa préférence. Ben Bella, séduit par l'offre, accepte immédiatement. Mission accomplie.

Bouteflika gagne Londres, d'où il téléphone au colonel, chef de l'armée des frontières, pour lui en rendre compte. « Boumédiène avait besoin d'un politique, et Ben Bella d'un fusil[38]. » Pacte faustien, diront plus tard certains,

mais pacte secret – sauf pour les autorités françaises, qui savent en temps réel que le premier président de l'Algérie indépendante est pressenti dans un de leurs châteaux.

Sous le regard attentif des hautes instances françaises, l'alliance Boumédiène-Ben Bella est donc en marche et va modifier le cours de l'indépendance en provoquant un début de guerre fratricide que les politiques ne pourront empêcher, avant de se résigner bon gré mal gré.

Un havre de paix au milieu des vallées. Depuis les bâtiments, on aperçoit le lac en contrebas, sur lequel se reflètent les montagnes aux sommets enneigés. D'habitude, pas un bruit de moteur ; juste les oiseaux.

Mais, en ce 20 mars 1962, les piaillements sont remplacés par des voix. Des voix d'hommes qui parlent fort. Trop fort. Les cinq chefs du FLN viennent tout juste d'être libérés de leur château d'Aulnoy. Au lieu de leur direct Genève-Rabat, ils ont eu la surprise d'atterrir ici, à Signal-de-Bougy, dans le canton de Vaud, pour rencontrer les négociateurs des accords d'Évian.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que les retrouvailles entre les historiques, ex-prisonniers, et certains des membres du GPRA sont loin d'être chaleureuses. « La voilà, la sale bande ! » crie Mohamed Khider ; « Le pouvoir est à vous. Prenez-le ! » lui rétorque Lakhdar Bentobal.

Cette rencontre décisive se situe entre le déballage de linge sale et l'ouverture d'une page de couteaux tirés. *Alea jacta est.*

Heureusement, ils partent vite pour le Maroc. Le 25 mars au matin, ils visitent l'une des principales bases de l'armée des frontières, à Oujda, sous l'œil calculateur de Boumédiène. C'est la dernière fois qu'ils seront réunis, tous les cinq ensemble. Pour le moment, personne ne peut faire l'impasse sur leur dimension historique, ingrédient indispensable pour entretenir l'illusion d'une légitimité.

Le 19 avril, Ben Bella arrive enfin à Tunis, où Boumédiène l'emmène directement de l'aéroport à la base de Ghardimaou[39], escorté par quelques officiers. Au quartier général, Ben Bella remarque que, dans le bureau du commandant, seuls les portraits de Frantz Fanon et de Fidel Castro sont accrochés aux murs ; il n'y a ni membres du GPRA, ni autres figures de la révolution algérienne.

Quarante-huit heures plus tard, de retour à Tunis et fort du soutien de

l'EMG, Ben Bella décline le poste de vice-président du GPRA, qu'il traite d'« océan de saletés ». Il s'en prend même à Krim Belkacem, vice-président du GPRA, qu'il accuse d'avoir bradé l'Algérie et de l'avoir « livrée au néocolonialisme » en signant les accords d'Évian. Violences verbales inouïes de part et d'autre. Les baïonnettes sont sorties et d'inconciliables divergences éclatent au grand jour. Le spectre de la guerre civile s'installe. Une seule solution : réunir le congrès du CNRA, instance de l'arbitrage de la dernière chance.

C'est à Tripoli que le Congrès est enfin réuni du 25 mai au 7 juin. Trois points sont à l'ordre du jour : approbation des accords d'Évian ; discussion et adoption du programme politique ; formation d'un Bureau politique pour superviser la période de transition et, surtout, pour remplacer le GPRA.

Une première question se pose : pourquoi réunir une instance devant effectuer des choix décisifs en dehors du territoire algérien, qui sera complètement indépendant dans quelques semaines ? L'extraterritorialité du lieu regroupant les principaux dirigeants de la révolution laisse à l'écart les maquisards des djebels et des grandes villes algériennes. La primauté est donc accordée aux révolutionnaires de l'extérieur. Bien sûr, les militants des wilayas sont représentés par des délégués, dotés de procurations parfois approximatives.

Plus tard, des révélations prouveront que la majorité des membres du CNRA étaient sous écoute grâce à un dispositif élaboré dans la base militaire d'Oujda, sous la férule de l'EMG. La réunion se tient dans la salle du sénat du roi Idriss, vraisemblablement « sonorisée » par les services secrets français – qui, par conséquent, suivent les échanges en temps réel, contrairement à la plupart des révolutionnaires algériens.

Le premier point est adopté par la majorité des congressistes à l'exception de trois votes contre, dont celui de Boumédiène ! Surprenant ? Pas tant que ça : il ne s'agit pas d'un rejet des accords, mais d'une simple tactique que l'acteur politique et historien Mohamed Harbi résume avec pertinence : « L'État-major général sait très bien qu'un compromis est inévitable, mais il veut tirer parti des concessions du GPRA pour le mettre sur la sellette et apparaître comme seul défenseur des aspirations nationalistes[40]. » En outre, l'EMG en général, et Boumédiène en particulier, étaient opposés aux négociations d'Évian de peur que l'accord ne se fasse à

leurs dépens, eux qui ont passé en dehors de l'Algérie les années les plus cruciales de la révolution.

Le deuxième point de l'ordre du jour, le programme du FLN, est discuté dans un calme relatif, voire une certaine indifférence. Voté à l'unanimité, ce programme est connu sous le nom de charte de Tripoli. Il stipule que la révolution démocratique populaire doit être menée par la paysannerie, les travailleurs et les intellectuels révolutionnaires, aux dépens de la féodalité et de la bourgeoisie algérienne, dont l'idéologie ferait le lit du néocolonialisme.

Au-delà de la coloration marxisante du programme, il est aussi précisé que la sécurité des Français d'Algérie et leurs biens doivent être respectés. Leur participation à la vie politique de la nation est assurée à tous les niveaux. C'est voté et adopté.

Point suivant : la constitution du Bureau politique du FLN. Rien ne va plus quand il s'agit de désigner les membres de la nouvelle instance dirigeante. Les insultes et propos inélégants fusent même de la bouche de Ben Bella, qui va jusqu'à dire au président du GPRA : « Le plus grand manœuvrier, c'est toi, et si personne, à ce jour, ne t'a déshabillé, je vais le faire, moi ! » La séance est suspendue… jusqu'à ce jour.

Ben Bella n'aura pas son Bureau politique et ne rentrera pas triomphalement à sa tête dans la capitale algérienne pour célébrer l'indépendance du pays. Mais ce n'est que partie remise.

Peu à peu, les divisions éclatent au grand jour. Le paroxysme est atteint le 30 juin quand le GPRA destitue l'État-major général et décide de dégrader, entre autres, le colonel Boumédiène. Ce dernier et sa garde rapprochée ne seront pas de la fête à Alger, ce 5 juillet. Mais leur retour-revanche en Algérie n'est que reporté. Le débat d'idées est vite plié, alors que celui sur les personnes reste explosif.

La nouvelle bataille d'Alger

Il est à peine 8 heures du matin, mais la ville d'Alger est déjà éclairée par un soleil estival. Il fera chaud ce 1er juillet 1962. Des camions et des cars déversent leurs premiers passagers ; d'autres, encore plus nombreux, feront le

même trajet pour aller voter pour la première fois. « L'avenir est à nous », affichent les banderoles sur toutes les rues. Le drapeau algérien est sur presque tous les balcons.

Des femmes voilées, d'autres non, font la queue devant les bureaux de vote. Une autre queue, séparée, aligne des hommes en chemisette ou portant le chèche. Des Européens, protégés par des lunettes de soleil et des chapeaux, attendent aussi patiemment leur tour. Dans les bureaux de vote, le sol des isoloirs est inondé de bulletins estampillés « NON ». Les « OUI » sont massivement à l'intérieur des urnes. La scène est à l'identique dans les autres villes d'Algérie.

« Voulez-vous que l'Algérie devienne indépendante en coopération avec la France ? »

Dans ses mémoires[41], Abderrahmane Farès raconte qu'il a soumis ce projet de question du référendum au général de Gaulle lors d'une rencontre secrète à l'Élysée. Il propose également au président de fixer la date de ce suffrage au 1er juillet. Le général de Gaulle acquiesce : « L'essentiel est que le référendum puisse se dérouler normalement. » Sans incident aucun, le suffrage a lieu dans une incroyable liesse.

Validée par l'Élysée, cette question est posée le 1erjuillet 1962 aux Algériens. Elle recueille presque 6 millions de « oui » contre à peine plus d'un demi-million de « non ». Le verdict des urnes est clair et sans appel.

Quarante-huit heures plus tard, le général de Gaulle reconnaît solennellement l'indépendance de l'Algérie, dans une courte lettre adressée à Farès :

Paris, le 3 juillet

Monsieur le Président,

La France a pris acte des résultats du scrutin d'autodétermination du 1er juillet 1962 et de la mise en vigueur des déclarations du 19 mars 1962. Elle a reconnu l'indépendance de l'Algérie. En conséquence, et conformément au chapitre 5 de la Déclaration générale du 19 mars 1962, les compétences afférentes à la souveraineté sur le territoire des anciens départements français d'Algérie sont, à compter de ce jour, transférées à l'Exécutif provisoire de l'État algérien. En cette solennelle circonstance, je tiens à vous exprimer, Monsieur le Président, les vœux profondément sincères que, avec la France tout entière, je forme pour l'avenir de l'Algérie. Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à ma haute considération.

C. de Gaulle

Cette missive est le premier document qui sera versé dans les archives de la République algérienne. C'est signé « C. de Gaulle ». Et ce n'est pas rien. Seulement, sur le moment, personne en Algérie ne connaît les propos tenus par le général de Gaulle à peine une semaine avant : « Nous sommes au commencement d'une longue série de drames. À partir du moment où les musulmans auront des responsabilités, ils vont se déchirer entre eux. Personne ne pourra les en empêcher ; nous, moins que quiconque. Ce sera leur affaire, ce ne sera plus la nôtre[42]. »

Bien que prémonitoires, les paroles de l'homme du 18 Juin, ne reflètent pas exactement la réalité. L'évolution de l'Algérie indépendante restera, sur certains sujets, une affaire française. Il ne faut pas le dire publiquement, c'est tout.

Le président de l'Exécutif provisoire ne sait pas que ce sont ses derniers moments de gloire. Il fait publier le premier *Journal officiel de l'Algérie indépendante* le 6 juillet, façon de dire : « L'État, c'est moi. » C'est surtout un défi lancé à Ben Bella qui, quelques jours plus tard, déclame, de Tlemcen et sous la protection de l'EMG : « Le Bureau politique du FLN, c'est moi ! » Le duel à distance n'est encore que verbal.

L'Exécutif provisoire reçoit également la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie de la part de nombreux pays, dont l'URSS, les États-Unis, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, la Suède, l'Espagne, le Canada, le Danemark, la Hollande, etc. Inondé par tant d'honneurs, Abderrahmane Farès est à son apogée, alors qu'il n'est détenteur que d'un mandat éphémère. Il ne peut être ni l'homme du consensus, ni celui du compromis : il est jugé trop proche de la France coloniale et de toutes ses composantes, y compris la moins glorieuse : l'OAS.

Le GPRA se manifeste dans la foulée et fixe la date officielle de l'indépendance au 5 juillet[43]. Symbole ou clin d'œil à l'histoire ? C'est le jour où les troupes françaises ont débarqué pour la première fois en Algérie en 1832, marquant le début de la colonisation française du pays. Cent trente-deux ans plus tard, la boucle est bouclée et le nœud dénoué… ?

Pas vraiment. Ce n'est que le début d'une relation particulière qui s'établit entre Paris et Alger. Les liens ne seront jamais coupés.

Dans ses premières années, la Ve République aura du mal à se libérer de l'Algérie pourtant indépendante. Mais, pour l'heure, les rues d'Alger et des

autres grandes villes du pays vivent une euphorie sans nom ; des femmes et des hommes brandissent le drapeau du FLN, désormais celui de la jeune République.

Le bonheur est à chaque coin de rue. Les « fellagas » d'hier sont les libérateurs d'aujourd'hui et ils paradent en tenue de combat sur les principales artères. Ils sont acclamés par les foules, pour qui cette délivrance est prometteuse d'un avenir radieux. Au moment où certains chefs du FLN et officiers de l'ALN savourent leur victoire en prononçant des discours lyriques qui masquent assez bien leurs ambitions politiques souvent contradictoires, voire incompatibles.

La guerre avec la France est finie, mais celle qui oppose des responsables algériens avides de pouvoir va s'accentuer au grand jour, sous l'œil attentif de Paris, et aussi du Caire où Ben Bella s'est rendu dès le 4 juillet pour se mettre sous la protection du Raïs égyptien.

En rangs dispersés mais dans une union de façade, la plupart des dirigeants de la révolution arrivent à Alger. L'hymne national, *Kassamene*, est chanté à tue-tête par tous les révolutionnaires, mais chacun a sa propre partition. Le président du GPRA d'Alger galvanise les foules, à qui il déclare, dès le 9 juillet, dans un grand stade de la capitale : « Le gouvernement, qui est reconnu aujourd'hui par trente-trois États, est la seule autorité en Algérie. Tous les Algériens doivent le reconnaître, et cela dans l'intérêt suprême de la nation. » Le voilà qui met en avant le droit international pour tenter de se glisser subrepticement à la présidence de la jeune République.

Non seulement la France n'a pas formellement reconnu le GPRA, mais encore, en conformité avec les accords d'Évian, la transmission du pouvoir doit s'effectuer par l'Exécutif provisoire qui, lui, a un président qui répond aux messages de félicitations des grands de ce monde. En réalité, la scène politique algérienne est encombrée par trois présidents : Abderrahmane Farès, à la tête de l'Exécutif provisoire ; Youcef Benkhedda, président du GPRA ; et Ahmed Ben Bella, patron autoproclamé du FLN.

Georges Pompidou, Premier ministre, y va de ses pronostics teintés d'humour : « Farès, qui a collaboré de près depuis longtemps avec la France, c'est Darlan. Benkhedda, qui a travaillé avec Farès sans collaborer lui-même, c'est Giraud. Ben Bella, qui n'a cessé de combattre la France avec intransigeance, c'est de Gaulle. » Il se corrigera aussitôt : « N'est pas de

Gaulle qui veut[44]. » La course est lancée, mais il n'y aura pas de tiercé gagnant : un seul placé, sans parler des nombreux non-partants. Tout est suspendu à Ben Bella, qui reste à l'étranger.

En Algérie, Aït Ahmed, plusieurs ministres du GPRA et la plupart des chefs des wilayas sont aussi présents pour fêter ce 5 juillet. Ils sont venus ; sont-ils tous là ?

Non, pas du tout. Ben Bella, Boumédiène et les principaux officiers de l'état-major ne rentrent pas encore à Alger. À noter que, dès l'annonce du cessez-le-feu, en violation des accords d'Évian, les troupes de l'armée des frontières sont entrées massivement en Algérie, infiltrées parmi les réfugiés sous le regard complaisant des militaires français.

Ainsi, Boumédiène, disposant préalablement de ses bataillons à l'intérieur du pays, rentre en Algérie le 3 juillet pour se rendre à l'ouest du pays, dans la ville de Tlemcen, avant de regagner sa base à Oujda, au Maroc, où Ben Bella et ses alliés seront reçus en toute sécurité, protégés par des soldats lourdement armés. Ils font de cette petite ville marocaine une capitale *bis*. Il faut désormais compter avec le « clan d'Oujda ». Cette ancienne base militaire longtemps coupée du pays par la « ligne Challe », redoutable ligne défensive de l'armée française dressée peu d'années après le déclenchement de la révolution.

Le quartier général d'Oujda regroupe toutefois le principal centre d'instruction des militaires algériens, mais surtout le centre d'écoute du MALG (ministère algérien des Liaisons générales). Des ateliers d'armement situés au Maroc dépendent de la base d'Oujda, véritable incubateur des futurs cadres militaires algériens. Politiquement, le clan d'Oujda rejette les accords d'Évian, considérés comme la matrice d'un système néocolonial ; il disqualifie ainsi le GPRA par une rhétorique révolutionnaire et socialiste.

Après moult tractations et revirements d'alliances, Oujda devient une véritable antichambre du premier coup d'État qui ne dit pas son nom. Le commandement et les troupes traversent la frontière pour s'installer à Tlemcen, nouvelle capitale *ter*. Alors que dans la véritable capitale et à Oran se multiplient les enlèvements de Français militaires et civils, à Paris des parlementaires exigent l'intervention de l'armée française pour protéger ses ressortissants. Pierre Messmer, ministre de la Défense, évoque de possibles actions militaires en Algérie.

Dans ce climat tendu de Tlemcen, Ben Bella annonce la formation d'un Bureau politique et d'imminentes élections pour une Assemblée nationale constituante. Le 3 août, il arrive enfin à Alger. Une foule l'attend à sa descente d'avion. Il est acclamé ; les Algériens voient dans son arrivée la fin des guérillas fratricides. Ils hurlent : « Ici, nous sommes 9 millions et nous sommes unis, Là-bas, ils sont 30 et ils n'arrivent pas à s'entendre[45]. »

Le 15 août, Boumédiène débarque à son tour, assez discrètement, à l'aéroport d'Alger. Conciliabules, menaces, divisions et accrochages meurtriers : c'est l'assaisonnement de base d'une guerre civile.

La loi du plus fort supplante les camaraderies d'armes. L'été 1962 est très chaud : « Il devait y avoir environ 130 000 hommes en armes se réclamant de l'ALN[46]. » Peu de temps après, les troupes de Boumédiène marchent sur Alger ; quelques sérieux accrochages et combats – presque un millier de morts – plus tard, il contrôle la capitale. Ferhat Abbas écrira : « Semant des cadavres sur sa route, Boumédiène faisait la conquête de l'Algérie. C'était la seule guerre qu'il fit[47]. » La population crie : « *Sabâa senine barakat* [Sept ans, ça suffit] ! »

Le 9 septembre, l'armée des frontières entre dans Alger et devient l'Armée nationale et populaire (ANP), qui impose ses choix pour les nombreuses années à venir. Les opposants vaincus militairement, certains résignés, sauf en Kabylie, entérinent la loi du talion. Ben Bella prend la tête du Bureau politique qui publie, le 13 août, la liste unique des 196 candidats pour pourvoir les 196 sièges de l'Assemblée constituante. C'est le début du règne du parti unique.

À noter que le Bureau politique a respecté l'une des clauses des accords d'Évian en réservant 16 sièges aux Européens. Mohamed Boudiaf voit son nom figurer sur cette liste et, sans avoir été consulté, se retire. Enfin, sans surprise, les 195 candidats uniques sont élus le 20 septembre. La nouvelle Assemblée constituante se réunit le 25 septembre pour recevoir symboliquement tous les pouvoirs de l'Exécutif provisoire. Ben Bella est élu président du Conseil, chef du gouvernement, par 159 voix, 19 abstentions et un seul vote contre. Ceux qui n'ont pas voté oui et de nombreux opposants vont peupler au fil des mois les prisons du Sahara, le Goulag du Sud, dans une grande indifférence. Et c'est dans la même indifférence que la nouvelle Constitution est votée à l'extérieur de l'Assemblée, dans une salle de cinéma : le Majestic.

Désormais, les canons sont silencieux. La nomination, dans la douleur, du premier président de l'Algérie indépendante et la proclamation, si sincère soit-elle, d'une exemplaire coopération franco-algérienne se heurtent aux rancunes accumulées et aux ambitions antagonistes. Désillusion assurée.

Des rancœurs subsistent évidemment, et les accords d'Évian subissent des interprétations évolutives, sinon contradictoires. Ces accords sont donc vus différemment de part et d'autre. La France les considère non pas comme un traité entre deux pays indépendants, mais comme un programme destiné à préserver les intérêts économiques et stratégiques de la communauté française en Algérie : pétrole et essais nucléaires essentiellement. Alors que, pour Alger, ces mêmes accords et les diverses coopérations inhérentes (militaire, économique, culturelle…) sont perçus au mieux comme une réparation logique des méfaits d'une longue colonisation, au pis comme une approche néocolonialiste.

Sur le dialogue franco-algérien, pourtant vital, plane une lourde méfiance. Des tractations secrètes tentent d'y remédier, mais elles se heurtent souvent à des arrière-pensées contre-productives. Même la diplomatie la plus subtile est insuffisante. Le moteur des relations franco-algériennes ne peut alors que fonctionner par à-coups.

1. Il sera ambassadeur de France à Alger de 1967 à 1968.

2. Il est nommé ministre de l'Outre-mer en 1954, et prend position pour l'autonomie de la Tunisie ; de Gaulle le nomme en 1958 ministre des Transports et du Tourisme.

3. Au nombre de neuf, les chefs historiques du FLN sont ceux qui ont fixé la date du déclenchement de la révolution le 1er novembre 1954.

4. Le Gouvernement provisoire de la République algérienne est proclamé au Caire le 19 septembre 1958. Les autorités françaises sont prises au dépourvu, car elles prétendaient jusqu'alors ne pas avoir d'interlocuteur pour négocier.

5. Surnommé le Chinois, c'est un militant du Parti populaire algérien dès 1940. En septembre 1956, il est chef de la wilaya II, avant de rejoindre Tunis en 1958. Il n'aura aucune fonction politique à l'indépendance. Il meurt à 87 ans en 2010.

6. À l'indépendance, il fera une carrière d'ambassadeur, notamment en Argentine. Il est en poste à Buenos Aires en 1978 lors de la Coupe du monde : la façade de la représentation diplomatique algérienne est la cible de rafales de mitraillette « tirées par des inconnus », selon les autorités argentines de l'époque. Taïeb Boulahrouf délivrait alors des passeports algériens aux opposants argentins pour quitter l'enfer de la junte militaire.

7. Secrétaire général de la présidence du GPRA, il sera ministre des Affaires étrangères. Il meurt en mai 1982 au-dessus de la frontière irano-turque, son avion étant abattu par un missile irakien.

8. Il sera le fondateur et le premier gouverneur de la Banque d'Algérie.

9. Il sera le deuxième ambassadeur d'Algérie à Paris, puis Premier ministre en 1993-1994.

10. Il sera nommé ministre de la Reconstruction, des Travaux publics et des Transports en septembre 1962.

11. Premier ministre de l'Économie de l'Algérie indépendante.

12. Rédha Malek, *L'Algérie à Évian*, Seuil, 1998, p. 159-160.

13. Le volet « Accord de cessez-le-feu en Algérie » des accords d'Évian stipule dans son article 9 : « Le siège de la commission mixte du cessez-le-feu sera fixé à Rocher-Noir. »

14. Député UNR et maire de Philippeville (Skikda).

15. Membre de la première Assemblée nationale constituante française (Alger) en 1946, il était le président de l'Assemblée algérienne en 1953. En 1958, de Gaulle lui aurait même proposé d'entrer dans son gouvernement ; Abderrahmane Farès aurait refusé après consultation des dirigeants du FLN. Emprisonné le 8 novembre 1961 en tant que trésorier du FLN, il est relâché au lendemain du cessez-le-feu pour occuper la fonction de président de l'Exécutif provisoire.

16. Militant indépendantiste de la première heure, diplômé d'ophtalmologie à Paris, il est à l'origine du drapeau algérien, brandi pour la première fois en 1945. Le GPRA voulait le nommer président de l'Exécutif, mais la France a imposé Abderrahmane Farès. Il est de fait le chef politique du groupe des délégués FLN à l'Exécutif provisoire.

17. Raoul Salan est le militaire le plus décoré de France. Le 12 novembre 1956, il est nommé commandant supérieur interarmées de la 10e région militaire (Algérie). Lors de la crise de mai 1958, il cumule les pouvoirs civils et militaires. Il prend la tête du putsch des généraux le 21 avril 1961. Il est le chef de l'OAS.

18. Compagnon de la Résistance, il est aussi l'auteur des best-sellers dont le héros est le Gorille.

19. Né le 30 juillet 1933 à Alger, il participe activement à la semaine des Barricades (24 janvier-1er février 1960). Incarcéré par la suite à la Santé à Paris, il s'enfuit – à la faveur d'une liberté conditionnelle – à Madrid, où il rejoint le général Salan pour créer l'OAS. Jean-Jacques Susini a été condamné deux fois à mort par contumace pour avoir inspiré l'attentat manqué contre le général de Gaulle (au mémorial du mont Faron dominant Toulon, en août 1964). Jean-Marie Le Pen le nomme, en 1997, patron du Front national dans les Bouches-du-Rhône.

20. Né en 1911 et décédé en 1971 à Alger, il fut l'un des premiers Français à acquérir la nationalité algérienne. Libéral et proche des milieux nationalistes algériens, il fut brièvement secrétaire d'État à la Guerre sous Pierre Mendès France. Dans ses fonctions, Jacques Chevallier avait organisé une rencontre entre Mendès France et Ferhat Abbas, un des leaders modérés du nationalisme algérien, au début de l'année 1954.

21. Abderrahmane Farès, *La Cruelle Vérité*, Plon, 1982.

22. Voir Fernand Carréras, *L'Accord FLN-OAS*, Robert Laffont, 1967.

23. Il rallie la France libre le 17 juin 1940. Du 10 juin 1954 au 5 février 1955, il est ministre chargé des Affaires

marocaines et tunisiennes dans le gouvernement de Pierre Mendès France. De 1962 à 1967, il est ministre de l'Éducation. Il relate ces événements dans ses *Mémoires d'hier et de demain. Au service du général de Gaulle. Londres 1940, Varsovie 1945, Alger 1962, Mai 1968*, Plon, 1971.

24. Le 20 février 1961, de Gaulle envoie Georges Pompidou à Lucerne (Suisse) pour annoncer aux émissaires du GPRA, Boumendjel et Boulahrouf, que la France est prête à discuter de l'indépendance de l'Algérie.

25. Membre de la délégation française aux accords d'Évian.

26. Ancien chef de la sûreté d'Alger. Il est l'auteur du premier organigramme de l'OAS (calqué sur les structures du FLN). Il est le chef d'une des trois branches de l'OAS : Organisation-Renseignement-Opération.

27. Cité par José-Alain Fralon.

28. La ZAA est la structure de l'ALN-FLN créée le 20 août 1956. Elle était le fer de lance de la « bataille d'Alger ». Quelques mois avant la signature des accords d'Évian, le commandant Azzedine est nommé à sa tête pour lutter contre l'OAS et préparer l'arrivée du GPRA à Alger.

29. Cité par le commandant Azzedine dans *Et Alger ne brûla pas*, ENAG Éditions, Alger, 1997.

30. Impliqué dès 1947 dans les instances dirigeantes du mouvement nationaliste PPA-MTLD, il est désigné le 9 août 1961 second président du GPRA. Il est à Alger le 3 juillet, juste après la proclamation de l'indépendance par le général de Gaulle. Il quitte définitivement la scène politique dès l'automne 1962.

31. Chawki Mostefai, « Dans l'antichambre de l'indépendance », publié le 19 octobre 2013 (http://mostefai.over-blog.com/2013/10/dans-l-antichambre-de-l-ind%C3%A9pendance.html).

32. Membre du Parti du peuple algérien en 1945, il est l'un des neuf fondateurs du FLN.

33. L'EMG, véritable centre de coordination de l'ALN, est créé en 1959. Il installe son premier quartier général à Oujda (Maroc) et l'une de ses principales missions est d'alimenter les maquis de l'intérieur en armement.

34. L'ALN a divisé le territoire algérien en six wilayas, placées chacune sous le commandement d'un colonel. Elles regroupent plusieurs zones militaires, mais leurs frontières ne sont pas toujours clairement définies.

35. Militant de la première heure, il adhère dès 1934 à l'Étoile nord-africaine, premier mouvement nationaliste. Il devient, à l'indépendance, secrétaire général et trésorier du FLN. Après le coup d'État du 19 juin 1965, Khider annonce qu'il finance tout projet visant à lutter contre le régime existant. Pour le dépôt de ces fonds, il crée en Suisse la Banque commerciale arabe (BCA). Le 3 janvier 1967, à Madrid, il est assassiné par les services spéciaux algériens.

36. Il adhère au Parti du peuple algérien et fonde l'Organisation secrète, branche armée du mouvement nationaliste. Peu de temps après l'indépendance, il devient opposant à tous les régimes successifs et s'en va au Maroc. Après un exil de vingt-sept ans, il rentre en Algérie le 16 janvier 1992 comme président du HCE, structure palliant la démission de Chadli Bendjedid. Il sera assassiné devant les caméras le 29 juin de la même année.

37. Vice-président du Conseil dans le premier gouvernement de Ben Bella, il démissionne très vite. Il est ministre des Transports sous Boumédiène et, en 1977, il est le premier président de l'Assemblée nationale. À ce titre, il assume l'intérim de la présidence de la République à la suite de la mort de Boumédiène en 1978.

38. Rédha Malek, *L'Algérie à Évian, op. cit.*

39. Ville située à 200 kilomètres de Tunis, à la frontière algérienne ; second quartier général de l'EMG.

40. Cité par Jean Lacouture, *Algérie 1962. La guerre est finie*, Complexe, 2002, p. 139.

41. Abderrahmane Farès, *La Cruelle Vérité, op. cit.*

42. Cité par Alain Peyrefitte dans *C'était de Gaulle*, Gallimard, 2002, p. 174.

43. Plus exactement, c'est à cette date que le dey Hussein, représentant de la Sublime Porte, signe sa reddition aux autorités militaires d'occupation.

44. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle, op. cit.*, p. 175.

45. Ali Haroun, *L'Été de la discorde. Algérie 1962*, Éditions Casbah, Alger, 2000, p. 75.

46. Ania Francos et Jean-Pierre Séréni, *Un Algérien nommé Boumédiène*, Stock, 1976, p. 129.

47. Ferhat Abbas, *L'Indépendance confisquée*.

II

La guerre n’est pas vraiment finie

Le chemin Laperlier est bien connu des Algérois. Il commence à la fin du boulevard Saint-Saëns au niveau du Télemly, quartier bourgeois de la capitale, et se termine sur le contrebas du quartier El-Biar, des hauts d’Alger. Le dimanche, avant 1962, on voyait souvent les habitants sortir de leurs maisons pour faire un tour, emmener les enfants jusqu’au parc Saint-Raphaël, non loin de là, pour admirer une exceptionnelle vue sur la baie.

Depuis l’indépendance, le quartier est calme, presque mort. Jusqu’à ce 7 septembre 1963 où, barricadés derrière leurs fenêtres, les riches Blancs qui n’ont pas eu le temps de partir voient des camions de la nouvelle armée débouler dans la petite rue et s’arrêter devant le numéro 22.

Les colons et leurs biens

Quelques instants plus tôt, le consul général à Alger, Jean Herly[1], est informé par une source mystérieuse, évoquée sous le pseudonyme de « M. Soyer », de l’existence d’une prison clandestine. En réalité, c’est une banale villa, située au 22, chemin Laperlier, sur les hauts d’Alger, où sont détenus des Français.

Le consul général fait appel à un militaire, Marcel Ollivier, sympathisant communiste, qui fait contacter Yacef Saadi, héros de la bataille d’Alger, mais aussi surnommé le « boucher de la Casbah » par l’OAS. Ce dernier intervient assez tardivement, car les prisonniers ont été torturés auparavant par leurs

ravisseurs, mais il parvient à les faire libérer.

Ben Bella annonce que ces prisonniers ont été libérés à la suite d'une opération de l'armée algérienne sous ses ordres. Sa communication ne va pas plus loin, car il exige qu'aucun journaliste ne rencontre ces Français, dont quatre anciens de l'OAS impliqués dans un attentat sanglant au port d'Alger, au mois de juin.

Ils sont transférés à la prison de Maison-Carrée. L'affaire deviendra celle du « chemin Laperlier ».

Pour la plupart des dirigeants algériens, l'indépendance est surtout synonyme de réappropriation des biens immobiliers et des terres des colons. En d'autres termes : « C'est notre terre et celle de nos ancêtres. »

Pour se positionner en rassembleur, Ahmed Ben Bella, pas encore président mais sûr de lui, annonce une prochaine ordonnance sur les biens vacants dès le 22 août 1962. Un premier coup de canif est porté aux accords d'Évian par cette déclaration hautement symbolique. L'algérianisation des terres et des biens des Européens est en marche tant dans le discours que dans les faits. Il faut donner une preuve tangible d'une véritable rupture avec le passé colonial. L'Algérie est libre et souveraine.

Les Algériens jouent sur du velours : ce sont les Français d'Algérie qui ont abandonné leurs biens immobiliers à cause d'autres Français (l'OAS) ; le FLN et les Algériens n'y sont donc pour rien. Par ailleurs, ces biens n'ont de valeur véritable que si un marché rationnel existe. Or, les Algériens n'ont pas les moyens d'acheter ce patrimoine à son juste prix. Paris ne peut ni créer un authentique marché immobilier, ni augmenter le pouvoir d'achat des « indigènes ».

À force de discours populistes, Ben Bella a fini par chauffer les masses, de plus en plus incontrôlables. Il n'est plus obéi par ses propres troupes : de nombreux Algériens occupent ainsi de force les propriétés des anciens colons, quitte à kidnapper ces derniers.

La multiplication des disparitions de Français est une réalité tragique, motivée aussi bien par des intérêts matériels immédiats que par un esprit de vengeance. Sans oublier les considérations politiques entre certains chefs. Le conflit entre les wilayas insurgées, particulièrement la wilaya IV (Alger), et Ben Bella s'exprime aussi par des attaques et des enlèvements de Français. Histoire de dresser l'État français contre ce tout nouveau et très discutable

Bureau politique.

Les chiffres sont affolants. Entre le 1erjuillet et le 10 septembre, l'ambassade de France à Alger recense 1 337 Français enlevés. Le ministre d'État des Affaires algériennes est attaqué aussi bien par la presse que par les députés de sa famille politique ou apparentés. Le député indépendant Olivier Lefèvre d'Ormesson demandera ainsi avec vigueur : « Que fait la France pour protéger ses ressortissants ? », et qualifiera les accords d'Évian de « chiffons de papier ».

Une dramatique opération coup de poing sera même menée par l'armée française, juste après la déclaration de l'indépendance : « Sur la foi d'un témoignage apparemment sûr, Jean-Marcel Jeanneney, le premier ambassadeur de France à Alger, avait demandé au général de Brébisson[2] de superviser une opération autour d'une ferme de l'Algérois dans laquelle des Français étaient, prétendait-on, séquestrés. La manœuvre avait tourné au drame, car un militaire français s'était fait écraser par un blindé ; la ferme était vide, et il fallut que le commandant militaire aille présenter ses excuses à Abderrahmane Farès[3]. »

À Paris, lors du Conseil des ministres du 12 septembre, Louis Joxe annonce : « Nous avons intérêt à laisser aux Algériens la caisse vide, car nous aurons avantage à ce qu'ils nous demandent de la remplir. Nous devons maintenir comme une exigence absolue le retour des personnes disparues depuis le 1er juillet. Il en reste plus de 800 à récupérer. »

L'affaire du « chemin Laperlier » est assez révélatrice tant de la capacité de nuisance des nombreux éléments incontrôlés que de l'impuissance du premier président algérien sur le dossier hautement sensible des disparus.

Sans oublier – et c'est tragique – les exactions commises à l'encontre des supplétifs de l'armée française, les harkis, restés en Algérie, et qui ont rarement été au centre des préoccupations des consuls français. Livrés à la vindicte populaire et abandonnés par les politiques de la métropole, les harkis, dont beaucoup[4] ont déserté dès le début des négociations entre la France et le GPRA, se sont vus désarmés par les militaires français.

Le général de division Paul Ducourneau est l'un des premiers à parler déjà du risque d'« un véritable génocide des supplétifs[5] ». Il n'est pas vraiment écouté. La priorité de la France est à l'action politique visant à défendre ses intérêts stratégiques. L'humanitaire semble être secondaire quand les

« autochtones » sont touchés.

La vengeance est dans l'air. Sont visés tant les « collabos », ces Algériens qui se sont mis au service du drapeau français, que les biens immobiliers constituant le patrimoine des Européens. Leurs enlèvements sont souvent motivés par l'expropriation de leurs habitations. Pourtant, les accords d'Évian stipulent clairement leur protection physique et celle de leurs propriétés.

Les tensions continuent à croître. Le 16 octobre, une soudaine décision du Conseil des ministres algérien qui interdit les transactions sur les biens agricoles vacants annule les contrats de vente intervenus après le 1er juillet 1962, et les actes conclus à l'étranger ayant pour objet la vente ou la location des biens mobiliers ou immobiliers. Les étrangers se retrouvent donc exclus de toute transaction avec les Européens d'Algérie, qui n'ont alors d'autre choix que d'être tout simplement dépossédés. Le marché est verrouillé. La défrancisation est en marche.

Le problème de ces biens a très longtemps perduré. En effet, la France se consacre d'abord exclusivement au sort des Européens dans le pays. Très vite, une équipe diplomatique et de nombreux responsables consulaires sont accrédités auprès du gouvernement algérien pour prendre à bras-le-corps ce problème. Trente-trois postes consulaires sont créés à cette fin à travers tout le territoire algérien.

Les six mois de monsieur l'Ambassadeur

La cérémonie se veut solennelle pour ce moment historique du samedi 7 juillet 1962. Il est 18 heures, sous une belle lumière de fin de journée, bercée au son des vagues s'écrasant sur les rochers. Le premier ambassadeur de France, Jean-Marcel Jeanneney, élégant en nœud papillon, s'avance à pas mesurés pour présenter ses lettres de créance à Abderrahmane Farès, président de l'Exécutif provisoire, deux jours seulement après la date officielle de l'indépendance de l'Algérie.

Le tout nouveau diplomate est accrédité sous les applaudissements protocolaires des deux délégations, juste après les rituels propos diplomatiques. Cependant, dans son allocution, Jean-Marcel Jeanneney insiste sur l'importance du maintien des Français sur le sol algérien et de leur rôle : « Je compte sur l'appui de tous mes compatriotes, à qui j'adresse un

salut affectueux, pour me soutenir dans ma tâche et contribuer ainsi à développer les relations franco-algériennes dans l'esprit de loyale coopération qui doit désormais exister entre la France et l'Algérie indépendante. »

Ces cérémonieuses paroles destinées aux Algériens sont précédées par un compte-rendu alarmant de l'ambassadeur destiné aux autorités françaises, la veille de sa remise des lettres de créance. En effet, à 19 h 30 (soit vingt-trois heures avant la cérémonie), le télégramme n° 2488 classé « Secret. Urgent » est envoyé par l'ambassade au ministère de l'Intérieur à Paris et fait état, pour la ville d'Oran, de 21 Européens tués, 46 blessés et 24 disparus pour la seule matinée du 5 juillet, en pleines manifestations du jour de l'indépendance.

Les Européens d'Oran, deuxième ville du pays, à plus de 400 kilomètres à l'ouest d'Alger, connaissent à cette occasion leur première journée d'une sombre et longue série. Enlèvements et assassinats, les victimes européennes se comptent par centaines[6]. Vengeance aveugle d'un côté – souvent de la part de combattants très tardifs –, terre brulée de l'autre : la rupture est réelle et sera irréversible.

Dans ce contexte tumultueux, les grands équilibres et les passerelles officielles souhaités par les signataires français des accords d'Évian sont très vite rompus. Cacophonie, aggravée par un double langage, au sein de la nouvelle équipe dirigeante ; déception, amertume, voire esprit de revanche, chez la majorité des pieds-noirs et leurs sympathisants.

L'exode massif des Européens – bientôt un million – vers la métropole s'est accéléré en 1962. Ces départs ont mis un terme aux espérances gaullistes d'une Algérie indépendante intimement liée à la France, fondée sur une coopération qu'animerait une importante minorité française enracinée dans l'ex-colonie. Envolé, le rêve d'une coopération intra-communautaire dans un même pays ; il ne reste donc que la possibilité d'une coopération directe entre États. Elle est d'ailleurs prévue par de nombreuses clauses des accords d'Évian.

Une presse française trop souvent alarmiste, des responsables métropolitains parfois nostalgiques, des dirigeants algériens attachés à la nouvelle souveraineté au point de renier certains, voire tous les engagements pris à Évian – la confiance n'est pas au rendez-vous, et les bonnes intentions non plus. Oui, pour les Algériens enfin libres, la souveraineté est le principe qui passe avant tous les autres.

Voilà donc le cadre général dans lequel doit avancer et négocier, avec prudence et fermeté à la fois, le nouvel ambassadeur pour mener à bien sa mission. Il doit convaincre ses interlocuteurs, mais surtout certains ministres français réticents.

Paris abrite des foyers de résistance contre une indépendance financée par des contribuables qui auraient aimé que l'Algérie demeure française. Non seulement ce premier ambassadeur de France est au cœur du réacteur de la coopération entre Paris et Alger, mais encore il se doit de le faire démarrer et de travailler en bonne intelligence avec ses interlocuteurs algériens pour le mettre sur la bonne trajectoire et éviter un possible crash.

Le parcours exceptionnel de Jean-Marcel Jeanneney fait de lui l'homme idoine pour mener à bien cette mission historique. Fils unique de Jules Jeanneney, président du Sénat de 1932 à 1942, il est docteur en droit et agrégé de sciences économiques. Ministre du Commerce et de l'Industrie de 1959 à 1962 dans le gouvernement de Michel Debré, il se distingue lors d'un de ses premiers Conseils, en août de la première année, en déclarant courageusement devant le général de Gaulle qu'il est favorable à l'indépendance de l'Algérie.

Considéré, dans ses anciennes fonctions de ministre, comme le tuteur de l'industrie pétrolière française, puisque son action vise à assurer des débouchés au pétrole saharien, Jean-Marcel Jeanneney s'attache particulièrement, dans sa nouvelle mission, à compléter par des conventions spécifiques les clauses pétrolières des accords d'Évian. Ainsi voit le jour l'« Organisme saharien », dirigé par Claude Cheysson[7] . Ce dernier, qui jouit de la confiance du général de Gaulle, sera le seul Français maître à bord de la politique pétrolière. L'ambassadeur ne restera que six mois en poste à Alger, mais son rôle sera souvent décisif.

À son arrivée, Jean-Marcel Jeanneney occupe un des bungalows de Rocher-Noir, quasi mitoyen de celui du « président algérien ». Inédit. La proximité d'Abderrahmane Farès, premier personnage de l'Algérie, avec la France est aussi d'ordre immobilier. Tout un symbole.

Dès l'automne, la relation de voisinage immédiat entre la haute représentation française et le président de l'Exécutif algérien est rompue : Jean-Marcel Jeanneney fait de la villa des Oliviers, où le général de Gaulle avait résidé plusieurs mois à partir d'août 1943, à El-Biar, sur les hauts d'Alger, la résidence de l'ambassadeur de France, une fois la capitale

stabilisée par l’armée algérienne sous les ordres de Boumédiène.

Dans la belle matinée du 6 novembre, l’ambassadeur quitte sa résidence dans la voiture du président du Conseil algérien, précédée d’une escorte motocycliste, pour rejoindre le Palais d’été, où l’attend Ben Bella. À sa descente, un détachement militaire lui rend les honneurs. Sans nœud papillon cette fois-ci, mais toujours élégant, l’ambassadeur se dirige d’un pas lent vers Ben Bella : après une poignée de main chaleureuse, il lui remet ses lettres de créance. *Bis repetita ?* Non : l’État français reconnaît la nouvelle présidence, sans hâte particulière, cinq longues semaines après la désignation du président algérien.

Le soir même, à 22 h 20, Jean-Marcel Jeanneney envoie à Paris le télégramme n° 1906/08 : « Je me suis entretenu seul pendant quelques minutes avec Ben Bella. Il n’y a rien eu dans notre conversation qui mérite d’être rapporté. »

Après la cérémonie du 6 novembre, Ben Bella président ne s’exprimera plus librement en tête-à-tête avec un haut responsable français sans présence de témoin algérien. Il réservera ses déclarations parfois peu aimables envers la France à son public avide de prises de position nationalistes. Il a été quelque peu irrité par les propos de l’ambassadeur de France, évoquant les difficiles problèmes que pose la sécurité des personnes et des biens, condition essentielle pour que demeurent ses compatriotes sur le sol algérien.

S’esquisse dès lors entre les deux hommes un dialogue de sourds. Pourtant, le sérieux coup de main de la chancellerie française à Ben Bella est loin d’être un secret, et elle n’est aucunement négligeable. « Pendant les violente luttes intestines de l’été, l’ambassade avait aidé très discrètement l’un des camps – hélicoptère et renseignements –, en misant au demeurant sur le *bon cheval* : entendez, toute morale à part, les vainqueurs de septembre[8]. » Et que l’ambassadeur, qui a l’autorité sur le commandement militaire en Algérie, soit le plus puissant de la Ve République, Ben Bella s’en moque. Il vient de rencontrer John Fitzgerald Kennedy et Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères, à New York, lors de l’admission de l’Algérie à l’ONU, au mois d’octobre. Et, pour lui, Jean-Marcel Jeanneney n’est qu’un simple diplomate français, fût-il le plus puissant de tous.

Le 4 janvier 1963, à midi précis, sous un timide soleil hivernal, le vent agite les feuilles des arbres bordant l’allée qui sépare le lourd portail de

l'entrée de la résidence. Les gendarmes français, armés, sont vigilants. Les portes de la villa des Oliviers s'ouvrent pour laisser entrer le cortège présidentiel. C'est le dernier déjeuner offert par l'ambassadeur aux officiels algériens.

Ahmed Ben Bella est accompagné par le colonel Houari Boumédiène et d'autres personnalités algériennes. Ils sont invités à déjeuner par monsieur l'Ambassadeur. Autour d'une grande table, dans un climat détendu et cordial, Jean-Marcel Jeanneney ouvre le déjeuner en citant au président le mot de Léon Blum qui prenait ses fonctions de président du Conseil : « Maintenant, on va voir si je sais faire naître en moi un autre homme, gouvernant, bien différent du militant que j'étais. »

Parmi les invités, Mohamed Bedjaoui, secrétaire général du gouvernement, jadis étudiant de Jean-Marcel Jeanneney à Grenoble, s'adresse à l'ambassadeur en l'appelant « monsieur le Doyen », introduisant ainsi une complicité intellectuelle qui fait sourire intérieurement Son Excellence, car très peu de ses invités ont connu les bancs des amphithéâtres universitaires. De son côté, Ben Bella, jovial, s'entretient avec Louis de Guiringaud[9], premier adjoint de l'ambassadeur avec rang de ministre délégué : il évoque avec beaucoup d'émotion la campagne d'Italie, où le diplomate français était officier de spahis. Il rappelle, avec son exubérance coutumière, qu'à la fin de cette campagne il était l'un des trois Algériens à qui le général de Gaulle avait lui-même remis la médaille militaire. Personne ne le contredit. La courtoisie est de règle.

Ce n'est qu'à la fin du repas que commencent les choses sérieuses. Houari Boumédiène s'isole dans un coin du salon en fumant une cigarette après l'autre, suivi par le général quatre étoiles Michel de Brébisson. Ils se parlent pour la première fois. C'est le moment fort de ce début d'après-midi. D'ailleurs, ce déjeuner n'avait pas vraiment d'autre but que de réunir ces deux militaires.

Le ministre algérien de la Défense évoque son besoin d'équipements en matériel de transmission. Le général reste ouvert et demande : « Expliquez-moi la situation pour laquelle ils vous seraient utiles et nous déterminerons le type nécessaire. » Maintenant, c'est au tour de l'officier supérieur français de formuler une requête puisqu'il cite le cas d'un certain colonel Rachid, de l'armée algérienne au Sahara, qui se montre très avare de son concours aux troupes françaises stationnées au sud du pays. Sur un bout de papier sorti de sa poche, Boumédiène note le nom du colonel peu conciliant et dit

simplement : « Il sera muté. »

Dans la soirée, avec ses officiers, le général de Brébisson fait état avec un certain humour du contact très décontracté établi avec Boumédiène : « Tellement facile que, par moments, j'ai dû me retenir pour ne pas lui donner des ordres. »

Le premier attaché militaire auprès de l'ambassade de France à Alger, le colonel Charles-Henri de Réals, adopte dès sa prise de fonction une attitude très attentiste. Dans une note secrète du 17 octobre 1962, il prescrit de « ne pas fournir de l'armement ou des matériels de combat : ceux-ci existent en abondance ou sont attendus en exécution des marchés passés avant la fin des hostilités avec les pays qui soutenaient la rébellion ».

Pour l'attaché militaire, la France ne doit pas chercher à lier l'armée algérienne dans un accord de défense rigide et global, mais au contraire lui donner le sentiment qu'elle agit à sa guise. Pour cela, il suggère de laisser les Algériens assimiler le matériel tchèque ou égyptien qu'ils ont déjà. Il sera bien temps d'essayer de renverser la tendance quand ce matériel sera usé ou cassé[10]. Dans l'immédiat, le colonel de Réals concède 30 000 lits à l'armée algérienne. Plus tard, sur instructions directes du général de Brébisson, il fera livrer 100 000 treillis et chemises, des engins de terrassement du génie, des tentes, des camions et quelques véhicules légers. Le service minimum.

Officiellement, pour les généraux de l'hôtel de Brienne, la jeune armée algérienne est encore très désorganisée ; elle a encore du mal à maîtriser certains équipements militaires abandonnés dans les casernes transférées sous l'autorité de l'État algérien. Cependant, aucun officier ne peut étouffer son sentiment, voire son élan, pour les journées de mai 1958. Surtout, l'armée française sait que Boumédiène ne peut payer rubis sur ongle l'armement qu'il souhaite acquérir. C'est connu : l'argent, c'est le nerf de la guerre – une nouvelle guerre que mène le grand argentier de France, assis sur son trône au palais du Louvre : Valéry Giscard d'Estaing.

Rivoli fait de la résistance

Le grand et impressionnant bureau au palais des Tuileries où règne en maître Valéry Giscard d'Estaing, dur opposant à l'indépendance de l'Algérie et ministre des Finances et de l'Économie, se transforme très vite en citadelle

imprenable quand il s'agit de satisfaire dans les délais les demandes financières algériennes. Accords d'Évian ou pas.

Tout comme la coopération militaire, la coopération financière se fait quasi *a minima*. D'autant plus que, sur ce registre, les Algériens sont demandeurs et n'ont presque rien à offrir en échange, sauf des mesures de rétorsion en fin de compte dommageables pour les deux parties.

La force du ministre est sa grande technicité, qui peut désorienter ses interlocuteurs algériens : même compétents, ceux-ci ne disposent pas, et pour cause, de l'expérience nécessaire – surtout quand il s'agit des subtilités budgétaires.

Très tôt, Giscard d'Estaing fait de la résistance, comme le rapporte *Le Monde* du 18 août 1962 : « S'en tenant à un exposé volontairement technique du problème, le ministre des Finances a indiqué que, pour Paris, il n'y avait pas lieu de s'alarmer – ni de prendre de décision hâtive – puisque les économies qui seront réalisées cette année sur le budget voté pour l'Algérie dans le cadre de la loi de finances de 1962 dépasseraient les crédits supplémentaires demandés par l'Exécutif provisoire. »

Depuis une semaine, le délégué aux finances de l'Exécutif provisoire demande à Rivoli la somme de 36 milliards d'anciens francs de crédit. Valéry Giscard d'Estaing estime que toutes les dépenses supplémentaires demandées ne sont peut-être pas indispensables ou urgentes, comme par exemple l'octroi de 5 milliards d'anciens francs pour les dépenses diplomatiques de l'Algérie nouvelle. Alors que, aux yeux des Algériens, ces nouvelles ambassades sont nécessaires pour consolider le rayonnement de la révolution, mais surtout pour atténuer autant que faire se peut leur dépendance à l'égard de la France.

Poste par poste, les affectations budgétaires sont soit grignotées, soit reportées. Grand seigneur, le ministre des Finances conclut : « Si un problème de trésorerie se pose à l'Algérie et si les pouvoirs publics y sont organisés de telle sorte qu'il y ait une autorité pouvant souscrire un prêt, la France pourra accorder une avance de trésorerie à l'Algérie. » Il ne semble pas maîtriser complètement sa subjectivité. L'apaisement par le verbe et la fermeté dans l'acte : du grand Giscard ! Or les pouvoirs publics sont très peu organisés à l'été 1962, et le pays est au bord de la guerre civile.

La réalité est que les tirages illimités du Trésor algérien sur le Trésor public français s'élèvent à plus de 1,5 milliard de francs et posent un véritable

problème. Paris considère que cette gigantesque somme est une aide financière réelle, mais masquée.

Le ministre des Finances français, qui juge cette situation très coûteuse pour l'État, met immédiatement un terme à cette facilité de caisse accordée aux Algériens, sans pour autant estimer nécessaire de prévenir son homologue à Alger. Ben Bella perçoit cette décision unilatérale comme une mesure de rétorsion. La séparation des Trésors français et algérien intervient le 12 novembre 1962, et est mal acceptée par les dirigeants algériens.

La première rencontre entre les ministres des Finances, Ahmed Francis[11] et Valéry Giscard d'Estaing, n'a cependant lieu que deux mois plus tard. Elle est tendue. En effet, surprise par la brutalité de la mesure, Alger n'a même pas pu obtenir son report. Paris est en position de force. Mais d'autres représailles algériennes demeurent possibles.

Le ministre algérien parle d'une coopération financière compréhensive alors que, pour son interlocuteur, le seul sujet prioritaire est la nécessaire rigueur budgétaire dont Alger doit faire montre. Une fin de non-recevoir claire et nette.

Le ministre algérien était l'un des membres de la délégation d'Évian. Il en va autrement pour le ministre français de l'Économie, qui avait fermement refusé d'intégrer la délégation française pour ces mêmes négociations. Alors membre du gouvernement, Giscard d'Estaing avait dit non au général de Gaulle : « J'étais hors d'état psychologique de participer aux négociations avec le FLN. Les Français qui se battaient contre lui étaient mes camarades ; je ne pouvais m'asseoir face à leurs adversaires. Je rentrai d'un voyage professionnel aux États-Unis. J'arrive à Orly, une voiture m'attend : "Le Premier ministre veut vous voir de toute urgence." Je vois Michel Debré, qui me dit : "Nous allons décider tout à l'heure l'ouverture des négociations avec le FLN. Le Général souhaite que vous fassiez partie de la délégation pour les affaires économiques." Je refuse, à la grande colère de Debré… À 15 h 15, le Général me reçoit, assis derrière son bureau, et me fait le même numéro. » Giscard d'Estaing réitère son refus au président de la République, qui lui dit : « "Vous refusez ? Ah bon !" Il s'est levé, m'a raccompagné à la porte et ne m'en a jamais parlé[12]. »

Juste après les accords, Giscard d'Estaing apprend que l'immeuble datant du XVI e siècle, sur le boulevard Saint-Germain, qui est la Maison de l'Amérique latine[13], appartient à la Banque d'Algérie. Il n'est pas question

pour le ministre que l'Algérie dispose de deux prestigieux hôtels qui furent jadis la propriété de la fine fleur de l'aristocratie française – ses cousins lointains, en quelque sorte. Il s'empresse alors de faire sortir l'immeuble du patrimoine de la Banque d'Algérie avant qu'il ne devienne propriété de l'État algérien : « J'ai fait trafiquer le statut la dernière semaine avant l'indépendance pour l'arracher à la Banque d'Algérie[14]. »

Autre élément d'ambiance : la réputation de proximité de Giscard d'Estaing avec des membres de l'OAS est plus que prouvée. C'est devant la Cour militaire de justice que s'ouvre, le 28 janvier 1963, le procès du colonel Bastien-Thiry, cerveau de l'attentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle. Devant une assistance médusée, l'inculpé déclare : « Je vais retracer la carrière activiste de M. Giscard d'Estaing. L'OAS a été fondée après le putsch de 1961, et c'est alors que Salan, dans la clandestinité, reprit l'OAS en main. C'est à ce moment que M. Giscard d'Estaing a été, dès cette époque, inscrit à un réseau OAS sous le chiffre 12 B[15]. » Sans oublier sa grande amitié pour Michel Poniatowski[16], son directeur de cabinet à l'époque et qu'il tutoie, rare privilège.

Surnommé « Ponia », partisan de l'Algérie française, il est très proche des ultras et autres grandes figures de l'Organisation. Le témoignage de Pierre Sergent, chef d'état-major OAS métropole, est édifiant : « C'est grâce à Michel Poniatowski que j'avais le compte rendu des Conseils des ministres[17]. » Poniatowski est notamment en contact avec un certain André Regard, haut fonctionnaire des finances, l'un des principaux responsables de l'OAS en métropole. Regard recueille chaque semaine les confidences de Poniatowski, qui ne cache pas grand-chose de ce que Giscard lui raconte après les Conseils des ministres. Et « Raphaël » (le pseudonyme de Regard) engrange ainsi les informations sur la façon dont le gouvernement entend mener la lutte contre l'OAS. Simple, discret et efficace.

Installés dans la « citadelle » de la rue de Rivoli, antre des décisions financières françaises, Valéry Giscard d'Estaing et Michel Poniatowski sont tout naturellement les premiers responsables de la mise en place de la coopération économique avec Alger. Dans ce cadre, ni l'un ni l'autre n'ont jugé utile de se rendre dans l'ancienne colonie[18].

L'expérience algérienne de Giscard d'Estaing date de sa sortie de l'ENA : il se rend alors pour quelques mois en Algérie en tant que jeune haut

fonctionnaire de l’Inspection des finances. Cette expérience de terrain le fait connaître des grandes familles de pieds-noirs aux idées bien arrêtées.

Les élans de générosité et de soutien à la jeune Algérie indépendante ne peuvent donc pas venir du ministère de l’Économie et des Finances de la République française. Au contraire, ce grand ministère nourrit avec talent l’inertie de l’appareil administratif, déjà fort peu réactif.

Selon l’ordonnance du 30 mai 1962, les enseignants des collèges et lycées sous tutelle sont appelés à rejoindre leurs postes pour assurer la rentrée scolaire en septembre. Bien plus d’un millier d’instituteurs et professeurs volontaires sont en Algérie, à leurs postes. Cependant, la rue de Rivoli ne leur verse pas automatiquement, comme d’usage, l’avance forfaitaire de 2 000 francs.

L’ambassadeur de France critique par écrit la position du ministère des Finances, qui refuse de créer un budget propre à la mission culturelle pour 1963, sous le prétexte que l’Office universitaire et culturel[19] n’aura pas la possibilité de dépenser l’intégralité de son enveloppe. Apparemment, le ministre auvergnat des Finances n’aime pas le gâchis. C’est seulement sur l’insistance de Jean-Marcel Jeanneney auprès des différentes instances parisiennes que Giscard d’Estaing finit par exécuter les premiers – mais partiels – paiements à la fin du mois de décembre. Noël oblige.

Il n’en va pas autrement quand il s’agit de budgétiser environ 200 postes en renfort pour la chancellerie à Alger et les consulats français à travers tout le pays. L’ambassadeur demande que le ministère des Finances accepte de libérer la moitié des 194 postes prévus pour l’Algérie, mais encore bloqués. Les nouveaux – et de plus en plus nombreux – fonctionnaires consulaires sont restés des mois entiers sans solde. Et c’est le consul général d’Alger, Jean Herly, qui obtient une ligne de découvert auprès des banques françaises en Algérie pour leur verser leur dû qu’ils attendent depuis plus de six mois.

La rue de Rivoli traîne les pieds, mais les banques d’Alger s’empressent de faire ces avances. Il s’agit de faire oublier que leurs nombreuses succursales à travers le pays ont servi de caches d’armes pour l’OAS.

Valéry Giscard d’Estaing et Michel Poniatowski, grands serviteurs de l’État français, ne peuvent évidemment être accusés de sabotage. Au pis, d’un mouvement d’humeur soutenu par des arguments techniques, mais qui a démobilisé des centaines d’enseignants et de fonctionnaires qui, sans ressources, se sont empressés de rentrer en métropole.

Haut placés, les sympathisants de l'OAS, en fermant leur carnet de chèques au nez de tout un pays, peuvent à terme faire bien plus de dégâts qu'une bombe posée dans un coin de rue. Pourtant, ces enseignants et fonctionnaires étaient volontaires et motivés pour s'installer en Algérie. Mais c'était sans compter avec la grande capacité de gestion et d'inertie du prince Poniatowski, mentor et ami de Giscard d'Estaing.

Sur le plan financier, l'Algérie est très vulnérable et se trouve dans une impasse. L'argent frais est son principal talon d'Achille. Le solde du compte de la Banque d'Algérie est tombé de 1 340 à 840 millions de nouveaux francs au début de l'année 1962, puis à 650 millions à la fin de juillet de la même année. La raison essentielle en est la fuite des capitaux vers la France.

Le nouvel État ne dispose d'aucune recette fiscale, puisqu'il est incapable de lever l'impôt. Derechef, les contribuables les plus aisés sont les premiers à être partis pour la France. Six mois après l'indépendance, le déficit est de 200 milliards d'anciens francs.

Ben Bella entreprend une démarche auprès de l'ambassadeur de France. Avec tout le charme dont il a le secret, le président algérien pérore sur l'importance qu'il accorde personnellement à une bonne coopération franco-algérienne – « pierre angulaire de [sa] politique », s'empresse-t-il d'ajouter avec un sourire enjôleur. Il est le premier ami de la France, précise-t-il encore.

Ces envolées saturées de bonnes intentions sont suivies par une demande de 40 milliards d'anciens francs pour les consacrer aux plus urgents projets de développement. Et, comme signe de bonne volonté, Ben Bella annonce à l'ambassadeur de drastiques mesures d'austérité. Jean-Marcel Jeanneney saisit l'occasion de cette requête pour exprimer son attachement au sort des Français disparus, et plus généralement à la sécurité de ses ressortissants et de leurs biens, et il répond au chef d'État : « N'oubliez pas, monsieur le Président, que, depuis le 5 juillet, la France est indépendante de l'Algérie. »

L'ambassadeur de France doit également intégrer les arguments techniques du ministère des Finances, qui a sa propre vision des choses. Ce manque de flexibilité de la rue de Rivoli devient encore plus flagrant lors des négociations financières entamées au début de l'année 1966. Et, le 30 avril, les deux pays annoncent leur échec. Quelques éléments éclairent cette déconvenue : la balance commerciale de l'Algérie avec la France a été légèrement créditrice en 1965 – de 264 millions de dinars, indiquent les

statistiques officielles publiées par la Caisse d'équipement pour le développement en Algérie.

En bref, selon la rue de Rivoli, l'Algérie n'est pas si pauvre, puisque ses caisses se remplissent grâce à ses exportations vers l'Hexagone. « N'envisageant pas de remettre en cause la coopération, la France dispose donc d'un atout : son aide financière, là où le bât blesse. Mais cet atout est unique au monde : les pays de l'Est offrent des crédits liés, l'Amérique une aide alimentaire, seule la France offre de l'argent frais[20]. »

Après d'âpres négociations tout au long du premier semestre 1963, Paris fixe la somme de l'aide directe à un milliard de francs. Valéry Giscard d'Estaing obtient une imputation de 200 millions sur cette enveloppe globale, comme une participation forcée des Algériens au titre de dédommagement d'une grande partie des terres considérées comme définitivement expropriées. Après tout, 200 millions de nouveaux francs, c'est déjà ça de pris.

Dire que le ministre des Finances entrave la coopération entre les deux pays, c'est forcer ses intentions, mais non les travestir. Plus précisément, il détient un levier important qui peut assujettir économiquement – et ce n'est pas rien – un pays fraîchement affranchi du joug colonial. L'enjeu est de réduire la souveraineté de l'Algérie indépendante. Le maintien de la suprématie française, sous une forme plus sournoise, est le baroud d'honneur de Valéry Giscard d'Estaing.

Souveraineté contre coopération

Les rayons du soleil percent l'aube de ce 27 octobre 1962, et se reflètent sur les maigres vitres de l'immeuble du boulevard Bru. Les journalistes qui échangent leur service se serrent la main en bas de l'immeuble de la maison de la Radiodiffusion et de la Télévision.

L'un d'eux n'a pas le temps de finir sa cigarette quand il voit débarquer, juste là, à quelques mètres, des militaires de l'ANP. Démonstration de force. Il part en courant tandis que les hommes armés investissent le bâtiment de la RTFA et désarment les gendarmes français en charge de la sécurité des lieux.

Presque aussitôt, un blindé français se positionne à l'entrée de l'immeuble. La tension est à son comble. Jean-Marcel Jeanneney, grâce à ses prérogatives sur l'armée, interdit aux militaires français de riposter. L'ambassadeur demande audience à Ben Bella, qui le reçoit en fin de journée.

Quelques jours plus tôt, le 24 septembre, Paris a communiqué à son ambassade un projet de protocole relatif à la coopération de la RTF-Algérie. Ce projet a toutes les caractéristiques pour irriter la souveraineté du jeune pays indépendant. Il stipule que la RTFA est un établissement public qui met son antenne algérienne ses installations et à la disposition de l'État algérien, pour une durée d'un an renouvelable. De surcroît, la propriété juridique du site étant française, l'immeuble, sous protection de gendarmes français, garde le drapeau tricolore sur son toit, au même titre que la chancellerie ou une représentation consulaire.

Le projet est inacceptable, mais la France ne change pas sa position… jusqu'aux pressions de Ben Bella. L'approche des célébrations du 1ernovembre requiert l'affichage de la souveraineté algérienne sur tous les lieux hautement symboliques. La radio et la télévision sont donc une priorité absolue, non négociable. Aussi, lors de cet entretien, le président algérien déclare-t-il à l'ambassadeur de France que, l'ANP ayant appris que des camions s'apprêtaient à évacuer les équipements de l'immeuble de la RTFA et que des documents y étaient brûlés, son gouvernement a décidé de prendre cette mesure conservatoire. Allusion à la connivence des journalistes français de la radio et de la télévision avec l'OAS. Pour conclure, Ben Bella assure à Jean-Marcel Jeanneney que les deux katibas qui ont investi l'immeuble vont se retirer pour ne garder qu'un poste de contrôle à l'entrée.

Avec des caisses quasiment vides, l'Algérie a grand besoin du soutien financier français. Mais, pour les Algériens, reconnaître cette dépendance va à l'encontre de l'affirmation de leur souveraineté : « Aussi le discours officiel entreprit-il de justifier l'aide française en la présentant comme un dû : une réparation obtenue en raison de cent trente ans d'exploitation coloniale aggravée *in fine* par les ravages de la guerre de libération[21]. »

Dans leurs rapports avec les responsables français, les Algériens « jouent » sur un éventuel sentiment de culpabilité en couplant coopération et réparation. Il est vrai que l'étendue des dégâts est énorme : une population déplacée, 500 000 réfugiés au Maroc et en Tunisie, 2,5 millions dans les camps de « regroupement », 1,5 million de morts officiellement[22], plus de 8 000 mechtas (hameaux) brûlées…

Au contraire, pour Paris, l'aide française n'est pas inconditionnelle. À Évian, le pays s'est engagé à fournir à l'Algérie une aide économique et financière substantielle. Selon les termes exacts des accords, le gouvernement

a son mot à dire concernant l'affectation de cette aide.

Plus que sur le papier, la France est en position de force. Cependant, sur le terrain, des mesures de rétorsion restent à la portée des Algériens.

Elle ne s'appelle plus Saint-Philippe. D'ailleurs, ce n'est plus une cathédrale. Le lieu a retrouvé sa fonction d'avant ; les autorités l'ont décidé juste après l'indépendance. Un symbole qui ne plaît pas à tout le monde, et notamment à l'État français à qui elle appartient – la bâtisse n'a pas encore fait l'objet d'un transfert de propriété négocié en bonne et due forme. L'inauguration de la mosquée Katchaoua est prévue pour le 1er novembre 1962, date anniversaire du début de la révolution. La première prière aura lieu le lendemain. Jean-Marcel Jeanneney est furieux.

Outré, l'ambassadeur de France est reçu le 27 octobre par Ben Bella : « Cette utilisation d'un lieu de culte catholique pour une célébration politique constituerait un geste hautement déplaisant à l'égard de la France et des ressortissants français[23]. » Calmement, le président algérien rétorque que c'est une affaire très ancienne qu'il avait déjà commencé à traiter, depuis sa prison française, avec Mgr Duval.

Il ajoute délibérément qu'il est de l'intérêt de l'Église catholique en Algérie que ces problèmes soient traités directement avec son gouvernement. Sur ce sujet, Ben Bella aurait pu argumenter encore plus s'il avait écouté le conseil de mettre les autorités françaises devant leur propre contradiction : loi de séparation de l'Église et de l'État devait empêcher l'ambassadeur d'interférer dans cette affaire. Peu importe : pour le président algérien, la première célébration du déclenchement de la révolution justifie l'appropriation de tous les signes visibles de souveraineté. La légitimité révolutionnaire est érigée en principe immuable. Et ce, jusqu'à nos jours.

Ces manifestations parfois viriles de souveraineté ne doivent pas non plus masquer des réalisations concrètes d'une véritable coopération constructive.

Presque toutes les écoles d'Algérie ont ouvert leurs portes pour la rentrée scolaire de l'automne 1962, et 40 % des instituteurs regagnent leurs postes en Algérie. En outre, 1 200 enseignants volontaires se présentent au ministère de l'Éducation à Paris pour contribuer à cette première rentrée scolaire. Le ministère des Armées met également à disposition de l'Algérie des enseignants du contingent.

Avec le protocole d'accord du 23 octobre 1963, des jeunes se portent volontaires pour accomplir en Algérie leur période sous les drapeaux

(VSNA). Et les familles françaises n'ont plus peur d'y voir leurs enfants effectuer leur service militaire. Au titre de la coopération, l'Office universitaire et culturel gère également, pour l'enseignement du premier degré, 178 écoles, 2 183 classes, 87 340 élèves. La coopération administrative donne des résultats tangibles. Et, en décembre 1962, 15 500 fonctionnaires français exercent leur métier comme agents de la fonction publique algérienne.

Par ailleurs, dans le sens opposé aux flux des pieds-noirs apparaît très tôt celui des « pieds-rouges[24] ». Constitués essentiellement de sympathisants de la révolution algérienne, tels les « porteurs de valises[25] », de militants de gauche, ils souhaitent tous participer à la reconstruction et au développement du pays en dehors du cadre de la coopération. Pour eux, l'expérience algérienne ne fait que commencer.

Maintenant que la coopération s'installe avec ses hauts et ses bas, de Gaulle crée un secrétariat d'État aux Affaires algériennes en remplacement du ministère d'État. Jean de Broglie[26] est nommé à ce poste (du 28 décembre 1962 à 1966). Sa mission est de préparer et d'appliquer la politique du gouvernement à l'égard de l'Algérie, notamment en matière de coopération.

Lors de sa première arrivée officielle à Alger, Jean de Broglie déclare que ce voyage répond à un besoin de clarification et d'explication : « Les options de l'Algérie nécessitent des travaux d'adaptation constante de nos relations. Le fondement de la politique française à l'égard de l'Algérie reste la coopération sur la base de la souveraineté et de l'égalité. »

Le 1er mai 1963, Jean de Broglie est de nouveau à Alger pour s'entendre dire que le jeune pouvoir veut revoir les accords d'Évian, notamment sur le pétrole et sur les essais nucléaires au Sahara. Sa position est claire ; sur le ton le plus aristocratique possible, il avertit : « C'est donnant-donnant, la France veut bien financer une expérience socialiste. » Les Algériens ne peuvent, pour le moment, franchir cette ligne rouge. Pour de Gaulle, le pétrole du Sahara est un des meilleurs éléments de l'indépendance de la France[27]. En effet, les objectifs fondamentaux de la politique gaullienne en Algérie étaient de pouvoir récupérer la totalité de la production pétrolière et de pouvoir expérimenter autant de bombes qu'on le désirerait, tant que Mururoa ne serait pas achevé. La coopération n'était que la ligne de crédit officielle en guise de remerciement.

Au total, dès l’indépendance, quand la coopération concerne des sujets peu sensibles publiquement, elle fonctionne plutôt bien. C’est le cas de l’enseignement, où chaque partie trouve son compte : nouveau départ de l’école algérienne contre maintien de la francophonie. Mais quand les options stratégiques sont en jeu, pétrole et essais nucléaires, la discrétion est de rigueur. Du côté algérien n’émane aucune déclaration publique sur les expérimentations militaires françaises sur son territoire, pourtant indépendant. Il en va de même pour ses gisements pétroliers, toujours exploités par l’ancienne colonie.

Il est clair que la France, dans le contexte postcolonial, est en position de force, mais il ne faut pas le dire au grand jour. Cette discrétion, même relative, permet à l’Algérie de construire le récit de l’indépendance pleine et entière.

Dans la vision gaullienne, les intérêts stratégiques de la France passent bien avant les soucis matériels de plusieurs milliers de Français d’Algérie. De Gaulle n’avait-il pas déclaré, à propos des pieds-noirs : « Eh bien, ils souffriront... » ?

L’expropriation de leurs biens par le jeune État fait partie de cette souffrance. Et Alger affiche ainsi les signes extérieurs de l’indépendance. Sans parler du tragique sort des harkis, qui ne seraient vraisemblablement, dans cette logique, qu’un « détail de l’histoire »...

1. Il fera plus tard une brillante carrière diplomatique. Il sera tour à tour ambassadeur de France en République centrafricaine (1966-1969), en Israël (1973-1977) et au Maroc (1978-1980), ainsi que ministre d'État de Monaco de 1981 à 1985.

2. Michel de Brébisson est commandant supérieur interarmées. Il sera nommé, le 1er février 1966, secrétaire général de la Défense nationale.

3. Cité dans Éric Kocher-Marbœuf, *Le Patricien et le Général. Jean-Marcel Jeanneney et Charles de Gaulle*, t. 1 (1958-1969), Armand Colin, 2003.

4. Environ 60 000.

5. Quelque 70 000 harkis ont péri dans ces règlements de compte.

6. Lire à ce sujet Guy Pervillé, *Oran, 5 juillet 1962. Leçon d'histoire sur un massacre*, Vendémiaire, 2014.

7. Polytechnicien et énarque, chef de cabinet de Pierre Mendès France, de 1954 à 1955, quand celui-ci est président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. Claude Cheysson est membre du cabinet d'Alain Savary, secrétaire d'État chargé des Affaires marocaines et tunisiennes. De 1981 à 1984, il sera ministre des Relations extérieures lors du premier septennat de François Mitterrand.

8. Témoignage de Jean-Noël Jeanneney, fils de l'ambassadeur, dans l'excellent livre d'Anne Liskenne, *L'Algérie indépendante. L'ambassade de Jean-Marcel Jeanneney*, Armand Colin, 2015, p. 25.

9. Il rejoint en 1943 le Comité français de libération nationale à Alger ; il devient ministre des Affaires étrangères de 1976 à 1978. Il se suicide en 1982.

10. Cité par Éric Kocher-Marbœuf, *op. cit.*

11. Il est incarcéré à la suite des événements du 8 mai 1945. Membre fondateur de l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA), il est élu député à l'Assemblée nationale française et se fait désigner comme délégué du parti à l'Assemblée algérienne. Ahmed Francis se retire de la scène politique le 4 septembre 1963.

12. Georges Valence, *VGE, une vie*, Flammarion, 2011, p. 162.

13. Elle est constituée de l'hôtel de Varengeville et de l'hôtel Amelot de Gournay.

14. Georges Valence, *op. cit.*, p. 163.

15. Il ne s'agit pas d'une liste d'adhérents, mais de sympathisants.

16. *Le Monde* du 17 janvier 2002 titre : « Mort de Michel Poniatowski, le "frère" de Valéry Giscard d'Estaing. »

17. « La Suisse et la guerre d'Algérie », documentaire diffusé par RTS 2 le 15 mars 2013.

18. Michel Poniatowski a fait son service militaire en Algérie de 1943 à 1944 dans l'Algérois (à Blida et à Staouili).

19. Il s'agit d'un établissement public français créé le 14 août 1962, dont le conseil d'administration siège à Paris, et qui est chargé d'administrer les établissements scolaires et universitaires français d'Algérie ainsi que le personnel qui y exerce.

20. Dans Nicole Grimaud, *La Politique extérieure de l'Algérie*, Karthala, 1984, p. 53-54.

21. Nicole Grimaud, *op. cit*., p. 106.

22. L'historien de référence Benjamin Stora évoque 500 000 morts au maximum, dont 400 000 musulmans, 4 000 pieds-noirs, 30 000 soldats français, entre 15 000 et 30 000 harkis.

23. Anne Liskenne, *op. cit*., p. 159.

24. Lire à ce sujet Catherine Simon, *Algérie, les années pieds-rouges. Des rêves de l'indépendance au désenchantement (1962-1969)*, La Découverte, 2009.

25. Lire à ce sujet Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Porteurs de valises*, Albin Michel, 1979.

26. Il est un des trois Français signataires des accords d'Évian.

27. Déclaration du Général lors de sa visite à Hassi Messaoud (premier site pétrolier) le 4 décembre 1958.

III

Boumédiène, l'homme du 19 Juin

Au bord de la route, il regarde la foule en liesse. Les hommes tentent de lancer leur bras le plus loin possible devant eux dans l'espoir de serrer sa main. Les femmes poussent des cris de joie, se prennent par les bras. On chante, on danse, on rit. L'Algérie est indépendante : ce n'est plus la guerre, mais l'euphorie collective qui le dit.

Le colonel, toujours très sérieux, amaigri par les mois de lutte, fait signe au conducteur d'arrêter la Jeep. Il enjambe la portière, et se dirige vers les Algérois. Il n'y tient plus. Sourires, poignées de main échangées, mots de joie lancés à la volée.

Boumédiène, discret comme toujours, est heureux. L'ALN entre dans Alger et va au-devant de Ben Bella. Ce mois de septembre 1962 est le plus radieux de tous – la lumière loin de l'obscurité des colonies. Le colonel est un héros, il le sait. Il ignore encore comment, mais bientôt tout le monde le saura.

Presque comme la France, à un jour près mais un quart de siècle plus tard, l'Algérie trouvera son homme du 19 Juin. Loin des projecteurs, souvent à l'ombre de Ben Bella, Houari Boumédiène avancera prudemment, à petits pas, pour prendre les rênes de son pays et le placer sur la scène internationale.

Dans un premier temps, l'homme fort de l'armée n'inquiète pas la France. Contre vents et marées, il défend en effet la présence des déserteurs de l'armée française (DAF) dans l'encadrement de l'ANP, au grand mécontentement de nombreux colonels et officiers des wilayas de l'intérieur.

Mais, pour comprendre ces tensions, il est nécessaire de revenir quelques années plus tôt, en pleine guerre d'Algérie.

Les tensions au sein de l'armée

De petites moustaches qui s'étendent le long de ses lèvres. Une sorte de béret de guérillero toujours de côté. Et une moue souvent rieuse. On le respecte, ce colonel Si Salah, ce valeureux révolutionnaire.

De son vrai nom Mohamed Zamoum, c'est le commandant de la wilaya IV (l'Algérois), région particulièrement exposée aux opérations françaises d'envergure où sont tués plus de 40 % des effectifs. Sous les bombes, sans renforts ni munitions, ses katibas, celles non encore décimées, sont au bord de l'implosion.

Par un triste jour d'hiver, dans le froid de janvier 1960, Si Salah, à bout, transmet par radio un réquisitoire d'une violence inouïe pour Boumédiène, à Oujda : « Vous ne foutez rien, vous vous prélassez à l'extérieur. Mais méfiez-vous. Les maquis sont las et écœurés. De Gaulle propose la “paix des braves”, l'égalité complète pour tous. Nous, c'est ce que nous demandons. L'égalité, c'est le but auquel depuis toujours nous aspirons. Si vous ne nous fournissez pas les moyens de faire la guerre, nous acceptons cette proposition. On ne peut rien demander d'autre. »

Dans son quartier général à Oujda, abasourdi par la lecture du message qui vient d'être déchiffré, Boumédiène pense d'abord à une opération d'intoxication menée par l'armée française. Il demande confirmation du message par un second envoi codé. Chose faite, mais silence radio.

Boumédiène vient de se faire admonester par Si Salah. Ce dernier, toujours en attente du retour d'écoute, s'impatiente. Alors, quelques semaines plus tard, le 15 avril, il repart à la charge, encore plus déterminé, mais cette fois-ci en s'adressant directement au GPRA à Tunis : « Il semble définitivement établi que nous n'entretiendrons entre nous qu'un langage de sourds. Vous avez interrompu radicalement tout acheminement de compagnies et de matériel de guerre depuis 1958. Vous êtes enlisés dans la bureaucratie. Nous ne pouvons plus en aucune manière assister les bras croisés à l'anéantissement progressif de notre chère ALN. »

Il ne faut pas oublier que l'acte fondateur de l'ALN, c'est le congrès de la Soummam. Il s'agit de la première grande réunion du FLN tenue dans la

vallée de la Soummam, en Kabylie, le 20 août 1956, et qui préconise la primauté de l'armée de l'intérieur sur celle de l'extérieur et la primauté du politique sur le militaire.

Sans aucun doute, Si Salah et d'autres décident de franchir le pas : Général, nous voilà, essayons la paix des braves. D'autant plus que ces deux surprenants messages sont interceptés par les services d'écoute radio du capitaine Heux, au Bureau d'études et liaison (BEL).

L'information est acheminée à Paris. Mais Si Salah ne le sait pas : il doit donc faire part de ses intentions aux Français, par ses propres moyens. Alors, le 17 mars 1960, il fait remettre anonymement une lettre au cadi de Médéa, autorité régionale franco-musulmane, où est écrit noir sur blanc : « Le porteur de ce message est habilité à porter à votre connaissance ce qui suit. Des officiers de l'ALN, exprimant théoriquement des vues d'une grande partie des maquis et représentant officiellement un fort contingent de combattants, veulent étudier les moyens de réaliser l'entente entre ceux qui, dans chaque camp, se battent véritablement sur les fronts politique et militaire pour l'émancipation de l'Algérie. »

Le cadi, ayant consulté le procureur général d'Alger, Robert Schmelck, se rend en avion à Paris dès le lendemain pour transmettre le message au ministre de la Justice, Edmond Michelet. L'opération « Tilsitt » se met en place immédiatement. Partent pour Médéa le colonel Mathon, membre du cabinet militaire de Michel Debré, et Bernard Tricot, membre du cabinet du président de Gaulle.

Il faut agir vite. Si Salah, ce valeureux révolutionnaire, ne peut qu'être pris au sérieux. Il a pris de très grands risques. Les militaires français sont très enthousiastes à l'idée de cette possible paix avec les maquisards.

L'armée française, qui a mené plusieurs opérations, considère ces négociations comme la preuve de l'efficacité de ses différentes campagnes. La reddition – qui ne dit pas son nom – du camp adverse est proche !

Aux premières lueurs de l'aube du 28 mars, par une porte dérobée, le cadi fait entrer chez lui Si Salah et deux de ses adjoints. Le contact est pris dans la plus grande discrétion avec les émissaires de Paris.

Des négociations sont entamées et s'approfondissent lors d'autres rendez-vous, toujours secrets. De nombreuses étapes et conditions sont passées en revue au cours des semaines suivantes. La paix séparée est très compliquée à réaliser, tant militairement que politiquement. Elle peut même être très

dangereuse si ses bases ne sont pas solides. L’implication directe du général de Gaulle devient impérieuse.

Un avion militaire est affecté pour conduire les « fellagas » en France. À Rambouillet, le 10 juin, la nuit tombée, debout devant son impressionnant bureau, de Gaulle reçoit Si Salah et ses deux adjoints[1]. Ils lui font le salut militaire, il prend acte de leur proposition. Des conditions restent à remplir.

Au moment de se séparer, le Général leur dit : « Vous comprendrez que je ne puisse encore vous serrer la main... Mais la prochaine fois... » Brave, avait-il dit ?

Ce projet tombe à l’eau pour des raisons qui font encore débat à ce jour. Toutefois, il est certain que le général de Gaulle a préféré des négociations essentiellement politiques avec le GPRA.

Si Salah meurt en Kabylie lors de l’interception du convoi qui le menait vers la Tunisie, le 20 juillet 1961, par les troupes de l’armée française. Un témoin gênant disparaît, mais toute cette affaire symbolise une fissure au sein des militaires algériens. L’armée française n’en est pas exempte.

Lors de son jugement pour participation au putsch du « quarteron de généraux », le 29 mai 1962, interrogé par le président du haut tribunal militaire, le général Challe exposera ses motivations. Il dira que le pouvoir avait commis une faute tactique en faisant échouer les négociations avec les chefs de la wilaya IV. Négociations qui auraient pu, selon lui, amener la pacification rapide de l’Algérie. Il n’en dira pas plus, car, pour le président, le fond de l’affaire Si Salah sera examiné à huis clos. Secret défense. Comme nombre de ses collègues, Challe pense que de Gaulle a de nouveau « trahi » ; mais, en public, il parle pudiquement de faute tactique. Il est clair que le Général a été tenté par une solution militaire qui repose sur la reddition des maquisards – option privilégiée par ses officiers qui veulent garder un pied en Algérie. Après tout, ils se battent pour ça. Premières hésitations : de Gaulle a accepté de recevoir en France Si Salah et sa délégation, mais il ne tarde pas à trancher pour une solution politique qui ne doit pas exclure le GPRA – reconnu par la Chine, entre autres. Et, surtout, la capitulation des fellagas laisserait ses propres militaires aux commandes d’une Algérie incertaine. Il décide d’abandonner Si Salah, qui meurt sous des balles françaises – au grand soulagement de Boumédiène, dont l’autorité était fortement contestée par le chef de la wilaya IV.

Si Salah n’est pas le seul à avoir payé de sa vie ses divergences avec le sommet de la hiérarchie. Une autre affaire viendra entacher les rapports au

sein de l’armée, cette fois-ci après l’indépendance. Encore une bien sombre affaire.

Un colonel dont la barbe n’a même pas encore commencé à pousser. Un chef dont les traits de l’enfance sont encore imprimés sur le visage, lui donnant une douceur d’adolescent.

À 26 ans, Mohamed Châbani est le plus jeune colonel de l’armée algérienne. Originaire de Biskra, région de palmeraies dans le Sud algérien, il poursuit ses études à Constantine à l’institut du cheikh Ben Badis, l’une des grandes écoles fondées par l’Association des oulémas musulmans algériens, vivier de nationalistes.

Jeune homme très pieux, bien que chétif, il s’engage courageusement dans la lutte armée en 1956 à la suite de la grève des étudiants. Dès 1959, il prend le commandement de la wilaya VI (Sud algérien) en remplacement de son chef, le colonel Si El Haouès[2]. Poste qu’il conserve à l’indépendance.

Adulé par le président Ben Bella[3], Châbani ne tarde pas à entrer en conflit avec Boumédiène. Diviser pour régner, telle est la devise de Ben Bella. Le principal objet de la colère du chef de la wilaya VI contre son ministre de la Défense est la place de plus en plus prépondérante des DAF dans les instances supérieures de la nouvelle armée algérienne, l’ANP.

Deux personnes en particulier sont la cible du plus jeune colonel de l’armée algérienne : le commandant Abdelkader Chabou[4], secrétaire général du ministère de la Défense, et le colonel Ahmed Bencherif[5], commandant de la gendarmerie nationale, à qui il voue une méfiance tenace. Le colonel Châbani n’acceptera jamais de recevoir des ordres du commandant Chabou, surtout en langue française. Plus généralement, il refuse de voir les DAF jouer un rôle de premier plan dans le commandement militaire.

Profitant d’un déplacement de Boumédiène à Moscou en 1963, Ben Bella propose à Châbani le poste de ministre de la Défense ou celui de chef d’état-major. Ce dernier prend le temps de réfléchir, mais trop tard : aucun des postes ne lui échouera.

Le jeune colonel n’a que des paroles de mépris à l’égard du « planqué de Ghardiamou », ce Boumédiène qui a fait tirer sur les maquisards lors de sa marche sur Alger durant l’explosif été 1962 – crime impardonnable aux yeux de Châbani. En effet, l’armée des frontières, bien équipée, avait trouvé des maquisards déterminés à lui barrer la route vers la capitale. Sans hésitation

aucune, Boumédiène donna l’ordre à ses troupes de neutraliser toute opposition armée.

Entre les deux hommes, la guerre est déclarée. Et, pour Boumédiène, une seule issue : écarter le colonel Châbani. Les forces gouvernementales se dirigent donc vers le quartier général de la wilaya VI, après quelques escarmouches. Deux morts plus tard, les troupes adverses ne sont pas très motivées pour s’engager dans un combat fratricide et ne protègent plus leur chef, qui prend la fuite. Il sera arrêté huit jours plus tard et livré, sur ordre de Boumédiène, à son pire ennemi : le colonel Ahmed Bencherif. Le DAF a enfin sa peau.

Le tribunal militaire se réunit à Oran le 2 septembre 1964. Parmi les juges siège le colonel Bencherif. La messe est dite. À l’aube, quelques heures avant l’ouverture du procès, ce dernier emmène deux sous-officiers dans la forêt de Canastelle, qui jouxte la ville d’Oran, pour creuser la tombe du prévenu, juridiquement présumé innocent, avant son jugement.

Le lendemain, Mohamed Châbani, préalablement torturé, malade et laissé depuis trop longtemps sans soins, entend, debout, sa sentence. Sans surprise, il est condamné pour haute trahison. Il est exécuté et enterré à l’endroit choisi quelques heures plus tôt par un de ses juges.

Ce ne sera que le 24 octobre 1984 que le président Chadli Bendjedid[6] le réhabilitera, lui décernant la plus haute distinction et faisant solennellement transférer sa sépulture au carré des Martyrs du cimetière d’Al-Alia (banlieue d’Alger), à un jet de pierre de la tombe de Boumédiène.

Les tensions sont vives au sein de l’armée, entre les maquisards des wilayas et les militaires à l’extérieur du pays. Frontières politiques encore exacerbées par les constructions des lignes Morice[7] et Challe[8] pendant la guerre pour isoler militairement les wilayas de l’intérieur, approvisionnées à partir des pays voisins.

La première, électrifiée et large d’une cinquantaine de mètres où sont placés quelques centaines de milliers de mines, s’étend sur 400 kilomètres environ au long de la frontière tunisienne. La seconde est édifiée à la frontière marocaine, qui court jusqu’au nord du plateau de Béchar. Elle est également électrifiée, mais plus diaboliquement : haute tension de 30 000 volts, avec un nombre de mines[9] supérieur à celui de sa jumelle à l’est.

Il faut sauver le soldat déserteur

Ils ne sont que quelques centaines à avoir déserté l'armée française entre 1956 et 1961 pour rallier la guerre d'indépendance. Cependant, leur passage, souvent volontaire, sous le drapeau tricolore pose problème et nourrit tous les doutes.

Les DAF sont majoritairement issus de familles de notables aisés et, surtout, très peu animés de sentiments nationalistes. Seulement, pour Boumédiène, ces officiers et soldats sont précieux pour organiser une armée moderne : ils possèdent technique et expérience. Mais ils lui sont aussi entièrement redevables : ils sont à son service.

Soutien d'autant plus indispensable que, au sein de l'ALN devenue ANP, le tout nouveau ministre de la Défense n'a pas que des amis. L'inflation des grades octroyés pendant les deux dernières années de la lutte d'indépendance n'a fait de Boumédiène qu'un colonel parmi tant d'autres. Et, contrairement à certains de ses confrères, il n'a pas tiré beaucoup de balles sur les forces ennemies, et encore moins essuyé de tirs. Et cette égalité entre colonels, dont certains ont connu de terribles épreuves du feu, rend difficile le maintien de la discipline nécessaire à l'organisation d'une véritable armée.

À la légitimité du « feu », Boumédiène opposera progressivement la légitimité technique. Certains des déserteurs sont des saint-cyriens, d'autres ont fait l'École de l'air de Salon-de-Provence. Aussi, au titre de la coopération militaire avec la France, Boumédiène s'intéressera-t-il également au cas des officiers musulmans engagés dans l'armée française. Au mois de novembre 1962, dans un entretien avec le colonel de Réals, attaché de défense à l'ambassade de France, il envisagera même de les intégrer dans l'ANP, autant pour un motif de réconciliation nationale que pour bénéficier de cadres formés. Boumédiène précise toutefois qu'ils n'auront pas les mêmes prérogatives que les officiers issus de son armée, et ne conserveront leur grade d'officier français.

En outre, il convient de rappeler qu'organiser une armée dont on ne connaît pas exactement les effectifs n'est pas chose aisée. Selon une note datée du 6 septembre de l'attaché de défense à l'ambassade de France à Alger, les effectifs de l'armée algérienne sont estimés à 89 000. En effet, des ralliements massifs à la révolution sont constatés après la signature des accords d'Évian.

Ben Bella, de son côté, est effaré par les engagés de la dernière heure –

surnommés les « marsiens », car leur ralliement est postérieur au 19 mars, date du cessez-le-feu. Il les évalue à 40 000. Une mise au pas s'impose, tout comme une clarification, aussi bien dans l'armée qu'au FLN. Pour le président algérien, ces marsiens sont au mieux des opportunistes, au pis une cinquième colonne infiltrée au sein de sa jeune armée.

Tout comme le colonel Si Salah, Ben Bella garde en tête l'une des principales décisions du congrès de la Soummam : la primauté du politique sur le militaire. Les textes fondateurs du FLN sont en sa faveur. Lui, l'homme du 1erNovembre, ne peut donc accepter d'être mis sous tutelle par l'armée. Des militaires comme des militants exigent un nouveau congrès du FLN. Le dernier, à Tripoli, fut un fiasco. Ben Bella accepte enfin la tenue du congrès du parti, après moult reports et menaces. Le secrétaire du Bureau politique, Mohamed Khider, a donné sa démission il y a tout juste un an. Il est temps d'envisager une nouvelle direction à la tête d'un FLN doté de prérogatives élargies sur l'armée. C'est l'occasion de rétablir une fois pour toutes la primauté du politique sur le militaire. C'est le bon moment pour mettre de jeunes marxistes en première ligne et faire partir d'autres opposants, pense Ben Bella, qui prend plusieurs mois pour organiser l'événement qu'il qualifie de « 1erNovembre du socialisme ».

De nouveau, c'est dans une salle de cinéma, L'Empire[10], que s'ouvre le congrès du FLN, le 16 avril 1964. À l'affiche : la charte d'Alger. Au programme, quatre rubriques : problèmes politiques, problèmes économiques et sociaux, problèmes organiques, et mise au point de l'idéologie du parti. Les stars de la politique et de l'armée sont là. Sans compter les centaines de figurants. Spectacle assuré.

Les sujets qui fâchent sont mis sur la table dès le lendemain. Le colonel Mohamed Châbani commence en dénonçant certains éléments DAF, qualifiés de pièces rapportées : « Je vise la demi-douzaine de mercenaires qui se “cachent” derrière Boumédiène, qui ont les mains libres pour tout se permettre au sein de l'ANP. » Il dit craindre que le commandant Abdelkader Chabou, fort de sa position de secrétaire général de la Défense, ne soit tenté, un jour ou l'autre, par une opération d'« aimantage » visant à attirer ceux qui ont eu le même parcours que le sien pour constituer une force avec laquelle il faudra compter.

Sans la nommer, le colonel Châbani dresse le portrait-robot de la

cinquième colonne. La majorité des congressistes scandent des slogans appelant à purifier l'armée. Trop, c'est trop. Le ministre de la Défense, qui ne voulait pas, dans un premier temps, assister à ce congrès, se félicite intérieurement d'avoir changé d'avis. Il est la *guest star* dans cette salle de cinéma.

Le cinquième et dernier jour, Boumédiène se dirige d'un pas ferme et mesuré vers la tribune. Il est 3 heures du matin, mais tout le monde est là, yeux et oreilles ouverts pour mieux capter l'allocution de ce ministre qui s'exprime rarement en public. D'une voix autoritaire, il défie franchement l'assistance en posant la question : « Qui est donc ce pur fils de pur qui voudrait purifier l'armée ? »

Puis, dans un silence pesant, Boumédiène poursuit : « Je ne vois pas la différence entre un facteur, un fonctionnaire des contributions et un officier. Avant 1954, tout le monde avait besoin d'un emploi, et je ne vois pas pourquoi j'aurais refusé l'apport de ceux qui avaient une compétence militaire pour former nos combattants. L'important, c'est qu'un jour ces officiers aient décidé de faire leur devoir. L'Algérie avait-elle autant de cadres pour se passer de ceux qui avaient une compétence ? » Boumédiène campe sur ses positions. Et, au nom du professionnalisme, il maintiendra à ses côtés ces anciens officiers de l'armée française comme contrepoids aux maquisards de l'intérieur. Il persiste et signe : « Ce sont des Algériens comme vous ! De toute façon, je préfère faire appel à des Algériens, quelle que soit la date de leur ralliement au FLN, qu'à des étrangers[11]. »

C'est à son tour de viser Ben Bella, entouré de conseillers égyptiens et conseillé par Hervé Bourges[12]. Les partisans de Châbani répondent qu'ils préfèrent ne pas avoir d'armée du tout que d'en avoir une dirigée par des traîtres. Le président comprend très bien que Boumédiène vise la composante étrangère de son entourage immédiat. Il tente de galvaniser ses troupes et, surtout, de sauver la face à la suite de cette provocation.

Ben Bella lance alors, sur un ton théâtral : « Boumédiène sera tout avec le parti et ne sera rien sans le parti ! » Le président veut dissoudre l'autorité de son ministre de la Défense au sein d'un FLN politique par essence. Le seul problème est que le parti n'existe pas vraiment, trop déchiré face à l'armée qui est là. Ce face à face tendu entre un président charmeur et manœuvrier, mais bouillonnant, et un ministre de la Défense moine-soldat au sang-froid ne sera pas le dernier.

Depuis L'Empire, Boumédiène contre-attaque ; le rideau tombe.

Au-delà d’une lutte pour le pouvoir, somme toute classique, qui se déroule aussi dans un congrès de parti entre « frères », la résolution de politique générale, adoptée dans une quasi-indifférence par les camarades du FLN, renferme un inacceptable défi jeté à la France.

Déjà, la claire orientation socialiste n’est pas un élément de confort pour Paris ; mais recommander haut et fort de « mettre un terme aux essais nucléaires pour parvenir ensuite à la destruction totale des armes atomiques », c’est tout simplement intolérable pour le général de Gaulle. Ben Bella vient de franchir une ligne rouge. Et les quelques initiés ont compris que le président algérien veut mettre fin aux essais nucléaires français dans le sud du pays.

Le compte à rebours a commencé pour Ben Bella, qui se met à dos à la fois son armée et la France. Les deux vont réagir vivement. Elles en ont les moyens, et vont se concerter. Certes, non pas directement, mais à travers les relais discrètement établis. Il suffit de les réactiver, d’autant plus que certains ont déjà été infiltrés au cœur du système algérien.

Les infiltrés

Boumédiène a raison : la grande majorité des DAF ont rejoint la révolution par conviction, et motivés par un indiscutable patriotisme. Toutefois, certains cas interpellent même les officiers les plus fidèles à Boumédiène.

Dans ses *Mémoires*, le président Chadli Bendjedid raconte ses premières décisions en 1962 en tant que commandant de la 5e région militaire, basée à Constantine : « Je n’hésitais pas à libérer les soldats qui avaient rallié la révolution après le 19 mars après leur avoir versé leur solde de tout compte. Je ne leur faisais pas confiance, car je considérais que leur ralliement avait pour but d’infiltrer nos rangs dans le cadre d’une stratégie mise au point par la Troisième force[13]. »

Une expression qui date de 1958, quand le général de Gaulle s’applique, *via* l’organisation d’élections, à faire émerger une nouvelle élite se situant à mi-chemin entre les partisans de l’intégration et ceux de la sécession : c’est la Troisième force. Une voie médiane que veut porter la politique de la paix des braves, entre le FLN nationaliste et les adeptes de l’Algérie française. Cette politique est abandonnée dès les négociations directes avec le GPRA, mais

l’espoir reste. La Troisième voie demeure toujours le plan B le plus discret et le plus efficace pour les Français.

Roger Wybot, le premier patron de la DST (1944-1959), décrit dans un livre[14] l’instrumentalisation des DAF pour noyauter les militaires algériens. Il consacre plusieurs pages à l’infiltration de l’ALN de l’armée des frontières par des agents recrutés au sein de la « promotion Lacoste ». C’est le nom de code de ces manipulations des services français. Il s’agit d’identifier quelques militaires algériens dans l’armée française et de les envoyer en tant qu’agents doubles dans la « rébellion ». Les services français leur procurent un ascendant sur leurs adversaires au sein de l’ALN et les propulsent au sommet de la hiérarchie : « Les hommes que nous glissons dans le dispositif adverse, souvent à des postes subalternes, nous les aidons à conquérir progressivement de l’importance au sein de la rébellion. Nous leur permettons par exemple de passer des armes, de l’argent pour l’ALN. Leurs convois clandestins sont protégés par la DST, alors que les transports d’armements d’autres chefs de l’ALN sont saisis. Avec notre accord, et la complicité de l’armée française, nos agents montent de Tunis des opérations bidon. Chaque fois, nous organisons tout nous-mêmes pour rendre le coup de main rebelle totalement crédible. Certains de ces agents doubles vont atteindre les plus hauts échelons dans l’état-major FLN/ALN. Il nous est arrivé de manipuler des chefs et des chefs adjoints de wilayas. » Telle est la version autoglorificatrice de Roger Wybot.

Vrai ou faux ? La question n’est pas là. L’important est la vraisemblance du propos. Ce qui est certain, c’est que la suspicion est bien installée, et durablement.

Bien avant la publication de ce témoignage et quel qu’en soit le degré d’authenticité, dès l’indépendance, l’une des insultes les plus abominables adressées à un militaire algérien est de le qualifier de « promotion Lacoste ».

Dans ses *Mémoires*, Chadli Bendjedid retrace une de ses premières missions en tant que commandant de région dans l’Algérie indépendante : « Un bataillon encadré par d’anciens DAF et commandé par Larbi Belkheir[15]. Les officiers de ce bataillon semaient la zizanie en incitant les soldats à la rébellion contre les officiers moudjahidines. Sur mon ordre, ce bataillon fut encerclé et désarmé[16]. » Ces officiers seront dégradés, et le lieutenant Belkheir rabaissé au grade de sous-lieutenant. Pourtant, c’est bien Chadli, beaucoup plus tard, qui a promu Belkheir au grade de général-major,

et qui l'a nommé secrétaire général de la présidence de la République. Abdelaziz Bouteflika lui attribuera, entre 2000 et 2005, les mêmes fonctions à la présidence : il sera son directeur de cabinet, pièce maîtresse du pouvoir.

L'exemple de Larbi Belkheir n'est pas unique. Bien que sans preuve aucune, il n'est pas le seul à être labellisé « Hizb Françą » (parti de la France). Le colonel Bencherif concentre un encore plus large faisceau de soupçons, étant donné qu'il était le seul DAF membre du CNRA, la plus haute instance de la révolution algérienne. Faisant fi de toutes les procédures militaires, Ahmed Bencherif fait revenir de France en 1963 son frère Abdelkader, retraité de l'armée française[17], pour lui confier le commandement d'une unité de la gendarmerie nationale !

La coïncidence de ces ambiguïtés avec de grandes et belles carrières dans les hauts rouages de l'État algérien interpelle, sans établir nettement une relation de causalité. Toujours est-il que le général-major Belkheir et le colonel Bencherif marqueront le premier demi-siècle de l'Algérie indépendante, qui recèle encore de profonds mystères.

Le rôle de Bencherif ne se limite pas à la « neutralisation » du colonel Châbani, évoquée plus haut : il est au centre de maintes interventions musclées, voire meurtrières, contre de nombreux chefs de la révolution. Un exemple parmi tant d'autres : celui de Mohamed Boudiaf, chef historique du FLN et président éphémère de la République algérienne en 1992.

Un extrait d'un article publié le 23 août 1963 dans *Le Monde* enrichit encore, en effet, le palmarès des arrestations arbitraires supervisées par le colonel Bencherif : « Dans une lettre adressée à son frère Moussa Boudiaf et que diffuse l'AFP[18], l'ancien vice-président du GPRA décrit les conditions dans lesquelles il a été appréhendé à Alger, le 21 juin, et maintenu depuis lors en détention. "Je fus enlevé au pont d'Hydra vers 12 heures par un commando en 404 sous les ordres d'Ousmer, un ancien de la DST française, de la Sécurité militaire", indique M. Boudiaf, qui ajoute que, le 26, il fut dirigé sur Chéraga, sous les ordres du colonel Bencherif, et de là, en hélicoptère, à Oued-Nosrou, à une dizaine de kilomètres de Sidi-Bel-Abbès. »

Un parallèle entre Ahmed Bencherif et Dr. Jekyll et Mr. Hyde ne serait point déplacé. Les deux facettes « héros de la révolution » et « agent infiltré par l'ennemi » composent ce clair-obscur qui plane toujours sur le profil du colonel commandant la gendarmerie nationale. Il est l'un des rares combattants à franchir la ligne Morice avec une centaine d'hommes sous ses

ordres. Ce n'est pas rien.

Une autre histoire confirme cette dualité. Elle est relatée par l'officier supérieur Mehdi Cherif[19], et publiée dans *Le Soir d'Algérie*[20] : « Le sulfureux Bencherif, renvoyé en Algérie par Krim Belkacem en 1960, est blessé au cours d'un combat dans la région de Sour El Ghozlane. Tandis que le capitaine Fellah, son compagnon, résiste jusqu'à la mort, lui, il lève les bras, se fait reconnaître et se rend aux forces françaises. Il est transféré à Paris sur décision d'Edmond Michelet, ministre de la Justice du général de Gaulle. Son déplacement vers la France est obtenu par son beau-père et oncle, qui avait mobilisé ses amis. »

En effet, sur les trente-trois moudjahidines arrêtés lors de cette opération, Ahmed Bencherif est le seul à être incarcéré dans une prison française. Sans doute parce qu'il a été naturalisé français en 1948.

Plus loin, il est précisé que plusieurs personnalités font valoir l'intérêt d'utiliser Bencherif dans la stratégie anti-FLN. Pourtant, en 1959, un tribunal militaire français l'avait condamné à mort par contumace. Ajoutant à cette condamnation la mise sous séquestre de ses biens et la dégradation militaire.

Or, il sera libéré après la signature des accords d'Évian, pour entamer une grande carrière. Le journaliste Lounis Aggoun[21], dans un livre à charge, rédigé par une plume aveuglément excessive, traite le colonel Bencherif de « fils de de Gaulle ». Ce qui est à la fois certain et curieux, c'est la présence d'Ahmed Bencherif dans la délégation algérienne à la cérémonie religieuse à la mémoire du général de Gaulle, à Notre-Dame de Paris, le 12 novembre 1970. Un commandant de gendarmerie pour représenter un pays aux obsèques d'un président de la République : du jamais vu. Protocolairement injustifiable, mais sans doute s'agit-il d'un gage de continuité des DAF donné à la nouvelle présidence française.

Il ne s'agit pas de lancer des accusations aux uns et aux autres en se fondant notamment sur le récit autoglorificateur du premier directeur de la DST, Roger Wybot, ni sur des témoignages de certains acteurs de la révolution qui oscillent entre le rétablissement de la vérité historique et le règlement de compte. L'un n'exclut pas forcément l'autre. Les coïncidences troublantes et les preuves véritables ou forgées pourraient, à elles seules, faire l'objet d'un volumineux ouvrage.

Il s'agit de mettre au jour une dualité chargée de suspicions et qui a

durablement lézardé l'unité de l'armée algérienne. De fournir ainsi une clé pour décrypter une guerre secrète entre militaires de la haute hiérarchie d'un État traumatisé par une violente lutte non seulement contre un ennemi identifié, mais surtout entre frères d'armes.

La fin de « petit Ahmed »

Minuit passé. La délicieuse fraîcheur nocturne est bien entrée au troisième étage de la villa Joly, quand il pénètre dans sa chambre. Il s'allonge sur son lit après une longue journée comme toutes les autres. Il est le premier président de la République algérienne, jusqu'au moment où l'on frappe à sa porte.

Il quitte son lit, se dirige vers l'entrée et demande : « *Chkoune*[22] ? » La réponse est ferme : « Zbiri[23], ouvre ! » Il est 1 heure du matin sur l'horloge de l'entrée ; Ahmed Ben Bella, en pyjama, laisse pénétrer chez lui des visiteurs inattendus.

À peine sont-ils entrés dans la pièce que l'un d'eux, le colonel Abbas[24], lui annonce solennellement : « C'est fini, tu n'es plus président de la République. Nous t'arrêtons. » Sentence sans appel.

Invité à les accompagner, Ben Bella demande à s'habiller et se retourne vers le colonel Tahar Zbiri, qu'il vient de nommer vice-ministre de la Défense et qui lui dit : « *Khlass Ahmimed* [C'est fini, petit Ahmed]. » Le commandant Abdelkader Chabou est également présent.

Vingt minutes plus tard, dans la voiture[25] qui l'emmène vers une destination inconnue, Ben Bella ne cessera d'essayer de convaincre Tahar Zbiri d'abord, Ahmed Draia[26] ensuite, Said Abid[27]enfin, de changer d'avis. À l'un, il propose la Défense ; à l'autre, l'Intérieur. Mais, chaque fois, il s'entend répondre : « C'est fini[28]. »

Nous sommes le 19 juin 1965 et tout commence pour le colonel Boumédiène – cette date sera célébrée chaque année comme étant le jour du redressement révolutionnaire. Dans cette optique, ce n'est pas un coup d'État – bien qu'un président soit militairement bel et bien déposé – mais une simple remise sur les rails de la révolution. Putsch ou pas, ce qui est certain, c'est qu'il ne s'agit pas d'un soudain mouvement d'humeur. L'action est réfléchie, et ne pouvait attendre.

La planification minutieuse est achevée le 8 juin. Boumédiène est décidé, mais surtout poussé par Bouteflika, à qui Ben Bella veut retirer le portefeuille des Affaires étrangères. Inadmissible pour ce jeune recruteur du président. Quel ingrat !

La gouvernance de Ben Bella est devenue autoritaire, mégalomane et, surtout, chaotique pour un pays qui l'est à peine moins. Changeant de cap politique et de ministres avec un tempérament erratique, le président est devenu une menace pour ceux qui l'ont fait roi. Sa boulimie de pouvoir le pousse à prendre deux ou trois ministères directement sous sa coupe, une fois les titulaires brutalement congédiés.

Son bilan est lourd : des exécutions après des parodies de justice, de nombreux enlèvements et emprisonnements arbitraires de ses propres frères d'armes[29]. Que du passif. À son actif, des discours et un double langage bien rodé. Il se déclare ami à la fois du général de Gaulle et du Raïs égyptien, il parle d'islam et flatte les communistes. Péril en la demeure.

Une fois la nouvelle du coup d'État connue, Alger et les autres grandes villes ne sont le théâtre d'aucune manifestation d'envergure. À l'exception d'Annaba, où une foule se rassemble dans la fin de matinée du 19 juin, devant une caserne, en scandant : « Vive Ben Bella ! », et où les militaires en faction ripostent par des tirs dans le tas. Le nombre des victimes restera inconnu à ce jour. En fin de compte, Ben Bella ne sera à aucun moment regretté par les Algériens qu'il avait inondés de promesses rarement tenues.

Seule la presse étrangère traite les hommes du 19 juin de fascistes. À Paris, les journaux de gauche dénoncent le pouvoir par les baïonnettes. Certains journalistes qualifient Boumédiène, sans le connaître, de *caudillo* faisant arrêter un grand révolutionnaire. Le mythe Ben Bella est bien ancré à l'étranger.

Ben Bella est le premier chef d'État à se rendre à Cuba à partir du sol américain, en pleine crise des missiles (octobre 1962). « Ahmimed », ou petit Ahmed, a brisé l'embargo américain, mais avec l'accord forcé de la Maison-Blanche qui a discrètement autorisé l'atterrissage sur son sol d'un avion cubain pour le récupérer.

Jamais, pourtant, il ne s'était menacé. Sans doute se croyait-il invulnérable à force de côtoyer les grands de ce monde. À peine dix mois auparavant, le 13 mars 1964, ne venait-il pas de rencontrer le général de Gaulle au château

de Champs-sur-Marne ?

Au faîte de sa gloire, Ben Bella rencontre aussi Khrouchtchev à Moscou, le 27 avril 1964. Ce dernier lui conseille vivement d'activer la coopération avec la France en ajoutant : « Nous ne pouvons pas avoir deux Cuba sur les bras. » Curieux, ce Khrouchtchev qui décerne aussi à Ben Bella, le 1ermai sur la place Rouge, le titre prestigieux de « Héros de l'Union soviétique », et le pousse en même temps dans les bras du général de Gaulle !

Peu importe. Le président algérien a déjà fait son choix : Djamal Abdel Nasser, le Raïs égyptien, sera sa principale protection. Imparable, puisqu'il a donné tous les gages nécessaires au Caire : panarabiste, Ben Bella laisse les services secrets égyptiens organiser sa milice privée. Dans un meeting à Alger, attisant les foules, il clame : « Nous détruirons Israël comme nous avons détruit Bigeard et l'impérialisme français. » Fathi Dhib, l'un des grands patrons des Mukhabarat, les services de renseignement égyptiens, n'a-t-il pas pris résidence à Alger ? Ben Bella semble intouchable.

Un homme coopté par la France et qui l'a trahie aussi subitement ne peut rester en place. Ben Bella est un grand militant, mais est-il un grand résistant ? La lecture du procès-verbal de son arrestation par la police française à Alger donne une piste sérieuse.

Document de plus de dix pages daté du 12 mai 1950, il reprend tous les propos du prévenu, peu avare en détails : lieux, noms et dates, une véritable autobiographie. Quelques extraits témoignent de son exceptionnelle prolixité : « Je veux maintenant vous expliquer les conditions dans lesquelles l'OS [Organisation secrète] a été créée […]. Cette formation, qui avait pour but la libération de l'Algérie […]. Je ne peux pas vous dire absolument si c'est Madjid[30] qui était à ce moment-là le chef national de l'OS ou bien le député Khider… »

Le reste de sa déposition est de même facture et ressemble à un compte rendu détaillé. Interrogatoire ou débriefing ? Il en va autrement pour la grande majorité des prisonniers membres de l'Organisation secrète, à l'instar de Larbi Ben M'hidi[31], dont les procès-verbaux ne tiennent qu'en une seule page où figurent son nom d'état civil, sa date et son lieu de naissance. Point barre.

Détenu à Aulnoy, Ben Bella a quand même pu recevoir la visite de l'émissaire de Boumédiène, alors chef d'état-major. Le capitaine Abdelkader

est donc considéré par les autorités françaises comme un terroriste, selon la terminologie de l'époque.

Comment a-t-il pu déjouer la vigilance des services secrets français qui encadraient fermement le château d'Aulnoy ? Avec un simple faux passeport diplomatique marocain. Cependant, il existe de nombreux cas où les Marocains, très infiltrés par des agents français, tenaient Paris informé des mouvements des révolutionnaires algériens[32]. *A fortiori* quand un document sensible est délivré par leur administration. Les cinq détenus historiques étaient soumis à une surveillance multiforme : écoutes, courriers interceptés et contacts réguliers avec Hervé Bourges[33], alors membre du cabinet d'Edmond Michelet (ministre de la Justice) et surtout geôlier en chef affecté au château d'Aulnoy, si ce n'est officier traitant selon certains. Ben Bella avait le bon profil pour rassurer la France. Il semble que, déjà à l'époque, l'hypothèse d'un Ben Bella président ait été examinée par les plus hautes autorités françaises avant d'être validée au bon moment.

En limogeant un Ben Bella devenu trop panarabe, Boumédiène n'a pas du tout porté atteinte aux intérêts français. Bien au contraire[34]. C'est la fin d'un double langage.

Dès le début de l'année 1967, de Gaulle envoie à Boumédiène une invitation pour une visite de travail à Paris. Refusée. Boumédiène veut une visite officielle réglée dans les moindres détails. Il veut être accueilli par de Gaulle à sa descente d'avion. Accepté. De Gaulle ne veut ni d'une cérémonie sur la tombe du soldat inconnu, ni d'un cortège entouré de motards remontant les Champs-Élysées. Accepté. Il semble que Boumédiène ait hésité au dernier moment. Il se devait d'inviter, par réciprocité et par courtoisie, le général de Gaulle en Algérie.

Pour sa part, de Gaulle s'était résigné à se rendre en Algérie. Il a confié à Georges Gorse[35] : « Il faudra que j'y aille, mais cela me ferait de la peine. » Mais, pour Boumédiène, la perspective que, dans les rues d'Alger, son peuple crie de nouveau « Vive de Gaulle ! » aurait été inacceptable.

L'année 1967 est cependant compliquée pour Boumédiène. À peine remis de la guerre des Six-Jours, il doit se confronter à une tentative de putsch ourdi par Tahar Zbiri au mois de novembre. Le président algérien échappe de justesse à un attentat le 25 avril de l'année suivante. Pour de Gaulle, 1968 est une année non moins chaotique : il s'éclipse mystérieusement à Baden-Baden, avant de rentrer définitivement chez lui, à Colombey-les-Deux-

Églises, l'année suivante.

Boumédiène ne rencontrera finalement pas le général de Gaulle. Pourtant, le président français n'a jamais eu d'interlocuteur algérien aussi sérieux et aussi fiable. À aucun moment, Alger n'a véritablement menacé les intérêts stratégiques de la France : pétrole et essais nucléaires. Les deux chefs d'État établissent des réseaux de communication discrets, contrairement au bouillonnant premier président algérien. La présence des DAF dans l'entourage immédiat de Boumédiène n'y est pas étrangère. Le départ forcé de Ben Bella sera un réel soulagement pour Paris.

---

1. Il s’agit de Lakhdar (qui sera exécuté sur ordre de l’ALN) et de Si Mohamed. Si Salah et Si Mohamed seront tués dans des opérations militaires françaises. Plus de témoins gênants.

2. Tombé au champ d’honneur dans la bataille du djebel Thameur, aux côtés du colonel Amirouche.

3. À propos d’un dîner organisé le 25 août 1962 par Farès, président de l’Exécutif, réunissant autour d’une table Ben Bella et l’ambassadeur de France, ce dernier écrit dans son compte rendu adressé à Paris : « Ben Bella m’a fait, de façon assez surprenante, l’éloge de la wilaya VI et de son chef Si Châbani, qu’il tient pour un des meilleurs commandants de wilaya. »

4. Lieutenant de l’armée française, Chabou rejoint l’armée des frontières en 1958.

5. Promu sous-lieutenant de l’armée française après la guerre d’Indochine, il rejoint le maquis en 1957.

6. Chadli Bendjedid est le seul membre du tribunal militaire d’Oran à avoir voté contre la condamnation à mort de Mohamed Châbani.

7. Les travaux ont commencé en 1957. Cette ligne porte le nom d’André Morice, alors ministre de la Défense.

8. Construite en 1959, cette ligne porte le nom de Maurice Challe, commandant en chef en Algérie entre décembre 1958 et mars 1960.

9. Environ un million de mines sont restées actives. C’est seulement en octobre 2007 que le général Jean-Louis Georgelin, alors chef d’état-major des armées françaises, a officiellement remis à son homologue algérien, le général de corps d’armée Ahmed Gaïd Salah, le plan de ces mines.

10. Baptisée plus tard L’Afrique, c’est la plus grande salle de cinéma d’Alger.

11. Ania Francos et Jean-Pierre Séréni, *op. cit*., p. 153-154.

12. Tous les conseillers étrangers de Ben Bella seront expulsés par Boumédiène une fois au pouvoir.

13. Chadli Bendjedid, *Mémoires*, t.1 (1929-1979),Casbah, 2012, p. 224.

14. *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Presses de la Cité 1975, propos recueillis par Philippe Bernet.

15. Né en 1938, fils du bachagha de Frienda, au centre du dispositif colonial régional, il gravit tous les échelons de l’armée. Il était considéré par *Le Figaro* comme « le parrain du régime [algérien] depuis les années 1980 ». En 2005, il est nommé ambassadeur d’Algérie au Maroc avec rang de ministre d’État. Il décède en 2010, à la suite d’une maladie.

16. Chadli Bendjedid, *op. cit*., p. 223.

17. Il percevra en même temps sa retraite française et son salaire algérien. Comme mélange des genres, on peut difficilement faire mieux.

18. Dépêche AFP du 21 août 1963.

19. Secrétaire général à l’état-major de 1962 à 1967.

20. 21 février 2012.

21. Lounis Aggoun, *La Colonie française en Algérie. 200 ans d’inavouables rapines et péculats*, Résistances, 2010.

22. Qui est là ?

23. Colonel Tahar Zbiri, chef d’état-major. Il tente un coup d’État contre Boumédiène en 1967. Il s’exile par la suite et ne rentre en Algérie qu’après la mort de Boumédiène. Bouteflika le nomme sénateur sur le tiers présidentiel. Il est le seul survivant du groupe qui a arrêté Ben Bella.

24. De son vrai nom Ahmed Boudjenane. Commandant de l’école militaire de Cherchell, il meurt dans un accident de voiture à 39 ans en 1968. L’hypothèse d’un assassinat est quelquefois évoquée.

25. Plus précisément, il s’agit d’une Jeep fournie par l’armée française.

26. Patron de la police algérienne. Il sera membre du Conseil de la révolution jusqu’à la mort de Boumédiène.

27. Commandant de la 1re région militaire. Il sera membre du Conseil de la révolution. Il se suicide de deux balles, au moins, en 1967.

28. Ania Francos et Jean-Pierre Séréni, *op. cit*., p. 109.

29. Au 19 juin 1965, on compte 3 000 prisonniers politiques, et non des moindres.

30. Madjid est le pseudonyme de Hocine Aït Ahmed ; Ben Bella ne connaissait pas sa véritable identité.

31. Chef historique du FLN, assassiné lors de la bataille d'Alger par le commandant Aussaresses.

32. Dans ses mémoires, l'ancien patron des Mukhabarat égyptiennes dit clairement que c'est Rabat qui a coopéré avec les services secrets français pour intercepter l'avion transportant les cinq chefs historiques du FLN. Voir *Abdel Nasser et la révolution algérienne*, L'Harmattan, 1985.

33. Qui deviendra conseiller spécial de Ben Bella à la présidence de 1962 à 1965.

34. Ben Bella est devenu tellement dérangeant pour la France que le roi du Maroc, Hassan II, a proposé ses services pour l'éliminer. Boumédiène l'a pris de vitesse.

35. Ambassadeur de France en Algérie de 1963 à 1967.

IV

La guerre de l’indépendance économique

Paris, 1964. L’automne s’éloigne peu à peu, sans entraver les sorties du samedi soir. Les jeunes Parisiens s’y préparent avec l’habituel fond sonore d’Europe nº 1 qui diffuse en boucle une chanson entraînante : « Toi, Paris, je suis bien dans tes bras… » La mélodie est celle d’une valse, le chanteur n’est pas un inconnu, mais son ton est nouveau. Enrico Macias ne chante pas son pays perdu avec les « laï, laï, laï » auxquels son public pied-noir est habitué. Le natif de Constantine prône plutôt l’intégration.

La guerre est finie. Et tant pis si l’empire colonial se rétrécit. Les Français, en général, succombent aux chants du cartiérisme[1] : « Plutôt la Corrèze que le Zambèze. »

Les Français, dans leur grande majorité, aspirent à la paix et ne veulent plus voir leurs enfants engagés dans des guerres lointaines ou piégés dans des djebels hostiles. Cette même jeunesse se bat plus volontiers pour de bonnes places aux concerts yé-yé que pour casser du « fellaga ». Les *baby-boomers* ont l’oreille collée au transistor et les yeux fixés sur la Nouvelle Vague.

Mais les conquêtes ne s’arrêtent pas pour autant. Les hautes autorités du pays entament une nouvelle guerre : celle de l’économie et des parts de marché. En face, dans une totale désorganisation, des résistances apparaissent dans le Sud, soutenues par de nouvelles revendications. Les sols sont libérés ; alors, pourquoi les immenses richesses enfouies en dessous seraient-elles toujours captées exclusivement par l’ancienne puissance coloniale ?

Un nouvel ennemi est né : l'impérialisme. Le sang ne coulera plus, certes, mais l'hémorragie économique doit cesser. Et, à cette fin, tous les coups sont permis : nationalisations et expropriations d'un côté, boycott, pressions et intimidations de l'autre.

Dans cette nouvelle guerre, l'Algérie n'est pas en retrait. Bien au contraire. Ce pays pétrolier met progressivement une partie de ses richesses au service de la conquête du leadership du tiers-monde, qui bouge enfin. Le Sud doit se réveiller et se lever comme un seul homme contre ces injustices. Mais sous le commandement de qui ?

La défaite de Djamal Abdel Nasser, le Raïs égyptien, en juin 1967, ouvre un espace dans lequel s'engouffre avec détermination Houari Boumédiène. Ce colonel occupe de plus en plus la scène internationale. D'ailleurs, de Gaulle ne s'est jamais trompé sur son homologue algérien. À la fin de la guerre d'Algérie, un de ses collaborateurs avait établi et commenté une liste des chefs de l'ALN. Devant « Boumédiène », il avait indiqué : « Obscur colonel qui ne semble pas voué à un grand avenir. » Sauf que, après lecture de cette note, de Gaulle avait ajouté : « Je pense exactement le contraire. » Il avait raison Boumédiène le décevra rarement. Les deux hommes sont régulièrement en contact, comme pendant la guerre des Six-Jours, où Rédha Malek, ambassadeur d'Algérie en France, est le seul diplomate arabe à être reçu par le général de Gaulle. Après tout, Boumédiène a eu la courtoisie de l'informer préalablement de l'envoi des troupes algériennes pour combattre aux côtés des forces armées égyptiennes. Et même si, selon certains, il lui a demandé son autorisation, le plus important, c'est qu'ils se parlent quand c'est nécessaire, même indirectement.

En dépit de ces multiples décolonisations, la France se veut encore et toujours une incontournable centralité dans ce monde mouvant. De Gaulle parle de coopération aux Africains. Soit un nouvel élan pour ces hommes et ces femmes libres, mais aux côtés de la France et jamais sans elle. Avec l'Algérie indépendante comme exemple phare de cette coopération plus ou moins imposée.

Le secrétaire d'État aux Affaires algériennes, Jean de Broglie, qualifie dès 1964 l'Algérie de « porte étroite » par laquelle la France peut entrer en communication avec le tiers-monde. D'autant plus que la nation de Boumédiène entame une bataille crédible, quoique très difficile, pour le développement.

Hormis les relations historiques, Paris se déclare prêt à considérer Alger comme un partenaire économique privilégié. Sur le papier, les accords d'Évian et d'autres protocoles de coopération vont dans ce sens. Néanmoins, l'omniprésence française dans tous les secteurs d'activité laisse à penser aux Algériens que leur indépendance est inachevée. Pour de nombreux nationalistes, la coopération telle que la propose une France en position de force et de monopole est devenue un synonyme d'assujettissement. D'ailleurs, plusieurs hommes politiques français parlent plus volontiers d'aide que de coopération.

« Aide » : le terme est à bannir. De là à parler de néocolonialisme, il n'y a qu'un tout petit pas. Avec de grandes enjambées, les Algériens le franchissent et se précipitent, parfois tête baissée, au combat qui doit les émanciper économiquement.

Pour Boumédiène, l'édification économique de son pays s'interféconde avec son audience internationale. La diplomatie algérienne sera l'escadrille de pointe. Le pilote Boumédiène, avec un copilote, Bouteflika, et Belaid Abdesselem[2] pour navigateur. Le colonel veut être le seul maître à bord. Décollage immédiat.

Belaid Abdesselem, le fantassin en pointe

Base de la révolution d'Oujda, 1958. Le tribunal militaire de l'ALN est réuni. Après une très courte délibération, il prononce la condamnation à mort d'un jeune militant pour acte de désertion et de désobéissance. Il s'appelle Belaid Abdesselem, il est instructeur à l'école de formation des militants du FLN. Son crime véritable est d'avoir désobéi à son supérieur tyrannique, qui n'a aucun diplôme, mais qui dirige une école de formation. Belaid Abdesselem échappe à la peine de mort. Il sera envoyé en France pour devenir médecin, mais son cursus universitaire ne dépassera pas la deuxième année. En revanche, il restera un homme de principes, intransigeant même au péril de sa vie.

La suite de son parcours est aussi rocambolesque. Juste après le cessez-le-feu du 19 mars 1962, une nouvelle mission lui est attribuée. Belaid Abdesselem raconte : « Lors de ma désignation, Benkhedda m'avait indiqué que le GPRA me destinait à prendre la responsabilité de la police et de la force locale prévue par les accords avec les Français. Mais, quand nous

sommes rentrés en Algérie, les Français nous ont dit : ’’Vous exagérez ! La police était en train de vous poursuivre il y a quelques jours à peine, et vous voulez d’entrée de jeu la coiffer ! Il faut permettre quand même à la transition de se faire. On veut bien admettre que ce soit un Algérien qui devienne chef de la police, mais pas un FLN déclaré.’’ Les autres fonctions prévues dans l’Exécutif ayant été déjà attribuées, il ne restait plus que deux postes à pourvoir : les affaires sociales et les affaires économiques, et deux personnalités de l’Exécutif sont encore sans affectation : le docteur Hamidou et moi. On a fait un tirage au sort et je suis tombé sur les affaires économiques. » Alors qu’il voulait être médecin. Ce jour-là, c’est surtout la France qui a tiré le mauvais numéro.

La nouvelle lutte pour l’indépendance économique voulue par le président sera incarnée par un seul homme : Belaid Abdesselem.

Jouissant d’une totale confiance de Boumédiène après son passage à la tête de la nouvelle société pétrolière d’État, la Sonatrach, Belaid Abdesselem ne tarde pas à devenir la bête noire des autorités françaises. Il dirige en effet la délégation de son pays pour les négociations franco-algériennes, qui aboutissent en juillet 1965 à la signature de l’accord pétrolier donnant à l’Algérie une parité dans la gestion de ses hydrocarbures. Dans la foulée, il est nommé ministre de l’Industrie et de l’Énergie. Sa feuille de route est claire et tracée par des mots-clés : souveraineté économique, guerre contre le sous-développement, nationalisations et une industrie forte.

Pour l’Algérie, ce besoin de développement implique une maîtrise de ses propres ressources naturelles et des différents leviers économiques qui se trouvent encore sous le contrôle direct de la France. Commence alors un bras de fer entre Paris et Alger. Chaque pays a ses vulnérabilités et ses atouts. Pour se mettre en ordre de bataille – non pas forcément contre la France, mais afin de mener la guerre du développement –, les nationalisations promises au congrès de Tripoli et dans la charte d’Alger sont amorcées. De toute évidence, les intérêts français sont les plus exposés.

À ce poste, et surtout en tant que ministre, Belaid Abdesselem devient très vite le cauchemar des libéraux français. Juste après la cérémonie protocolaire de la remise des lettres de créance, au premier étage de l’Élysée, dans un climat détendu, le président Georges Pompidou dit avec un sourire au nouvel ambassadeur d’Algérie, Mohamed Bedjaoui[3] : « Monsieur l’Ambassadeur, je sais que votre pays se plaint de certains de mes ministres. Vous savez que j’ai

M. Giscard d’Estaing. Mais je sais que vous avez M. Abdesselem[4] ! »

Le voilà clairement désigné du doigt, lui l’autodidacte en économie, intransigeant et intraitable avec les énarques et les polytechniciens français.

Belaid Abdesselem est plus que déterminé pour libérer son économie. Audacieux, il prend de nombreux risques, fonce et tente d’éviter tous les pièges – sauf les siens, qui se révèlent être les plus redoutables et, à terme, les plus coûteux. Tant pis : ce qui est mauvais pour la France est bon pour l’Algérie, devait-il se dire. De toute façon, selon lui, le socialisme est une valeur sûre – en réalité, il appliquera un vrai capitalisme d’État[5].

Première prise de guerre significative : les mines, les banques et les assurances. Ces trois secteurs passent intégralement sous pavillon algérien en 1966. En tête des sites nationalisés figure celui de l’Ouenza, pierre angulaire de la politique d’industrialisation. Nichée au cœur des Aurès, c’est de cette mine que sera en effet extrait le fer acheminé au complexe sidérurgique d’Al Hadjar, à Annaba, fleuron des réalisations de l’Algérie indépendante. Un énorme projet totalement intégré. Belaid Abdesselem a un penchant pour les industries lourdes, souvent proposées avec financement à la clé par l’Union soviétique.

Un ministre ultra-nationaliste, dirigiste et socialiste, gérant des dossiers sensibles avec de multiples contentieux, c’est comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. Une touche d’orfèvrerie devient indispensable. C’est là qu’intervient donc le copilote : Abdelaziz Bouteflika, chef de la diplomatie algérienne.

Son avion atterrit à Paris un matin du 9 mars 1966 : « Nous sommes très sincèrement animés d’un esprit de franche et très loyale coopération, ainsi que du plus sincère désir de trouver une solution à tous les problèmes qui sont actuellement en suspens entre l’Algérie et la France », déclare-t-il à peine assis au salon d’honneur à Orly. Le ministre des Affaires étrangères est à Paris pour entamer de longues négociations destinées à apurer la situation financière entre les deux pays. Il sait que le locataire de la rue de Rivoli est très réticent pour traiter le contentieux financier. Il sait aussi que ce même Valéry Giscard d’Estaing l’attend avec une brigade de comptables qui ne connaissent que la rigueur de l’arithmétique. Il se sait donc attendu avec des fusils à jumelles par ces énarques souvent d’origine aristocratique. Pour assurer ses arrières, il avait programmé une audience avec le général de

Gaulle l'après-midi même, afin que ce dernier donne des orientations politiques à son ministre des Finances. Chose faite. Il en ressort avec un bon gilet pare-balles.

Sur le perron de l'Élysée, Bouteflika déclare : « Avant de quitter Alger, j'étais très optimiste sur les négociations qui devaient s'ouvrir à Paris. Après l'audience que vient de m'accorder le général de Gaulle, je peux dire que j'ai été très réconforté par les déclarations qu'il m'a faites. »

Un bel effet d'annonce. Mais les pourparlers s'étalent dans le temps, et les aller-retour entre Alger et Paris se multiplient.

Quelques navettes plus tard, un accord est malgré tout signé le 23 décembre 1966, grâce à l'implication directe du président de la République française. L'Algérie s'engage à payer le solde en faveur de la France 400 millions de francs, remboursables sur trente-trois ans. Un accord qui reste secret. Mais un accord quand même.

Maintenant que le quitus financier est obtenu, le front se déplace sur le terrain industriel. Belaid Abdesselem poursuit la nationalisation des intérêts étrangers, essentiellement français : 70 entreprises, les plus importantes et les plus prospères, sont désormais algériennes. Quelque 200 entreprises y échappent encore, mais jusqu'à quand ?

Avec le plan triennal 1967-1969, le ministre de l'Industrie obtient pour son secteur la moitié des crédits prévus pour ce plan. Il est au faîte de son pouvoir. Sa consécration absolue interviendra à l'annonce de la nationalisation des hydrocarbures par Houari Boumédiène, le 24 février 1971. L'impensable s'est produit.

La bataille du pétrole sera gagnée, mais la guerre continue.

La bataille du pétrole

Face à l'assemblée de l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens) qui fête son quinzième anniversaire, debout devant quatre microphones, portant une chemise blanche et un austère costume croisé, Boumédiène tient fermement une feuille dans sa main. Quand les applaudissements se calment, il la lève jusqu'à ses yeux et lit : « Nous avons décidé à partir d'aujourd'hui de prendre 51 % des parts des sociétés françaises. »

Après une très courte pause, il reprend, une octave au-dessus : « Deuxièmement, nous avons décidé de nationaliser le gaz algérien. »

Les applaudissements fusent, de stridents youyous sont même lancés par les quelques dizaines de femmes de l'audience. Les indépendances politique et économique viennent de se marier. La joie et la fierté sont à leur comble. Les travailleurs viennent de prendre conscience qu'ils ont la primeur d'une information qui va bouleverser leur pays.

Ce 24 février 1971 est un « 1erNovembre économique ». Une nouvelle révolution est en marche, après quinze mois de négociations vaines avec la France, qui refusait obstinément de revoir à la hausse le prix du baril extrait des sous-sols algériens[6].

Le précédent accord pétrolier de 1965, signé entre les deux pays, prévoyait essentiellement la cogestion et l'investissement des sociétés pétrolières françaises de 50 % de leurs bénéfices dans la recherche. Or, durant ces cinq années, aucun nouveau gisement n'a été découvert, aucun nouveau puits n'a été foré ! À tel point que la CFP (Compagnie française du pétrole) est rebaptisée « *Cannot find petrol* » par les cadres algériens anglophones de la Sonatrach.

En 1969, les chiffres parlent d'eux-mêmes : l'Algérie touche deux fois moins de royalties que la Libye du vieux roi Idriss. Les Algériens ont maintes fois prévenu la France. À l'occasion du troisième anniversaire du « redressement révolutionnaire », le 19 juin 1968, Boumédiène lance un premier message clair. Avec précision, il annonce qu'il souhaite équilibrer la coopération avec l'ancienne puissance coloniale : « La France a des intérêts en Algérie, l'Algérie a des intérêts en France. La majeure partie de la consommation française est importée d'Algérie. Cela rapporte aux bénéficiaires des dividendes énormes […]. Il incombe à la France de tenir compte, en contrepartie, de nos intérêts […]. Nous sommes, quant à nous, disposés à suivre la voie de la coopération sur cette base, et sur cette base seulement, afin de rester fidèles à notre option socialiste. »

Cependant, au mois de juin 1968, les Français se remettent péniblement de l'agitation du Quartier latin aux chaussées dépavées et se préparent petit à petit à partir en vacances. Les congés payés sont sacrés. Boumédiène attendra.

À la rentrée, le principe d'une visite du ministre des Affaires étrangères à Alger est acquis, bien que son titulaire soit Michel Debré, dont l'attachement à l'Algérie française est trop connu pour être porteur de solutions satisfaisantes. Il retarde maintes fois son déplacement sur place, jusqu'au jour

où il est remplacé par Maurice Schumann, nouveau maître du Quai d'Orsay.

Début octobre 1969, Maurice Schumann arrive à Alger avec un programme chargé et ambitieux : rencontre avec Boumédiène, le ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Éducation, le ministre de l'Énergie et des Industries, et le secrétaire général du ministère de la Défense. Il veut faire un tour d'horizon des problèmes en suspens, mais il n'est pas certain que ses dossiers soient à jour. À titre d'exemple, le ministre de l'Éducation, Ahmed Taleb-Ibrahimi, raconte dans ses mémoires sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères français, à l'occasion de cette visite : « Dès qu'il [Maurice Schumann] entre dans mon bureau, et avant de prononcer les formules d'usage et de courtoisie, il s'écrit : "Monsieur le Ministre, que signifie l'arabisation ?" Piqué au vif, je rétorque : "Monsieur le Ministre, après cent trente années de prétendue mission civilisatrice, la France, au moment de quitter l'Algérie en 1962, a laissé 300 000 enfants algériens apprenant la langue française. Aujourd'hui, ils sont près de 2 millions à le faire." Schumann se retourne vers ses collaborateurs en leur disant : "Ce n'est pas ce que vous m'aviez dit." »

À sa sortie du bureau de Belaid Abdesselem, Maurice Schumann déclare : « La coopération pétrolière a un caractère exemplaire. La politique pétrolière algérienne se caractérise par une croissance des revenus pétroliers nettement plus rapide que la croissance de la production, et par l'essor de la Sonatrach, la société pétrolière algérienne, véritable empire industriel sans équivalent dans les autres pays producteurs. »

Quand Boumédiène demande officiellement l'ouverture des négociations sur le prix du baril, Maurice Schumann lui répond que cette demande est légitime et fondée juridiquement. La révision des prix est encore remise à plus tard. Visite importante, mais qui a raté l'essentiel. « Il repart d'Alger avec la conviction que l'accord pétrolier de 1965 n'est pas remis en cause et que ses interlocuteurs sont sensibles au grand dessein méditerranéen de Georges Pompidou[7]. »

Toutefois, après ces trois jours de visite, Maurice Schumann emporte dans ses bagages le principe de la création d'une grande commission, qui se réunira, à l'échelon ministériel, au moins une fois par an, et alternativement dans chacune des deux capitales. Mais sans qu'aucune date soit fixée.

Plus lucide que son ministre des Affaires étrangères, Georges Pompidou n'a jamais exclu la possibilité d'une nationalisation des hydrocarbures par les

Algériens. Dans un article du *Monde* publié le 26 mars 1971, plus d'un mois après sa réalisation, Philippe Herreman pose la question : « M. Pompidou n'a pas caché, à diverses reprises au cours des derniers mois, qu'il s'attendait que le gouvernement algérien prît une mesure de nationalisation des intérêts pétroliers français. Pourquoi n'a-t-il pas devancé la décision dès lors qu'elle paraissait inéluctable et tenté d'en prévenir, par un accord préalable, les conséquences ? À cette question, on répond en invoquant la très forte pression exercée par M. Guillaumat et, à son instigation, par la Direction des carburants, pour éviter que la France ne prenne les devants et n'accepte d'ouvrir le dialogue sur la nationalisation éventuelle. M. Guillaumat voulait gagner du temps et il ne pensait à aucun moment que Boumédiène pouvait réussir là où le Premier ministre iranien, Mohamed Mossadegh, avait échoué avec l'Anglo-Persian Oil Company (APOC). »

Ce même Pierre Guillaumat, PDG d'ERAP, le premier pétrolier de l'Algérie, se rend pour la première fois à Alger depuis longtemps, en juin 1970. Il s'entretient avec Boumédiène, qui sait qu'un autre grand chantre de l'Algérie française est assis en face de lui.

Le fils de l'ancien ministre de la Défense du général de Gaulle explique alors au président algérien que, en échange d'une attitude compréhensive sur la révision des prix, la France ferait un prêt pour financer l'effort industriel du jeune pays. Boumédiène l'écoute en sirotant son thé avant d'écourter l'entrevue. Sa décision semble être prise dès cet instant. À la réunion suivante du Conseil de la révolution, Boumédiène résume à ses camarades la proposition de Pierre Guillaumat : « Donnez-nous vos richesses et nous vous aiderons à vous endetter. »

Les préparatifs se mettent en place dans un cercle très fermé, celui de la Sécurité militaire, et en tenant dans la plus totale ignorance presque tous les membres du Conseil de la révolution. La bataille secrète du pétrole est déjà en marche.

Deux espions à Paris

Deux hommes de l'ombre y joueront un grand rôle : le commandant Kasdi Merbah, patron de la redoutable Sécurité militaire (SM), et Messaoud Zeghar[8], *alias* Rachid Casa, son ami de longue date et seul confident de Boumédiène, à la tête d'une diplomatie parallèle orientée vers les États-Unis.

Ancien officier du MALG, ancêtre de la SM, dont le patron Kasdi Merbah a organisé un réseau d'agents dormants, notamment en France.

Il est beau parleur et très séduisant, Rachid Tabet, dit Tony, ou le Danseur de tango, parfois même Richard. Il est originaire du Constantinois, et évolue dans les milieux nationalistes de la région parisienne. Dès l'obtention de son baccalauréat avant l'indépendance, Tony s'inscrit à la faculté de droit à Paris, où il ne dépasse pas la première année. Lassé par cette monotonie, il s'essaie à la boxe et au cinéma, où il décroche des seconds rôles de cascadeur. Beau garçon, charmeur et un peu zazou sur les bords, il entame, grâce à la magie du septième art, une carrière de play-boy le soir, occupant le jour, pendant quelques mois, un poste à l'ambassade d'Algérie en France.

Il rentre à Alger au début de l'année 1964 avec une fausse licence en droit[9]. Bien qu'il obtienne un poste convenable au ministère des Affaires étrangères, ses problèmes d'asthme le font revenir à Paris une année plus tard avec de bonnes connexions au sein de la Sécurité militaire algérienne.

Des officiers du renseignement lui forgent donc une excellente couverture en l'intégrant dans un cabinet chargé des relations publiques de la Sonatrach en France. La vie nocturne parisienne permet à Rachid Tabet, qui porte bien la trentaine, de joindre l'utile à l'agréable. Parmi ses conquêtes figure une proie de choix : Béatrice, secrétaire personnelle du directeur des Affaires économiques du Quai d'Orsay, Jean-Pierre Brunet[10].

Avec une cible idéale comme la prénommée Béatrice, les choses deviennent sérieuses. Et c'est là qu'entre en scène Ouali Boumaza[11], *alias* capitaine Tayeb, formé à la base du MALG au Maroc (promotion Larbi Ben M'hidi), un jeune lycéen d'Alger qui avait rejoint le FLN Maroc en 1958. Quand il entre en contact avec Tabet, il est officiellement chargé de mission au cabinet du ministre de l'Industrie et de l'Énergie. En professionnel du renseignement, il établit en réalité des boîtes aux lettres dans Paris, la principale se situant dans un hôtel du XIIe arrondissement tenu par un Algérien, pour faire déposer les documents collectés. En tandem avec Rachid Tabet, le dispositif opérationnel se met rapidement en place : une source (Béatrice), un manipulateur (Richard) et un officier traitant (Tayeb).

Sûr de son charme, le désormais Richard est entré en contact avec la secrétaire du Quai d'Orsay en plein été 1966, sous prétexte de rassembler une documentation en vue d'études ou de travaux à effectuer. Il fait beau, et son patron est en déplacement : Béatrice accepte de le revoir après ses heures de bureau. Le soir même, ils prennent un verre ensemble. Elle est séduite.

Devant la Cour de sûreté de l'État, la prévenue Béatrice dira plus tard : « Il m'a soûlée… Je ne voyais plus que lui. J'ai été prise dans un engrenage. »

S'ensuit le grand jeu : promesse de mariage, sorties et grand train… Il lui fait découvrir Paris *by night* aux frais de la Sécurité militaire algérienne. La demoiselle de 35 ans n'a d'yeux que pour lui ; elle lui remet un grand nombre de documents[12] et lui rapporte les conversations et propos qui lui viennent à l'oreille. Son amant, ou plutôt son futur mari, lui dit que ces informations lui permettent de briller en société ! Ils formeront un si joli couple, croit-elle. En attendant, c'est le couple Richard-Tayeb qui fait du beau travail en exploitant cette mine d'or inespérée. D'autant plus que, outre sa mission au Quai d'Orsay, Jean-Pierre Brunet, le patron de Béatrice, est aussi administrateur d'Elf-Erap. Le jackpot.

Pour les renseignements les plus urgents[13], le capitaine Tayeb, une fois informé par Richard cœur-à-prendre, part en train pour Genève. Aux alentours de la gare helvétique, le capitaine entre dans une cabine téléphonique préalablement repérée et appelle un numéro spécial à Alger : celui de Kasdi Merbah, à qui il fait un compte rendu détaillé en kabyle. Folle amoureuse, Béatrice se laisse aller à toutes les imprudences. Richard aussi, enimé par la quantité et la qualité des renseignements collectés et livrés en très haut lieu.

Mais les meilleures choses ont une fin. L'amour aussi. Le manège est repéré par la DST, qui arrête tout le monde. On est en 1970, et il est déjà trop tard. La Sécurité militaire algérienne a consciencieusement fourni de précieuses informations permettant à Boumédiène d'avoir tous les éléments en main pour prendre sa décision historique.

Alors que Rachid Tabet, *alias* Richard, et le capitaine Tayeb écopent respectivement de dix et huit ans de réclusion, Béatrice est condamnée à cinq ans de prison avec sursis. Un mois après cette sentence, Alger ouvre le procès de trois Français résidant en Algérie, accusés d'avoir livré à « une puissance étrangère des renseignements susceptibles de nuire à la défense nationale de l'Algérie, durant la période de 1964 à 1970 ». Ils sont lourdement condamnés. Il s'agissait de pouvoir procéder à un échange d'espions rapidement et dans le plus grand secret.

L'apport de Messaoud Zeghar n'est pas moindre dans l'opération secrète et sous-jacente à cette nationalisation. Zeghar agit toutefois plus en homme d'affaires intéressé qu'en patriote dévoué.

Depuis la guerre des Six-Jours, les relations diplomatiques entre les États-

Unis et l'Algérie sont rompues. À la veille d'une confrontation pétrolière majeure avec la France, Boumédiène a besoin de sonder Washington sur son possible soutien. Lobbyiste et agent d'influence, Zeghar a coutume de dire qu'à Alger il défend les intérêts américains, et qu'à Washington il défend ceux de son pays.

Rachid Casa est très proche des pétroliers américains et de la Maison-Blanche, notamment depuis qu'il a convaincu Boumédiène d'intervenir auprès de Hô Chi Minh pour faire libérer des prisonniers de guerre américains. Mission accomplie. Zeghar est l'ami américain qui met secrètement en relation Belaid Abdesselem et Sid-Ahmed Ghozali (PDG de la Sonatrach) avec Paul Getty, propriétaire de la Getty Oil. Ce dernier leur recommande de commencer par nationaliser les petites compagnies pétrolières.

Sid-Ahmed Ghozali approche d'autres magnats américains du pétrole. Les Américains annoncent qu'ils sont prêts à fournir à la Sonatrach tous les équipements nécessaires en cas de boycott français. Messaoud Zeghar aurait même une lettre de Nixon confirmant les disponibilités américaines. Boumédiène est totalement rassuré. Les représailles françaises ne pourront pas être catastrophiques pour l'industrie pétrolière algérienne. Juste un mauvais moment à passer.

En effet, entre 1971 et 1973, cinq contrats importants sont signés entre la Sonatrach et des compagnies américaines. Les contrats sont en béton ; ils sont rédigés par le cabinet d'avocats de John Bowden Connally. Alors gouverneur du Texas, celui-ci se trouvait dans la voiture du président Kennedy le jour de son assassinat ; il a même reçu une balle tirée par Lee Harvey Oswald. Plus tard, Connally rejoint le Parti républicain et devient secrétaire au Trésor de l'administration Nixon. Son cabinet n'est donc pas choisi par hasard par le PDG de la Sonatrach. Au cours de cette période, avec le soutien américain, l'entreprise s'équipe d'une usine de traitement de gaz, construit deux gazoducs, un autre module de traitement de gaz à Hassi R'mel, et étudie un projet d'installation de liquéfaction de gaz au Sahara. Soit 500 millions de dollars de contrats qui échappent à la France.

Avec la bénédiction de Boumédiène, les termes de l'accord secret conclu avec les États-Unis peuvent être résumés comme suit : « Vous, première puissance mondiale, vous nous laissez nous réapproprier nos richesses sans heurts et en neutralisant l'ex-puissance coloniale ; en contrepartie, nous vous donnons des assurances concernant le délogement des compagnies pétrolières

de l’ex-puissance coloniale et les garanties de pouvoir participer au projet de développement de l’Algérie, tant en ce qui concerne l’achat d’unités clé en main que l’exportation d’hydrocarbures algériens[14]. »

Pour Paris, Messaoud Zeghar, homme d’affaires avisé, devient la personne à abattre : ses relations dans les hautes sphères américaines atténuent la vulnérabilité de l’Algérie et font ombre aux intérêts français dans le domaine pétrolier. Ce n’est qu’une question de temps : la France finira par l’avoir.

La nationalisation des hydrocarbures est un véritable coup de poker de Boumédiène. La France suspend ses enlèvements de pétrole au pire moment : c’est la fin de l’hiver, et tous les stocks sont quasi pleins. Paris boycotte le pétrole et le déclare « rouge ». Imperturbable, Boumédiène rétorque : « S’il nous était donné d’analyser notre pétrole, nous découvririons que le sang de nos martyrs constitue l’une de ses composantes. »

De son côté, Belaid Abdesselem ne désarme pas. Avec une *task force* des cadres de la Sonatrach, il obtient un accord signé avec la CFP. Ce sera plus difficile avec ERAP, que dirige Guillaumat. La revue *Orient-Pétrole*[15] rapporte les propos peu nuancés du ministre algérien : « Nous devons leur [ERAP] trancher la tête, le tout est de savoir à quelle hauteur on coupera le cou : près du tronc ou près de la tête. » Le discours historique du 24 février 1971 est loin d’annoncer la paix.

En écoutant ces mots, il est difficile de ne pas faire le parallèle avec celui de Djamal Abdel Nasser qui, de Port-Saïd, annonçait la nationalisation du canal de Suez, le 26 juillet 1956. Le Raïs sera agressé militairement par la France, la Grande-Bretagne et Israël. Mais il sera sauvé par l’Union soviétique et les États-Unis. Quant à l’Algérie, elle ne subira pas d’attaque des forces armées. Pourtant, Boumédiène a bel et bien monté en parallèle des opérations secrètes préparant la nationalisation des hydrocarbures.

Ni vin ni pain

L’heure est grave. Boumédiène est très inquiet. Il est président depuis moins d’un an. Il visite une ferme autogérée en pleine Mitidja, région viticole. Il descend de sa Citroën DS Pallas noire, des applaudissements l’accueillent. Le président les remercie rapidement, contrairement à ses habitudes, et leur lance des chiffres qui résument la situation

dramatique : « Près de 14 millions d’hectolitres se trouvent en stock dans les chais par suite du refus du gouvernement français de respecter l’accord prévoyant son écoulement en France. Cela se traduit par une perte de 70 à 80 milliards d’anciens francs que l’État est seul à supporter, car c’est lui qui paie aux travailleurs des domaines autogérés leurs salaires. » En laissant entendre aux paysans qu’ils seront peut-être bientôt sans ressources, Boumédiène s’attend au pire et prépare le terrain en cas de blocage des négociations avec la France.

Les tensions entre la métropole et l’Algérie sur le vin, véritable or rouge, ont commencé bien avant celles sur l’or noir. Immanquablement, c’est de la rue de Rivoli qu’est tirée la salve qui se veut mortelle pour l’économie algérienne. D’un trait de plume, Valéry Giscard d’Estaing modifie une partie des accords d’Évian. Il publie en 1964 un « Avis aux importateurs » dans le *Journal officiel* pour interdire l’arrivée du vin algérien sur le marché français. Aussi bien le vote de l’Assemblée nationale qu’un décret présidentiel sont jugés superfétatoires : après tout, il est ministre des Finances.

Pour l’Algérie, c’est un coup dur. Les 400 000 hectares de vignes produisent, bon an mal an, 20 millions d’hectolitres qui assurent les deux tiers des recettes d’exportation. Le vin est l’exemple même du produit colonial. La culture extensive des vignes avait un sens quand la métropole était un débouché commercial sans entraves. Le marché local est devenu quasi inexistant depuis le départ massif des Européens d’Algérie. De plus, le vin algérien étant fortement alcoolisé, il est souvent destiné à être coupé avec du vin français.

En interdisant aux importateurs français de commercialiser ce vin dans l’Hexagone, Giscard d’Estaing voulait réussir là où l’OAS avait échoué : laisser l’Algérie comme en 1832. Heureusement, le ministre fait partie d’un gouvernement dont les membres – à commencer par le général de Gaulle – sont responsables et capables de faire fi de leurs ressentiments. Au cours de l’année 1964, un accord est donc signé : la France s’engage à acheter 39 millions d’hectolitres de vin, mais répartis sur cinq ans. C’est mieux que rien, mais pas assez. Non seulement l’accord plombe l’expérimentation de l’autogestion, chère à Ben Bella, mais elle rend la question du devenir des paysans algériens encore plus problématique. Les vignobles sont de grands pourvoyeurs d’emplois pour la paysannerie, déjà trop tentée par l’exode rural. Pour les fellahs algériens, l’équation est simple : pas de vin, pas de pain !

Une riposte s'impose : des représailles commerciales. Un communiqué des Affaires étrangères daté du 3 janvier 1966 annonce la couleur : « Si le gouvernement français, malgré l'accord pluriannuel, suivait ceux qui préconisent l'interdiction de l'importation des vins d'Algérie, les relations commerciales entre les deux pays seraient gravement affectées, au détriment de l'Algérie, qui demeure l'un des plus importants marchés pour les produits français et de loin le premier parmi les pays de la zone franc [...]. Il serait irréaliste de penser que l'Algérie continuera de s'approvisionner sur un marché si celui-ci se ferme à ses produits ou si les entraves apportées rendent aléatoire un courant d'échanges bilatéral. Le marché français ne peut prétendre distinguer arbitrairement entre l'Algérie acheteur et l'Algérie vendeur […]. Nos fournisseurs en France devraient avoir conscience que leur intérêt est d'être objectivement les alliés de l'Algérie exportatrice, tout comme le gouvernement français, garant de l'intérêt général de son pays, ne doit prendre, en tout état de cause, aucune mesure propre à fausser l'équilibre des échanges. »

Avant la fin de cette année, Belaid Abdesselem instaure donc le monopole de l'importation, outil efficace pour verrouiller le marché algérien. Désormais, les importateurs français auront affaire à une société étatique, peuplée de bureaucrates peu amènes, pour écouler leurs produits et marchandises. Le ministre va plus loin : il limitera dans un second mouvement les importations françaises au strict nécessaire.

Sursaut logique ou d'amour propre, le problème de fond n'en reste pas moins entier : l'avenir des vignes. Il n'y aura, à longue échéance, qu'une seule solution, et les économistes comme les ingénieurs agronomes le savent bien : l'arrachage d'une partie des vignes de moindre valeur et la reconversion des surfaces ainsi récupérées en d'autres cultures, notamment pour l'élevage. Ce qui demande des études, du temps, des capitaux – bref, un effort que l'agriculture algérienne, dans son état actuel, n'est pas en mesure de fournir.

Concomitamment, Paris pose le problème de la main-d'œuvre algérienne en France, transgressant les clauses des accords d'Évian. Tout Algérien muni d'une carte d'identité n'est désormais plus libre de circuler entre les deux pays. Les paysans menacés de chômage ne pourront plus travailler en France comme leurs aînés.

En signant l'accord sur la main-d'œuvre d'avril 1964, les deux partenaires

avaient restreint la libre circulation des travailleurs algériens dans le sens Algérie-France. En 1967, afin d'endiguer le flot imprévu des « faux touristes » – la libre circulation a, en effet, été maintenue pour les non-travailleurs –, Paris a unilatéralement décidé de réduire à 250, puis à 200 par semaine, le nombre d'Algériens pouvant entrer en France, quel que soit le motif de leur voyage. Un autre coup dur. L'émigration algérienne rapporte aux caisses de l'État plus de 10 milliards de nouveaux francs par an. La population algérienne travaillant dans l'Hexagone dépasse le demi-million et, pour Alger, le marché du travail français est un élément fondamental de son économie.

Ce n'est que le 27 décembre 1968 qu'un accord, valable trois ans, ouvre la possibilité à un contingent annuel de 35 000 Algériens de chercher du travail en France. Le discours de Boumédiène va peut-être y jouer un rôle : « La France a le droit souverain de refuser des travailleurs algériens, tout comme l'Algérie possède le pouvoir non moins souverain de nationaliser les entreprises industrielles. » Boumédiène démontre à la France qu'il peut contrôler les déplacements de ses ressortissants vers l'Hexagone. Il décrète la mise en place de l'autorisation de sortie du territoire national. Paris doit le prendre au sérieux.

Les bombes qui rapprochent

Dans sa livraison d'octobre 1997, *Le Nouvel Observateur* de Jean Daniel « l'Algérien » lâche une bombe : « La France a procédé à des essais nucléaires et chimiques en Algérie jusqu'en 1978 dans la base militaire secrète B2 Namous. » Stupeur !

Jusqu'en 1978, près de 6 000 kilomètres carrés de Sahara, dans la région de Beni Ounif, frontalière avec le Maroc, sont demeurés sous le contrôle de l'armée française. Autour de Reggane, cité futuriste en plein désert, vivaient 6 000 militaires et techniciens français. Et c'est Boumédiène lui-même qui, par un accord ultra-secret, avait autorisé en 1972 l'armée française à y rester encore pour cinq ans. Le secret était absolu, même pour Bouteflika, son ministre des Affaires étrangères.

Bon connaisseur des arcanes de la politique algérienne, le journaliste de *Jeune Afrique* Cherif Ouazani fait état d'une situation inimaginable. Dans un

article bien informé, il écrit : « Pour avoir été le compagnon de lutte et confident de ce dernier, et son chef de la diplomatie, Bouteflika se considérait comme “la boîte noire du régime”, au fait des secrets les mieux gardés. Et voilà que l’hebdomadaire de Jean Daniel lui apprend que Boumédiène l’a écarté d’une affaire d’État relevant pourtant de son champ régalien : un accord diplomatique[16]. »

En effet, les expérimentations de l’armée française dans le Sahara devaient prendre fin en 1967. Mais la guerre froide et la course aux armements poussent de Gaulle à demander au président algérien un délai supplémentaire de cinq ans pour poursuivre les recherches militaires sur la base B2 Namous. Boumédiène accepte en exigeant, en retour, qu’à terme cette base et ses équipements seront donnés intégralement à l’armée algérienne. C’est une question strictement militaire, et qui ne nécessite donc pas d’être portée aux oreilles de son chef de la diplomatie. Seuls quelques rares militaires sont informés, et tous sont d’anciens DAF, avec à leur tête le commandant Chabou, secrétaire général du ministère de la Défense. Hasard ? Non, pas du tout : sur les sujets sensibles touchant des intérêts militaires français, Boumédiène ne fait confiance qu’aux DAF – qui ne peuvent se permettre de lui donner des leçons de nationalisme, contrairement aux anciens maquisards des wilayas.

Le général de Gaulle, à qui l’on reproche d’avoir fait trop de concessions au GPRA à Évian, tenait plus que tout à sa bombe atomique, pierre angulaire de sa stratégie militaire. Le Sud algérien lui était indispensable, car le centre de Mururoa ne pouvait être opérationnel qu’en 1966. Il est donc prévu, dans le plus grand secret, que le Sahara sera le berceau de la première bombe atomique française aérienne.

« Gerboise bleue » est née le 13 février 1960 à 7 h 04, à Hamoudia, à une cinquantaine de kilomètres de Reggane. Poids : 70 kilotonnes, soit quatre fois plus puissante que son cousin américain « Little Boy » qui avait pulvérisé Hiroshima.

La famille Gerboise va s’agrandir jusqu’au 25 avril 1961. Puis la France passe aux essais nucléaires souterrains entre le 7 novembre et le 16 février 1961. Dix-sept au total.

« Béryl » est l’enfant terrible de la « fratrie » : le deuxième essai souterrain du 1ermai 1962. Intenable, il laisse s’échapper un nuage radioactif de la

galerie de tir, la roche ayant été fragilisée lors du premier essai. Sans « faire-part » ni bruit, mais seulement un compte rendu détaillé par Gaston Palewski, ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales, au Conseil des ministres du 4 mai 1962. À ce titre, il a assisté à cet essai : « Dans une chambre souterraine, une charge qui était prévue pour une puissance de 50 à 60 kilotonnes, quatre fois la bombe d'Hiroshima, a explosé. On avait sans doute sous-estimé sa puissance et surestimé la résistance des roches, car la montagne a littéralement sauté en l'air. Un gros nuage s'est élevé en volute. Une poussière rouge et sale a commencé à s'étendre. Nous avons décidé d'évacuer le poste de commandement et nous sommes repartis de toute la vitesse de nos Jeep. Il a fallu ensuite se doucher avec du savon décontaminant[17]. » Gaston Palewski mourra emporté par une leucémie, convaincu que cette irradiation fut la cause directe de sa maladie.

Les conséquences de ces essais ne touchent pas uniquement le ministre : de nombreux militaires et techniciens français en pâtiront. Encore plus nombreux seront les Algériens victimes de ces expérimentations dont ils n'ont jamais entendu parler. Le dossier n'est pas clos à ce jour.

Vis-à-vis de la France et du général de Gaulle, Boumédiène n'a jamais franchi le véritable Rubicon. Il a compris que l'accord donné pour le maintien des militaires français sur la base B2 Namous est aussi son assurance-vie politique dans ses rapports avec la France.

Quelques bombes atomiques plus tard, le président français peut enfin faire confiance à son homologue algérien. Depuis la signature du premier volet de cet accord, le 27 mai 1967, le général de Gaulle voulait vraiment recevoir Boumédiène à Paris. Ils resteront proches, et même l'épaisseur d'une bombe atomique ne pourra les séparer. Une amitié irradiante ! Pour reprendre une expression lancée des années plus tôt par de Gaulle à Alger : « Ils se sont compris. »

Aussi les relations de Boumédiène avec Georges Pompidou restent-elles respectueuses et très cordiales. Le colonel apprécie la continuité gaulliste incarnée par l'Auvergnat à l'Élysée. Pour l'Algérien, comme pour un certain nombre de révolutionnaires initiés, Georges Pompidou est presque une légende.

Le 20 février 1961, Pompidou, en émissaire du général de Gaulle,

rencontre à Lucerne, en Suisse, les représentants du GPRA pour explorer les pistes des négociations. Il se trouve que cette fin de matinée coïncide avec le mois sacré du Ramadan. Georges Pompidou, grand fumeur, s'abstient de tabac, de boisson ou de nourriture devant ses interlocuteurs musulmans. C'est à leur insistance que le futur président français allumera très tardivement sa première cigarette.

Plus surprenant encore : un an après cette nationalisation, Georges Pompidou adresse un message à son homologue algérien cité par le docteur Ahmed Taleb-Ibrahimi dans le deuxième tome de ses mémoires : « Je vous informe, lui disait-il, que le quotidien *Le Figaro*, en butte à des difficultés financières, est mis en vente. L'Algérie, seule ou en association avec un pays arabe, pourrait l'acheter par personne interposée et disposer ainsi d'un puissant moyen pour défendre ses thèses face aux attaques de certains médias français dont vous vous plaignez[18]. »

Boumédiène confie à son ministre de l'Information et de la Culture, Ahmed Taleb-Ibrahimi, qu'il regrette de ne pas avoir prêté l'attention requise à cette offre du président français. Cependant, une fois sa maladie connue, la question de sa succession se pose aussi de l'autre côté de la Méditerranée. Qui sera le troisième président de la Ve République ? À Alger, le pire des scénarios serait l'autre Auvergnat : Valéry Giscard d'Estaing. C'est le seul candidat imprégné d'une culture Algérie française ; c'est le ministre des Finances et de l'Économie le plus rétif à toute coopération équilibrée avec l'Algérie. Un passage du mémorandum secret d'une conversation entre Richard Nixon et Houari Boumédiène, à la Maison-Blanche, situe l'appréhension de ce dernier :

NSC MEMO, 11/24/98, State dept. Guidlines, déclassé le 8 mai 2004. Lieu : Maison-Blanche. Date : 11 avril 1974, 11 heures. Lieu : Bureau ovale, Maison-Blanche. Participants algériens : Houari Boumédiène, Abdelaziz Bouteflika et Driss Djazairi (conseiller économique). Participants américains : Richard Nixon, Henry Kissinger, général-major Brent Scowcroft (directeur adjoint de National Security Affairs), Camille Nowfel (interprète).

NIXON : J'ai vu Giscard à Paris [Nixon était aux obsèques de Pompidou].

BOUMÉDIÈNE : Pourquoi lui ?

NIXON : Il était à la réception. La seule rencontre que j'ai eue, c'était avec Poher. Je vous souhaite chaleureusement la bienvenue. Comme vous le savez, nous n'avons pas de relations diplomatiques, mais quand je vois à travers le

monde, nous avons de bien meilleures relations avec vous qu'avec certains pays où nous avons des ambassades officielles.

BOUMÉDIÈNE : Nos relations se sont améliorées depuis 1967.

Nixon conclut les échanges en annonçant une autre réunion informelle dans la soirée même. Les six pages du document déclassé rendent compte d'un échange axé sur le Moyen-Orient. La phrase d'ouverture de Nixon mentionne le nom de Giscard d'Estaing, avant même de souhaiter la bienvenue à ses hôtes. Le message américain est double, et clair : méfiez-vous de Giscard et travaillons ensemble.

Plusieurs jours après son retour des États-Unis, Boumédiène apprend que Valéry Giscard d'Estaing est président de la République française. L'homme avec qui Alger a eu le plus de problèmes est le locataire de l'Élysée, et il détient la décision finale.

Les choses se compliquent pour Boumédiène. L'un de ses premiers atouts vis-à-vis de la France est l'accord secret sur les essais chimiques, mais le bail de la base militaire française se termine bientôt. Les contacts secrets avec Washington permettent de résoudre certains problèmes alors que la principale préoccupation d'Alger est l'avenir de la communauté algérienne en France, qui risque de s'assombrir avec la nouvelle administration. Il n'y a pas le choix : le chemin entre Alger et Paris peut éventuellement être pavé de bonnes intentions.

1. En référence à Raymond Cartier, journaliste à *Paris-Match*, qui a notamment écrit en août 1956 : « Le colonialisme a toujours été une charge en même temps qu'un profit, souvent une charge plus qu'un profit. Dans les conditions et sous les servitudes politiques actuelles, c'est plus vrai que jamais. »

2. Il sera ministre de l'Industrie pendant douze ans ; farouche partisan de la politique des industries industrialisantes, il lance le pays dans de grands projets. Il sera Premier ministre pendant treize mois, de 1992 à 1993.

3. Docteur en droit de l'université de Grenoble en 1956, ministre de la Justice de 1964 à 1970, ambassadeur à Paris, président du Conseil constitutionnel d'Algérie (2002-2005), ministre d'État, ministre des Affaires étrangères (2005-2007).

4. Cité par Mohamed Bedjaoui, *En mission extraordinaire. Carnets d'un ambassadeur en France 1970-1979*, Casbah, 2016, p. 42.

5. Lire, à ce titre, Marc Raffinot et Pierre Jacquemot, *Le Capitalisme d'État algérien*, Maspero, 1977.

6. Alors que le baril était facturé aux compagnies françaises au prix de 2,08 dollars, l'Algérie souhaitait le porter à 2,85 dollars. Un chiffre qui n'est pas le fruit du hasard : il est appliqué en France comme prix de référence fiscale.

7. Voir Ania Francos et Jean-Pierre Séréni, *op. cit*., p. 225.

8. Officier de l'ALN, il organise au Maroc l'implantation d'ateliers de fabrication d'armes. Il quitte l'armée à l'indépendance avec le grade de commandant pour se lancer dans de fructueuses affaires.

9. Rachid Tabet fait figurer cette information dans son dossier de défense, lors de son jugement devant la Cour de sûreté de l'État en octobre 1970, afin de se faire passer devant la justice française pour un escroc plutôt que pour un espion.

10. Croix de guerre 1939-1945, il entre, à la Libération, au Quai d'Orsay, où il sera nommé ambassadeur au Japon et en République fédérale d'Allemagne.

11. Il aurait le grade de capitaine. Il était, à l'indépendance, contrôleur général de la Sûreté nationale algérienne.

12. Quelque 4 000 documents secrets selon Mohamed Sifaoui, *Histoire secrète de l'Algérie indépendante*, Nouveau Monde, 2002, p. 108.

13. Certaines informations ont trait à un entretien de Jean-Pierre Brunet avec le président de la Compagnie française des pétroles, et à une rencontre entre le ministre des Affaires étrangères et Pierre Guillaumat, président de l'ERAP. Des perles rares.

14. Seddik S. Larkeche, *Messaoud Zeghar, l'iconoclaste algérien. La véritable histoire de Rachid Casa*, Casbah, 2005, p. 307.

15. Août 1971.

16. Cherif Ouazani, « Algérie-France : secret d'État explosif », *Jeune Afrique*, 26 mars 2013.

17. Alain Peyrefitte, *op. cit.*, p. 1964.

18. Ahmed Taleb-Ibrahimi, *Mémoires d'un Algérien. La passion de bâtir (1965-1978)*, t. 2, Casbah, 2008, p. 344.

V

Giscard à la barre

Le mois de mai annonce l'été, les douceurs du soleil à venir. Mais il annonce aussi les départs. L'année va bientôt s'arrêter : ceux qui ont atteint l'âge vont devoir partir, quitter leur service, une fois célébrée leur fête de retraite.

Ainsi, en cette soirée du 25 mai 1972, plusieurs policiers de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) ont le verre à la main. Le discours est prêt, les flûtes carillonnent, les petits fours tapissent la table. Mais quelqu'un déboule dans la fête, un collègue, et gâche la petite nouba. Il faut retourner travailler, dans un hôtel proche tenu par un Algérien et fréquenté par des Nord-Africains : « On oblige une jeune fille de 16 ans à se prostituer ! » crie-t-il.

Inadmissible ! Le devoir avant les réjouissances : il faut sauver cette fille. Sous l'effet du vin cuit, tous les policiers quittent la fête, appellent du renfort et se dirigent vers l'hôtel en question. Une vérification dans les chambres s'impose. Meubles renversés et vidés, linge jeté par la fenêtre et locataires systématiquement passés à tabac. Le raout continue dans une chambre où dort un couple, rapidement sorti du lit conjugal.

Fouilles approfondies. Un sac à main est vidé de son contenu ; un policier trouve les papiers de la dame et lance à la troupe : « Laissons tomber, c'est une Italienne ! » Le chef d'orchestre rétorque : « J'en ai rien à foutre. C'est une salope, elle est mariée à un bougnoule[1] ! » La « salope » recevra un coup de matraque qui lui vaudra trois mois d'arrêt de travail. Elle constatera dès le lendemain que 6 200 francs ont disparu de son sac.

Trois ans après ce « pot de départ à la retraite », le tribunal prononce des peines mineures avec sursis et quelques amendes. La justice fonctionne.

Peur sur les bidonvilles

Les pavés sont ramassés, les plages sont oubliées, mai 1968 semble loin et enterré. Tout comme le général de Gaulle. Les années Pompidou pointent leur nez. La France est apaisée, dit-on. Pas vraiment : les ratonnades reprennent, dans une certaine indifférence et sous forme de match retour – une sorte de guerre de revanche. Ils ont pris Bab El Oued, mais ils n'auront pas Barbès, disent les nostalgiques. Leur pays est indépendant, ils n'ont qu'à rentrer chez eux. « Ils » ? Ce sont ces immigrés, pur produit de l'histoire coloniale. La page est tournée ; leur présence sur le sol français dérange et, surtout, rappelle trop de mauvais souvenirs. En plus, ils se comportent mal. Mais que fait la police ? Justement, elle fait des bavures, au nom du rétablissement de l'ordre.

Quartier de la Goutte-d'Or, 15 juin 1974 : un ressortissant nord-africain fait scandale sur la voie publique. Poursuivi par la police, il se réfugie dans le premier local au coin de la rue et se retrouve chez ses « frères ». Soudain, des policiers brandissant leurs armes entrent dans un local de la rue Pierre-l'Ermite, où un prêtre donne un cours d'alphabétisation à des travailleurs immigrés. Cinq personnes se trouvent à de nombreuses reprises du mauvais côté des matraques des forces de l'ordre. Elles sont emmenées au commissariat de la Goutte-d'Or. Passage à tabac.

Ratonnade ? Non : seulement un maintien de l'ordre un peu musclé. Les policiers ont juste fait leur travail en interpellant des suspects. D'ailleurs, le racisme est interdit par une loi promulguée le 1er juillet 1972[2], qui concerne aussi les agents publics.

Ces expéditions punitives ne sont pas l'apanage de la police. L'armée française y a aussi sa part, notamment les nombreux mouvements d'extrême droite qui la constituent. La rubrique « faits divers » livre des cas édifiants. Et ce, aux quatre coins de la France.

Toulouse. Dans la soirée du 27 août 1973, une cinquantaine de soldats du contingent, en civil, appartenant au 9e régiment de parachutistes, se livrent à

une « chasse » aux Nord-Africains. Il s'agirait d'une action de représailles à la suite d'une bagarre, survenue le dimanche soir dans un bal, entre soldats et Arabes. Un bal d'été, l'alcool coulant à flots, des filles en tenues légères, des célibataires de tous milieux : Arabes, soldats, jeunes en vacances. Finalement, il suffit de presque rien pour qu'éclatent des rixes qui semblent sortir directement d'une scène de *Dupont Lajoie*[3]. Ce long métrage d'Yves Boisset est un miroir qui met la bêtise humaine parfois « innocente » et la xénophobie sur un même plan. Même quand Dupont Lajoie veut passer de paisibles vacances dans un camping du sud de la France, la guerre d'Algérie est présente. *Dupont Lajoie* dérange les nostalgiques de l'Algérie française. Le lieu du tournage de ce film est attaqué à coups de grenades et de cocktails Molotov.

Le bilan de 1973 est édifiant. *L'Humanité* du 30 décembre recense plus de 50 Algériens assassinés dans diverses actions terroristes : un nombre certes bien supérieur à celui des décès « accidentels » d'Arabes dans des commissariats et de quelques cas de lynchage expliqués par des états d'ébriété avancée de leurs auteurs en attente de jugement – quand ils sont arrêtés, ce qui est rare.

Sur un autre registre, mais curieusement dans une indifférence totale, *La Croix*[4] publie un chiffre insupportable : un Algérien meurt tous les deux jours dans un accident de travail. Oui, c'est vrai : un accident de travail, c'est *mektoub*[5], mais aucune enquête sérieuse n'est diligentée contre ces généreux employeurs qui donnent du pain aux Arabes. Il est difficile de ne pas lier ce climat délétère avec le contexte post-guerre d'Algérie et avec le débat balbutiant sur l'immigration.

Surtout que l'année 1973 est aussi celle du choc pétrolier, causé par des Arabes qui ont le mauvais goût de faire du chantage avec l'or noir découvert et extrait par des « Blancs ». C'est une affaire d'État. Essentiellement celle de l'État algérien, qui subit le chantage du sort de ses ressortissants en France. Avenir économique, dignité humaine, agressions criminelles – le tout avec la neutralité coupable, sinon la complicité silencieuse des autorités françaises.

L'ombre de la sanglante journée du 17 octobre 1961 planera toujours sur les relations franco-algériennes. Maurice Papon est le haut fonctionnaire qui incarne la continuité de la répression aveugle. Sa longue carrière commence par une funeste composante vichysssoise : il est secrétaire général de la préfecture de la Gironde sous le régime du maréchal Pétain. Ce passé le

rattrapera plus tard[6]. Papon poursuit son « travail » dans l'administration coloniale en Algérie. Il est nommé préfet à Constantine en 1949.

En pleine guerre d'Algérie, de 1956 à 1958, il est promu préfet régional, responsable du Grand Est algérien. Dans ses fonctions, il met en place les « détachements opérationnels de protection » (DOP), spécialisés dans les interrogatoires – autrement dit : la torture.

À son retour d'Algérie, il prend la direction de la préfecture de police de Paris. Le 5 octobre 1961, un Conseil interministériel institue un couvre-feu pour les seuls Algériens. En tant que préfet, Papon précise les choses dans un communiqué : « Il est conseillé de la façon la plus pressante aux travailleurs algériens de s'abstenir de circuler la nuit dans les rues de Paris et de la banlieue parisienne, et plus particulièrement entre 20 h 30 et 5 h 30 du matin. Les débits de boissons tenus et fréquentés par les Français musulmans doivent fermer à partir de 19 heures. »

Ces mesures sont accompagnées d'une injonction à interpeller « tout Français musulman circulant en voiture » et à placer le véhicule en fourrière en attendant la décision du commissaire de police ou du Service de coordination des affaires algériennes.

Le Premier ministre, Michel Debré, décide de mettre en place à Paris, sous l'autorité du préfet Maurice Papon[7], une force de police auxiliaire de musulmans d'Algérie encadrée par des officiers de l'armée française et équipée comme des CRS, les « calots bleus ». Le préfet de police de Paris veut mettre un terme aux attentats commis contre la police par des membres du FLN[8].

Ali Haroun, responsable de la Fédération de France, s'écrie : « Ils veulent nous asphyxier ! » Son association ne peut rester sans voix et compte effectuer une démonstration de force pour dénoncer ces mesures discriminatoires et qui entravent son action. Elle recense plus de 135 000 adhérents en France, dont un tiers en région parisienne, sur une population totale de 300 000 personnes.

Le 17 octobre 1961, des milliers d'Algériens, hommes et femmes, se dirigent vers Paris pour protester pacifiquement contre le couvre-feu établi à leur encontre. La suite est trop connue pour être rappelée.

Dès le lendemain, la préfecture de police communique un bilan de deux morts parmi les manifestants – chiffre encore officiel à ce jour. Et pour cause : le nombre de morts noyés dans la Seine reste encore imprécis[9].

En revanche, le chiffre des arrestations est clairement établi : 11 500 Algériens parqués dans des centres de tri à Vincennes et au Palais des Sports. Et, dans les deux mois qui suivent cette manifestation, le nombre de morts s'élève au total à 300 – beaucoup de décès sont constatés dans les centres de détention.

La manifestation du 17 octobre et ses tragiques conséquences sont aussi un enjeu politique intra-algérien. Durant l'été 1962, Marcel et Paulette Péju devaient publier un livre fondé sur les témoignages des rescapés de cette manifestation : *Le 17 octobre des Algériens*. L'ouvrage sera interdit. Ce qui n'est pas pour déplaire à Ben Bella et à Boumédiène, qui sont à la manœuvre, en pleine tourmente post-indépendance[10] : ni l'un ni l'autre ne veulent voir le rôle de la Fédération de France du FLN, hostile à leur conquête du pouvoir, grandi – et encore moins idéalisé.

L'interdiction de ce livre n'est évidemment pas le fait du pouvoir algérien. Le gouvernement français a cru bon de jouer l'apaisement, et pourquoi ne pas donner en plus un léger coup de pouce à son candidat préféré : Ben Bella ? Cet ouvrage[11] ne sortira en librairie qu'en 2012.

En 1973, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de la Seine. Les 12 et 13 janvier, Boumédiène, qui veut se libérer du chantage français permanent autour de l'immigration, organise à Alger la Conférence sur l'émigration. Il veut faire le point de la situation, et aussi, précise-t-il, préparer le retour de ces Algériens afin de les insérer dans les différents circuits de l'économie nationale. L'idée est de faire bénéficier les industries naissantes de ces compétences.

Dans le discours, la tâche est très simple. L'ambassadeur d'Algérie en France reproduit les propos qu'il a tenus au président la veille de cet événement : « Pour l'Algérie qui, en commençant à s'industrialiser à grands pas, préparait à notre émigration une place au soleil et une part dans la prospérité, nos exilés du travail n'étant plus fardeau, mais espoir et promesse. Hier, ils étaient déjà au premier rang de la libération politique du pays, à la fois par leur sang et leurs deniers ; aujourd'hui et demain, ils peuvent être les artisans de la consolidation de la souveraineté par son indispensable complément qu'est la souveraineté économique[12]. »

Finalement, c'est très simple et très logique : les Algériens, qui ont mené avec succès et au prix fort une bataille politique contre le colonisateur en France, reviennent au bled pour une autre lutte économique – et en plus, cette

fois-ci ils sont payés. Mais ce n’est pas ce qui doit être abordé ce jour : le sort des Algériens en France ne s’est pas amélioré. Loin de là.

Les exemples sont plus sidérants les uns que les autres. Devant 300 cadres de l’Amicale des Algériens en Europe, Boumédiène insiste sur la sécurité de ses ressortissants en France. Il s’attarde, dans son discours inaugural, sur le cas de Mohamed Diabi, tué dans un commissariat de police à Versailles.

Cette affaire n’est pas choisie au hasard. D’abord, elle est récente : les faits se sont produits dans la soirée du 29 novembre 1972, soit cinq semaines plus tôt. Ensuite, les conditions du drame sont consternantes. Enfin, la mobilisation en France provoquée par cet assassinat – associations, presse nationale et quotidienne, marches silencieuses mêlant Algériens et Français – ne peut laisser Alger indifférente. Quand le président algérien fait son allocution, il ne connaît pas plus que quinconque les suites juridiques données à cette tragédie.

À 19 heures, Mohamed Diabi, 32 ans, père de quatre enfants et chauffeur de poids lourd, se rend à l’hôpital de Versailles pour voir sa mère gravement malade, entourée de sa fille et de son fils. Sonnent 20 heures, fin réglementaire des visites. Mohamed Diabi se voit signifier par l’infirmière de partir. Il refuse.

Informée, la gardienne appelle la police, qui embarque le « forcené » au commissariat. La sœur et le frère Diabi arrivent au poste de police à pied pour constater que Mohamed fait l’objet de la fouille réglementaire. Les injures racistes, elles, sont beaucoup moins réglementaires.

Tout s’emballe alors. Le jeune frère prend une chaise et tente de frapper deux policiers – ils étaient quatre. L’un d’eux, le brigadier Marquet, déclare le surlendemain à *France-Soir* : « Les pistolets de mes camarades, tombés sous les coups du forcené, étaient à la portée de Diabi. J’ai eu peur qu’il ne s’en empare. J’ai saisi au râtelier un pistolet mitrailleur et j’ai mis en joue le détenu, pensant ainsi le calmer. Il s’est assis un instant, puis il a bondi en faisant tournoyer sa chaise. Ensuite, il s’est précipité sur moi. C’est alors qu’il tenait le canon à deux mains que la rafale est partie. »

Ce récit, qui figure dans la rubrique « faits divers » du quotidien préféré des Français, est identique à sa déposition remise à M. Cordier, procureur adjoint de la République de Versailles. Déposition jugée convaincante puisque M. Cordier déclare quelques heures après le meurtre : « Il s’agit, selon toute vraisemblance, d’un drame de légitime défense. »

Avant le lever du jour, un verdict officieux est prononcé. Le brigadier René Marquet[13] est laissé en liberté. Huit ans plus tard, en mai 1980, la chambre d'accusation statue pour savoir si Marquet doit passer aux assises. Le procureur requiert un non-lieu pour légitime défense.

Verdict : non-lieu à poursuivre. Prévisible au regard du comportement du ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, qui refuse d'accorder une audience à l'ambassadeur d'Algérie malgré ses demandes insistantes.

C'est seulement à la suite d'un entretien accordé un mardi par ce brillant diplomate à Philippe Herreman[14], du *Monde*, que le ministre change d'avis le vendredi de la même semaine. Lors de cette entrevue place Beauvau, Raymond Marcellin, fumant sa pipe, faisant les cent pas dans son vaste bureau, déclare à l'ambassadeur au sujet de l'affaire Diabi : « C'est clair, l'Algérien avait menacé d'arracher au brigadier sa mitraillette et de la diriger sur lui. » Surprenant, de la part d'un homme de loi ! Le ministre de l'Intérieur est, en effet, avocat de formation.

En toute logique, ce vendredi 12 janvier, Boumédiène ne connaît donc pas encore le verdict de l'« affaire Diabi » ; mais, par ses paroles, il désigne la responsabilité du gouvernement français : « Le sang d'un Algérien est aussi précieux que le sang de n'importe quel Français. Nous espérons qu'à l'avenir toutes les conditions seront réunies pour que la sécurité de nos concitoyens en France soit assurée. »

Et non, la sécurité ne sera pas assurée à ses ressortissants. Des mini-ratonnades apparaissent ici et là. La police française, quand elle n'est pas directement coupable ou complice, n'estime pas judicieux d'établir une liste de suspects, et encore moins d'arrêter un quelconque individu impliqué dans ces crimes racistes. C'est tout naturellement que la justice française ne prononce alors aucune condamnation.

Les crimes impunis se développent. Frustrant et révoltant. Le 19 septembre 1973, Boumédiène décide de mettre un terme définitif à toute émigration.

Le 14 décembre 1973 – un vendredi, veille du week-end – explose une bombe à forte puissance, particulièrement meurtrière, lancée dans l'étroit couloir du consulat algérien, rue Dieudé, à Marseille. De nombreux Algériens faisaient la queue pour établir leurs documents administratifs d'usage. Notamment des femmes avec leurs enfants. Le bilan est lourd : 4 morts et 23 blessés, dont 15 grièvement. L'évacuation des corps enfouis dans les

gravats nécessite plus d’une heure. Le quartier est bouclé ; les vitrines de la rue Dieudé sont brisées, ainsi que les pare-brise des voitures stationnées le long de cette rue. C’est quasiment une scène de guerre. Le consul algérien se rend au chevet des rescapés ; à sa sortie de l’hôpital, un journaliste lui demande si l’avenir des relations franco-algériennes est compromis. Sans commentaires. L’interrogation est légitime, mais une rupture nette et brutale des rapports entre les deux pays reste impensable. Cet attentat vise essentiellement le pouvoir algérien.

Quelques mois plus tard, Valéry Giscard d’Estaing est élu président de la République française. Il ne tarde pas à annoncer qu’il va se rendre en Algérie – il devait d’ailleurs effectuer ce voyage en tant que ministre des Finances au mois d’avril 1974, poussé par Georges Pompidou. Le chef de l’État français avait modérément apprécié que son ministre de l’Économie, en partance pour un pays africain, ait fait une escale, même technique, à l’aéroport d’Alger.

Son homologue algérien, Abdelmalek Temmam[15], attendait sur le perron du salon d’honneur pour se diriger vers la passerelle et accueillir Valéry Giscard d’Estaing. Ce dernier refuse de sortir de son avion et fait savoir aux autorités algériennes qu’il est fatigué. Sans doute préserve-t-il ses forces pour d’épuisantes parties de chasse prévues à sa destination finale ; la priorité est donnée aux missions cynégétiques. Saluer un ministre algérien ou croiser un éléphant d’Afrique, il faut choisir. Il refuse donc catégoriquement de fouler le sol d’Alger, ville où il s’était rendu, pour la dernière fois, en mars 1959, alors jeune secrétaire d’État aux Finances.

Dans ces fonctions, Valéry Giscard d’Estaing était l’un des responsables ès qualités de l’application du plan de Constantine. L’enjeu de sa mission s’inscrivait dans la dynamique d’une Algérie française, et qui doit le rester après quelques réajustements.

Un voyage historique doit être bien préparé ; des équipes solides s’y emploient de part et d’autre. La date est fixée : jeudi 10 avril 1975.

Un mois et dix jours avant son départ pour Alger, Giscard d’Estaing se déplace à Marseille. Consolidant ce geste fort et hautement symbolique, le président déclare avant de quitter la cité phocéenne : « Il était nécessaire, avant cette visite, de venir à Marseille. C’est une visite qui a été planifiée en novembre dernier… Il est important qu’il soit connu, avant mon arrivée à Alger, que le gouvernement se préoccupe du sort des travailleurs émigrés en France, et particulièrement des conditions de vie, de travail et de

logement[16]. »

D'une pierre deux coups : Giscard d'Estaing donne satisfaction à Boumédiène, soucieux du bien-être de ses ressortissants. Et se rendre à Marseille est peut-être un sas de décompression pour faciliter le passage du VIIIearrondissement de Paris à Alger.

Le choc thermique aura lieu après son départ de la capitale algérienne, le 12 avril 1975.

L'aristocrate et le « bougnoule »

« Giscard l'avait [Boumédiène] considéré comme un bougnoule et n'avait guère pris en considération ses multiples propositions. »

Ce commentaire en forme de confidence, livré par Jean-Marie Soutou, ambassadeur de France à Alger, au correspondant du *Monde*, Paul Balta[17], rend bien compte de l'esprit de la visite d'État de Giscard d'Estaing en Algérie. L'image de drapeaux algériens tout au long de l'avenue des Champs-Élysées est naturellement inacceptable pour l'ancien partisan intransigeant de l'Algérie française. Il n'est pas le seul à nourrir ce ressentiment.

En revanche, à Alger, tout est minutieusement préparé pour que le drapeau français flotte de nouveau dans les rues et avenues algériennes. Ainsi, Giscard aura le sentiment que, quelque part, l'Algérie est française – fût-ce le temps d'une *Marseillaise* jouée au bout d'un tarmac tapissé de rouge et agrémenté des trois couleurs.

Le 29 août 1974, Valéry Giscard d'Estaing est invité formellement à se rendre en Algérie, quand il reçoit des mains de l'ambassadeur d'Algérie l'invitation signée de la main de Boumédiène. Il la pose avec une joie non dissimulée et dit avec une assurance encore moins dissimulée : « Cette visite fera date. » Il est tout souriant et charmeur – même devant un Arabe, ce qui est rare. Oui, c'est historique. Il pose à l'ambassadeur une question – dont il connaît la réponse, car sa décision est déjà prise – concernant le nom de la personnalité française de haut niveau à qui sera confiée la première mission préparatoire.

Valéry Giscard d'Estaing pense que Michel Poniatowski est la personne la plus indiquée pour se rendre à Alger après le mois de Ramadan. « Si

M. Chirac venait en Algérie en qualité de Premier ministre, cela ne serait peut-être pas commode du fait que le président Boumédiène était à la fois chef de l'État et chef de gouvernement[18]. » Par une formule recherchée, le président donne la primauté à son ami, ministre d'État au demeurant, sur son Premier ministre.

Du 2 au 5 décembre 1974, comme convenu, « Ponia », le fidèle ami, s'envole pour Alger, où il est reçu longuement par Boumédiène. Et encore plus longuement par son homologue algérien, Ahmed Medeghri.

À cette occasion, le ministre algérien de l'Intérieur lui a remis des éléments susceptibles de faciliter les enquêtes sur les attentats anti-algériens et l'arrestation de leurs auteurs, dans l'intérêt et pour la tranquillité des deux pays. Mais, quelques jours après cette entrevue, Ahmed Medeghri se suicide[19].

J-45. C'est au tour du ministre de l'Intérieur de recevoir l'ambassadeur d'Algérie afin d'approfondir l'organisation de ce voyage historique. Michel Poniatowski va plus vite que la musique : il pense déjà à l'après-visite, puisqu'il dit œuvrer à établir un téléphone rouge entre Boumédiène et Giscard d'Estaing. Le président algérien serait ainsi le quatrième chef d'État à bénéficier de ce rare privilège, après l'Américain, le Soviétique et l'Allemand (Helmut Schmidt).

De son côté, Alger n'est pas avare de beaux gestes ni de belles déclarations. Boumédiène annonce, en parlant des marchés et des grands contrats algériens soumis à des offres internationales : « À conditions égales, je donne la préférence à la France. » Tout est réuni pour que ce voyage soit une grande réussite. Et pourtant…

Jeudi 10 avril 1975. Le jour de gloire est arrivé. Valéry Giscard d'Estaing écoute la *Marseillaise* retentir en Algérie. Ses premières paroles sont presque un hommage à son homologue : « La France historique salue l'Algérie indépendante. » Boumédiène écoute avec grande attention les propos de son illustre invité ; il est enveloppé dans un beau burnous sombre en poil de chameau.

À la suite de son mariage avec l'avocate Anissa El-Mensali, assise aux côtés d'Anne-Aymone, il apporte plus de recherche dans le choix de ses costumes (coupés par les artisans de la maison de tailleurs Camps de Luca[20] :

vestes cintrées avec des fentes et des poches assez hautes), et change plus souvent de cravate. Boumédiène répond au président français d'une voix calme et posée : « Une page est tournée. L'Algérie est d'abord fille de son histoire. » Giscard d'Estaing est tout sourire ; il fait l'histoire devant les caméras.

Le cortège quitte l'aéroport pour se diriger vers la capitale. Le long trajet est bien garni d'hommes, de femmes dans leurs plus beaux habits, et surtout d'enfants – écoles et lycées sont fermés pour cet événement historique. Ils tiennent dans leurs mains le drapeau français pour la première fois de leur vie.

Le peuple d'Alger crie : « Yahia Valéry, Yahia Houari ! » Parfois, une reprise du slogans des stades est même scandée : « One two three, viva l'Algérie ! » Mais, à aucun moment, personne ne crie : « Vive la France ! » Les Algérois sont contents de voir deux présidents dont les prénoms riment, mais ils ne savent pas encore que cela sera leur seul point commun.

Le protocole est respecté au millimètre et à la seconde. Les deux délégations entrent au palais du Peuple, vestige de l'Empire ottoman, ancienne demeure du ministre des Haras du dey. Cependant, pour le président français, cette belle construction mauresque était surtout la résidence du gouverneur général de l'Algérie – une personnalité qui aurait pu être un de ses subordonnés si le pays n'était pas devenu indépendant. Bref instant de nostalgie, et retour à la réalité qui met Giscard d'Estaing face à son premier repas halal en tant que locataire de l'Élysée. Après le dessert et une petite promenade digestive dans le parc du palais – qui offre une imprenable vue plongeante sur la baie d'Alger, sous un superbe soleil printanier – commence le premier d'une longue série de tête-à-tête entre les deux présidents. Boumédiène a veillé à ce qu'il n'y ait pas d'interprète : il voulait un contact direct et intime, autorisant le maximun de franchise dans les échanges.

Le lendemain, les deux impressionnantes délégations prennent l'avion pour Constantine, la capitale de l'Est algérien. Initialement, la première étape extra-algéroise devait être Sétif, ville meurtrie par les massacres du 8 mai 1945. Mais le projet est vite abandonné : les souvenirs douloureux sont encore occultés par la France. C'est trop tôt. Comme Alger, Constantine est en fête : la foule joyeuse est toujours au rendez-vous. Le programme se poursuit sans aucun accroc. Prochaine étape : Skikda, anciennement

Philippeville, pour visiter la grande réalisation de la coopération franco-algérienne : l'usine de liquéfaction de gaz, avec ses terminaux d'oléoduc et de gazoduc.

La traversée de la ville est un grand moment. La longue rue de France, rebaptisée rue de l'Indépendance, est engorgée par une immense foule euphorique ; même les motards les plus expérimentés n'arrivent pas à frayer un passage à la voiture présidentielle. Valéry et Houari doivent poursuivre leur chemin à pied. Un journaliste français particulièrement téméraire réussit, au milieu d'une bousculade inouïe, à s'approcher de Giscard d'Estaing et à lui tendre un micro à bout de bras pour recueillir à chaud ses impressions : « Je suis conscient que le magnifique accueil que je viens tout juste de recevoir ne m'est pas destiné, et j'y vois avant tout un hommage à la France libérale et démocratique. »

Une telle froideur, sans l'ombre d'une touche personnelle, laisse cois un grand nombre d'observateurs algériens, parfaitement au fait de la mentalité de leurs compatriotes.

Retour à Alger. Giscard d'Estaing reçoit la « colonie française » à la résidence de l'ambassade. Souriant et détendu, il est parmi ses sujets, au nombre de 4 000. À 19 heures précises, Boumédiène entre dans la résidence, avec à ses côtés Giscard d'Estaing. Privilège rarissime : jamais le chef de l'État algérien n'avait franchi la porte d'aucune chancellerie étrangère installée sur son territoire.

En toute simplicité, Boumédiène se mêle aux coopérants et autres expatriés français. Au milieu de tentes dressées et sous les guirlandes tricolores, il semble même apprécier ce bain de foule. L'ambassadeur de France, Georges Gorse, qui n'est pas au courant, se précipite pour le saluer. Les deux présidents s'entretiennent seuls un moment – une dernière conversation privée entre chefs d'État. Un quart d'heure après cet échange furtif, Boumédiène quitte l'ambassade de France. Geste d'une courtoisie extrême, salué par Giscard d'Estaing, qui s'adresse à ses « chers compatriotes » : « Je suis très sensible au geste que vient de faire le président Boumédiène en venant pour la première fois à l'ambassade de France accompagner le président de la République française, et en soulignant par cela la conscience qu'il a que l'histoire et les rapports de nos deux pays sont en effet exceptionnels. »

Boumédiène sort de la résidence et regagne sa voiture de marque française,

une DS noire. Sauf que, contrairement au président français, il a le visage fermé. Que s'est-il passé ?

Secret absolu. Aucun témoin de ce dernier tête-à-tête inédit car, selon les règles diplomatiques, il a eu lieu sur le sol français. Il semblerait, d'après quelques indiscrétions tardives, que le chef de l'État français ait évoqué le sort des biens et des terres appartenant à l'un de ses proches, et expropriés par l'Algérie indépendante. Profiter d'un contexte officiel pour soumettre et faire traiter prioritairement des intérêts privés, c'est surprenant. Une telle demande, si elle a vraiment été formulée, avait de quoi choquer Boumédiène, drapé dans sa pureté révolutionnaire.

Apparemment, c'était le tête-à-tête de trop. Les autres échanges en privé avaient aussi abordé des sujets délicats. En premier lieu se pose la question du Sahara occidental, que l'Espagne s'apprête à quitter. Mais ce différend n'éclatera au grand jour que dans quelques semaines.

Place à la cérémonie rituelle des signatures des grands contrats et de deux accords-cadres. En premier lieu, le plus symbolique : le contrat portant sur la construction d'une usine de montage de véhicules Renault à Oran. Boumédiène y tenait particulièrement, car de nombreux Algériens travaillent chez ce constructeur en métropole : ils pourraient ainsi retourner dans leur pays avec leur expérience. Une autre usine de fabrication de produits pharmaceutiques devait voir le jour, mais c'est un groupe italo-américain qui la réalisera en juin 1976. Tout comme l'usine de pelles mécaniques, qui échoira à la firme ouest-allemande Liebherr, et celle de pneus, attribuée à un consortium constitué par le groupe allemand Krupp et la société italienne Pirelli, qui signera ce contrat en mars 1977.

Hélas, rien de tout cela ne verra le jour. Pourtant, ce sont les réalisations phares prévues. Ces grands projets sont inscrits dans le deuxième plan quadriennal algérien. Plus tard, à ce sujet, Giscard d'Estaing dira : « J'ai été trahi par mes services[21]. » Selon lui, la responsabilité en incombe à la seule Direction des relations économiques extérieures (DREC), qui dépend du ministère des Finances, où Giscard d'Estaing régna en maître absolu pendant de nombreuses années.

La DREC souhaitait simplement revenir sur les conditions financières accordées. Le président français ne voulait certainement pas contrarier ses anciens collaborateurs. Pourtant, ces projets étaient vivement espérés par le

gouvernement algérien : ils correspondaient parfaitement à sa politique des industries industrialisantes où des effets d'entraînement sont escomptés.

Le cas de Renault est particulièrement éclairant quant aux disponibilités françaises à « coopérer ». En décembre 1974, comme cadeau de bienvenue à Giscard, l'Algérie signe un contrat de 46 millions de dollars avec l'entreprise. L'opération est triangulaire, elle se décompose en trois transactions : Renault achète du pétrole algérien pour le revendre sur le marché britannique ; l'argent est mis à la disposition d'Alger pour payer les camions de la Régie et être livré – du faux troc. Il s'avère que le prix des camions est très majoré pour permettre au constructeur français de vendre ce pétrole au rabais. Le contrat est simplement annulé le mois qui suit le départ de Giscard d'Alger.

Les Algériens ne veulent plus de ces camions : le pétrole avec lequel ils devraient les payer ne servirait qu'à concurrencer le pétrole qu'ils pourraient vendre directement en Grande-Bretagne. L'opération pétrole contre camions tombe à l'eau, comme tous les contrats signés en présence des deux chefs d'État. L'année de la « visite historique » n'est pas encore achevée que la France réduit ses achats de pétrole algérien.

Avant d'embarquer pour Paris, Valéry Giscard d'Estaing reçoit avec une grande joie deux superbes pur-sang arabes. Il caresse longuement les chevaux – de belles promenades en couple à Chamalières en perspective. En retour, il offre à son hôte un portrait de l'émir Abdelkader, peint rapidement lors de son incarcération au château de Pau. Le propriétaire originel de ce tableau, le comte de Paris, l'avait donné au président français, le qualifiant – dit-on – de « croûte ».

Jusqu'à la dernière seconde, Boumédiène est déçu par son invité sur de nombreux registres. Il aurait pu s'en douter en parcourant le numéro de *Paris-Match* de la dernière semaine de mars 1975. Il y avait le choc des mots et le poids des photos. Sur plusieurs pages, élégant et souriant, Giscard d'Estaing caresse ses deux labradors. L'un, noir, se prénomme Samba ; l'autre, couleur chocolat, a été baptisé Jugurtha par son maître ! Accoler à un chien le nom d'un grand roi de Numidie qui avait opposé une farouche résistance à Rome pendant sept ans, c'est soit une faute de goût, soit une méprisante provocation. Pourquoi pas les deux ?

Une fois ce « détail » canin repris et dénoncé par la presse algérienne, des diplomates français s'emploient à expliquer aux différents responsables

algériens qu'un labrador est racé, que son histoire plonge ses racines en Terre-Neuve, au Canada, que c'est un animal très intelligent… En vain : dans la culture arabo-musulmane, un chien est un chien, un point c'est tout.

À la sortie du salon d'honneur, au pied de l'avion présidentiel, debout, les chefs d'État écoutent les hymnes nationaux joués par la Garde républicaine. Boumédiène ne sait pas qu'il écoute la *Marseillaise* pour la dernière fois. Quelques mois plus tard, le 5 juillet, le président algérien est au stade d'Alger pour assister à la finale des Jeux méditerranéens. Le match oppose la France à l'Algérie. À dix minutes de la fin, les Bleus, sous la houlette de Dominique Rocheteau et Luis Fernandez, mènent par deux buts à un. Boumédiène se lève et se dirige vers les vestiaires, et voilà que l'Algérie égalise. À la dernière minute, les Verts marquent un autre but et remportent cette finale riche en suspense et en surprises.

Un membre de la garde présidentielle se souvient que Boumédiène avait pensé à faire couper la télévision au moment de la remise du trophée s'il devait rester debout à écouter la *Marseillaise*. Giscard était passé par là.

Les provocations à la limite de la guerre, le mépris et les « mesquineries » seront, au regard de nombreux faits, les principaux axes de la politique algérienne de Giscard d'Estaing depuis sa visite en Algérie. L'historien et spécialiste de l'immigration Patrick Weil[22] cite ainsi sur France Inter, le 23 juin 2015, un ordre du président Giscard d'Estaing destiné à ses négociateurs avec l'Algérie : « Veuillez négocier 35 000 adultes [pour expulsion]. » Puis, ajouté à la main en dessous : « Évitez d'évoquer des quotas d'enfants. »

Ce document, confirmé par Jean François-Poncet, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, traduit l'objectif du président : lutter contre le chômage ; remplacer, par exemple, les éboueurs étrangers par des Français et expulser les autres… Tout un programme.

Jean François-Poncet invite Patrick Weil à rencontrer Claude Chayet, ancien membre de la délégation française à Évian, alors directeur central au Quai d'Orsay. Ce dernier confirme qu'il avait convaincu son ministre, Jean François-Poncet, de l'indécence de cette idée : « Comment va-t-on faire ? Un jour, au petit matin, on ira avec des cars de police et de gendarmerie arrêter les gens chez eux pour les mettre dans des trains, des cars, puis des bateaux ? Et les enfants, on en fera quoi ? Ils sont français. On va séparer les enfants

des parents ? Ou on va renvoyer des parents français ? »

Finalement, Raymond Barre, Simone Veil et une grande majorité des ministres s'élèvent contre ce projet sordide. Le Conseil d'État aussi. Giscard d'Estaing est obligé de renoncer à cette « déportation » – le mot est de Patrick Weil.

Le 12 avril 1975, au pied de l'avion présidentiel, Giscard d'Estaing quitte Boumédiène sans lui lancer un sincère « Au revoir », locution qui marquera le dernier jour de son septennat.

Le président français reconnaît lui-même, à sa façon, l'échec de sa rencontre avec Boumédiène. Un témoignage sur ses impressions du voyage qui se voulait historique mérite d'être reproduit : « Quelques jours après, Georges Montaron, directeur de *Témoignage chrétien*, m'apprend que Giscard, interrogé au sujet de ses impressions sur son voyage en Algérie, déclarait que "le courant n'est pas passé avec Boumédiène, car ce dernier a été formé à Al-Azhar et non dans une université française[23]". »

Le président retrouve son fauteuil à l'Élysée. Qu'importent les pur-sang, c'est de là qu'une politique anti-algérienne sera menée sur tous les fronts.

Opération : Objectif Boumédiène

L'opération commence sur le sol français par l'attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille. L'enquête piétine.

Le Club Charles-Martel, une organisation clandestine violemment anti-arabe, revendique la responsabilité de cet attentat. Un communiqué dans lequel ce club dénonce l'attitude du gouvernement français face aux pressions pétrolières arabes est publié avant la fin de l'année 1973 : « Il y a plus d'Arabes en France qu'il y avait de pieds-noirs en Afrique du Nord... Ils nous ont expulsés par la violence. Nous les expulserons par la violence. La lâcheté de nos pseudo-gouvernants en est la cause. » De nombreux ingrédients accordent une crédibilité à cette revendication : choc pétrolier, montée du chômage, nostalgie de l'Algérie française. Prudents, les services de police déclarent tout ignorer de l'existence d'une telle organisation. Cependant, le profil de ces criminels se précise : ce sont d'anciens combattants de l'OAS. L'enquête menée par le SRPJ de Marseille s'oriente vers les milieux d'extrême droite des Bouches-du-Rhône et du Var.

Un an plus tard, dans la nuit du 9 au 10 avril 1975, alors que le président Giscard d'Estaing s'apprête à s'envoler officiellement pour l'Algérie, un appel anonyme prévient le commissariat du XVIe arrondissement que, « pour saluer le départ du président de la République pour Alger », « un engin piégé va exploser devant le consulat général d'Algérie à Paris ». Immédiatement, les policiers se rendent sur place et découvrent une sacoche déposée contre le pare-chocs avant d'une R8 garée devant la représentation algérienne. La rue d'Argentine est aussitôt bouclée, mais trop tard : l'engin explose. La déflagration cause d'importants dégâts sur les automobiles stationnées à proximité et brise de nombreuses vitres des immeubles voisins.

L'attentat est revendiqué dans la matinée du lendemain par le Club Charles-Martel. Dans les semaines qui suivent, plusieurs intérêts algériens à travers toute la France sont pris pour cibles. Locaux d'Air Algérie, locaux de l'Amicale des Algériens en France à Paris, Lyon, Roubaix, Strasbourg, consulat d'Algérie à Nice… Au cours de la même année, les ambassades d'Algérie à Rome, à Londres et à Berne font l'objet d'attentats, toujours à l'explosif. Rapidement, un autre groupe les revendique : les Soldats de l'opposition algérienne (SOA), que plusieurs canaux relient au Club Charles-Martel. Le SOA est le jeune frère de l'OAS – mêmes initiales et mêmes méthodes : les bombes.

Créé en octobre 1973, au lendemain du sommet des Non-alignés à Alger, le SOA a un chef : Mouloud Kaouane. Il est d'origine kabyle et de confession chrétienne. Il a des troupes : des anciens de l'OAS ; et surtout une tête pensante : le SDECE (les services secrets français). Ce groupe est le produit de la convergence d'une certaine opposition algérienne avec des membres de l'OAS et des éléments des services secrets français.

La jonction entre le terrorisme et le SDECE n'est pas nouvelle, surtout quand il s'agit de l'Algérie. La Main rouge en a été un exemple probant. Dirigée par un officier du SDECE, le colonel Mercier, « conseiller » au consulat français à Genève jusqu'en 1961, l'organisation servira de paravent à toutes sortes d'actions clandestines. Elle sera constituée d'Européens d'Afrique du Nord ayant à leur actif plusieurs actions « antiterroristes » en Tunisie et au Maroc. Le SDECE passera un accord avec la Main rouge, aux termes duquel, en échange d'une aide matérielle, celle-ci sous-traitera certaines opérations préparées par le Service Action[24]. La Main rouge devient la main invisible de l'État français.

La Main rouge sera organisée comme un véritable service secret parallèle et comportera plusieurs sections : psychologique, renseignement, logistique, action. Elle disposera évidemment d’une section financière, alimentée par les fonds secrets de l’État et aussi par des industriels et des propriétaires fonciers d’Algérie. Véritable machine à tuer des services secrets français, elle aura à son actif plus d’une centaine d’assassinats ciblés contre des membres du FLN et certains de ses sympathisants. De nombreuses exécutions seront ainsi commises en Europe : Allemagne de l’Ouest, Suisse, Belgique, Italie et Pays-Bas.

La porosité entre l’OAS et de nombreux militaires et policiers français n’a pas cessé avec la fin de la guerre. Cette perméabilité, dans un contexte de nostalgie de l’Algérie française, structure différents mouvements illégaux et apparaît au niveau même du SDECE. Se multiplient les faux nez et les groupuscules tolérés, sinon soutenus, par les services spéciaux français. Le pouvoir algérien, tant sous Ben Bella que sous Boumédiène, qui a poussé des politiques algériens à s’exiler en Europe, sera approché par ces obscures organisations.

La première rencontre significative entre révolutionnaires algériens devenus opposants et l’extrême droite date de 1964. Mohamed Khider, l’un des neuf chefs historiques du FLN, en opposition avec Ben Bella qu’il accuse de vouloir faire de l’Algérie un nouveau Cuba, rencontre en Belgique Pierre Sergent, l’un des derniers chefs de l’OAS. L’entretien entre les deux anciens ennemis se déroule sur cinq longues heures dans un cabinet particulier du château de Moqebendael, restaurant chic de la banlieue bruxelloise. C’est le magnat de la presse belge Maurice Brébart, surnommé le « Citizen Kane belge », qui organise ce déjeuner.

Informée, la police belge a sonorisé le lieu. Le rapport d’écoute envoyé à la police française reproduit les grandes lignes de l’entente scellée : l’accord doit rester secret ; la chute de Ben Bella est l’objectif commun, et de gros moyens seront mis en œuvre. L’ex-capitaine Sergent propose la fourniture de navires d’armes légères au départ d’Amiens et de Hambourg pour le maquis kabyle, mais ces opérations sont très coûteuses. Khider pense que le Maroc peut l’aider, et il préfère que ces armes soient parachutées sur un petit port de la côte kabyle.

Mohamed Khider cache à son interlocuteur le dispositif de financement bientôt mis sur pied : une importante quantité de fausse monnaie contrefaite

par un artisan hongrois est destinée à miner l'économie algérienne. Dans son enquête sur les réseaux néo-fascistes, Frédéric Laurent[25] reproduit une partie des transcriptions d'écoutes de cette rencontre, transmises à la DST française : « Une fois Khider et les siens au pouvoir, une réconciliation spectaculaire, mouvement Khider et Sergent foudroieront opinion et ce dernier se fait fort de pouvoir alors, en proclamant réconciliation une certaine France traditionnelle avec chefs historiques rébellion algérienne, d'amener en Algérie 25 000 ou 30 000 cadres compétents et galvanisés qui serait autre chose que l'argent fourni par de Gaulle. »

Bien entendu, les services secrets français n'informent pas Ben Bella ; ils n'entravent pas non plus Mohamed Khider dans ses activités en France. Ce dernier sera assassiné à Madrid le 3 janvier 1967 sur ordre de Boumédiène. Dans ce complot figurent les principaux ingrédients que l'on retrouvera dans d'autres opérations de déstabilisation du régime algérien : une opposition au pouvoir du FLN, des services français informés, d'anciens OAS, des pieds-noirs nostalgiques, une éventuelle base arrière marocaine, des armes pour la Kabylie…

Les conditions d'instrumentalisation et de manipulation sont de nouveau réunies. Le SOA en est la quintessence et Mouloud Kaouane en a le profil type. Il n'en est pas à son premier coup d'essai. À la fin des années 1950, il est chargé par la DST d'infiltrer les rangs de la Fédération de France du FLN.

Il est démasqué et condamné à mort par les Algériens. Les services secrets français le mettent au vert et l'envoient de nouveau en Algérie en 1965, sur proposition du colonel Pierre Fourcaud[26], pour y établir un mouvement d'opposition au pouvoir en place – en plus de la création de « cellules subversives ». Démasqué par la Sécurité militaire algérienne dès son arrivée à Alger, il croupit cinq années en prison.

Libéré, Mouloud Kaouane se réfugie à Lisbonne, plaque tournante des mercenaires soutenus en sous-main par les services secrets salazaristes (PIDE) avec une agence de presse, Aginter-Presse, qui masque une véritable organisation anticommuniste à vocation internationale. C'est du Portugal qu'il publie, grâce à son employeur Aginter-Presse, un ouvrage intitulé *Reconstruire l'Occident. Esquisse d'une solution pour l'espace méditerranéen*, et préfacé par Georges Bidault[27], dont le nom figure sur la couverture.

Il se fait ensuite oublier jusqu'en 1973, où il annonce la création des

Soldats de l’opposition algérienne. En 1975, Kaouane publie un journal, *Unité et Réconciliation des Algériens*, dans lequel il fait état de la réunion d’une session extraordinaire d’un Parlement national provisoire algérien (PNP). Cet organisme a décidé la création d’un Comité de coordination et d’exécution (CCE) dirigé par Kaouane, nommé pour la circonstance grand coordinateur. Le CCE deviendra le Gouvernement provisoire algérien. Un des rédacteurs du journal est Christian Schembré[28], en charge de la jeunesse au sein de ce gouvernement. À ce titre, il a la responsabilité d’un recrutement tous azimuts : la bourgeoisie algérienne spoliée, quelques messalistes du MNA[29], des mouvements kabyles, des harkis, des pieds-noirs et des anciens de l’OAS. Son programme est simple : renverser le président-dictateur algérien et instaurer une démocratie proche de l’Europe avec toutes les composantes issues de la terre algérienne. Parmi ses recrues : Joseph Ortiz, leader des barricades du 24 janvier 1960 à Alger, et Mohamed Medjeber, responsable d’un obscur mouvement berbère. Le premier met à disposition du SOA ses relations nationales et internationales. Le second organise son voyage à Alger pour participer, au nom du SOA, à la « guerre » sur le sol algérien après une longue série d’attentats anti-algériens en France et en Europe.

Le 18 décembre 1975, un passager en provenance de Marseille présente son passeport français à la police de l’air et des frontières de Dar El Beidha, l’aéroport d’Alger. Après le tampon sur le document de voyage, Claude-Pascal Rousseau récupère sa valise et se dirige vers la sortie. Une fois dehors, il prend un taxi pour la capitale, soulagé car le policier n’a pas détecté son faux passeport. Mohamed Medjeber, de son vrai nom, est le chef du commando dont la mission est d’abattre le régime de Boumédiène.

Il est au port d’Alger le 30 décembre suivant et va à la rencontre de deux passagers en provenance de Palma de Majorque à bord d’une voiture de marque Seat où huit bombes sont dissimulées sous les deux ailes. Eux aussi ont de faux passeports. L’un au nom d’Ignacio Tedesco et l’autre au nom d’Aurelio Bertin. L’identité réelle du premier est André-Noël Cherid, Espagnol et expert en explosifs, natif de Bab El Oued, ancien des « commandos Delta », fer de lance des opérations de l’OAS à Alger. Celle du second est Jay Salby, Américain et ancien agent de la CIA, qui a activement participé à la campagne de terreur[30] menée au Guatemala en 1968, en représailles à l’assassinat de l’ambassadeur américain par des membres de

mouvements révolutionnaires.

Les bombes arrivées à bon port, cinq cibles sont désignées : l'imprimerie du quotidien national *El Moudjahid*, le siège de la Radio et Télévision algérienne, et trois tribunaux militaires : ceux Blida, Constantine et Oran. Le chef du commando répartit les missions entre de jeunes Algériens. La date est fixée au 3 janvier 1976.

Au moment où la première bombe explose devant le journal, Jay Salby et André-Noël Cherid sont au bar de leur hôtel, non loin de là. Ils entendent la déflagration. « Demain, il n'y aura pas de journal », plaisante le second. Ils vont tranquillement dormir, car ils doivent prendre le bateau dès l'aube pour s'éloigner définitivement du lieu du crime – du moins le croient-ils.

La deuxième bombe ne fait que des dégâts matériels à Constantine. Mohamed Medjeber arrive à Oran le matin même et ce n'est que le soir qu'il tourne d'un pas hésitant autour du tribunal militaire pour déposer l'engin explosif[31]. Son comportement de plus en plus suspect finit par attirer l'attention des soldats en faction. Rapidement appréhendé, Medjeber présente son passeport français au nom de Claude-Pascal Rousseau. Les soldats ne tardent pas à se rendre compte que le suspect comprend l'arabe. C'est louche. Les soldats le fouillent et découvrent deux détonateurs électriques ainsi qu'un engin explosif dans son sac de plage. Pourtant formé par des spécialistes des services secrets, Medjeber s'est fait prendre comme un vulgaire voleur de poules.

Immédiatement conduit dans les locaux de la Sécurité militaire, son cauchemar commence. Sous la torture, il passe aux aveux. Mohamed Medjeber reconnaît qu'il n'est pas seul, et livre les identités de tous les membres de l'équipe – sept au total. Il ajoute que deux d'entre eux vont bientôt prendre le bateau pour rentrer à Palma de Majorque. Le départ est prévu dans la matinée à 10 heures. Le lendemain, le ferry quitte le quai pour l'île espagnole avec quelques heures de retard ; Cherid et Salby sont à bord et commencent à retrouver leur calme… jusqu'à ce que le bateau fasse demi-tour pour regagner son point de départ, où ils sont très attendus. Sitôt l'ancre jetée, les militaires montent à bord, enlèvent les deux mercenaires et les conduisent, encagoulés, vers une caserne spécialisée dans les interrogatoires poussés. Là-bas, ils retrouvent leur chef de commando, le visage méconnaissable, pour descendre aux enfers.

Afin de préserver la confidentialité de l'enquête, la radio algérienne

explique les deux explosions par une malencontreuse fuite de gaz. La Sécurité militaire découvre que les bombes trouvées dans le sac de plage sont munies d'un système de mise à feu utilisant une technique de pointe propre à des services spéciaux. Ce système d'allumage, particulièrement sophistiqué, proviendrait d'un stock d'armes laissé par l'OTAN en France. Les aveux des uns et des autres, obtenus sous la torture, complètent l'enquête.

Le récit de Mohamed Medjeber met en cause les services secrets français : « Oui, c'est à Paris que le recrutement a commencé, par un officier du SDECE. On m'a proposé 3 000 francs par mois, plus les frais pour travailler pour leur compte. Ensuite, j'ai fait la connaissance de Mouloud Kaouane et du colonel Laurent, qui m'ont fait suivre un stage de maniement des explosifs. Au mois de septembre 1975, on m'a envoyé à Toulon, où j'ai été pris en charge par l'activiste Joseph Ortiz […]. Quelques mois plus tard, on me fit savoir que mille mercenaires étaient prêts à débarquer en Algérie pour y commettre des attentats et créer des troubles… C'est en novembre que l'opération d'Alger a été décidée et, début décembre, je me suis rendu à Madrid, où j'ai retrouvé Jean Laurent et Jay Salby pour la mise au point de l'opération[32]. »

Il ajoute avoir commis l'attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille, puis participé, avec le SOA, au dépôt d'une bombe au siège d'Air Algérie à Lyon, le 3 février 1975, et aux locaux de l'Amicale des Algériens en Europe, à Paris, Lyon et Roubaix, en juillet de la même année. Il admet même avoir pris part à l'attentat contre Amilcar Cabral[33]. L'Américain, de son côté, reconnaît être l'auteur de l'attentat contre l'ambassade d'Algérie à Londres et avoir remis les explosifs pour l'attentat contre le consulat algérien à Bordeaux. André-Noël Cherid, qui a perdu un œil sous la torture, avoue enfin être l'auteur des actions du même genre contre les ambassades d'Algérie à Bonn et à Rome.

Trois jours plus tard, les Soldats de l'opposition algérienne font parvenir à des journaux parisiens une proclamation intitulée « L'heure de la libération a sonné », et un communiqué de l'ALP (Armée de légitimation des pouvoirs) : « L'opposition algérienne vient de donner les coups de départ à la libération de notre pays de la dictature et de l'usurpation de Boumédiène : elle a symboliquement plastiqué les tribunaux militaires, ceux d'Alger, d'Oran et de Constantine, car ce sont des tribunaux d'injustice et d'iniquité [...]. Elle a fait sauter *El Moudjahid* parce que cet organe de déformation, esclave du

pouvoir usurpé, s'est livré à un travail abject d'intoxication sur le peuple algérien... L'heure de la vérité approche. Vive la libération, vive Mouloud Kaouane ! »

Ce communiqué n'a aucune importance pour les autorités d'Alger, qui accusent la France d'être l'instigatrice de ces crimes. Kaouane reconnaît avoir mis sur pied, dans le midi de la France, selon ses propres déclarations publiques, des camps d'entraînement spécialisés dans l'action subversive et le sabotage, sans être à aucun moment ni en aucune manière inquiété par les services français compétents. Le ministère des Affaires étrangères algérien publie un communiqué où il attire solennellement l'attention du gouvernement français sur les graves conséquences que pourraient entraîner ces agissements, sous couvert d'agents relevant des services spéciaux français, à des fins politiques de déstabilisation en Algérie. Particulièrement virulent, ce communiqué fait état de la demande, en conclusion, du gouvernement algérien à la France, « de prendre les mesures qui s'imposent, et notamment le démantèlement des organisations terroristes anti-algériennes qui opèrent sur son territoire contre l'émigration et les représentations officielles algériennes ».

Paris récuse toutes ces accusations et précise que, sur les sept personnes condamnées le 3 mars 1976 par la Cour de sûreté algérienne à la suite de l'attentat contre le quotidien gouvernemental *El Moudjahid*, une seule est française : Daniel Paul[34], condamné à une peine mineure (six mois avec sursis). Bref, une déclaration à la Ponce Pilate. De son côté, Michel Poniatowski dit avoir reconnu dans les poseurs de bombes détenus à Alger des individus « recherchés » pour des attentats dans les Pyrénées-Atlantiques et des agressions à Paris contre des réfugiés basques et espagnols. Sans les nommer, il désigne les guérilleros du Christ-Roi, mouvement espagnol d'extrême droite connu pour ses attaches avec les anciens ultras de l'OAS et des activistes harkis.

Le 20 janvier 1976, la SRPJ de Montpellier arrête Mohamed Laradji[35] en compagnie de sept autres activistes du SOA/OAS qui s'apprêtaient à enlever le consul d'Algérie à Perpignan pour l'échanger contre les auteurs de l'attentat contre *El Moudjahid*. La police judiciaire de Brignoles, dans le Var, met la main sur une importante documentation du SOA. Les policiers ont interpellé « RR », agent immobilier à Brignoles, qui serait en relation avec le mouvement Justice pieds-noirs. C'est chez ce dernier que les policiers ont

saisi des listes de membres du SOA, qui se recruteraient dans certains milieux rapatriés et chez les anciens harkis. Selon les Algériens, le chef du commando qui a commis l'attentat contre *El Moudjahid* avait tenu une réunion préparatoire avec Mouloud Kaouane, chef des Soldats de l'opposition algérienne, et avec RR, désigné par les Algériens comme « correspondant du SDECE ».

Ce qui rend cette affaire beaucoup plus étrange, c'est le rôle de la CIA. La centrale américaine d'espionnage reconnaît implicitement sa participation. En effet, après l'incarcération de Jay Salby dans la prison de Lambèse, à plus de 400 kilomètres de la capitale, la CIA désigne un attaché consulaire à la chancellerie américaine à Alger, dont la seule mission est de porter chaque mois le colis réglementaire au détenu américain. L'Algérie ne dérange pas seulement Valéry Giscard d'Estaing. Le pays abrite en effet tous les révolutionnaires du monde, des Black Panthers au Front Farabundo Marti salvadorien, en passant par les Palestiniens et de nombreux réfugiés politiques. Alger est devenue La Mecque des révolutionnaires de tous poils. Tout ce que la planète compte comme opposants armés a son rond de serviette en Algérie.

Le pays finit donc par indisposer un grand nombre d'États. Sans oublier que l'aura de Boumédiène, renforcée par le succès de la conférence des non-alignés du sommet de l'OPEP, agace.

Les Américains observent tout cela d'un mauvais œil. Toutefois, sous l'influence de l'ami de Boumédiène, Messaoud Zeghar, l'Algérie entame une normalisation de ses liens avec les États-Unis. Ainsi, lorsque, au printemps 1972, les deux romantico-activistes des Black Panthers, Roger Holder et Catherine Kerkow, qui viennent de détourner un avion de la compagnie américaine Western Airline, débarquent à Alger avec une rançon de 500 000 dollars, le montant est immédiatement saisi par la Sécurité militaire algérienne et remis intégralement aux Américains. Les officiers algériens placent le couple dans l'hôtel Aletti, au centre d'Alger, mais les privent de téléphone. Surveillés durant un an, ils seront finalement expulsés vers la France.

Le soutien de Boumédiène aux Black Panthers a toujours été limité : bourse mensuelle, mais sans tribune internationale. Selon certaines confidences faites à des proches, Boumédiène était irrité par ces activistes

noirs dont certains n'avaient même pas lu Frantz Fanon. Alors, pourquoi se brouiller avec Washington ? Les problèmes et les tensions avec Paris sont déjà suffisants. Sans oublier Rabat et son roi, Hassan II, qui attend en embuscade.

1. *Le Monde*, 23 mars 1975.

2. Il s'agit de la loi n° 72-546.

3. Film d'Yves Boisset tourné en 1974 et sorti en salles en 1975.

4. 16 janvier 1975.

5. Littéralement : « C'est écrit », expression fataliste qui fait référence au destin.

6. Le 6 mai 1981, *Le Canard enchaîné* publie des documents signés de la main de Maurice Papon tendant à prouver sa responsabilité dans la déportation de 1 690 Juifs de Bordeaux à Drancy (Seine-Saint-Denis), sous l'Occupation, de 1942 à 1944.

7. C'est sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing que sa carrière atteint son apothéose. De 1978 à 1981, il est ministre du Budget dans le troisième gouvernement de Raymond Barre. Il est élevé au rang de commandeur de la Légion d'honneur pour l'ensemble de son « œuvre ».

8. Selon les archives de la préfecture : entre 1957 et 1961, 53 policiers ont été tués et 279 blessés.

9. La Fédération de France du FLN annonce 400 morts. Benjamin Stora, historien de la guerre d'Algérie, établit le nombre de disparus à 98.

10. Voir le chapitre I.

11. La Découverte.

12. Mohamed Bedjaoui, *op. cit.*, p. 221.

13. Il finira sa carrière comme commissaire divisionnaire honoraire et il sera promu officier de l'ordre national du Mérite. Il décède le 16 avril 2016.

14. Daté du 25 septembre 1973. L'ambassadeur déclare : « Le lourd silence de M. Marcellin risque de justifier les hypothèses les plus détestables. »

15. Militant du PPA, il rejoint le MTLD en 1947. Durant la guerre d'Algérie, il occupe plusieurs fonctions au sein du FLN ; il est arrêté en 1957 et libéré lors du cessez-le-feu en 1962. Il décède en 1978.

16. *Le Monde*, 1er mars 1975.

17. Il rendra publique cette histoire au Salon du livre d'Alger en 2012.

18. Mohamed Bedjaoui, *op. cit.*, p. 85.

19. La thèse du suicide prédomine, reposant sur son état dépressif qui l'aurait conduit à se noyer dans sa baignoire après s'être tiré une balle dans la tête. Les partisans de cette thèse occultent la présence hypothétique d'une seconde balle dans son corps.

20. C'est une association entre Joseph Camps et Mario de Luca. Cette maison fournit des costumes à François Mitterrand, au roi Hussein de Jordanie et au shah d'Iran, entre autres sommités politiques.

21. Nicole Grimaud, *op. cit.*, p. 94.

22. Docteur ès sciences politiques de l'IEP de Paris. Parmi ses nombreux ouvrages : *Le Sens de la République*, 2015 ; *Qu'est-ce qu'un Français ?*, 2002 ; *La France et ses étrangers*, 1991.

23. Cité par Ahmed Taleb-Ibrahimi, *op. cit.*, p. 347.

24. Claude Faure, *Aux services de la République, du BCRA à la DGSE*, Fayard, 2004, p. 274.

25. Frédéric Laurent, *L'Orchestre noir. Enquête sur les réseaux néo-fascistes*, Nouveau Monde poche, 2016, p. 341.

26. Il a rallié Londres en juillet 1940 et, après avoir appartenu au Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), il a été directeur technique du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE). Il meurt en France le 2 mai 1998.

27. En juin 1943, il succède à Jean Moulin comme président du Conseil national de la Résistance. Georges Bidault est président du Conseil, à la tête d'une coalition, d'octobre 1949 à juillet 1950. Il constitue le 20 mai 1962, à Rome, le Comité exécutif du Conseil national de la Résistance, visant à défendre l'Algérie française ; il en sera le président. Il s'exile au Portugal, où il rencontre Mouloud Kaouane. Après la révolution des Œillets, le 25 avril 1974, il est expulsé et s'exile de nouveau au Brésil pendant quatre ans. Georges Bidault rentre définitivement en France en juin 1968, après un long séjour en Belgique. En 1981, il soutient le candidat Jacques Chirac. Il décède le 27 janvier 1983.

28. Il est actuellement le président du Parti pied-noir, qui a soutenu Robert Ménard à Béziers et Louis Aliot à Perpignan au second tour des municipales de 2014.

29. Le Mouvement national algérien, qui avait mené une guerre fratricide contre le FLN.

30. Cette campagne a duré jusqu'en 1971 et a fait des dizaines de milliers de victimes, pour soutenir le régime pro-américain en place.

31. Les autres cibles ont été abandonnées.

32. Philippe Lobjois et Khaled Melha, « La guerre secrète de la France contre l'Algérie » in *Sang Froid* n° 1, Printemps 2016., p. 60-61.

33. Chef du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert (PAIGC), il a été assassiné le 20 janvier 1973 à Conakry (Guinée). Le crime a été attribué par le PAIGC à des mercenaires opérant au service du colonialisme portugais.

34. Il est le financier de l'opération.

35. Une année plus tard, après des négociations secrètes avec Alger, il obtient le droit pour les Français musulmans rapatriés d'Algérie de se rendre librement dans leur pays d'origine. Les services algériens souhaitent infiltrer ce milieu.

VI

France-Algérie : Hassan II, l’invité surprise

Valéry Giscard d’Estaing sort de l’avion présidentiel ; le soleil projette ses rayons sur le long tapis rouge déroulé au pied de la Caravelle. En bas de la passerelle, le roi Hassan II l’attend en grande tenue militaire, avec les plus hautes décorations portées fièrement sur sa poitrine. Il est le chef suprême des armées, désormais sous ses ordres. Il tient un bâton de maréchal d’une main, et tend l’autre vers son hôte. Le contact est chaleureux ; chacun compte beaucoup sur l’autre.

Ensemble, ils se dirigent vers le salon d’honneur, le temps d’un discours : « Sire, la venue du président de la République française dans le royaume du Maroc est à mes yeux un geste bien naturel et qui devait être accompli à l’invitation de Sa Majesté Hassan II. Je me sens personnellement honoré et, pourquoi ne le dirai-je pas, un peu surpris que les enchaînements de l’histoire me conduisent à être le premier président de la République française à rendre visite au Maroc indépendant… » Avec des mots choisis, Giscard d’Estaing a mis sous le tapis tous les sujets qui fâchent, et Ben Barka[1] est définitivement enterré.

L’aristocrate et le roi

Valéry Giscard d’Estaing ne considère pas Hassan II comme un bougnoule. C’est un roi, un noble, un « cousin » en quelque sorte.

La rencontre « familiale » a lieu le 3 mai 1975. Ce jour-là, le président

français traverse de nouveau la Méditerranée à bord de sa Caravelle et ne vient pas à Rabat les mains vides. Il arrive avec des propos recueillis de la bouche même de Boumédiène lors d'un de ses entretiens en tête-à-tête à Alger, à peine trois semaines plus tôt. Son homologue algérien lui a clairement affirmé n'avoir aucune ambition territoriale sur le Sahara occidental.

En toute liberté et sans gêne aucune, le chef de l'État peut assurer le roi de tout son soutien, sous toutes les formes. Sa Majesté a donc les mains libres sur cette ancienne colonie espagnole. Un cadeau royal : le Grand Maroc peut enfin voir le jour. Ce projet, particulièrement cher au roi alaouite Hassan II, est aussi un levier à portée de main de Valéry Giscard d'Estaing pour stopper l'ascension de Boumédiène sur la scène internationale. Mais là n'est pas son seul objectif : une fixation des forces armées algériennes à leurs frontières sud-ouest est le meilleur moyen de détourner les richesses du pays vers un bourbier militaire sans fin. Le développement économique de l'Algérie sera la première victime collatérale de cette guerre à basse tension[2].

Maintenant, place aux festivités. Hassan II, qui reçoit, pour la première fois depuis l'indépendance de son pays, la visite d'un chef d'État français, met à cette occasion les bouchées doubles. Un programme du goût de son illustre hôte : repas somptueux, une visite dans la Médina de Fès, une foule aux ordres qui tapissera les trajets du cortège royal, et même une partie de chasse. Le programme de travail est très allégé : officiellement, un seul entretien en tête-à-tête. Le roi a déclaré à de nombreuses reprises qu'il n'y avait plus entre les deux pays que des problèmes pouvant être résolus à l'échelon des chancelleries. L'intendance suivra toujours. Fini le temps des brouilles, qui sont presque toutes dues à l'Algérie.

Ah ! ce voisin ingrat dont la révolution était soutenue à bout de bras par le royaume chérifien… Le FLN et ses maquisards, hébergés et protégés par Mohamed V, avaient privé le Maroc de la visite du général de Gaulle. Encore cette Algérie qui, à peine indépendante, ne reconnaît pas la souveraineté marocaine sur Tindouf et autres palmeraies accordées généreusement par un tracé français – et approximatif – de ces discutables frontières. Encore Alger qui abrite et soutient l'opposition marocaine, à commencer par Mehdi Ben Barka qui, avec ses acolytes, avait ourdi un complot contre Sa Majesté en juillet 1963. Il est vrai que le général de Gaulle n'avait pas apprécié la « promenade » offerte par le roi à Ben Barka allant déjeuner à la brasserie

Lipp, en plein cœur de Paris, en fin de matinée, ce 29 octobre 1965. À la suite de cet enlèvement, les relations diplomatiques ne furent certes pas rompues. Mais il n'y avait plus d'ambassadeurs ni à Paris ni à Rabat. De Gaulle avait exigé du roi la mise à l'écart du général Mohamed Oufkir[3], le chef d'orchestre de l'enlèvement de Ben Barka et de sa disparition. Hassan II ne cédera pas et nommera son protégé ministre de l'Intérieur, puis de la de la Défense. À cause de cet entêtement, le général de Gaulle ne mettra jamais les pieds au Maroc indépendant.

Il en va autrement pour le président Georges Pompidou, qui, après avoir procédé à l'échange d'ambassadeurs, comptait bien se rendre au royaume alaouite pour apaiser les rapports entre les deux pays, et qui recevra le roi Hassan II à Paris en 1970. Mais les deux tentatives de coup d'État de 1971 et de 1972, où son avion, de retour de Paris après une rencontre avec le chef de l'État français, a manqué d'être abattu par l'aviation marocaine sous le commandement de ce même général Oufkir, ont rendu peu propice une telle visite.

En 1975, la politique méditerranéenne est reprise par Valéry Giscard d'Estaing. Après le Maroc, il se rendra en Tunisie, encerclant l'Algérie au passage. Tout est bon contre la révolution. L'affaire Ben Barka était une grenade dégoupillée dans les relations franco-marocaines. Avec Giscard d'Estaing, elle fera définitivement « pschiitt ».

Sur la route qui mène au palais, hormis les drapeaux et les portraits protocolaires où chaque chef d'État affiche un sourire radieux et rassurant, de nombreuses banderoles aux teintes pastel rappellent, en français et en arabe, à l'ensemble des pays de la région : « Le Sahara est marocain, le Maroc est saharien. » Comme c'est simple, sur les panneaux ! Le message est toutefois clair : fort du soutien de Valéry Giscard d'Estaing, Sa Majesté Hassan II mettra Houari Boumédiène devant le fait accompli.

Le lendemain, le roi sort le grand jeu. Il conduit le président français, à la tête d'un impressionnant cortège, à Fès. Sur les 200 kilomètres qui séparent la capitale de cette ville ancestrale est amassée une foule en liesse. Du jamais vu. Des musiciens offrent un décor sonore. Des danseurs colorent encore plus cet interminable mur humain. La presse marocaine publie le chiffre de 700 000 Marocains venus acclamer les deux chefs d'État.

L'arrivée à Fès est aussi à la hauteur. Une pluie de pétales de roses s'abat

sur la voiture royale. Hassan II et son invité descendent pour prendre le verre de lait et la datte rituels et poursuivent le chemin, main dans la main, comme des « cousins », vers la Médina. Dans cette ville millénaire, Giscard d'Estaing a le rare privilège de pénétrer dans le vestibule du sanctuaire vénéré de Moulay Idriss, le saint protecteur de la cité.

Le lendemain, lors du point de presse aux journalistes français, le ministre de l'Information, Taïbi Benhima, déclare : « Votre président vient de franchir un seuil dont vous savez ce qu'il représente pour nous. M. Giscard d'Estaing était digne de faire ce pas, car, à l'entrée de ce sanctuaire, nous ne pouvions qu'accueillir, comme nous l'avons fait, le chef d'un État qui, n'étant ni arabe ni musulman, défend l'islamité de Jérusalem. Dans cette enceinte sacrée, c'est l'accueil de tout le monde arabe et de tout le monde musulman qu'il a reçu. » Oui, Giscard d'Estaing est chez lui au Maroc ; d'ailleurs, ce pays est l'hôte de la plus importante communauté française à l'étranger. Les contentieux liés à la marocanisation de l'économie, des terres et sociétés[4] ont déjà été apurés avant la visite historique. Le programme du président français se poursuit avec la rituelle réception des Français à l'ambassade.

Ils sont 5 000 à se bousculer au sein de l'ancienne résidence de Lyautey, devenue celle de l'ambassadeur de France, pour voir, écouter et même toucher Giscard d'Estaing. Ce dernier quitte ses invités, monte dans la voiture, et le chauffeur démarre en direction de l'aéroport. Le soir même, il prend l'avion avec son épouse, Anne-Aymone, pour effectuer la centaine de kilomètres séparant la capitale de Casablanca pour dîner dans un restaurant français. Les charmes de la pastilla se sont vite épuisés. Mais pas ceux des intrigues politiques.

Aucun grand contrat n'est signé à cette occasion. Les festivités offertes en grande pompe n'ont aucune visée économique et ne cherchent aucune retombée financière. Le retour sur investissement est d'ordre politique. À l'accueil royal qui lui est réservé, Giscard d'Estaing fait un geste de grand seigneur : il prolonge son séjour marocain de vingt-quatre heures, alors qu'il avait fermement décliné l'invitation de passer une nuit supplémentaire à Alger, quelques semaines plus tôt.

Le président de la République française laïque est désormais béni par le saint Moulay Idriss : place au pacte sacré. Avant son départ de Rabat, Giscard d'Estaing l'aristocrate écoute poliment les mots du roi, à la limite de la familiarité : « Je n'ai pas trouvé seulement en votre personne un ami vraiment

sincère, mais, sur le plan de l'âge, un copain parfait. » L'accent est mis sur les liens personnels de confiance et d'amitié – la « copinité », selon la formule du souverain, qui unit, en toute décontraction, celui-ci au président de la République. Le roi a le monopole du cœur de Valéry Giscard d'Estaing, aveuglé par son obsession nobiliaire. La France soutiendra Sa Majesté dans sa quête du Grand Maroc.

Le Grand Maroc est en marche

Ce projet voit son expression politique formulée en 1955 par le parti nationaliste marocain Istiqlal[5]. Ses frontières sont variables, mais, selon la thèse la plus irrédentiste, la limite méridionale du Maroc se trouve à Saint-Louis au Sénégal, et le Maroc actuel ne représente qu'un cinquième de ce qui serait ce Grand Maroc. Cet empire inclurait l'intégralité de la Mauritanie, le quart occidental du Sahara algérien ainsi qu'une partie du Mali. Rien que ça.

Ce n'est qu'en novembre 1969 que le roi supprime définitivement le ministère de la Mauritanie et du Sahara. Pragmatique, Hassan II renonce à l'approfondissement de l'ancrage africain de son royaume et propose même, avec une générosité calculée, à la Mauritanie de partager le territoire du Sahara occidental avant que les troupes espagnoles ne s'en retirent en 1975. Le président mauritanien, Mokhtar Ould Daddah, s'empresse d'accepter cette offre pour sécuriser définitivement ses frontières nord, longtemps menacées par l'expansionnisme alaouite.

En Espagne, le régime franquiste est à l'agonie et, assuré du soutien indéfectible de la France, Hassan II révise la théorie du Grand Maroc avec une voilure plus réduite : il ne prendra que l'ancienne colonie espagnole. Désormais, il a les mains libres, puisque rien ne s'y oppose – sauf l'arrogante Algérie. Aux argumentations juridiques et historiques, il ne sera pas superflu d'ajouter des considérations d'ordre militaire. En septembre de la même année, le roi dépêche son Premier ministre (qui est aussi son beau-frère), Ahmed Osman[6], à Paris, à la tête d'une importante délégation, pour négocier un grand contrat militaire dont les pourtours ont été esquissés en toute discrétion lors de la visite du président français. Pas moins de 25 Mirage, des chars AMX, des vedettes et un imposant matériel d'artillerie lourde seront livrés au Maroc.

Les États-Unis ont devancé la France : juste avant la visite de Giscard d'Estaing à Rabat, ils ont livré au Maroc 25 avions à réaction de type Northrop F.E.5, 334 blindés, 24 canons antiaériens, et plus de 700 camions pour le transport des troupes et du matériel. Soit plus de 300 millions de dollars d'armes. Presque le double du budget militaire algérien de cette année.

Difficile de croire que Paris et Washington ne se soient pas concertés. Sans oublier l'armement livré préalablement à la Mauritanie, tant par la France que par l'Amérique. « Méditerranée zone de paix », avait déclaré le président français lors de ses périples nord-africains, mais les éléments d'une confrontation militaire se mettent en place. La tension monte lentement, mais sûrement.

L'Algérie a déjà connu la guerre des Sables avec son voisin marocain en 1963, liée au contentieux territorial à propos des régions du Sud rattachées à l'Algérie par le colonisateur français. Avant l'indépendance, ce problème était posé. Alors président du GPRA, Ferhat Abbas était convenu avec Hassan II d'examiner cette question territoriale après l'indépendance. Le 6 juillet 1961, ils signent à Rabat une convention pour revoir le statut de Tindouf et de Colomb-Béchar, mais elle ne sera jamais ratifiée. Le GPRA est très vite évincé et le roi se retrouve face à Ben Bella, qui défend l'intégrité territoriale de l'Algérie.

En conséquence, le Maroc masse des troupes le long de la frontière dès septembre 1963. Les hostilités commencent au mois d'octobre. L'armée marocaine, soutenue par les Américains, est en face d'une armée algérienne peu équipée et fatiguée par sept ans de guerre de libération. Alger obtient rapidement le soutien militaire des Cubains et des Égyptiens. Sur le terrain, l'avantage est à l'armée marocaine, mais les Algériens ont un atout diplomatique : le large capital de sympathie de leur glorieuse révolution auprès de nombreux pays africains et asiatiques.

Après des dizaines de morts de part et d'autre, et diverses médiations infructueuses, l'empereur éthiopien Hailé Sélassié et le président du Mali, Modibo Keita, réussissent à réunir les belligérants autour d'une table lors d'une conférence à Bamako les 29 et 30 octobre. Un cessez-le-feu est signé. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) adopte en 1964 le principe de l'intangibilité des frontières issues du colonialisme, et la frontière reprend

rigoureusement le tracé français. Le 15 juillet 1972, Houari Boumédiène et Hassan II signent un traité qui délimite leurs frontières, en reprenant ce tracé. L'Algérie ratifie le traité le 17 mai 1973, mais pas le Maroc[7].

En 1975, Alger défend donc tout naturellement, concernant l'ex-colonie espagnole, le principe arrêté par l'OUA : l'intangibilité des frontières issues du colonialisme. En toute logique, elle demande un référendum, sous l'égide de l'ONU, pour l'autodétermination de la population autochtone. Célébrant le dixième anniversaire du « redressement révolutionnaire », le 19 juin 1975, Boumédiène s'adresse à la nation – en résumé : « Le Sahara occidental est revendiqué à la fois par le Maroc et la Mauritanie. Chaque pays affirme que ce territoire lui revient. L'Algérie, pour sa part, ne revendique rien… On l'accuse de vouloir disposer à travers le Sahara d'un certain couloir qui lui donnerait accès à l'océan Atlantique, feignant d'oublier que l'Algérie est un pays maritime et qu'une courte distance seulement sépare Oran de Gibraltar. » Le président algérien se sent d'abord trahi par le président mauritanien, Mokhtar Ould Daddah, porté à bout de bras par le pétrole algérien, dans l'épreuve de force entre Nouakchott et Paris. C'est l'Algérie qui, au sommet islamique de Rabat en 1969, a réconcilié la Mauritanie et le Maroc. Les deux pays ont par la suite conclu, dans le dos d'Alger, un pacte secret pour se partager un territoire dont ils reconnaissaient auparavant le droit à l'autodétermination.

Aussi bien Nouakchott que Rabat, lors du sommet d'Agadir sur le Sahara occidental en 1973, en la présence du chef d'État algérien, se sont mis d'accord pour la tenue rapide d'un référendum d'autodétermination après l'éviction de l'armée et de l'administration espagnole, dont la présence fausserait le scrutin. Un an plus tard, Hassan II change radicalement de position. Il annonce, dans son discours du 20 août 1974, que son pays s'oppose à un référendum qui pourrait aboutir à l'indépendance du territoire. Pour le roi, un tel référendum ne peut porter que sur le choix des populations entre l'Espagne et le Maroc. Les autochtones sont libres de choisir leur colonisateur. Hassan II déclare qu'il va trouver une solution avec la Mauritanie. Des accords secrets seront scellés entre Sa Majesté, la Mauritanie et l'Espagne.

Houari Boumédiène mène alors l'offensive à l'ONU[8], qui s'est prononcée à moult reprises en faveur de l'autodétermination depuis 1966. Son ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, reste à New York plus de trois

mois d'affilée. Mais c'est sans compter avec la détermination de la France et des États-Unis.

Louis de Guiringaud[9], ambassadeur de France à l'ONU, y défend bec et ongles les positions marocaines. Washington a toujours été clair depuis le déclenchement de la crise. Dès le début de l'année 1975, un officiel de haut niveau, proche collaborateur de Henry Kissinger, explique au *New York Times* : « Si nous devions choisir, nos engagements internationaux sont envers le Maroc. La livraison des avions en est la preuve… Il n'y a pas de question, nos sympathies vont au Maroc[10]. » La visite du président américain, Gerald Ford, à Madrid le 31 mai 1975, dans le cadre d'une tournée européenne, est une pression directe – et non des moindres – sur le général Franco, encore réticent à céder au Maroc le territoire tant convoité. Les États-Unis ne veulent pas être dans la situation de choisir entre deux alliés précieux. L'état de santé du Caudillo se dégrade significativement durant l'été 1975 ; il meurt le 20 novembre de la même année.

La « Marche verte » : entre djihad et coup de poker

Ils sont 350 000, hommes, femmes et enfants, en plein désert, mais à l'ombre de drapeaux chérifiens presque aussi nombreux. Ils ont tous répondu présent à l'appel de leur souverain. Ils vivent un moment historique : ils participent à la « Marche verte » pour récupérer leur province spoliée par un inique tracé colonial.

Hassan II n'a pas attendu le décès du généralissime espagnol pour l'annoncer. Le 16 octobre 1975, il lance un appel à ses sujets pour marcher pacifiquement vers le Sahara occidental. Il ajoute qu'il sera le premier volontaire. Toutefois, il précise que la marche populaire vers El Ayoune ne combattra en aucun cas les forces espagnoles, mais qu'elle se défendra si tout autre pays veut entraver sa progression. La présence de militaires et de la gendarmerie royale donne à cette marche pacifique un étrange bruit de bottes. Tout en préparant la Marche verte, Hassan II souffle le chaud et le froid. Il affirme, dans une interview à la télévision américaine, que le Maroc pourrait surseoir à la marche si l'Espagne acceptait d'entamer immédiatement des négociations directes avec Rabat. Madrid se déclare ouverte à toute solution diplomatique.

Conscient des pressions exercées par Valéry Giscard d'Estaing sur Madrid,

le roi veut impliquer encore plus Paris, même indirectement, dans les préparatifs de cette marche pacifique. L'immigration marocaine en France sera représentée à la Marche verte en direction d'El Ayoune par une délégation de 132 travailleurs. Ils sont venus des quatre coins de l'Hexagone, sous l'œil vigilant de l'ambassadeur de Sa Majesté à Paris. À l'aérogare d'Orly, ce dernier déclare le 29 octobre, juste avant le départ de ce charter de volontaires : « C'est à juste titre que vous vous considérez comme mobilisés. Vous êtes des soldats sans armes, inspirés seulement par le Coran et par la foi. »

En privé et du bout des lèvres, le président français désapprouve[11] la Marche verte, mais il envoie, le même mois, son ministre d'État et grand ami, Michel Poniatowski, à Madrid pour convaincre les Espagnols de céder le Sahara occidental au Maroc. La France ne souhaite pas un conflit ouvert entre ses deux alliés. Le jeu de la métropole devient clair et limpide. Boumédiène exige une explication de la bouche même de Giscard d'Estaing. Il intime l'ordre à son ambassadeur à Paris de s'entretenir avec son homologue français pour qu'il abatte ses cartes une fois pour toutes.

Le chef d'État français reçoit le diplomate algérien le lendemain, toutes affaires cessantes. Au sujet du Sahara occidental, l'échange entre Valéry Giscard d'Estaing et l'ambassadeur d'Algérie à Paris, Mohamed Bedjaoui, au moment crucial des préparatifs de la Marche verte, met au jour l'ampleur du parti pris français en faveur du Maroc. Et ce, avec un argumentaire où s'entremêlent la ruse, la mauvaise foi et les arrière-pensées.

Lors de cette audience, Valéry Giscard d'Estaing expose les faits avec une simplicité déconcertante : « Vous savez, monsieur l'Ambassadeur, les choses sont très simples. C'est moi-même qui ai le premier posé la question sur le Sahara occidental au président Boumédiène, parce que je ne désirais pas que la France, qui était sollicitée de toute part à ce sujet, fasse une quelconque regrettable erreur. Le cadre, le contexte et les circonstances me permettaient d'être franc et direct dans mes questions. C'est dans ces conditions que j'ai demandé au président Boumédiène si l'Algérie avait des visées territoriales sur le Sahara occidental et s'il voulait lui-même l'annexer. Je lui ai demandé également s'il voulait pour cela le concours de la France. Monsieur Boumédiène fut péremptoire dans sa réponse, qui fusa sans la moindre hésitation. Il me déclara que l'Algérie n'avait aucune ambition territoriale, là comme ailleurs, et qu'elle ne revendiquait pas le moindre pouce du territoire

du Sahara occidental. Quant à l’aide de la France, elle n’avait pas lieu d’être par hypothèse. J’ai ensuite rencontré le roi Hassan II. Je lui ai posé les deux mêmes questions, auxquelles il répondit affirmativement : oui, je revendique le Sahara occidental, qui est une province marocaine ; oui, je requiers l’aide de la France sous toutes formes possibles. C’était parfaitement clair. En conséquence de quoi, les choses me parurent simples, comme je vous l’ai dit, monsieur l’Ambassadeur. L’Algérie n’ayant pas d’ambitions territoriales, la France peut aider le Maroc sans risquer de porter atteinte à cette ambition puisqu’elle n’existe pas ! »

L’ambassadeur répond : « Monsieur le Président, c’est là un raisonnement trop mécanique pour être correct. Sans absolument nourrir une quelconque ambition territoriale, on ne saurait demeurer indifférent selon que le Maroc reste le Maroc ou devient au contraire un tout autre pays agrandi par absorption du Sahara occidental. L’équilibre régional est constitué par des paramètres délicats. On ne peut escompter l’indifférence ou le désintérêt si ces paramètres sont bousculés sans ménagement. Tout comme l’Algérie à l’égard du Sahara occidental, la France à l’égard de la Belgique ne nourrit aucune ambition territoriale. Mais, si l’Allemagne s’avisait d’absorber la Belgique, la France ne pourrait rester indifférente à ce changement d’équilibre régional. »

Dans ses mémoires[12], l’ambassadeur précise : « Mon interlocuteur, qui ne pouvait affirmer ignorer cet aspect élémentaire des choses, m’assura seulement que la France agissait en toute bonne foi et sans aucune intention de nuire à l’Algérie. Il ne promit pas qu’elle serait plus prudente pour l’avenir, en cette affaire du Sahara occidental. Bref, il semblait avoir irrévocablement choisi son camp. L’entretien s’acheva très froidement. »

Pour le chef d’État français, la question est simple : ces tracés de frontières sont une injustice à l’égard du Maroc ; il lui incombe donc d’y remédier. Même l’Algérie est gagnante, puisqu’elle conserve une fois pour toutes Tindouf et Colomb-Béchar. De quoi se plaint Boumédiène ?

Parallèlement, en coulisse, se précise un accord hispano-marocain. Madrid fera évacuer toutes ses troupes du territoire en question contre une indemnisation financière indirecte. Cet accord prévoit l’exploitation conjointe des riches mines de phosphates de Bou-Craa, sur une base de 50 % pour chaque partie. Les Espagnols assurent, entre autres, une assistance technique au Maroc. La crise saharienne pousse le chef du gouvernement espagnol,

Arias Navarro, à appliquer l’article 11 de la loi organique de l’État qui prévoit que le Caudillo sera, en cas de maladie, remplacé à titre provisoire par l’héritier de la couronne. Le prince Juan Carlos s’envole pour une journée à El Ayoune, accompagné du ministre des Armées, le général Coloma Gallegos, et du chef du haut état-major, le général Fernandez Vallespin. Le prince rentre à Madrid avec une conviction largement partagée par Giscard d’Estaing : quitter le Sahara espagnol, oui, mais la tête haute.

Hassan II aussi veut garder la tête haute. Il a échappé de justesse à deux tentatives de coup d’État et son économie ne décolle pas. Il n’a pas le choix : il faut offrir aux sujets le doublement de leur territoire. Pas moins de 350 000 Marocains répondent à son appel pour cette marche historique. Hommes et femmes de tous âges sont regroupés depuis plusieurs jours à Tarfaya, petite ville marocaine à une vingtaine de kilomètres de la frontière sahraouie ; ils portent tous un coran d’une main et le drapeau chérifien de l’autre.

Entouré des princes royaux, de son état-major, de tout le gouvernement, le roi Hassan II prononce le discours le plus important de son règne : « Demain, tu fouleras de tes pieds une partie du sol de la patrie. Demain, tu franchiras la frontière par la volonté de Dieu. Dès que tu l’auras franchie, je veux que tu fasses tes ablutions avec le sable et que tu pries, tourné vers La Mecque, pour rendre grâces au Très-Haut. La Marche verte est pacifique. Si, dans cette foule sans armes, tu rencontres un Espagnol, civil ou militaire, échange avec lui le salut et invite-le, sous la tente, à partager le repas. Nos intentions ne sont nullement belliqueuses et nous répugnons à toute effusion de sang. S’il tire sur toi, poursuis ta marche armé de ta seule foi que rien ne saurait ébranler. Et s’il advient que des agresseurs, autres qu’espagnols, entravent ta marche, sache que ta valeureuse armée est prête à te protéger. » Et pour cause : ce sont plus de 20 000 soldats qui encadrent ces marcheurs, sans compter que toutes les armées royales sont en état d’alerte maximale. L’absence très remarquée du président mauritanien, Mokhtar Ould Daddah, est la seule fausse note à cette unanimité. La Mauritanie reste le ventre mou de cette coalition.

Le 6 novembre 1975, à minuit, un fleuve de drapeaux rouges frappés de l’étoile verte se dirige vers la frontière. Partout, en écho, des « *Allah Akbar* » sans cesse scandés. Fonctionnaires et officiels marocains, au nombre de

44 000, font partie des marcheurs. Des ambassadeurs arabes et africains accrédités prennent la tête du cortège derrière des étendards variés : ceux du Koweït, d'Arabie saoudite, d'Oman, du Qatar, du Bahreïn, de Jordanie, de Tunisie, du Gabon… Ils s'arrêtent tous au bout de la zone tampon démarquée par les soldats espagnols et leurs blindés. La marine et l'aviation hispaniques sont en état d'alerte.

Face aux soldats tendus, les Marocains affichent un air festif et bivouaquent sous des tentes de fortune. Aucun coup de feu ne sera tiré. Quatre jours après, le souverain alaouite donne l'ordre de repli à Tarfaya, le point de départ. Il déclare que la Marche verte a atteint ses objectifs. Il fait un geste d'apaisement, mais maintient la pression : il a de bonnes cartes en main, et la partie de poker continue.

Madrid obtient des contreparties économiques, annonce le départ de ses forces armées pour le 28 février 1976, et précise surtout que Rabat ne revendique pas le retour immédiat des enclaves de Ceuta et de Melilla, au nord du Maroc. Carro Martinez, le ministre de la Présidence espagnole, justifie la position de Madrid en insistant sur le peu d'efficacité des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies pour contraindre le roi du Maroc à stopper la Marche verte. Il ajoute : « Nous avons couru un risque énorme, y compris celui d'une guerre ouverte. Mais le Sahara ne vaut pas une seule vie espagnole. Pourquoi mettre en péril la vie de nos enfants dans une affaire où il s'agit seulement de fixer un délai plus ou moins rapide à notre retrait du territoire ? Le Sahara occidental est espagnol, mais ce n'est pas l'Espagne. »

Le 14 novembre 1975, un accord tripartite – Espagne, Maroc et Mauritanie – est signé à Madrid avec une annexe secrète. Complètement révolue, l'époque où les Espagnols qualifiaient d'invasion la Marche verte. Mais ce n'était qu'une posture. Plus tard, des documents de l'ONU révèlent que la Marche était décidée de connivence avec le gouvernement Arias Navarro. Celui-ci avait promis de ne pas riposter militairement si les manifestants respectaient certaines limites territoriales. Plusieurs amis espagnols du roi Hassan II étaient intervenus de façon décisive dans les négociations.

Mourir pour Amgala

Ils sont jeunes et veulent se libérer du joug colonial. Courageusement, ils organisent une grande manifestation à El Ayoune, ville principale du Sahara espagnol, le 17 juin 1970, pour dénoncer la présence ibérique sur leur territoire. À leur tête, un jeune journaliste, Mohamed Said Ibrahim Bassir, qui, comme ses camarades, a fait ses études au Maroc. Un an plus tard, le Mouvement de résistance des hommes bleus (MOREHOB) voit le jour et prône la lutte armée contre les colonisateurs. Rabat, Alger et Nouakchott sont sollicités pour un soutien politique et logistique. Aucune capitale maghrébine ne donne suite à cet appel. Malgré des scissions et des luttes internes, ces jeunes ne baissent pas les bras.

D'autres reprennent le flambeau, et ils sont encore plus déterminés. La résistance sahraouie à l'occupation espagnole se réorganise en Mauritanie dès 1973 autour du Front Polisario. Ses fondateurs ayant fait leurs études à Rabat, aux Canaries ou en Espagne dans les années 1965-1970, ils sont bien au fait des enjeux régionaux. Ces jeunes, qui se situaient à gauche, prônaient alors la libération du Sahara occidental par la lutte populaire armée, sans trop préciser s'ils envisageaient une simple autonomie dans un ensemble marocain ou une véritable indépendance.

Lassés par Alger et Nouakchott, très peu réactives à leurs sollicitations, ces militants tournent leurs regards vers Tripoli. À la recherche d'alliés, les jeunes fondateurs du Polisario vont approcher le Guide libyen. Le colonel Kadhafi est vite séduit par leur fougue nationaliste. Il vient de trouver une nouvelle cause à promouvoir contre l'impérialisme. Il est le premier à conseiller publiquement la lutte armée contre les Espagnols et voit dans leur entreprise un moyen de tenir en échec la monarchie marocaine. Contrairement à une opinion répandue, le Polisario, qui a opté pour la lutte armée, n'est pas une émanation directe de l'Algérie. Ce mouvement de guérilla, dont les faits d'armes se limitaient à des escarmouches contre les troupes du généralissime Franco, s'oriente peu à peu vers les batailles juridiques et diplomatiques.

Les représentants du Front sahraoui exposent leur point de vue aussi bien à la Cour internationale de justice de La Haye qu'au sein de l'ONU. La communauté internationale, après quelques hésitations pendant des séances à l'ONU, approuve indifféremment, sans se soucier de la contradiction, à la fois l'autodétermination par un référendum et le partage du Sahara occidental entre le Maroc et la Mauritanie. Même la France a voté tour à tour en faveur des motions algérienne et marocaine, pourtant opposées. Tant pis : le

Polisario, avec le soutien ferme de l'Algérie et celui, plus aléatoire, de la Libye, mènera le combat sur les deux fronts, militaire et diplomatique.

Le 21 janvier 1976, une fusée SAM-6 est lancée contre un appareil F-5 marocain. Il est abattu. Le pilote, qui avait sauté en parachute, est fait prisonnier par le Front Polisario. Le Maroc accuse l'armée algérienne. C'est l'escalade. Les troupes marocaines se rapprochent de la frontière algérienne, en vue de mettre en place une sorte de cordon pour empêcher le va-et-vient entre les bases du Polisario, en Algérie, et les zones de combat.

À 300 kilomètres environ à vol d'oiseau de la courte frontière séparant l'Algérie du Sahara occidental se situe Amgala, une oasis sur laquelle flotte le drapeau marocain et où sont réfugiés plusieurs centaines de femmes et d'enfants sahraouis fuyant les forces marocaines présentes en force à El Ayoune. Le 27 janvier, le conflit connaît un tournant décisif, mais en l'absence de témoignages fiables. Les observateurs ne remarquent au début qu'une guerre de communiqués contradictoires. Une dépêche de l'agence Algérie Presse Service fait état de l'attaque, par des militaires marocains, dans la région d'Amgala, d'une unité de l'armée algérienne qui, selon la même source, acheminait des vivres et des médicaments pour les réfugiés sahraouis. Du pur humanitaire, semble-t-il. Deux jours plus tard, un communiqué du ministère marocain de l'Information annonce qu'Amgala est définitivement dégagé par les forces armées royales. Celles-ci ont fait 101 prisonniers, appartenant à l'armée algérienne. Elles ont récupéré des quantités importantes d'armement, dont des véhicules, des pièces d'artillerie et bon nombre de missiles sol-air.

La hache de guerre est complètement déterrée. Il y a eu plusieurs dizaines de morts dans les rangs du Polisario. L'accrochage a duré trois jours, ce qui met à mal la version algérienne de l'innocent convoi humanitaire. Alger annonce le repli de ses unités : « Le rapport des forces étant infiniment disproportionné et l'adversaire ayant mis en œuvre des moyens considérables – aviation, artillerie, blindés –, preuve de son acharnement contre le peuple algérien et sa révolution. »

Depuis 1963, il s'agit du premier affrontement direct et meurtrier entre les armées algérienne et marocaine. Mais pas du dernier. En effet, une contre-offensive est menée contre la garnison marocaine à Amgala, deux semaines plus tard et en pleine nuit. Le Front Polisario revendique ce fait d'armes. Alger y nie toute participation. Le roi Hassan II adresse une mise en demeure

à Boumédiène : « Pas plus tard qu'hier, la garnison marocaine laissée sur place à Amgala a été prise à partie traîtreusement par des unités de l'ANP, dotées d'armement lourd et d'effectifs dont le nombre avait été conçu pour une opération d'anéantissement, causant des dizaines de victimes parmi mes fils et les combattants de mon pays […]. Pour l'honneur de votre pays et de votre peuple, auxquels s'attachent tant d'adjectifs historiques, je vous adjure d'éviter au Maroc et à l'Algérie un autre drame […]. Je vous demande aussi de faire en sorte, soit par une guerre loyalement et ouvertement déclarée, soit par une paix internationalement garantie… »

Après Amgala I et Amgala II, le pire est à craindre entre deux pays à population égale et à puissance de feu presque identique. Boumédiène sait que l'Union soviétique, qui achète son phosphate au Maroc et qui ne veut surtout pas d'une confrontation entre blocs dans cette région, ne sera jamais complètement à ses côtés. Alors que le commandant adjoint de la 6eflotte américaine est reçu par le roi.

L'Algérie vient à peine de rétablir ses relations avec Washington avec un simple échange de chargés d'affaires et un contrat gazier. Les données sont claires, et aucun soldat algérien ne franchira plus jamais les frontières de son pays. Les deux batailles, Amgala I et II, s'équilibrent : l'honneur est sauf de part et d'autre.

Boumédiène, seul contre tous

Régionalement isolée, l'Algérie ne peut plus tellement compter sur l'imprévisible chef d'État libyen, mais il reste un allié nécessaire par défaut. Le Tunisien a déjà et explicitement choisi son camp. Avant de recevoir Valéry Giscard d'Estaing, le président tunisien Habib Bourguiba a déclaré à la presse française : « L'autodétermination pour 40 000 nomades ? Il ne faut pas exagérer. Le Sahara occidental est un territoire marocain. J'ai conseillé à Hassan II de le partager avec la Mauritanie. La solution de partage est en effet la meilleure. Un petit État fantoche serait soumis aux pressions environnantes. Quant à Boumédiène, il m'a dit une fois qu'il n'enverrait pas un soldat hors de ses frontières. Donc Hassan II n'a rien à craindre de l'Algérie. La Marche verte ? On m'a demandé d'y participer, mais ce n'est pas commode[13]... »

Ce même Bourguiba était le seul, au sein de la Ligue arabe, à soutenir l'indépendance de la Mauritanie en 1960. Rappelons qu'il avait des revendications frontalières sur des territoires algériens, jusqu'à la borne 233, bien au-delà de la ville d'Annaba, qui n'ont jamais été satisfaites ni par le général de Gaulle, ni par l'Algérie indépendante.

En novembre 1975, Valéry Giscard d'Estaing se rend à Tunis, où il déploie le cordon sanitaire autour de la révolution algérienne. Il achève le déroulement de ce cordon en invitant le président mauritanien, Mokhtar Ould Daddah, à Paris le 2 décembre 1975. Le chef de l'État français juge son homologue mauritanien hésitant. Il est vrai que celui-ci, avec une armée peu entraînée et une population, à l'époque, d'à peine plus de 1,5 million de personnes, a de quoi être effrayé par la puissance militaire et démographique de son nouvel ami le roi.

Dans cette affaire, le maillon faible, c'est la Mauritanie. Déjà, Mokhtar Ould Daddah n'a pas été aux côtés du roi du Maroc pour le départ de la Marche verte. Ensuite et surtout, il a répondu positivement à l'invitation de Boumédiène pour un tête-à-tête de la dernière chance à Colomb-Béchar, le 10 novembre 1975. L'entretien entre les deux présidents a duré plus de cinq heures. Cinq longues heures aussi bien pour Rabat que pour Paris. Pourtant, juste après son départ d'Algérie, Ould Daddah fait un compte rendu rassurant à Sa Majesté : « Boumédiène m'a sommé de choisir entre lui et Hassan II. Nous nous étions engagés avec nos frères marocains. La dignité, l'honneur, nous interdisaient de revenir en arrière. »

Giscard d'Estaing connaît bien le lourd contentieux entre son pays et la Mauritanie. Il veut avoir la certitude que l'axe Alger-Nouakchott est brisé à jamais. La Mauritanie s'était délibérément rangée naguère dans le camp des pays progressistes et avait pris, avec l'aide d'Alger, des mesures spectaculaires pour assurer son indépendance politique et économique : rupture des accords de défense avec la France en 1972-1973 ; sortie brutale de la zone CFA et création le 28 juin d'une monnaie nationale, l'ouguiya ; nationalisation de la société française Miferma, qui exploitait le fer de Zouérate. C'est dans le plus grand secret que l'Algérie avait imprimé les nouveaux billets de banque mauritaniens, au grand dam de la France. Oui, l'ouguiya est *made in Algeria* au moment où Giscard d'Estaing, ministre des Finances, préparait un embargo financier contre la Mauritanie.

Il convient de tourner la page pour s'assurer de la fiabilité absolue du

maître de Nouakchott. Certes, mais pas au point de lui consacrer une visite d'État ; une visite officielle suffit. Giscard d'Estaing ne va quand même pas l'attendre en bas de la passerelle à sa descente d'avion.

Mokhtar Ould Daddah ne comprend pas – lui, l'allié indispensable, fils de la prestigieuse tribu maraboutique des Oulad Byeri, noble dans une société très hiérarchisée – pourquoi il n'est reçu à son arrivée que par un ministre. C'est encore lui qui avait proclamé, le 28 novembre 1960, l'indépendance de la République islamique de Mauritanie[14]. De 1951 à 1955, il avait étudié à la faculté de droit de Paris où, en 1955, il a obtenu, outre la licence, le certificat d'aptitude à la profession d'avocat. En plus de son diplôme, la France lui a donné une intelligente épouse, Marie-Thérèse Gadroy[15], avocate issue d'une bonne famille parisienne.

Il est vrai que, dès l'indépendance de son pays, ses prises de position ont rarement été appréciées par Paris, notamment quand il s'est prononcé sur l'inopportunité de poursuivre des expériences nucléaires au Sahara. Cependant, c'est encore lui le grand ami de Boumédiène qui lui a brusquement tourné le dos pour s'allier au Maroc, à l'Espagne et à la France. Au point qu'Alger le traite de traître et le surnomme « la vipère » à longueur de colonnes dans les journaux. La déception de Boumédiène est grande. Il lui avait même réservé à l'année une résidence au Club des Pins, station balnéaire d'État, à l'ouest d'Alger. C'était aussi Boumédiène qui avait mis à sa disposition une belle demeure, au bord de la mer, où le maître de Nouakchott avait organisé une grande fête familiale pour la circoncision de son plus jeune fils, Azzedine.

Pour résoudre ce quiproquo protocolaire, le Quai d'Orsay assure au président mauritanien, dans une lettre remise à son ambassadeur à Paris : « Moins importante dans la hiérarchie protocolaire que la visite d'État, la visite officielle est plus souple, plus rentable, du fait qu'elle est moins encombrée de manifestations protocolaires, lesquelles laissent peu de temps aux contacts directs et aux discussions utiles. » Pour illustrer l'importance que Giscard d'Estaing accorde à la visite d'Ould Daddah, il le fera accueillir par son Premier ministre, Jacques Chirac. Geste amical que le président français n'a jamais eu envers un chef d'État africain. Jacques Foccart suffisait – et encore…

Cerise sur le gâteau, le président français met également à sa disposition sa Caravelle personnelle pour l'emmener à Paris. La visite officielle s'étale sur

trois jours, du 2 au 5 décembre 1975. Autant d'heures au long desquelles la France insiste pour avoir au moins une base militaire sur le vaste territoire mauritanien.

À défaut, l'aviation française aura un accès au ciel mauritanien. « L'Élysée, sollicité de participer activement à la protection des nationaux français [en Mauritanie], décide alors le transfert à la base permanente de Yoff [Dakar] d'un détachement d'avions d'attaque Jaguar. L'accord intervenu au niveau des présidents Ould Daddah et Giscard d'Estaing s'est concrétisé par un document signé vers novembre 1977 et resté secret à ce jour[16]. » Oui, le flanc sud-ouest de l'Algérie sera militairement encerclé. Mokhtar Ould Daddah ne vient pas à Paris les mains vides : son pays va bientôt rompre ses relations diplomatiques avec Alger, et sera rejoint par le Maroc.

Les deux pays rompent leurs relations avec l'Algérie en mars 1976.

Comment Boumédiène, auréolé par la réussite de la Conférence des non-alignés et d'autres sommets, se retrouve-t-il isolé aussi peu de temps après ? Assurance excessive ou naïveté ?

Une des hypothèses à ne pas exclure trop hâtivement est fournie par Mohamed Saleh. Considéré comme l'homme fort du régime mauritanien, ce dernier est chargé en 1975 du dossier de la « réunification de la patrie » en tant que ministre d'État à la Souveraineté interne, fonction qui lui permettait de contrôler trois secteurs clés : la défense nationale, l'intérieur et la justice.

Avant de reproduire ses propos livrés au correspondant du *Monde*, il convient de rappeler le trouble jeu espagnol qui consistait à fonder un État fantoche au Sahara occidental pour garder le contrôle absolu sur les riches gisements de phosphate de Bou-Craa. Madrid crée la Garde nomade, encadrée par des officiers espagnols. Un salaire et un statut suffisent à attirer de nombreux Sahraouis et leurs familles. La population autochtone sur ce territoire s'élève à 73 000 habitants, selon le recensement espagnol effectué en 1974. Madrid, dans le même élan, pousse des Sahraouis à fonder le Parti de l'unité nationale (PUNS), qui prendrait le contrôle du futur État autonome.

C'est avec une grande attention que Mohamed Saleh suit ces évolutions. Il donne sa version sur les motivations de la position algérienne : « Tout cela finit par déboucher, au début de 1975, sur la conclusion d'un accord secret entre Madrid, Alger et le Polisario. L'Espagne s'engageait à faire accéder le Sahara occidental à l'indépendance par le moyen d'une autodétermination

savamment contrôlée. Les intérêts de l'ancien colonisateur seraient sauvegardés. Les soldats du "Tercio" devaient se retirer progressivement des postes qu'ils occupaient et les remettre au Polisario. Celui-ci acceptait de son côté de libérer les quelques officiers espagnols qu'il détenait. Il tint parole[17]. »

Rien ne prouve formellement l'existence d'un tel accord secret, mais cette hypothèse confère une cohérence aux différentes séquences et à certains déroulements des événements. Seulement, la Marche verte provoque la capitulation de Madrid, mais les militaires espagnols auraient essayé de respecter une partie de cet accord secret. « Ils facilitèrent le départ des populations vers Tindouf, remirent un grand nombre de postes aux hommes du Front Polisario et favorisèrent le ralliement à ce Front des quelque 3 000 hommes de la Garde nomade, ce qui permit aux Sahraouis de disposer très vite d'une armée de libération efficace et disciplinée. »

Entre les changements d'alliances, les pressions directes et les calculs géopolitiques, l'Algérie se trouve au milieu d'un trois-quarts de cercle hostile. En outre, la politique étrangère des États-Unis, qui a divisé les pays du monde en deux entre les radicaux et les modérés, place l'Algérie en tête du peloton – mais du mauvais camp, selon la classification américaine.

De nouvelles attaques croisées visent le régime de Boumédiène, venant aussi bien de l'opposition intérieure que de celle en exil. Alors que le pouvoir est en pleine campagne contre les agissements des Soldats de l'opposition algérienne – ces poseurs de bombes entraînés par les services secrets français –, au début du mois de mars 1976, un tract circule simultanément en France, au Maroc et à Alger, distribué généreusement à toutes les chancelleries et à tous les correspondants de presse étrangers accrédités.

« Halte à la guerre ! Halte au pouvoir personnel ! » Ainsi commence l'« Appel au peuple algérien », largement diffusé aux étrangers. Déjà, le titre du tract établit une relation de cause à effet entre le pouvoir personnel de Boumédiène et la guerre menée contre le Maroc. Coup de tonnerre : ce sévère pamphlet est signé notamment par les deux anciens présidents du GPRA : Ferhat Abbas et Benyoucef Benkhedda.

Des vérités sont dites au moment où Boumédiène confie la rédaction de la Charte nationale au FLN, qui organise à cette fin des débats parfois intéressants, parfois défouloirs. L'absence de démocratie est pointée du doigt et explique en grande partie, selon les auteurs du tract, la dérive guerrière

entre les deux pays frères. « En moins de quatorze ans, l'Algérie se trouve pour la deuxième fois en conflit avec le peuple frère marocain. Parmi nos soldats et nos enfants, les uns sont prisonniers ou blessés et les autres sont morts sans que la responsabilité de notre peuple ait été engagée… Halte à la guerre ! Halte au pouvoir personnel ! Faute d'institutions, l'État algérien n'existe pas. Il faut le créer. L'Algérie n'a pas de constitution ni de lois. Elle vit dans le provisoire. Le temps est venu d'y mettre fin. Le pouvoir personnel s'exerce sans contrôle. Il dispose à son gré du destin de notre pays, de nos ressources et du budget. »

Ce réquisitoire trouve, sur certains plans, un écho chez l'homme de la rue : au marché, les gens ne se privent pas de critiquer les pénuries à répétition, les hausses du coût de la vie, des cas patents de corruption, les lourdeurs bureaucratiques…

Ce texte ronéotypé de deux feuillets et demi est aussi adressé aux membres du Conseil de la révolution comme un droit d'inventaire. Le socialisme à l'algérienne y est présenté comme une idéologie hostile aux valeurs morales et spirituelles de l'islam. Enfin, deux autres signatures prestigieuses y sont apposées : Hocine Lahouel, membre fondateur du MTLD, et Cheikh Mohamed Kheireddine, ancien membre de l'Association des oulémas algériens.

Mohamed Boudiaf, chef historique du FLN, publie du Maroc une déclaration dans laquelle il soutient l'appel lancé le 12 mars par Ferhat Abbas et Benyoncef Benkhedda : « La revendication de la démocratie qui s'y trouve répond aux aspirations profondes du peuple algérien dans toutes ses couches. » Dans les jours qui suivent apparaît un Conseil national démocratique des forces armées algérien, qui condamne « la guerre fratricide menée par le président Boumédiène », dans une déclaration signée « Lieu : quelque part en Algérie », mais diffusée à Genève.

Il va sans dire que la presse marocaine donne un large écho à ces différentes proclamations, et parle même d'un nouveau FLN algérien.

Parallélisme des formes : aux écrits, le gouvernement répond par des mots dans le très officiel journal *El Moudjahid* : « Ces attaques contre-révolutionnaires sont une trahison de politiciens dépassés qui ont toujours défendu des positions de droite […]. Quant à M. Kheireddine, qui avait appartenu au mouvement des Oulémas, il a, de notoriété publique, d'importants intérêts au Maroc. Il serait le seul Algérien dont les terres n'ont

pas été marocanisées. » Deux mots clés dans cette rhétorique : « *has been* » et « main de l’étranger ». Cette dernière expression vise habituellement la France. Cette fois-ci, le Maroc est à l’honneur.

Deuxième niveau de réactions officielles, où sont associées l’attaque marocaine contre les militaires algériens en pleine mission humanitaire au Sahara occidental et la campagne de presse orchestrée par Rabat. Pour le régime algérien, c’est le moment d’exacerber le nationalisme et d’accélérer une radicalisation du processus révolutionnaire.

Le dernier stade des réactions au pamphlet et à ses soutiens est le plus concret. Les autorités algériennes ont immédiatement ouvert une enquête pour déterminer si les signataires ont agi seuls, ou de connivence avec d’autres éléments, voire avec une ou plusieurs puissances étrangères. En attendant les résultats de l’enquête, qui ne seront jamais rendus publics, les pharmacies respectives de Ferhat Abbas et de Benyoucef Benkhedda sont nationalisées. Ainsi que l’usine de Cheikh Kheireddine, qui tombe dans l’escarcelle de l’État. Les deux anciens présidents du GPRA sont mis en résidence surveillée, et ne seront libérés qu’après la mort de Boumédiène.

Indépendamment des mesures de répression disproportionnées au regard de la respectabilité et du vécu historique de ces personnalités, Alger s’est très peu privée d’instrumentaliser les opposants aux régimes qui lui sont hostiles ; or elle prend maintenant conscience qu’elle est la cible d’une vague de déstabilisation protéiforme. La paranoïa algérienne n’est pas totalement injustifiée. L’enquête musclée sur les agissements en amont des poseurs de bombes en Algérie, du SOA, a établi que, une fois le régime de Boumédiène quelque peu ébranlé, un millier de mercenaires devaient accoster sur les côtes algériennes pour y porter le coup fatal. Dans cette nébuleuse d’aventuriers, le nom de Ferhat Abbas avait même été mentionné comme président de la nouvelle union nationale : harkis et pieds-noirs, dont le retour massif est annoncé par la propagande des nostalgiques de l’Algérie française.

Le très discutable ouvrage de Christian Schembré[18] fait état d’un projet datant de 1976 : « Dès la prise du pouvoir par les leaders de l’opposition algérienne emmenée par Ferhat Abbas et Benyoucef Benkhedda, je dois faire débarquer 1 000 pieds-noirs à Alger, prendre des postes de responsabilité et organiser dans les mois à venir la venue de 10 000 pieds-noirs avec toutes les garanties constitutionnelles. »

L’Algérie accusée

Le 1er mai 1977, à la fin d’une nuit de pleine lune, le Polisario lance une attaque contre la ville minière de Zouérate, où vivent plusieurs centaines de coopérants français avec leurs familles. Trois groupes distincts du Front entrent dans la ville endormie. Il est à peine 5 heures du matin ; c’est un jour férié pour la majorité des habitants, et la grasse matinée est à l’ordre du jour.

Des balles traçantes et des explosions illuminent une partie de la ville ; les cuves de l’entrepôt des hydrocarbures sont éventrées par des obus. L’assaut est bien coordonné, mais deux Français y perdent la vie : le docteur Fichet et sa femme, qui tentent de s’enfuir de leur domicile. Les transmissions du poste de commandement sont très vite neutralisées. L’avion militaire et un petit monomoteur de l’aéro-club sont incendiés.

Les militaires mauritaniens se distinguent par une étrange passivité. Le chef militaire de la base est à Nouakchott pour assister aux réjouissances de la fête du Travail. Le Front Polisario est maître de la ville minière pendant trois heures. Une vingtaine de pick-up quittent Zouérate avec six Français capturés comme otages.

L’assaut donné sur un objectif si bien protégé après une première attaque deux ans plus tôt indique que le Polisario dispose de renseignements précis, voire de complicités internes. D’autant plus que, selon les témoignages des Français évacués par un vol spécial et accueillis à l’aéroport de Roissy, aucun garde armé mauritanien n’avait riposté : 10 000 soldats pour défendre un territoire deux fois plus grand que la France, c’est insuffisant face aux 7 000 combattants sahraouis, selon les estimations françaises[19]. La Mauritanie ne doit pas s’effondrer. Il faut protéger ce talon d’Achille.

Paris se doit de réagir. L’ambassadeur de France à Nouakchott annonce au président mauritanien que son gouvernement est disposé à lui accorder l’aide de son aviation et de ses assistants techniques militaires sans conditions préalables. Proposition acceptée rapidement, puisque ce cas a été évoqué lors de la visite officielle à Paris.

Une antenne de l’état-major de l’armée française s’installe à Nouakchott. Mokhtar Ould Daddah ne peut désormais rien refuser à la France, qui lui envoie le même mois un émissaire venu en toute urgence de Paris pour lui transmettre oralement un message ultra-secret de la part de Robert Galley, ministre de la Coopération. Le président relate la scène dans ses

mémoires[20] : « Le ministre me charge d’informer Votre Excellence que l’Algérie organise, pour un avenir assez proche, votre assassinat. L’information, reçue de source presque sûre, a été confirmée par les services secrets tunisiens. Le ministre se permet de vous demander de vous méfier et vous propose, si vous le voulez bien, de vous aider à assurer votre sécurité, suivant des modalités à préciser ultérieurement. »

En plus de la France, la Tunisie à son tour lui fait savoir que l’ennemi, c’est l’Algérie. Giscard d’Estaing voulait la clé de la Mauritanie : Ould Daddah lui donne tout le trousseau.

Paris rend Alger responsable du sort de ses ressortissants détenus quelque part dans le désert. Le ministre des Affaires étrangères, Louis de Guiringaud, dans une déclaration à la presse deux jours après l’enlèvement des six otages, rappelle la neutralité de la France dans le conflit qui oppose le Polisario à la Mauritanie. Mais il ajoute surtout : « Zouérate n’était pas une zone de guerre. Elle est à l’intérieur du territoire mauritanien. Il s’agit d’une agression menée par des forces venues de l’extérieur, et nous savons très bien d’où elles viennent. Elles viennent d’un pays voisin, et les bases du Polisario sont dans ce pays voisin. C’est de là que cette colonne est venue pour une agression contre la Mauritanie, sur un territoire où il est tout à fait normal que résident des Français qui sont des employés d’une compagnie minière. »

Après cette mise en accusation directe, un communiqué du Quai d’Orsay se veut plus apaisant : il demande à Alger d’user de son influence auprès du Front Polisario pour que soient libérés les six Français enlevés en Mauritanie. Paris ne cesse de rappeler sa neutralité dans ce conflit, alors que Valéry Giscard d’Estaing juge regrettable la multiplication des « mini-États ». Il se prononce donc nettement, par cette formule, contre la création d’un État au Sahara occidental, c’est-à-dire contre la position algérienne, favorable aux nationalistes du Front Polisario.

S’intensifie dès lors une guerre des communiqués entre Paris, Alger, Nouakchott et le Front Polisario. Ce dernier continue à mener des raids contre les intérêts économiques mauritaniens.

Deux autres Français sont enlevés, le 25 octobre, lors d’une attaque du Front Polisario contre le train minéralier Zouérate-Nouadhibou. Les Sahraouis détiennent désormais huit otages français. Toujours à Alger sont menées des négociations directes entre Paris et les Sahraouis. Après une dizaine de rencontres infructueuses, l’affaire des huit otages mobilise la classe politique française. D’autant plus que l’engagement militaire français

touche d’autres zones en Afrique, comme le Tchad et le Zaïre.

Acculée par les déclarations et les positions inamicales de la France, du Maroc et de la Mauritanie, l’Algérie hausse le ton contre la posture de Paris, gendarme de l’Afrique. Le 29 octobre est prise une décision surprenante : l’expulsion de France de huit ressortissants algériens. Le ministre de l’Intérieur ne dément pas qu’il s’agit d’une réponse à la détention des huit otages français par le Front Polisario.

Dans un discours daté du 14 novembre, Houari Boumédiène dénonce la fausse neutralité de la France et accuse Valéry Giscard d’Estaing « d’avoir revêtu la gandoura et la djellaba dans lesquelles il cache un poignard marocain ». Le président algérien s’en prend aussi à ses voisins puisqu’il révèle, dans ce même discours, certains secrets d’État.

Boumédiène affirme que, en 1963, le Maroc avait demandé à l’Algérie de le laisser utiliser la base militaire de Tindouf pour attaquer la Mauritanie, en échange de la reconnaissance des frontières. C’est à la suite du refus d’Alger que Rabat avait déclenché ce qu’on a alors appelé la « guerre des Sables ». Il ajoute qu’en 1970, lors d’une rencontre à Tlemcen, Hassan II avait sollicité son aide contre la Mauritanie, qu’il souhaitait « récupérer ». Il souligne qu’il avait rapporté ces propos à Mokhtar Ould Daddah lors de leur rencontre à Béchar en 1975, et qu’il avait mis en garde le président mauritanien contre les visées expansionnistes du Maroc en le dissuadant de s’allier à Rabat pour le partage du Sahara occidental. Paris prend mal ces propos et annonce que des avions de combat français Jaguar effectuent à partir du Sénégal, dès le jeudi 24 novembre, des « vols d’entraînement » au-dessus du territoire mauritanien.

Vendredi 2 décembre 1977. Les bureaux s’animent peu à peu ; son tour de garde s’achève. Il est 9 h 30 ; le gardien de nuit des locaux de l’Amicale des Algériens en Europe s’apprête à rentrer chez lui. L’ascenseur arrive au quatrième étage : Laïd Sebaï y pénètre, ainsi que deux personnes. Ils descendent les étages. Parvenu au rez-de-chaussée, le gardien sort le premier au pas de course. Dans la petite cour du vieil immeuble du 23 de la rue Louis-le-Grand, trois hommes le guettent. Ils sortent leurs arme ; ils sont tout près, adossés aux murs. Laïd Sebaï ne les voit pas. Eux, si.

Ils tirent sur lui une dizaine de balles de calibre 11,43 et 7,65. Mort sur le coup à 46 ans, père de sept enfants, Laïd Sebaï a certainement été confondu

avec Abdelkrim Ghraieb, président de l'Amicale. Après tout, ils ont la même corpulence. Ses deux camarades entendent les tirs et regagnent en courant l'ascenseur. Ils remontent dans la cabine, qui essuie quelques tirs – sans gravité cette fois.

La revendication de cet assassinat ravive les souvenirs les plus tragiques. C'est au nom d'un « commando Delta » que les terroristes le signent. Ils menacent de « rendre la vie intenable » aux Algériens vivant en France si les Français disparus en Mauritanie et captifs du Polisario ne sont pas libérés au plus tard le 4 décembre à midi.

Les autorités françaises sont embarrassées : immédiatement après ce meurtre, la police s'empresse de parler de « règlement de compte à caractère privé ». Plus tard, on apprendra que l'arme utilisée pour cet assassinat est la même qui a servi à abattre Henri Curiel[21]. Il s'agit d'un pistolet de type 45ACP. La condamnation de cet attentat par les autorités françaises est trop tardive. La tension atteint des sommets.

Rien n'est épargné à Boumédiène : attentats aussi bien sur son territoire que contre des intérêts algériens à l'étranger, trahisons de la part de ses voisins, conflits armés à ses frontières, manipulation de son opposition politique. C'est surtout l'axe Paris-Rabat qui se transforme peu à peu en cordon sanitaire autour de l'Algérie. Valéry Giscard d'Estaing est décidé à soutenir à tout prix son copain le roi. Houari Boumédiène ne peut rester inerte.

1. Mehdi Ben Barka, principal fondateur de l'Union nationale des forces populaires (UNFP), parti de gauche et d'opposition au roi. Il est condamné à mort par contumace en 1963 à la suite suite de sa condamnation de l'agression marocaine connue sous le nom de la guerre des Sables.

2. À titre d'exemple, le projet de construction d'une usine automobile ultra-moderne à Oran, soit une capacité de 100 000 voitures par an, sera tout simplement abandonné. La France sera le premier fournisseur de véhicules à l'Algérie.

3. Général de division, ministre de l'Intérieur, puis de la Défense. À la suite de l'enlèvement de Ben Barka, la justice française le condamne par contumace en France aux travaux forcés à perpétuité. Le général Oufkir planifie un coup d'État contre le roi, le 16 août 1972 : de retour de France, l'avion royal de Hassan II est mitraillé par trois avions de chasse F-5 lors de son escorte aérienne. Oufkir « se suicide » par trois balles, dont une au plafond, à la suite suite de cet échec.

4. 50 % des intérêts étrangers ont été achetés par des capitaux privés marocains, essentiellement liés au Palais.

5. Ce mot, en arabe, « signifie indépendance ».

6. Il est marié à Lalla Nezha, une des sœurs de Hassan II.

7. Ce traité est finalement ratifié par Rabat en mai 1989.

8. À la demande de l'OUA, l'ONU avait invité l'Espagne, en 1966, à quitter ces territoires selon une procédure d'autodétermination des populations locales sous le contrôle des Nations unies. Ce principe est de nouveau voté à quelques reprises par l'ONU.

9. De 1961 à 1962, il est directeur des Affaires marocaines et tunisiennes au Quai d'Orsay. Il sera le numéro deux de la première ambassade de France à Alger.

10. Cité par Ania Francos et Jean-Pierre Séréni, *op. cit*., p. 332.

11. Alger reproche aussi à Paris d'avoir aidé le roi Hassan II à réaliser sa Marche verte en lui livrant du matériel et du ravitaillement.

12. Mohamed Bedjaoui, *op. cit*., p. 104-105.

13. *Le Monde*, 1er novembre 1975.

14. Le pays sera reconnu officiellement par l'ONU le 27 octobre 1961.

15. Elle deviendra Mariem Daddah et ne se convertira à l'islam qu'en 1977.

16. Nicole Grimaud, *op. cit*., p. 101.

17. *Le Monde*, 16 février 1978.

18. *Pour une poignée de terre*, 2015, p. 45.

19. Chiffre donné par Robert Galley, le 23 juin, au cours d'un déjeuner de l'Association des journalistes d'outre-mer. Il ajoute que ces soldats sont recrutés en Algérie, et peut-être même au Niger et au Mali. Ce qui revient à nier le fait sahraoui.

20. Mokhtar Ould Daddah, *La Mauritanie contre vents et marées*, Karthala, 2003 (l'ouvrage est paru quelques jours après le décès de son auteur à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris).

21. Ce militant communiste anticolonialiste rejoint le réseau Jeanson des porteurs de valises, dont il devient très vite le principal organisateur. Il est assassiné le 4 mai 1978.

VII

Boumédiène contre-attaque

Moins de trois heures de vol. Sans encombre. Même pas le temps de prendre le deuxième café qu'il avait demandé. Ce mercredi 24 février, depuis l'intérieur de la Caravelle Air France qui l'a emmené, avec sa délégation de socialistes, jusqu'à Alger, François Mitterrand observe le soleil qui se couche sur le tarmac de l'aéroport de Dar El Beidha. Les lumières des passerelles s'allument. C'est l'heure de descendre. L'hôtesse leur fait signe de se diriger vers la porte de sortie.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, François Mitterrand, est le premier de son équipe à humer l'air d'Alger la blanche, le visage légèrement crispé et le pas hésitant. Puis il rejoint l'impressionnant comité d'accueil.

Mohamed Saïd Mazouzi, ministre du Travail et des Affaires sociales, le salue très chaleureusement. Les nombreux policiers en tenue d'apparat donnent l'impression de former une haie d'honneur pour le premier responsable du PS. Accompagné par deux futurs Premiers ministres, Pierre Mauroy et Lionel Jospin, Mitterrand fait sa première déclaration à la presse, ému de revenir en Algérie

Mitterrand est ému, Boumédiène est satisfait. Il se frotte les mains. La réplique est réussie : le président algérien encerclé vient de répondre de la manière la plus inattendue aux menées de Giscard d'Estaing. Fidèle à sa politique de dialogue renforcé avec les oppositions aux pouvoirs qu'il juge peu amicaux, le FLN prend attache avec François Mitterrand. Le chef d'État algérien espère et mise sur la victoire de la gauche aux élections législatives

de 1978.

Au secours, Mitterrand revient !

Lors de l'élection présidentielle de 1974, François Mitterrand a échoué de peu face à Valéry Giscard d'Estaing. Le Parti socialiste espère conquérir le pouvoir lors des prochaines élections. Alger a décidé d'oublier le rôle de François Mitterrand, garde des Sceaux dans le gouvernement de Pierre Mendès France, en plein début de la guerre : il avait alors exclu avec fermeté toute possibilité de discussion avec les « rebelles ». Une phrase restée célèbre : « La seule négociation, c'est la guerre. »

Le jeune Mitterrand, pendant ces cinq cents jours d'exercice dans le gouvernement Guy Mollet, acceptera que, pour juger les auteurs de crimes et délits commis en Algérie, les tribunaux civils soient dessaisis au profit de la justice militaire, ouvrant la voie aux procédures les plus expéditives. À quarante-cinq reprises, la guillotine tranchera la tête de militants du FLN, qu'ils aient ou non du sang sur les mains[1]. Tel est le bilan de François Mitterrand, ministre de la Justice.

Quoi de plus normal qu'un parti politique invite un parti « frère » ? Le FLN a donc convié une délégation du Parti socialiste français, présidée par François Mitterrand. L'idée d'un déplacement à Alger du premier secrétaire date de 1973, juste après le choc pétrolier et la guerre de Kippour. Le 12 avril 1974, Pierre Mendès France est invité en Algérie par le ministre des Finances, Smail Mahroug. L'ancien président du Conseil reste à Alger trois jours, pour une visite amicale et privée. Il rencontre de nombreux responsables algériens. L'invitation est lancée, et acceptée, avant la mort de Georges Pompidou. Pierre Mendès France devait, d'Alger, poursuivre une tournée africaine, mais il doit rentrer à Paris pour la campagne présidentielle : son soutien à François Mitterrand est attendu. « D'aucuns se demandent d'ailleurs si le Parti socialiste n'a pas profité de cette visite pour faire une discrète ouverture en direction de l'Algérie[2]. » La radio algérienne a diffusé en direct sa conférence de presse : c'est un signe.

Le 22 avril, Pierre Mendès France reçoit chez lui le correspondant d'*El Moudjahid* et lui donne une longue interview où il dit notamment : « Si, dans le concert international, la France et l'Algérie venaient demain à tenir, dans

un esprit commun, un langage et à promouvoir des mutations ensemble, leurs paroles auraient une portée et recueilleraient un écho considérable. C'est pour cela qu'à mon avis le triomphe de la gauche aux élections présidentielles françaises pourrait entraîner des effets heureux, bien au-delà de nos frontières. »

L'aile gauche du PS, le CERES et le PSU ont de bonnes relations avec l'Algérie en général, et le FLN en particulier. Après sa courte défaite en 1974 face à Giscard d'Estaing, François Mitterrand repart à la conquête du pouvoir pour les municipales de 1976 et, surtout, les législatives de 1978. Le 21 juillet 1974, Robert Pontillon[3], secrétaire national aux Affaires internationales du PS, est reçu par l'ambassadeur d'Algérie, Mohamed Bedjaoui, à qui il fait part de la demande de François Mitterrand de se rendre à Alger. L'accord de principe est immédiatement donné, mais c'est le FLN qui est la puissance invitante. Toutefois, le premier secrétaire doit, tout naturellement, attendre la visite du président français à Alger avant de s'y rendre : le chef de l'opposition passe après celui de la majorité. François Mitterrand déclarera d'Alger qu'il avait décalé son voyage d'un an « par courtoisie et déférence à l'égard du chef de l'État ».

Pour quatre francs seulement, le prix du numéro 190 de l'organe du Parti socialiste, *L'Unité*[4], daté du 30 janvier 1976, on peut lire sur deux pages (16 et 17) un véritable réquisitoire contre l'échec de la politique algérienne de Giscard d'Estaing. Trois semaines avant la visite de Mitterrand à Alger, un long article à charge, intitulé « En retard d'une guerre », reprend tous les couacs des relations franco-algériennes. Pourtant, dès l'annonce de la visite historique du chef d'État français, Alger a fait montre de bonne volonté pour établir une coopération économique avec Paris. Le ministre de l'Industrie, Belaid Abdesselem, quoique réputé antifrançais, s'est rendu à Paris en novembre 1974 pour présenter aux industriels français les grands projets où leur contribution est souhaitée. Au total, pour 10 milliards de francs. Mais aucun de ces contrats n'a vu le jour.

Cet échec commercial s'explique par la mise en place de règles financières de plus en plus dures : lors de la signature d'un contrat, l'Algérie doit payer 30 % cash des investissements et la durée des crédits est réduite à sept ans avec un taux de 10 %, auquel s'ajoutent les primes d'assurance Coface. *L'Unité* précise : « L'Algérie est un pays pétrolier, elle peut payer. Quant aux industriels français, outre qu'ils se refusent à prendre en charge la formation technique du personnel, ils ne perdent pas une occasion pour protester contre

les exigences des Algériens. »

Le déséquilibre des relations commerciales est pointé du doigt : « De même, les Algériens sont perplexes lorsqu'ils constatent que le Quai d'Orsay s'est inquiété du déséquilibre des échanges commerciaux au détriment de la Tunisie, qui a été de l'ordre de 2,5 millions de francs, alors qu'il n'a pas semblé s'alarmer du déficit de l'Algérie, qui a atteint 5 milliards en 1975. » La litanie se poursuit et touche le cœur du sujet : « Le Maroc et la Tunisie devenaient des interlocuteurs privilégiés. Il était dans l'ordre des choses que Valéry Giscard d'Estaing préfère Hassan II à Houari Boumédiène, appuyant le premier dans le conflit du Sahara occidental, véritable machine de guerre au cœur du Maghreb. » Le Parti socialiste présente les relations entre les deux pays comme une confrontation d'un gouvernement conservateur avec un État du tiers-monde progressiste. Le ton est donné ; la visite est prévue du 24 au 27 février 1976.

Avant de quitter Paris, Mitterrand demande au Premier ministre de lui préciser quelles démarches ont eu lieu auprès du Front Polisario pour obtenir la libération des deux Français détenus depuis le 28 décembre 1975, de lui en indiquer la nature et le résultat, et, dans la mesure du possible, de lui faire connaître si les familles – dont on devine aisément l'inquiétude – peuvent continuer d'espérer le retour de ces deux prisonniers pour une date rapprochée. Cette question, lors d'une séance à l'Assemblée nationale, n'est ni innocente ni motivée par des préoccupations humanitaires. Le Parti socialiste entend prendre contact directement avec le Front Polisario à Alger.

La veille de l'arrivée de la délégation socialiste en Algérie, le très officiel quotidien national *El Moudjahid* consacre une grande partie de sa une à cette visite : « Le voyage de François Mitterrand et la rencontre qui aura lieu entre les deux partis, Parti socialiste français et Front de libération nationale, les conversations que pourront avoir les membres de la délégation qui l'accompagnent, favoriseront certainement un échange d'expressions à la lumière des acquis politiques avant d'envisager l'établissement de liens plus solides encore pour préparer d'une certaine manière l'avenir. » L'éditorial insiste sur l'avenir et fait complètement table rase du passé : « Après l'élimination des chefs traditionnels d'un autre âge, le Parti socialiste se trouve être le représentant d'une large couche de la population et, comme pour marquer sa nouvelle vigueur, il s'est nettement démarqué des grands courants classiques, pour se situer, par certaines positions incontestablement

justes, au sein de la gauche. Cette tendance, qui peut à la fois s'expliquer par la présence dans ses rangs d'éléments fort jeunes et par son alliance avec le Parti communiste français dans l'élaboration d'un programme commun, a été confirmée encore lors des récents congrès que ce parti a tenus. Positions que l'on peut qualifier de contre-courant à la tradition du parti de Guy Mollet, personnage également fort bien connu des Algériens, et qui, par ses douteuses prises de position et ses retournements de casaque, favorisait la pérennité des partis bourgeois dans la conduite des affaires de l'État. »

Oui, c'est un véritable glissement générationnel qui s'opère dans le parti, où la majorité des nouveaux dirigeants ont fait leurs armes politiques durant la guerre d'Algérie et contre la SFIO. Le passé, c'est la faute à Guy Mollet ; le présent, c'est la faute à Valéry Giscard d'Estaing ; et l'avenir, c'est François Mitterrand. Voilà comment tourner la page du passé de l'ancien ministre de l'Intérieur et garde des Sceaux de la IVe République.

Du côté de François Mitterrand, le défi n'est pas moindre. Il s'agit de sa quatrième visite en Algérie. La première fois, c'était durant la Seconde Guerre mondiale ; la deuxième en 1947, comme ministre des Anciens Combattants ; la troisième en 1954, comme ministre de l'Intérieur. « D'un point de vue politique comme personnel, l'enjeu principal de ce voyage pour François Mitterrand est de laisser définitivement derrière lui son action ministérielle durant la guerre d'Algérie qui entachait sa biographie politique d'homme de gauche. Ce voyage est un jalon participant autant de sa présidentialisation que de la préparation de l'arrivée de la gauche au pouvoir[5]. » Aussi le premier secrétaire du PS sait-il que le conflit du Sahara occidental est le premier souci d'Alger, qui relègue au second plan la cause palestinienne ; il s'emploie néanmoins à détacher son parti de l'héritage pro-israélien de la SFIO. Ce voyage sensible est aussi important pour lui que pour Boumédiène. Les deux souhaitent une alternance du pouvoir en France et ils vont, chacun de son côté, y œuvrer. La détérioration des relations officielles franco-algériennes est indéniablement le principal facteur de rapprochement entre le PS et le FLN. Un plan de communication est minutieusement préparé par les socialistes.

La presse de gauche est mobilisée pour sensibiliser tant l'opinion française que les Algériens sur les capacités des socialistes à améliorer le climat, très maussade, entre Paris et Alger. La télévision française n'est pas en reste : ce voyage fera l'objet de dix séquences télévisuelles. Sans oublier les radios

dites périphériques, Europe nº 1 et Radio Monte-Carlo, très écoutées aussi en Algérie. Il faut rappeler la proximité des élections cantonales, les 7 et 14 mars 1976, pour situer aussi cette visite dans un contexte franco-français. Justement, au même moment et en prévision de ce rendez-vous électoral, Jacques Baumel[6], maire de Rueil-Malmaison, député UDR (Union des démocrates pour la République), ancien ministre, adresse la lettre suivante à certains de ses électeurs : « Madame, Monsieur, cher ami, Si je me permets de vous écrire personnellement, c'est uniquement en votre qualité de rapatrié d'Afrique du Nord. Aujourd'hui, l'occasion m'est malheureusement donnée de vous confirmer que, tandis que M. Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, et sa nombreuse délégation viennent de se rendre à Alger, invités non par le gouvernement algérien, mais par le FLN, de sinistre mémoire, je continue à siéger et à me battre pour la défense de vos légitimes intérêts. » Pour de nombreux candidats de l'UDR, ce voyage est un argument de campagne. Même le président de la République française est agacé par certains propos tenus par François Mitterrand lors de son déplacement en Algérie, mais il attendra le retour du premier secrétaire pour en faire part.

Mitterrand est donc arrivé la veille, un mardi. Mercredi matin, devant le siège du FLN où la délégation du Parti socialiste est attendue, des centaines d'Algérois se sont amassés sur la place de l'Émir Abdelkader pour applaudir le leader socialiste. L'après-midi même, il est reçu pendant deux heures par le président algérien.

À l'étage, dans le grand salon de réception de la présidence de la République, entouré notamment par Abdelaziz Bouteflika, ministre des Affaires étrangères, et Abdelkrim Ghraieb, président de l'Amicale des Algériens en Europe, François Mitterrand, face aux micros et aux caméras de la radio et télévision algérienne, prend en premier la parole : « Je pense que les Algériens sont des gens qui reçoivent bien. Très bien, quand ça leur fait plaisir. Bien quand ça leur plaît moins. J'ai l'impression qu'ils nous ont très bien reçus. De là à dire que nous avons été reçus comme dans des relations d'État à État, de façon présidentielle, je pourrai vous le confirmer seulement dans quelque temps, c'est-à-dire lorsqu'une délégation du Parti socialiste français reviendra, lorsque la gauche sera au pouvoir. À ce moment-là, nous ferons des comparaisons utiles, mais je pense que nous continuerons d'être bien reçus, avec simplement une compétence nouvelle, et des obligations différentes. »

Attentif à cette déclaration, Houari Boumédiène prend acte du rendez-vous avec Mitterrand président et déclare, devant les mêmes caméras algériennes, mais en français : « Quand il n'y a plus de rapports d'État à État, il doit y avoir des rapports de peuple à peuple. »

Cette séquence, enrichie par celles des activités du premier responsable du PS, fera l'ouverture du journal télévisé algérien de 20 heures, et ce pendant plus d'un quart d'heure. Le lendemain, le quotidien *El Moudjahid* consacre à la délégation socialiste quatre colonnes à la une. Les journalistes français qui accompagnent François Mitterrand parlent de « visite quasi présidentielle ». À sa sortie de la présidence, sa voiture est escortée par des motards, toutes sirènes hurlantes. Au total, il rencontrera Boumédiène à trois reprises.

Le soir, François Mitterrand rencontre longuement le président de l'Assemblée nationale provisoire sahraouie et les dirigeants du Front Polisario. À l'issue du dîner, le chef de l'opposition française insiste sur la nécessaire autodétermination du Sahara occidental. À Paris, la polémique enfle : les responsables de la majorité présidentielle s'en prennent au leader socialiste. À leur tête, Roger Chinaud[7], président du groupe parlementaire des Républicains indépendants (RI), qui se dit choqué par cette visite en Algérie : « François Mitterrand paraît cautionner ou reprendre à son compte les critiques adressées à la France sans même avoir pris la peine de s'informer auprès des responsables de son pays des motifs de l'attitude de la France. »

Les journalistes français sont nombreux à attendre le premier secrétaire du PS, dès son retour, à l'aéroport d'Orly, ce 27 février, pour recueillir à chaud ses réactions à cette polémique en pleine campagne des cantonales. La première question porte tout naturellement sur la déclaration du député des RI contre ce voyage. Et François Mitterrand de répondre : « Qui est M. Chinaud ? N'aurait-il pas une rage raciste ? »

Les autres membres de la délégation socialiste sont restés encore quelques jours à Alger. Ils sont même reçus par l'ambassadeur, Guy de Commines, dont le compte rendu au cabinet du ministre des Affaires étrangères est assez acide, pointant selon lui la méconnaissance socialiste du dossier algérien[8]. Or ces délégués n'ont rendu à la chancellerie française à Alger qu'une visite de courtoisie, se gardant bien d'informer l'ambassadeur de la teneur de leurs échanges avec les Algériens.

Ce n’est que plusieurs semaines plus tard que le président français évoque l’escapade algéroise de son principal opposant. En répondant à une question de journaliste lors d’une longue conférence de presse tenue à l’Élysée le jeudi 25 avril à 15 heures.

Question : « À l’occasion de son voyage en Algérie, M. Mitterrand, qui à cette occasion-là a pris position au nom de la France dans le problème qui oppose l’Algérie au Maroc et à la Mauritanie – le problème du Sahara –, a déclaré, si vous me permettez de le citer : “Nous avons évoqué tous les problèmes concernant les intérêts des Français, leur vie, leurs libertés et leurs intérêts matériels. C’était bien notre rôle, puisque notre objectif principal était de représenter, en Algérie, les intérêts de notre pays.” Monsieur le Président, est-ce que vous considérez, ou est-ce que vous ne considérez pas, ce genre d’intervention comme une ingérence dans les affaires de l’État, et est-ce que ces déclarations peuvent, ou ne peuvent pas, influencer une position déjà adoptée par le gouvernement français ? »

Réponse : « Vous savez que cette réunion de presse est consacrée exclusivement aux problèmes de politique intérieure, donc je n’entrerai pas dans les conséquences extérieures de votre question, c’est-à-dire l’appréciation qui a pu être celle de tel ou tel gouvernement de l’Afrique du Nord à propos de telle prise de position. Je dirai d’abord que M. Mitterrand est un leader d’une formation politique importante de la vie nationale, mais que, naturellement, il n’a pas qualité à représenter la France à l’étranger. La France est représentée à l’étranger exclusivement par ses institutions démocratiques, c’est-à-dire son président de la République et son gouvernement. Par contre, je vous dirai franchement que je n’ai pas compris comment un dirigeant important de la vie politique de notre pays pouvait se rendre en Algérie et rencontrer les plus hautes autorités de l’État à un moment où l’on savait qu’il existait, entre l’Algérie et la France, des problèmes de diverse nature portant sur les personnes, portant sur la politique, portant sur des intérêts économiques, et qu’il n’ait pris, ni avant son départ ni à son retour, l’attache des autorités politiques de la France. »

Le pouvoir français est irrité par cette première visite de François Mitterrand à l’Algérie indépendante. Pour le chef socialiste et le chef de l’État algérien, la mission est accomplie. Pour mettre les points sur les *i*, un article de *L’Unité* de début mars rapporte les propos de Houari Boumédiène : « La France a beaucoup plus d’intérêts à travailler avec

l’Algérie qu’avec tous les autres partenaires maghrébins. Donc, on ne peut expliquer les difficultés actuelles que par des raisons politiques[...]. Aujourd’hui, nous devons chercher des solutions de rechange et, dans ce sens, il faut dire que l’Allemagne est en train de devenir un partenaire important de l’Algérie, alors qu’elle n’avait aucun lien avec notre pays. Il nous reste la gauche. Il faut que la gauche arrive au pouvoir... » C’est dit, c’est clair ; l’intendance suivra.

Un communiste à Alger

Boumédiène aime les communistes quand ils ne sont pas algériens. Georges Marchais s’en rend bien compte lorsqu’il foule le sol algérien. À la tête d’une forte délégation, le secrétaire général du PCF est reçu avec les honneurs à Alger. Ce voyage est très différent du premier, datant de septembre 1974. Il s’agissait alors de normaliser les relations entre le FLN et le PCF, jugé trop proche des opposants communistes algériens.

Pour Alger, Georges Marchais est maintenant un homme politique important. Les élections municipales de 1977 remportées par la gauche donnent espoir aussi bien aux socialistes qu’aux Algériens. Alger double sa mise en pariant encore plus sur le succès du Programme commun.

Le secrétaire général du PCF arrive dans la matinée du 13 décembre 1977 à Alger. Dans sa première déclaration accordée à l’APS, et reprise le lendemain à la une du quotidien *El Moudjahid*, il critique vivement la politique anti-algérienne du gouvernement français et « l’aide militaire accrue du pouvoir giscardien aux visées néocolonialistes de l’impérialisme dans le Nord-Ouest africain ». Il rassure Houari Boumédiène en ajoutant que l’avènement en France d’un gouvernement de gauche ouvrirait des perspectives particulièrement prometteuses pour la coopération algéro-française.

Dans la même matinée, le président algérien consacre une heure en tête-à-tête au leader communiste. Et, fait curieux, Georges Marchais se contente de tenir des propos très convenus : « Je suis impressionné par la volonté qui anime le président Boumédiène de développer de bons rapports dans tous les domaines entre l’Algérie et la France. » En revanche, il glisse insidieusement que le président algérien souhaite que le problème des otages français détenus par le Polisario trouve prochainement une solution. Il quitte la présidence

avec la délégation communiste pour se diriger vers le cimetière d’Al-Alia, dans la banlieue d’Alger, afin de se recueillir sur la tombe de Laïd Sebaï[9], assassiné récemment à Paris au siège de l’Amicale des Algériens en Europe et inhumé en ce début de semaine dans le « carré des Martyrs ». Geste symbolique et qui place la question des huit otages français au cœur de ce déplacement à Alger.

Ce mardi soir, dans le plus grand secret, en fin de repas, Marchais informe ses camarades qu’il fera une annonce historique le lendemain, sans toutefois dévoiler la teneur de ses échanges avec Boumédiène et avec des responsables du Front Polisario – ces derniers nourriront pourtant une grande polémique franco-française.

Mercredi matin, un cortège de voitures officielles escortées de motards prend le chemin de l’aéroport de Dar El Beidha, où des journalistes sont invités à écouter une importante communication du communiste français. Dans la voiture de tête, Georges Marchais descend en premier. Sous un ciel menaçant et potentiellement exposé à des courants d’air malvenus, il s’abrite à l’entrée du salon d’honneur ; son regard malicieux compte les micros qui se tendent vers lui.

Après un silence qui confère de la solennité à sa déclaration, il annonce la libération imminente des huit otages français détenus par le Front Polisario. Giscard d’Estaing, assis dans son bureau, entre deux audiences, reçoit aussitôt – et avec stupeur – le télex du Quai d’Orsay. Il prend connaissance de l’annonce de Georges Marchais. Boumédiène a osé !

Au même moment, satisfait de son effet, le secrétaire général du Parti communiste pénètre dans le salon d’honneur et refuse de répondre aux questions des journalistes, tenus à distance par le service de sécurité algérien. Georges Marchais entretient le suspense, et il le fait bien. Alger a bien préparé son coup.

La veille, François Mitterrand en était informé officiellement par le Front Polisario ; mais, en réalité, c’est en toute discrétion que le président de l’Amicale des Algériens en Europe lui a livré la nouvelle à Paris.

Le vol Alger-Paris dure à peine plus de deux heures, mais c’est trop long pour des journalistes avides de scoops. C’est trop court, en revanche, pour que l’Élysée puisse préparer une parade sous forme de plan de communication. Les « chiens » sont lâchés.

Juste après l'atterrissage de son appareil à Orly, sous un air bonhomme d'une innocence calculée, Georges Marchais livre sa version des faits : « À mon arrivée mardi en Algérie, je ne prévoyais pas de m'entretenir avec les dirigeants sahraouis. Je leur ai déjà fait savoir qu'à la suite de la mission effectuée à Alger, les 23 et 24 novembre, par deux membres du Comité central, MM. Denis et Mignot, une telle rencontre n'aurait pas de raison d'être s'il n'y avait pas d'élément nouveau. Les dirigeants sahraouis m'ayant informé qu'ils comptaient faire une importante déclaration, je les ai alors rencontrés. Mes interlocuteurs sahraouis m'avaient demandé mon avis sur la procédure à suivre. J'ai répondu qu'il serait souhaitable que le gouvernement français prenne lui-même en charge la responsabilité de cette libération et en profite pour discuter avec le Front Polisario des ressortissants français qui se trouvent dans les zones de combat. Néanmoins, dans l'hypothèse probable où le gouvernement s'y refuserait, il serait bien que cette libération soit assurée par les organisations humanitaires que sont la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge. »

Les otages passeront les fêtes de Noël en famille. Invité par Europe n° 1, à ce sujet, Georges Marchais commence par un rappel qui lui semble essentiel : « J'ai été reçu en Algérie avec les mêmes égards que M. Mitterrand. » Voilà, c'est dit : la gauche n'a pas de leader unique.

Rentrer d'Algérie avec une telle *chicaya* franco-française, seul Giscard d'Estaing peut faire mieux en mettant le microcosme parisien en ébullition. En effet, le président français ne peut répondre à la question posée par le premier des communistes français sur les ondes d'Europe n° 1 : « Oui ou non, le gouvernement français va-t-il immédiatement entrer en contact avec le Front Polisario pour examiner les modalités du retour des Français détenus, dont les autorités sahraouies ont annoncé la libération prochaine ? »

Faussement calme, naturellement hautain, le chef de l'État français répond brièvement qu'on ne fait pas de politique avec des otages.

François Mitterrand profite d'un trajet de Georges Marchais entre deux studios de radio, le jour même de la libération effective des otages, pour ajouter son grain de sel : « Le Polisario nous a prévenus en nous disant que, jusqu'à nouvel ordre, il souhaitait que nous n'en disions rien. Nous avons respecté ce qui nous était demandé. Quand nous avons pu diffuser la nouvelle, nous avons aussitôt informé le gouvernement, exactement le Quai d'Orsay. Nous sommes heureux de la libération de nos huit compatriotes. Mais, si nous y avons – et c'est le cas – contribué, nous nous sommes refusés

à toute exploitation politique. Ce n’est pas notre genre. Et tout le monde le sait. » Un autre grand moment de pureté politique et d’émouvante innocence, signé François Mitterrand.

Houari Boumédiène jubile, car recevoir Georges Marchais est aussi une réponse au bon accueil réservé par Giscard d’Estaing au bachagha Boualem, fer de lance des unités harkis devenues proches de l’extrême droite et des anciens de l’OAS. D’autres réactions non dépourvues d’hystérie vont s’exprimer dans les médias proches de l’Élysée. François d’Orcival parle à ce sujet dans *Valeurs actuelles* d’insulte publique de la part du gouvernement algérien, qui fournit ainsi la preuve que la détention des otages dépendait bien de son bon vouloir. Et de la part du Parti communiste, qui n’a pas hésité à entrer en négociation directe, à l’étranger, avec des adversaires du gouvernement légal de la France.

Georges Marchais rétorque : « Or, dans cette affaire, M. Giscard d’Estaing s’est adressé à tout le monde : à Tito, à Carter, à Brejnev. Sauf au Front Polisario. Mais cette affaire ne regarde ni Brejnev ni Carter... Moi, j’ai demandé directement au Front Polisario, avec lequel d’ailleurs une délégation du PCF était déjà entrée en contact il y a un mois. »

Et il ajoute que Giscard d’Estaing et ceux qui le soutiennent sont très déçus de la libération des huit prisonniers : cette carte permettait de justifier l’intervention militaire de la France dans l’Ouest africain.

Oui, le président de la République française est furieux. Cependant, devant les caméras françaises pour les incontournables journaux télévisés de 20 heures, il essaie de faire bonne figure. Giscard d’Estaing se félicite que la France n’ait pas cédé en ce qui concerne les otages. Il rappelle que son gouvernement n’a aucune responsabilité, aucun intérêt d’aucune sorte dans l’affaire du Sahara occidental. Tout est bien qui finit bien ?

Paris prépare sa revanche.

Le 18 décembre, juste avant la libération effective des otages, le Front Polisario annonce que deux escadrilles de Jaguar ont causé, le 15 décembre, de lourdes pertes à une colonne militaire sahraouie qui se repliait.

Quelques heures plus tôt, dans le plus grand secret, l’armée française a lancé une riposte militaire d’envergure contre le Polisario. L’opération « Lamantin[10] » se déclenche pour une durée initiale de six mois. Le premier raid, le 15 décembre au matin, décime une colonne du Polisario engagée en

Mauritanie. Une dizaine de Jaguar quittent la base militaire française à Dakar et prennent la direction du nord de la Mauritanie. Arrivés dans les cieux du Sahara occidental, à la frontière algérienne, les appareils larguent leurs bombes sur la colonne formée d'une cinquantaine de véhicules pick-up. Les rebelles comptent une vingtaine de morts, dont l'un des fondateurs du Front Polisario, Mustapha Sayed-el-Ouali.

Paris dément toute participation et Nouakchott attribue l'attaque à son aviation en utilisant seulement des appareils de type « Defender ». Hormis l'inefficacité structurelle de l'aviation mauritanienne, la France a toujours déclaré offrir à ses alliés de la région un parapluie aérien. Quatre autres attaques d'ampleur, encore des Jaguar français, ont visé les troupes du Polisario.

Paris finit par reconnaître son implication directe, puisque le dispositif « Lamantin » ne sera définitivement levé qu'en 1980. L'engagement militaire français sera toutefois plus allégé après le coup d'État déposant Mokhtar Ould Daddah, le 10 juillet 1978. Ce dernier accuse la France d'être complice de ce putsch, au moins par omission. Il relate dans ses mémoires[11] : « Mon éviction offrait à la France une occasion élégante de se désengager du conflit saharien. À ce propos, il convient de rappeler qu'à cause du soutien qu'il nous accordait, le président Giscard d'Estaing se trouvait dans une position inconfortable. En France même, il était harcelé par son opposition. À l'extérieur, si cette intervention était approuvée à l'unanimité par les présidents africains francophones, elle ne l'était pas partout dans le reste du monde… Alors, un changement de régime qu'il ne provoquerait pas activement, mais qu'il laisserait faire, a pu lui paraître la solution pouvant lui permettre le retrait en douceur du conflit saharien. »

Certains signes de la politique mauritanienne commencent à inquiéter Paris. Le 17 juin 1978, Nouakchott instaure la Sharia, loi islamique, pour plaire à Tripoli. Satisfait, Kadhafi s'est engagé à fournir une substantielle aide financière. L'effort de guerre devenait insupportable pour le budget mauritanien. Les recettes fiscales issues de l'exploitation minière tendaient à se tarir à la suite de la chute des exportations provoquée par les fréquentes attaques du Front Polisario contre les trains minéraliers. Fin juin, les caisses de l'État étaient vides et, pour assurer la paie des fonctionnaires, il avait fallu recourir au secteur parapublic, les caisses d'assurances et de prestations sociales, et faire appel aux banques commerciales et à la trésorerie, elle-même déjà exsangue. Sans parler de la méfiance grandissante à l'égard du

Maroc, qui ne partage pas avec son allié du Sud les recettes générées par le phosphate exploité dans le Sahara occidental.

L’Élysée, en déployant son aviation, a voulu lancer un message clair et à connotation guerrière à l’intention d’Alger. Oui, l’opération « Lamantin » a commencé bien avant que le secrétaire général de l’ONU ait informé le président français de la libération imminente, et surtout irréversible, des otages français. Un symbole, un détail peu anodin : les fusiliers commandos de l’air sont engagés pour la première fois en Afrique du Nord depuis la guerre d’Algérie sur le terrain, en Mauritanie dans le cadre de l’opération « Lamantin ». Pour Paris, ce raid aérien vise à prouver que les otages sont sur le territoire algérien, seul sanctuaire possible pour le Front Polisario. Pour Giscard d’Estaing, l’Algérie n’est plus, hélas, française, mais le Sahara occidental sera marocain. Il ne faut jamais perdre de vue le coup de cœur à Fès où, à la sortie du mausolée Moulay Idriss, Giscard et Hassan se sont juré une fidélité sans faille, jusqu’à ce que la mort, ou les électeurs, les séparent. Plus tard, les deux.

Boumédiène, pour qui le vraisemblable prime sur la vérité, réagit par voie de presse. Deux jours après cette attaque qui ne vise pas à protéger les Français dans la région, *El Moudjahid* offre en première page à ses lecteurs une information choquante : « Des bombes au phosphore et au napalm sont larguées contre les révolutionnaires sahraouis. » L’Algérien qui lit le quasi unique quotidien francophone, entre deux bouffées de cigarette Afras et en sirotant son café sur un bout de comptoir, fait inévitablement le lien entre l’intervention militaire française et l’horrible guerre du Vietnam. Les ingrédients pour nourrir un ressentiment antifrançais sont réunis. Cette démarche permanente chez les dirigeants algériens vise, d’une part, à discréditer toute opposition au régime, car elle est souvent soutenue plus ou moins directement par la France ; d’autre part, à faire de la lutte contre la « main de l’étranger » une source de légitimité du pouvoir. C’est d’ailleurs la seule, et encore à ce jour.

Les safaris africains très particuliers du SDECE

La saison pluvieuse est finie : la chasse à l’éléphant peut commencer. La

traque est minutieuse. Il faut repérer les branches rompues et les fientes éparses laissées par l'animal. Souvent, c'est grâce à l'observation attentive des empreintes de ses pieds que les spécialistes savent à quelle distance se trouve leur proie. Ils avancent dans la direction indiquée par le guide.

Ce jour-là, les chasseurs ont beaucoup de points communs. Leur métier : maîtres espions ; une passion : les safaris ; et une haine : celle du communisme. Il fait chaud, mais la prise est belle, de quoi les réconforter. C'est un mâle et, cerise sur le gâteau, ses défenses sont intactes. Parfois, avant de mourir, l'éléphant se jette dans un précipice et brise ses dents en plusieurs morceaux. Quel gâchis ! La ligue des chefs espions se retrouve au Kenya pour tuer le pachyderme – et pourquoi pas le communiste ?

Les raids aériens des Jaguar ne sont que la partie visible de l'intervention militaire française dans la région. Plus discrète est la coopération entre les services secrets français et marocains, qui dépasse le contexte du Sahara occidental. Réunis au sein d'une association très secrète, cinq services de renseignement mènent dans l'ombre une guerre contre les ramifications communistes sur le continent noir.

Créé en 1976, sur une idée d'Alexandre de Marenches, directeur du SDECE de 1970 à 1981, le Mount Kenya Safari Club, du nom de la station kenyane, va devenir le club très fermé des patrons du renseignement anticommuniste. L'Arabie saoudite finance ; l'Égypte offre le siège et les troupes ; le Maroc met des hommes à disposition pour des opérations spéciales ; et la Savak du shah d'Iran clôture ce club des cinq, en contact permanent grâce à un réseau de télécommunication sophistiqué et sécurisé.

La première action militaire d'envergure du Safari Club date d'avril 1977, en pleine affaire du Shaba, pour venir à l'aide du Zaïre dirigé par Mobutu, qui fait face aux attaques du Front de libération nationale du Congo (FLNC). Dans son livre d'entretiens, Alexandre de Marenches relate : « Nous n'avions pas les moyens politiques et militaires d'assurer seuls le suivi de l'opération… Hassan II était le seul qui aurait le courage de l'assumer et surtout la vitesse de décision politique. […] Lorsque je lui eus exposé les arguments qui m'avaient déterminé à venir le voir si brusquement, le scénario sinistre qui permettait, si rien n'était fait, à travers l'écroulement probable du Zaïre, puis de toute l'Afrique centrale […]. Il téléphona sur-le-champ à quelques chefs d'État africains en leur disant : il faut y aller[12] ! »

Un pacte lie les membres du Safari Club, doté d'une charte. Le journaliste égyptien Mohamed Haikal en dévoile pour la première fois les pourtours dans son livre *Iran : The Untold Story*. Dès 1982, le gouvernement islamique issu de la révolution iranienne l'autorise en effet à étudier les archives du shah et celles saisies à l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Voici comment le club expose ses motifs : « Les récents événements en Angola et dans d'autres parties d'Afrique ont démontré le rôle du continent comme théâtre des guerres révolutionnaires conduites par l'Union soviétique, qui utilise des individus ou des organisations qui ont de la sympathie pour, ou qui sont contrôlés par, l'idéologie marxiste. » Le péril rouge menace le continent noir. Il faut réagir par tous les moyens, mais dans l'ombre. Les États-Unis approuvent.

L'administration américaine, qui se remet péniblement du scandale du Watergate, réduit sensiblement la voilure de ses interventions directes en Afrique. Le Safari Club est donc, pour la CIA, un excellent bras séculier. La présence des Iraniens et des Saoudiens en son sein étend, tout naturellement, son action au Moyen-Orient. Et le grand succès diplomatique du Club reste évidemment son rôle, toujours dans l'ombre, dans le rapprochement entre l'Égypte et Israël. Cette action discrète mais efficace aboutit à la visite historique du président égyptien Anouar el-Sadate à Jérusalem le 19 septembre 1977. Un tournant décisif.

Alger s'inquiète de cette coalition franco-africaine qui intervient au Zaïre. L'APS déclare, pour sa part, que l'engagement de Paris dans un conflit d'abord circonscrit aux frontières du Zaïre est de nature à accentuer l'intervention des puissances occidentales dans la région et à porter le danger vers l'Angola. Ce pays a déjà eu à faire face à des incursions armées commanditées par les puissances qui, aujourd'hui, aux côtés du gendarme marocain, tentent par tous les moyens de maintenir leur hégémonie.

À la suite du succès de l'intervention supervisée par le Safari Club au Zaïre, la même coalition informelle, et toujours dans l'ombre, porte assistance à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (l'UNITA) de Jonas Savimbi contre les marxistes du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), soutenus par l'Union soviétique et Cuba.

Jonas Savimbi représente pour les États-Unis et l'Afrique du Sud[13], entre autres, la résistance aux avancées communistes en Afrique. Dans ce contexte, la France livrera de l'armement au régime de Pretoria, y compris des Mirage.

De son côté, Alexandre de Marenches ne ménage pas ses efforts pour convaincre le président Valéry Giscard d'Estaing de soutenir Savimbi, qui a perdu un allié à l'Élysée avec le départ de Jacques Foccart, l'ex-secrétaire général pour les Affaires africaines.

Giscard d'Estaing est toujours hésitant, même si le leader de l'UNITA a été reçu, en avril 1975, par Claude-Pierre Brossolette, secrétaire général de la présidence. Jonas Savimbi bénéficie également d'une aide très importante des Sud-Africains, des Belges et des Américains, qui iront jusqu'à lui livrer des missiles Stringer. La France fait venir des correspondants de l'UNITA à Paris et à Bruxelles pour améliorer la liaison.

Sans avoir reçu le feu vert officiel de l'Élysée, Alexandre de Marenches charge le Service Action du SDECE de mettre en place des actions de soutien et d'assistance aux rebelles de l'UNITA (fournitures, armements, conseils politiques et militaires, encadrement…). Il fera livrer des armes françaises et chinoises. Une livraison de 130 tonnes de matériel chinois passera notamment par le port de Pointe-Noire, où ce matériel sera déchargé, reconditionné en paquets de 15 à 20 kilos, puis acheminé par porteurs jusque dans le maquis.

Des équipes, formées dans les structures de Hassan II au Maroc, sont également envoyées sur le terrain pendant de longs mois, afin d'assurer la formation des rebelles et de mettre au point la stratégie. Le Safari Club fait sauter l'hôtel de la capitale angolaise qui abrite les conseillers militaires communistes du MPLA. Cependant, Valéry Giscard d'Estaing reste en retrait, considérant que l'Angola est un territoire éloigné et que cela ne vaut pas la peine de se brouiller avec Moscou.

Toujours sous la direction d'Alexandre de Marenches, le SDECE participe, aux côtés des Forces armées royales, à des opérations contre le Front Polisario, alors que l'Élysée ne cesse d'affirmer sa neutralité dans ce conflit. C'est le général Jean Grillot, ancien commandant de la compagnie du génie de travaux lourds en Algérie (1957-1959), qui sera chargé de cette mission en relation avec les forces marocaines, mais surtout avec les services marocains. Il passera quelques mois au Sahara occidental à proximité de la frontière algérienne. Son interlocuteur n'est autre qu'Ahmed Dlimi[14], figure de la répression des émeutes de Casablanca en mars 1963. Sur les conseils du général Grillot, l'armée marocaine viole la frontière algérienne pour y installer des champs de mines.

Les années « Marenches » ne sont pas de tout repos pour Boumédiène. Les pays progressistes africains, ses alliés objectifs, sont sans cesse harcelés et déstabilisés. Et le SDECE, entité officielle française, est partie prenante dans des opérations, voire des guerres secrètes, qui souvent vont à l'encontre des intérêts algériens ; mais l'Élysée se dit neutre et n'est donc, officiellement, pas au courant. Ce qui est certain et établi, c'est que Valéry Giscard d'Estaing aime les safaris.

Jacques Chirac, l'autre allié potentiel

Le Premier ministre, Jacques Chirac, ancien sous-lieutenant au 3e escadron du régiment des chasseurs d'Afrique, dans les maquis algériens, a crapahuté, mais il n'a jamais été sympathisant OAS, contrairement à ceux qui l'ont pris en sandwich au sommet de l'État. L'un à l'Élysée, Valéry Giscard d'Estaing, et l'autre au ministère de l'Intérieur, Michel Poniatowski.

Alors, à l'avant-veille des cantonales, Jacques Chirac ne peut rester silencieux devant le voyage « quasi présidentiel » de François Mitterrand. Il s'est toutefois contenté de dire, sans éclat de voix particulier : « Les relations entre la France et l'Algérie ne sont pas des relations de parti politique à parti politique, ce sont des relations d'État à État. Monsieur Mitterrand semble avoir voulu s'informer du côté algérien sur ces problèmes et sur ces relations. J'imagine qu'il aura à cœur, dès son retour, de s'informer, soit auprès du président de la République, soit auprès du ministre des Affaires étrangères ou du Premier ministre, du point de vue français sur ces affaires. Cela me semble logique. »

Dans très peu de mois, Chirac présentera sa démission. Boumédiène veut le rencontrer, mais c'est compliqué, voire impossible. Tant pis : le futur président s'entretient avec le ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, et surtout l'ambassadeur d'Algérie à Paris. En attendant, à la demande de Giscard d'Estaing, Mohamed Bedjaoui se fait convoquer au Quai d'Orsay par Jean-François Deniau, qui lui dit clairement : « La manière dont s'est faite la libération des prisonniers, et surtout le fait que Georges Marchais, sortant de chez le président Boumédiène, ait annoncé avec éclat la nouvelle, n'ont pas fait bon effet. L'Algérie a perdu un point contre le gouvernement français. C'était inutile[15]. »

C’est surtout un point de vue. Les positions se diversifient au fil du temps et des ambitions politiques franco-françaises, qui s’aiguisent avec la proximité d’élections décisives. Boumédiène joue sur du velours, du moins sur le terrain politique. Le militaire est encombré de Jaguar et autres appareils létaux. Sans oublier les barbouzes amateurs de safaris.

Boumédiène se rapproche encore plus du colonel Kadhafi. Ils se rencontrent à Hassi Messaoud, dans le Sud algérien, pendant deux jours à la fin de l’année 1975. Un communiqué final déclare que toute atteinte portée à l’une des deux révolutions sera considérée par l’autre comme une atteinte contre elle. Ils sont solidaires et se partagent les rôles.

Kadhafi, avec son gros carnet de commandes, souhaite obtenir des concessions politiques de la part de la droite française, qui semble faire bloc contre le Front Polisario. D’autant que la déclaration de Pierre Messmer, ancien Premier ministre, mais surtout gaulliste, selon laquelle il n’existe pas de peuple sahraoui, oblige Tripoli à chercher dans cette famille, dépositaire de l’héritage du général de Gaulle, un maillon faible. Bref, Kadhafi désire faire venir Jacques Chirac sous sa tente, en plein désert.

Le Guide libyen lance l’invitation en déclarant qu’il lui serait difficile de rester les bras croisés si le Sahara occidental était divisé entre les pays voisins, ou si le peuple sahraoui se trouvait sans territoire. Encore Premier ministre pour quelques mois, Jacques Chirac déclare de Tripoli, le 20 mars 1976, avec une voix sereine, que l’autodétermination du peuple sahraoui s’inscrit dans la logique des choses. Du moins la logique gaullienne.

Ce voyage à Tripoli marque un virage important. À son arrivée à l’aéroport, l’accueil est protocolairement correct, mais l’atmosphère peu chaleureuse. Message reçu. Le soir même, lors du toast donné par le commandant Abdessalam Jalloud[16], Premier ministre, Jacques Chirac séduit. Il écoute d’abord patiemment son homologue libyen, qui cite une dizaine de fois le nom du général de Gaulle. « Avant de se référer, vers la fin de son allocution, au président Giscard d’Estaing, sur la suggestion, semble-t-il, de l’un de ses collaborateurs qui attira son attention sur l’omission[17]. » Pour le commandant Jalloud, le gaullisme et le kadhafisme s’inspirent de sources analogues.

Jacques Chirac prend la parole à son tour et se lance dans une tirade quasi de même facture. Il rappelle que la France, toujours jalouse de son

indépendance nationale, résiste avec la même ardeur que les pays avancés du tiers-monde à toutes les hégémonies, américaine comprise. Cette France admire les valeurs et la grandeur de l'islam. Chirac ajoute : « Les philosophies arabes ont été, chacun le sait, à l'origine même du rationalisme occidental. »

À la grande surprise des membres de son gouvernement – Raymond Barre, ministre du Commerce, inclus –, il en remet une couche : « L'unité arabe et celle de l'Europe sont étroitement complémentaires[…]. La troisième voie prônée par le colonel Kadhafi[18] s'inspirait des mêmes principes que ceux du gouvernement français. » Sans commentaires.

Tard dans la nuit, sous une tente, le Premier ministre français est reçu pendant plus de trois heures par le colonel Kadhafi. Les échanges sont politiques et portent essentiellement sur l'Afrique. Sur l'Angola, Jacques Chirac tient des propos peu conformes à la ligne suivie par l'Élysée. En effet, il se dit personnellement favorable à la reconnaissance du MPLA, estimant que le leader de ce mouvement marxiste, le docteur Agostinho Neto[19], est un sincère partisan du non-alignement. Le Premier ministre en déplacement officiel parle en son nom personnel et se démarque clairement de Valéry Giscard d'Estaing qui soutient activement Jonas Savimbi, de l'UNITA, ennemi irréductible du docteur Neto.

Le colonel Kadhafi appelle le Premier ministre par son prénom et lui propose d'établir une étroite collaboration entre l'UDR et le parti unique libyen, l'Union socialiste arabe[20]. À l'issue de cette rencontre, le Guide libyen déclare qu'il considère que son ami « Jacques » est le représentant de tous les Français, y compris de ceux qui votent contre les partis au pouvoir à Paris.

Le départ du Premier ministre français de Tripoli contraste singulièrement avec son arrivée, quarante-huit heures plus tôt. L'ami « Jacques » a droit aux honneurs généralement accordés à un chef d'État : vingt et un coups de canon sont tirés au moment où il monte à bord du DC-8 qui doit le ramener à Paris. Tripoli comme Alger attendent le résultat des législatives françaises et adoptent Jacques Chirac comme un plan B, au cas où l'Union de la gauche n'aurait pas la majorité à l'Assemblée nationale. Au cours de ses dernières semaines à Matignon, Jacques Chirac invite l'ambassadeur d'Algérie à déjeuner et lui avoue que son président lui a fait des reproches sur ses déclarations de Tripoli : « Vous en prenez trop à votre aise dans cette affaire [Sahara occidental], en prenant le contrepied de la politique officielle

française. » Cette sortie tripolitaine du Premier ministre a suffisamment inquiété Sa Majesté le roi du Maroc pour qu'il effectue une visite secrète à Paris afin d'avoir les explications de son « copain » Valéry.

Devenu maire de Paris et patron du RPR, Jacques Chirac donne un long entretien au quotidien syrien *Techrine*[21], où il s'oppose vivement aux interventions militaires françaises au Tchad et en Mauritanie, « qui n'aboutiront à aucune solution sans la coopération de l'Algérie et de la Libye ». Jacques Chirac invite donc le gouvernement à mettre fin au climat d'hostilité qui règne entre la France et les deux États arabes d'Afrique. Alger, beaucoup plus que Tripoli, est déçue des résultats des législatives. Pourtant, une semaine avant le premier tour (12 mars 1978), *L'Express* publie un sondage accordant 259 sièges à la gauche unie contre 239 à la droite.

Alger s'invite aux législatives françaises

Cependant, bien avant la publication de ces tendances de vote, Boumédiène, dès son annonce de soutien à la gauche[22], agit en sa faveur. Les deux principaux points de contact entre l'Algérie et les partis de gauche sont le FLN à Alger et l'Amicale des Algériens en Europe, dont le siège principal est à Paris. Bien que cette dernière entité soit une émanation du parti unique algérien, elle dispose néanmoins d'une certaine autonomie financière et son président, Abdelkrim Ghraieb, a la possibilité de contacter directement Boumédiène pour les cas urgents.

Née, au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, de la reconversion des membres de la Fédération de France du FLN, l'Amicale des Algériens en Europe existe dans la plupart des localités à forte concentration de travailleurs algériens. Depuis 1965, elle s'est agrandie et a créé neuf délégations régionales dans les principales villes de France, ainsi que des représentations en Belgique, en Suisse et en Allemagne fédérale. Elle déclare compter quelque 100 000 adhérents et son action tend à toucher l'ensemble de la population algérienne de France, estimée à 850 000 personnes. De ce fait, l'Amicale assure un maillage politique de la communauté algérienne en France, exposée parfois aux discours des opposants au régime de Boumédiène.

Aussi son président, Abdelkrim Ghraieb, entretient-il des rapports directs avec les principaux leaders politiques français, essentiellement issus de l'opposition. Officiellement, le rôle de l'Amicale est de protéger les intérêts moraux et matériels des travailleurs algériens en Europe. Sur le terrain, l'action est double : contrer l'opposition algérienne et conduire une diplomatie parallèle. Pour ce faire, des moyens financiers sont mis à sa disposition par Alger, dont certains sont traçables et d'autres beaucoup moins.

L'Algérie a en France, dès les années 1970, une paierie générale dont le siège est un bel hôtel particulier dans le XVIe arrondissement de Paris[23]. C'est une émanation du Trésor algérien, qui gère le budget de la chancellerie et du dispositif consulaire algérien. Elle fournit des sommes en liquide à l'Amicale des Algériens pour la bonne conduite de ses missions.

Pour sa révolution, Alger n'oublie jamais l'importante contribution des porteurs de valises[24]. Ces femmes et ces hommes, souvent de gauche, qui, en pleine guerre de libération, avaient formé un réseau de soutien au FLN, en convoyant notamment l'argent collecté chez les ouvriers algériens en France vers la Suisse ou d'autres destinations échappant à la surveillance de la DST.

Maintenant que l'Algérie est indépendante et riche, n'est-il pas logique que des « valises » traversent de nouveau la Méditerranée, mais dans l'autre sens, pour financer cette gauche jadis courageuse aux côtés de la révolution algérienne et aujourd'hui utile pour mettre un terme à la politique atlantiste et pro-marocaine de Giscard ?

L'argent du pétrole algérien est aussi le nerf de la guerre secrète que mène Boumédiène contre Giscard d'Estaing par Programme commun interposé.

Le ministère algérien de l'Énergie et de l'Industrie, sous la houlette de Belaid Abdesselem, a créé, dans la même période, Expansial, une société toujours basée à Paris pour gérer la formation de ses nombreux cadres et couvrir leurs frais de missions et de déplacements. La paierie générale, dans sa comptabilité officieuse, couvre en espèces ces besoins. Peu à peu, toujours pour le compte de ce ministère, Expansial devient une véritable centrale d'achat pour l'acquisition urgente des pièces de rechange indispensables à l'industrie du pays, non soumise aux lourdes procédures des appels d'offres et aux mécanismes encore plus lourds de transfert des devises et de contrôle des changes.

Une telle marge de manœuvre permet, d’une part, de dégager des liquidités loin de tout regard administratif. Et, d’autre part, cette société, grâce à l’importance de son carnet de commandes, dispose de bons relais dans le monde des affaires français. Autant de leviers susceptibles de générer et de faire circuler de l’argent en espèces en dehors des circuits financiers classiques.

Autant d’attraits pour les politiques français, toujours à la recherche de sources de financement, fussent-elles occultes. On ne peut espérer une meilleure insertion dans la mécanique officieuse des financements des partis politiques.

Le siège d’Expansial[25] est à un jet de pierre de celui de l’Amicale des Algériens en Europe. Hasard immobilier, évidemment.

L’argent n’est pas tout. Dans cette période d’attentats racistes commis en France où les locaux de l’Amicale sont ciblés, aussi bien que les consulats et de simples ouvriers algériens, une forte mobilisation d’associations et de responsables politiques est apparue à travers tout l’Hexagone. Autant d’occasions pour les partis politiques de l’opposition d’occuper le terrain et de dénoncer le laisser-faire des autorités publiques.

Cette dynamique de fraternisation se constate lors des campagnes électorales : de simples travailleurs algériens deviennent, la nuit tombée, des colleurs d’affiches au bénéfice de l’Union de la gauche. Les moyens d’encadrer et de mobiliser la communauté algérienne dont dispose l’Amicale sont multiples : offre de cours d’arabe gratuits pour 20 000 Algériens environ, organisation de colonies de vacances en Algérie…

L’Amicale, rappelons-le, compte 100 000 adhérents. La proximité entre l’Algérie et les partis de la gauche française, doublée par l’implication sous diverses formes de l’Amicale des Algériens dans la campagne des législatives de 1978, finit par agacer le pouvoir politique, qui voit dans la main algérienne une inacceptable ingérence. L’antenne du FLN en France est donc capable de mobiliser des ressources humaines et financières au profit du Programme commun, donné favori par les sondages. Mais les sondages peuvent se tromper. Et c’est le cas pour les législatives de mars 1978.

Miraculé peut-être, mais victorieux certainement, Valéry Giscard d’Estaing reçoit le 19 mai suivant l’ambassadeur d’Algérie en France. Dès que le thé est posé sur la table, le président expose brutalement le sujet de l’audience :

« Quand est-ce que vous, monsieur l'Ambassadeur, et votre gouvernement finirez enfin par me reconnaître et reconnaître mon gouvernement ? »

Stupéfait, l'ambassadeur lui fait part de son incompréhension. Le président lui désigne du doigt des dossiers posés sur son bureau comme étant des rapports des Renseignements généraux français signalant la présence d'Algériens, ambassadeur compris, dans les différentes officines électorales de la gauche tout au long de cette campagne. « Ce que je remarque, c'est que l'Algérie a misé sur la gauche en France. Celle-ci a subi un grave échec pour elle parce que le peuple français l'a voulu. Vous n'avez pas répondu à mes propositions. Vous avez préféré attendre le résultat des élections. Maintenant et pour cinq ans, vous n'aurez pas d'occasion d'escompter un changement en France. » Et d'ajouter avec un sourire ironique et triomphateur : « Il faut bien que l'Algérie apprenne à tenir compte de ce gouvernement. D'ailleurs, l'Algérie s'est bercée d'illusions sur le compte de M. Mitterrand. Je ne sais pas en quoi il aurait pu changer la politique française[26]. »

Non, le président se trompe : l'Algérie ne sera pas condamnée à cinq ans ferme de giscardisme. Mais oui, le président a bien raison : François Mitterrand ne changera pas la politique française sur le Sahara occidental.

Sagas africaines

Sur les télex des salles de rédaction des pays de la région s'imprime, au son régulier de la boule qui s'abat sur le ruban encré, une dépêche de l'agence Algérie Presse Service : « Bir-Lahlou (Sahara occidental). – C'est en plein désert, dans la nuit de vendredi à samedi 28 février 1976, que le Front Polisario a proclamé la naissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). La cérémonie s'est déroulée en présence de quelques milliers de Sahraouis et d'une quarantaine de journalistes. »

Une république est née : la RASD. Et elle invite les correspondants de presse accrédités à Alger à se rendre au camp de réfugiés de Tindouf pour constater les atrocités commises par l'armée royale.

Après un long trajet, ceux-ci témoignent de la présence de femmes et d'enfants dans un hôpital de fortune, blessés, malades, apeurés et, surtout, brûlés au napalm. La république du Vietnam ne tardera pas à reconnaître la toute nouvelle république sahraouie.

Pour sa part, l'Algérie est le troisième pays à reconnaître cette république,

le 6 mars 1976, juste après le Burundi et Madagascar. Sans oublier la Corée du Nord, le Yémen du Sud, le Laos et l'Afghanistan pour le continent asiatique. Les Amériques ne sont pas en reste : le Panama, Cuba, le Guatemala, le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur reconnaissent la RASD. Mais le gros des troupes se situe en Afrique, car l'enjeu est de faire admettre cette jeune république à l'OUA.

L'un après l'autre, les pays qui échappent à la Françafrique, marquée par l'empreinte indélébile de Jacques Foccart, s'alignent sur la position algérienne. Et, au fil du temps, les reconnaissances recueillies par la république sahraouie atteignent le nombre de soixante-seize.

Sur le continent noir, Alger et Paris mènent un duel à distance, Boumédiène ignorant magistralement les propos prêtés à Giscard d'Estaing lors de sa visite en Algérie – ce dernier lui aurait dit clairement qu'il ne croyait pas à un État sahraoui[27]. Pour le chef d'État algérien, le but est d'accompagner l'incertain affrontement militaire entre le Front Polisario et les Forces armées royales (FAR) d'un combat diplomatique entre la RASD et le royaume du Maroc. Les joutes diplomatiques se déploient sur un terrain plus vaste : la scène internationale, où le droit à l'autodétermination est ancré dans une réalité juridique.

Le départ des Espagnols du Sahara occidental a créé un vide institutionnel qui est loin d'être rempli par une Marche verte, si spectaculaire fût-elle. La RASD se présente comme un État libre, indépendant, souverain, régi par des principes démocratiques et de religion islamique. La jeune république déclare son attachement aux chartes de l'ONU, de la Ligue arabe, de l'OUA, et à la Déclaration des droits de l'homme. Elle a un drapeau ainsi qu'un hymne national. Différentes institutions sont annoncées : un conseil de la révolution, un conseil de gouvernement et un conseil national, qui aura des fonctions législatives. Une Constitution provisoire est en cours de préparation, qui sera soumise au IIIe congrès, en mai prochain. Le catalogue est complet.

Sans surprise, le Maroc affirme que, à aucun moment, les couleurs de cet État nébuleux, nommé République arabe sahraouie démocratique, n'ont été hissées en territoire marocain, c'est-à-dire dans la Saguia-El-Hamra, le nom arabe du Sahara espagnol. Pour Rabat, cet État est artificiellement créé par l'Algérie. Et, de nouveau, le soutien au roi vient de Paris. Le chef de l'État français déclare son opposition ferme aux « micro-États » – alors qu'il s'emploiera un an plus tard à accorder une indépendance de façade à la république de Djibouti.

C’est essentiellement au sein de l’OUA, où aucun pays membre ne dispose de droit de veto, que l’Algérie non seulement remporte des victoires diplomatiques, mais formule aussi des menaces contre l’Espagne et la France. Déjà vis-à-vis de Madrid, Alger tente de capitaliser le soutien fourni à l’opposition espagnole, dont certains dirigeants, fuyant la police franquiste, ont trouvé refuge en Algérie. Le socialiste Felipe Gonzalez a séjourné à Oran, la ville algérienne la plus espagnole.

Au milieu des années 1970, le futur Premier ministre espagnol avait une bourse mensuelle payée par la caisse noire du FLN[28]. Les nuits oranaises n’avaient pas de secret pour le jeune socialiste. « Heureusement pour lui, il a quitté Oran avant l’avènement du raï et la prolifération des cabarets dans l’Oranais, sinon sa trajectoire de vie aurait été très différente », se souvient un officier de la Sécurité militaire algérienne, aujourd’hui à la retraite.

C’est ainsi que, au début de 1977, six partis espagnols proches du FLN algérien (Parti carliste, PCE, Parti social populaire, PSOE, Parti du travail espagnol et Mouvement communiste) publient une déclaration commune demandant au gouvernement de dénoncer l’accord de Madrid du 14 novembre 1975, et d’exiger du Maroc et de la Mauritanie le retrait immédiat du Sahara occidental de toutes leurs troupes.

La riposte ne tarde pas. Des agents secrets espagnols commettent un attentat à Alger le 5 avril 1978. Réfugié en Algérie depuis quelques années, Antonio Cubillo[29], le leader indépendantiste canarien, échappe de peu à une tentative d’assassinat commanditée par Madrid.

Le Mouvement pour l’autonomie et l’indépendance de l’archipel des Canaries (MPAIAC) est abrité à Alger depuis 1963. L’archipel se situe à une centaine de kilomètres des côtes marocaines, d’où son importance stratégique dans le contexte du conflit du Sahara occidental. Antonio Cubillo est le principal animateur de « La Voix du Mouvement pour la libération des îles Canaries », diffusée tous les soirs sur les ondes algériennes. Il appelle au soulèvement contre l’occupant espagnol, donnant même la recette de fabrication du cocktail Molotov.

Avocat de formation, Antonio Cubillo assiste aux réunions du Comité de libération de l’OUA, ce qui lui donne une assise internationale. Le 16 mars 1977, le MPAIAC organise une manifestation, qui a commencé par une revendication de type social et, selon le communiqué de l’AFP, s’est

transformée rapidement en une manifestation populaire contre la présence colonialiste espagnole aux Canaries.

L’activisme d’Antonio Cubillo, bien qu’à partir d’Alger, dérange Madrid. Certains journaux espagnols réclament une rupture des relations diplomatiques avec l’Algérie si cette dernière continue à donner son appui au MPAIAC. Ce mouvement a fait exploser vingt-trois bombes de fabrication artisanale, dirigées essentiellement contre des services administratifs espagnols dans les îles Canaries, en représailles aux arrestations, tortures et assassinats de ses militants.

Antonio Cubillo obtient un incroyable succès politique, puisqu’il est invité à présenter le cas des Canaries devant l’ONU en 1978. À la veille du voyage à New York, il est victime d’une tentative de meurtre. La police algérienne présente à la presse les deux auteurs présumés de l’attentat, arrêtés presque aussitôt après les faits. Il s’agit de deux Espagnols dont l’identité a été reconnue par la police madrilène. Selon *El Moudjahid*, ces deux hommes sont aux ordres d’un agent double espagnol surnommé Alfredo, infiltré pendant plusieurs années dans les rangs du MPAIAC. L’opération aurait été préparée à Bordeaux au cours d’une réunion avec un colonel espagnol en retraite et un adjoint au consul espagnol dans cette dernière ville. L’Espagne est mise en cause, mais la vérité ne sera établie qu’en 2003 : la Cour suprême ordonnera au ministère espagnol de l’Intérieur de verser une indemnité de 150 000 euros pour Antonio Cubillo en raison des dommages qu’il a subis lors de l’attentat de 1978 en Algérie : il est, depuis, partiellement paralysé.

Le chef du gouvernement espagnol, Adolfo Suarez, ne repousse pas, à la suite des accusations algériennes, l’idée d’une rupture des relations diplomatiques avec Alger. Rien ne va plus. On pense, à Madrid, que le gouvernement algérien a trouvé une bonne occasion d’alourdir le dossier qui sera examiné en juillet 1978 à Khartoum, lorsque les chefs d’État africains seront amenés à se prononcer, dans le cadre de l’OUA, sur le « caractère africain » de l’archipel des Canaries et sa situation de territoire « non autonome ».

Le Comité de libération de l’OUA réclame l’indépendance des îles Canaries. Cette offensive serait destinée, en effet, à infléchir la politique du gouvernement Suarez sur le seul problème qui importe vraiment aux Algériens : la lutte du Front Polisario pour l’indépendance de l’ancien Sahara espagnol.

Il n’en va pas différemment avec la France. Le Comité de libération de l’OUA, proche d’Alger et de Tripoli, réclame au mois de juin 1978, pour la préparation du sommet de Khartoum, la décolonisation et l’indépendance de la Réunion. Pas moins.

Paris réagit. Raymond Barre, Premier ministre et natif de cette île, déclare : « Un certain Comité de libération de l’OUA aurait, en effet, adopté le 23 juin un rapport demandant à un certain comité *ad hoc*, créé en mars à Tripoli, de recommander les mesures à prendre pour hâter l’indépendance de la Réunion. Ce comité ne réunit d’ailleurs qu’un nombre restreint de pays dont la plupart sont connus pour leur singulier activisme. » Le Premier ministre ajoute que le gouvernement français a donné instruction à ses ambassadeurs auprès des États africains représentés au sein de ce comité « d’élever une très ferme protestation et de rappeler à cet égard la position intangible de la France ». Il conclut : « Il est indigne que des pays qui se disent amis de la France, qui bénéficient de sa coopération et de son aide, acceptent de soutenir des positions qui lui sont hostiles et témoignent d’une totale incompréhension des données réelles de la situation. »

Finalement, lors du sommet de l’OUA à Khartoum, la grande majorité des chefs d’État et de gouvernement africains rejettent le projet de résolution considérant les îles Canaries et la Réunion comme parties intégrantes du continent africain. Le seul point culminant de ce sommet n’était pas à l’ordre du jour : Boumédiène s’est entretenu discrètement mais assez longuement à Khartoum avec les représentants du nouveau régime mauritanien, et ceux-ci ont été reçus préalablement à l’Élysée.

Boumédiène fait feu de tout bois pour contrer l’axe Paris-Rabat, car, entre les deux chefs d’État, les ressentiments sont tellement forts que le retour à des rapports confiants est aussi problématique. La visite du président égyptien Sadate à Jérusalem, où tant le roi du Maroc que le Safari Club ont joué un rôle déterminant, accentue le sentiment d’isolement de Boumédiène. L’OUA est marquée par la Françafrique ; la Ligue arabe est sous la férule de l’Égypte et de l’Arabie saoudite, pays membres du Safari Club ; Boumédiène cherche des relais au sein des oppositions françaises, et aussi espagnoles, afin d’exercer quelques pressions sur le royaume alaouite. C’est compliqué. Le plus dur est à venir : se battre contre la maladie en évitant un séjour hospitalier en France.

1. Lire à ce sujet Benjamin Stora et François Malye, *François Mitterrand et la guerre d'Algérie*, Calmann-Lévy, 2010.

2. *Le Monde*, 18 avril 1974.

3. Il est pourtant modérément apprécié par le FLN à la suite de ses protestations contre l'ouverture à Paris d'un bureau de l'OLP. Il sera membre du cabinet de Pierre Mauroy, Premier ministre en 1981.

4. Claude Estier, rédacteur en chef de *L'Unité*, fera partie de la délégation du PS.

5. Judith Bonnin, *D'Alger à l'Élysée, la présidentialisation de François Mitterrand*, La Lettre de l'Institut François Mitterrand, 18 juillet 2013.

6. Ce grand résistant est secrétaire d'État auprès du Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, du 20 juin 1969 au 5 juillet 1972. Il est maire pendant trente-trois ans. Il décède le 17 février 2006.

7. Il est député de la 25e circonscription de Paris.

8. Dépêche de Guy de Commines à Maurice Ulrich, directeur du cabinet du ministre des Affaires étrangères, Alger, 1er mars 1976.

9. Attentat revendiqué par le commando Delta en représailles à l'assassinat de certains otages par le Front Polisario.

10. Dans les années 1970, les opérations militaires françaises outre-mer portent des noms de code de poissons ou de mammifères marins tropicaux.

11. Mokhtar Ould Daddah, *op. cit.*, p. 549-550.

12. Christine Ockrent et Alexandre de Marenches, *Dans le secret des princes*, Stock, 1986, p. 172-173.

13. Le *Washington Post* avait annoncé qu'un responsable des services spéciaux sud-africains s'était rendu à Kinshasa pour coordonner la riposte au sein du Safari Club contre les communistes.

14. Ahmed Dlimi, impliqué dans l'affaire Ben Barka, se constitue prisonnier pour être jugé en France ; il est acquitté après une détention provisoire de plusieurs mois à la prison de la Santé. Après la Marche verte de 1975, il est chargé de commander les Forces armées royales dans la guerre contre le Front Polisario. Il aurait exécuté son chef Mohamed Oufkir, responsable de la tentative du coup d'État de 1972. Ahmed Dlimi meurt en 1983 dans un curieux accident de circulation à Marrakech.

15. Mohamed Bedjaoui, *op. cit.*, p. 268.

16. Camarade d'école primaire et de promotion militaire de Kadhafi, c'est l'un des douze membres du Conseil de commandement de la révolution.

17. Éric Rouleau, *Le Monde*, 24 mars 1976.

18. Dans son *Livre vert*.

19. Premier président de l'Angola, il instaure une dictature marxiste. Il meurt des suites d'une grave maladie à Moscou le 16 septembre 1979.

20. Ce parti, créé en 1975, sera complètement dissous en 1977.

21. Samedi 17 juin 1978.

22. Propos publié par *L'Unité* en mars 1976.

23. Cet immeuble, au cœur de Passy, est aujourd'hui une annexe du consulat algérien à Paris.

24. Lire à ce sujet Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Porteurs de valises. La résistance française à la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

25. En réalité, c'était la proprieté de la Société bônoise de sidérurgie, devenue Société nationale de sidérurgie après nationalisation.

26. Mohamed Bedjaoui, *op. cit.*, p. 282.

27. *Le Monde*, 27 janvier 1976.

28. Il n'y a pas de chiffre précis concernant le montant de cette bourse, mais il ne doit pas énormément différer de celui accordé aux Black Panthers : 500 dollars américains.

29. Il rentre en Espagne en 1982 et meurt le 10 décembre 2012 à Santa Cruz de Tenerife.

VIII

Des conflits en héritage

Elles sont belles, élégantes, de vraies princesses venues d'Orient. Dans la rue, tout le monde se retourne sur elles. Ou sur leurs boucles d'oreilles qui brillent dans le froid de janvier. Fourrures, parures, ce n'est pas tous les jours que Paris a la chance de recevoir de si grandes dames.

Sous bonne escorte, en cette belle journée de janvier 1975, Jihanne el-Sadate, l'épouse du président égyptien Anouar el-Sadate, et ses deux filles, se promènent dans Paris en pleins soldes d'hiver. Elles font leur shopping dans les plus prestigieuses boutiques du triangle d'or parisien. Pendant que le chef de famille achète à tour de bras plusieurs dizaines de Mirage F1.

La visite est officielle. Ils sont reçus avec tous les honneurs d'usage. De quoi faire oublier à Sadate l'énorme affront subi quinze ans plus tôt où, de retour de Guinée, alors président de l'Assemblée nationale égyptienne et détenteur d'un passeport diplomatique, il se voit formellement interdire de quitter l'aéroport d'Orly par la police française.

Maintenant, ces policiers de la République française, au nombre de 5 000, sont mobilisés pour assurer sa propre sécurité. L'alerte est maximale : « La presse signala complaisamment que les services secrets algériens avaient communiqué à leurs homologues français des informations concernant un possible attentat à Paris sur la personne de Sadate et avaient contribué à éviter le pire[1]. » Mais, en réalité, c'est le Mossad israélien qui a fait part du projet d'assassinat contre le président égyptien, ourdi par les services secrets irakiens.

Le dernier front de Boumédiène

La désertion de Sadate du camp « progressiste » était prévisible : quelque peu brutale dans la forme, mais sans surprise sur le fond. Il ne faut pas négliger l'importance de l'adhésion des services secrets égyptiens au Safari Club, enfant chéri du SDECE et béni par la CIA. Depuis qu'il a chassé les 15 000 coopérants militaires soviétiques de l'Égypte[2] et qu'il a annoncé un virage libéral dans sa politique économique en 1974, le Raïs est devenu un partenaire à fort potentiel pour l'Occident. La position géostratégique du pays, et les grands enjeux inhérents tels que le conflit arabo-israélien et le contrôle du canal de Suez, rendent le président égyptien incontournable. Il faut en faire un allié, le coupant ainsi définitivement de ses accointances soviétiques et « progressistes ».

Valéry Giscard d'Estaing lui lance une invitation. Fidèle à sa formule, Sadate répète qu'il avait besoin de l'Union soviétique pour faire la guerre, mais qu'il a désormais besoin de l'Occident en général, et des États-Unis en particulier, pour faire la paix.

Anouar el-Sadate annonce de Paris qu'il n'attaquera plus jamais Israël le premier. Avant son départ, le 29 janvier 1975, un communiqué de l'Élysée précise que, à la demande du président égyptien, la France accepte de fournir certains matériels militaires pour compenser une partie des pertes subies par l'Égypte lors de la guerre de Kippour. L'autre partie est livrée progressivement par les États-Unis pour consolider la « paix armée » égyptienne. Cette visite officielle a surtout placé Sadate sur les radars d'Alexandre de Marenches, directeur du SDECE, qui, une année plus tard, intégrera les services secrets égyptiens au centre du dispositif du Safari Club. Ce groupement entamera de grandes manœuvres conduisant à la visite historique de Sadate à Jérusalem.

Grâce aux bonnes relations entre le roi Hassan II et le Mossad, une rencontre a lieu au Maroc dès octobre 1976, dans le secret absolu, entre Yitzhak Rabin et Anouar el-Sadate. À la suite de cette première rencontre, les négociations sur les modalités pratiques commencent entre Yitzhak Hofi, le chef des services secrets israéliens, et l'émissaire égyptien Hassan Touhami, vice-Premier ministre. Sadate, que l'on prenait pour un président improbable, est entré dans l'histoire et va redistribuer les cartes du Proche et Moyen-Orient. Même Henry Kissinger qualifiait le Raïs « de bouffon et de clown ».

Il est vrai que, la nuit même où Djamal Abdel Nasser et les Officiers libres déposaient le roi Farouk de son trône, Sadate regardait un western de série B dans une salle de cinéma cairote[3].

Anouar el-Sadate tend la main à Israël, il prend le chemin de Camp David. En compagnie de Menahem Begin et de Jimmy Carter, il reçoit même les honneurs d'une *standing ovation* du Congrès américain, le 18 septembre 1978. Ce soir-là, Henry Kissinger, assis parmi les invités d'honneur, lance à son voisin : « Sadate est fou de signer cet accord ; je lui aurais obtenu beaucoup plus. » Une critique qui ne vient pas d'un farouche partisan de la cause palestinienne, c'est dire…

Sur le chemin de retour, Sadate fait une escale de trois jours au Maroc, où son épouse Jihanne le rejoint. Au-delà des retrouvailles conjugales, très émouvantes certainement, le président égyptien espère rencontrer, dans un des palais de Hassan II, le roi Hussein de Jordanie. Mais ce dernier se décommande au moment où Sadate survole l'océan Atlantique.

Le chef d'État est déçu, mais le roi de Jordanie lui fait savoir qu'il ne s'est jamais associé à ces accords qui lui posent quelques problèmes avec ses riverains arabes, très capables de lui procurer quelques désagréments – les Palestiniens en tête. À Amman, où il reçoit le lendemain un émissaire de Jimmy Carter, le roi Hussein lui dit : « Toute participation séparée d'un pays arabe à une solution négociée du conflit est de nature à affaiblir la position arabe. » Alors que le roi de Jordanie s'est rendu à de nombreuses reprises en Israël, mais secrètement.

Même Hassan II, pourtant puissance invitante, refuse de signer un communiqué commun avec le Raïs au terme de son séjour. Il ne faut pas pousser le bouchon trop loin : le roi du Maroc est aussi le président du Comité Al-Qods, troisième lieu saint de l'islam (Jérusalem). Il se doit d'entretenir sa qualité de « commandeur des croyants ».

Le roi du Maroc à l'ouest, qui a joué un rôle clé dans le rapprochement égypto-israélien, et Sadate à l'est : Boumédiène doit sonner le rappel des troupes. Il entame donc le 3 janvier une longue tournée dans neuf capitales des pays arabes.

Il commence par Bagdad, dans l'espoir de réconcilier l'Irak avec la Syrie au sein d'un front commun contre la capitulation égyptienne. Ces deux pays sont des plus importants pour structurer une opposition à la paix séparée

d’Anouar el-Sadate avec l’État hébreu. Bagdad comme Damas financent et soutiennent des groupes palestiniens rivaux, et les deux disposent d’une armée capable de faire valoir quelques arguments si conflit il y a. Vaste programme. Sans parler des monarchies arabes solidaires avec la cause palestinienne, essentiellement par le discours et par quelques barils de pétrole lâchés de temps à autre. Elles sont trop dépendantes de Washington pour peser sur l’Égypte, et encore moins s’y opposer.

Boumédiène quitte Alger en ce début d’année pour un long périple. Il parie sur le fait qu’aucun dirigeant arabe, fût-il modéré, n’est prêt à transiger sur l’avenir des Palestiniens et de Jérusalem, sous peine d’être désavoué par son opinion publique. Du reste, Sadate ne cesse de répéter : « Je suis égyptien avant d’être arabe. »

Les autres en ont d’ailleurs bien pris note. À la suite de la visite historique du président égyptien à Jérusalem le 19 septembre 1977 se réunit pour la première fois le Front du refus et de la fermeté à Tripoli dès décembre 1977. Il s’agit d’une coalition qui regroupe la Syrie, l’Algérie, l’Irak, le Yémen du Sud et l’OLP, avec les différentes organisations palestiniennes, pour s’opposer à la « trahison » égyptienne : le président Sadate a foulé la terre impie ! La charte de l’OLP préconise de jeter les Israéliens à la mer, et non de se jeter dans leurs bras.

Le Front de la fermeté doit donc être arabe et rassembler tous les Arabes, mais c’est loin d’être aussi simple. Au cas où, Houari Boumédiène prévoit aussi de clore son voyage par un passage à Moscou et à Belgrade pour, officiellement, faire le point de la situation sur le Moyen-Orient, et pour, en cas de durcissement des positions arabes ou d’une forte implication des États-Unis, s’assurer d’un soutien indéfectible de l’Union soviétique.

Finalement, lors de sa tournée, Boumédiène récolte des assurances convenues, mais aucun engagement opérationnel. À Amman, le roi Hussein se contente de rappeler qu’il n’a pas de revendications sur la Cisjordanie et évoque le droit des Palestiniens à l’autodétermination. Après les platitudes moyen-orientales et les tiédeurs du Golfe, Boumédiène ne se décourage pourtant pas. Il réunit le deuxième sommet du Front de la fermeté à Alger en février 1978. L’Irak ne se joint pas à cette réunion : la position syrienne est jugée trop modérée par Bagdad.

La Libye arrive à la dernière minute, après l’ouverture de la session.

Kadhafi fait une entrée tardive mais triomphante, telle une *guest star*, menaçant le leadership de Boumédiène. Et les différentes délégations palestiniennes débarquent à Alger en ordre dispersé.

Des projets surréalistes sont discutés : la création d'un commandement suprême politique et militaire à l'échelle des chefs d'État, celle d'un commandement général sous forme d'organisme d'exécution au niveau des ministres des Affaires étrangères, ou encore la constitution d'un fonds commun destiné à aider sur tous les plans, en particulier en armes, la résistance palestinienne et les pays du Front de la fermeté. Abdelaziz Bouteflika déclare du haut de la tribune : « Les pays du Front de la fermeté ont des intérêts importants avec l'Occident, intérêts qu'ils entendent préserver et enrichir à condition que l'Occident respecte leur attachement viscéral à l'indépendance et que les puissances impérialistes cessent leurs interventions aussi bien au Proche-Orient qu'au Maghreb […]. Ce sont les armes soviétiques qui ont permis en 1973 de mettre un terme au mythe de l'invincibilité d'Israël, et ces mêmes armes qui ont mis un terme en Angola au mythe de l'invincibilité de l'Afrique du Sud, autre allié d'Israël. » Menaces à peine voilées. Reste à savoir si l'Union soviétique est réellement un partenaire fiable. Une chose est certaine : le fait de situer ces zones de conflit dans le contexte de la guerre froide oblige Moscou à s'exprimer virilement au nom de ses protégés. Il y va de sa crédibilité ; sinon, les pays dits révolutionnaires n'auront plus qu'à se soumettre, bon gré mal gré, à la *pax americana*.

Sans surprise, c'est encore une fois de la Libye que vient la véritable menace de mort contre Sadate. Kadhafi charge Mona, la fille de Djamal Abdel Nasser, de passage à Tripoli, de transmettre un message au Caire sans ambiguïté aucune : « Si Anouar el-Sadate ne renonce pas aux accords de Camp David, le Guide libyen sera obligé de le faire assassiner. »

Devant ces discours enflammés, ces menaces sournoises et ces indignations outrées, Sadate ne plie pas et prépare une riposte dans le plus grand secret contre le Front. Sa cible prioritaire est derechef le colonel Kadhafi, que le Raïs traite publiquement de « malade mental » depuis des années. Durant l'été 1972, Sadate s'est laissé forcer la main par Kadhafi en acceptant une unification totale entre leurs deux pays. Le Caire a même mis deux de ses sous-marins à la disposition de Tripoli pour défendre les côtes libyennes.

La croisière s’amusait bien, jusqu’à ce que, un an plus tard, le commandement militaire égyptien soit alerté par un message urgent émanant des forces navales que le colonel libyen venait de donner l’ordre à l’un de ces deux sous-marins de couler le plus grand paquebot de croisière britannique, le *Queen Elizabeth II*, reliant le port de Southampton à celui de Haïfa, en Israël. Lors de cette traversée, ses passagers célèbrent dans la joie le vingt-cinquième anniversaire de la création de l’État juif. Personne n’ose imaginer les conséquences d’une telle attaque.

Le 12 février 1977, lors d’un rapide passage à Paris, Sadate écoute avec grande attention Valéry Giscard d’Estaing, partisan du renversement de Kadhafi, qui représente une grande menace sur l’intégrité territoriale du Tchad et sur sa stabilité. La question du président français est claire : « L’Égypte est-elle prête à participer à un tel projet ? » Mettre Kadhafi hors jeu revient aussi à éliminer un allié de fait de Boumédiène. C’est du gagnant-gagnant pour Giscard d’Estaing.

Sadate examine de près le plan concocté par les militaires du boulevard Mortier. Il hésite, mais reconnaît qu’il y pensait depuis un certain temps. Il regarde longuement son homologue et lui répond dans le secret de l’Élysée : « Je prépare quelque chose contre lui, mais le moment n’est pas encore mûr. » Le président égyptien se décide à renverser Kadhafi quand ce dernier ordonne à ses troupes de violer la frontière égyptienne, le 21 juillet 1977. Sadate veut à la fois abattre Kadhafi et affaiblir son armée. Ce second volet était absent du plan français.

Le Guide libyen s’inquiète du plan de paix de Jimmy Carter et veut déstabiliser Sadate afin qu’il renonce à tout rapprochement avec Israël. Un bataillon libyen de blindés soutenus par des Mirage 5 attaque l’Égypte. L’armée égyptienne riposte par des raids de Mig-21 et des tirs d’artillerie. Les bases militaires libyennes à l’est du pays sont bombardées. Sadate est déterminé à se débarrasser du « fou de Tripoli ».

Houari Boumédiène fait la navette entre Tripoli et Le Caire, et obtient le retrait des troupes égyptiennes de la Libye. Un cessez-le-feu est établi au bout de quelques jours. Dans son livre d’entretiens[4], Alexandre de Marenches répond à la question portant sur le plan d’élimination de Kadhafi par le Raïs. Très admiratif, le patron du SDECE développe : « Oui. Le président Sadate, l’un des hommes d’État de notre temps, ressemblait à un général anglais si ce n’était son teint nettement plus bronzé. Assez grand, bien fait de sa personne,

les moustaches très *british*[5], revêtu de costumes très confortables en toile de type saharienne, il fumait souvent la pipe. Il s'agissait d'un de ces hommes exceptionnels que l'Histoire veut bien susciter de temps à autre à un moment privilégié. »

La journaliste demande des précisions : « Il vous a demandé comment se défaire du colonel ? – Oui, le 1er mars 1978. » Elle revient à la charge : « Que voulait-il ? Votre conseil ? L'assistance technique du SDECE ? » Cette question provoque une réponse évasive du comte de Marenches : « Peut-être les deux. »

On n'en sait pas plus. Sauf si l'on ouvre le tome III des mémoires de Valéry Giscard d'Estaing[6] à la page 504, où il évoque sa passation de pouvoir en tête-à-tête avec François Mitterrand à l'Élysée : « Le deuxième point concerne une opération, dont le président Sadate a pris l'initiative, qui vise à renverser le régime de Kadhafi en Libye. Il s'est assuré le soutien du président Reagan, et souhaiterait notre participation. La préparation n'est pas très avancée. Les Égyptiens se chargeraient des opérations terrestres, et les Américains du soutien naval et logistique. On nous demanderait de réaliser des opérations parachutées pour contrôler les aérodromes et les lieux de pouvoir. J'ai demandé que l'on suspende ces contacts pendant la durée de la campagne présidentielle. Il va falloir décider maintenant de la suite à leur donner. C'est Alexandre de Marenches, le chef de nos services spéciaux, qui suit ce dossier avec les collaborateurs de Reagan… Mitterrand m'écoute toujours, mais aucun éclair ne traverse ses yeux. Il est visible que sa pensée est ailleurs. »

Moins de six mois plus tard, Anouar el-Sadate est assassiné. Sa mort, après celle du shah d'Iran et la victoire de la gauche en France, met fin aux actions du Safari Club et au rêve de Giscard d'Estaing de priver l'Algérie du soutien libyen. Couper l'arrogante Alger de ses alliés non moins arrogants : tel est le vaste programme de Valéry, le copain du roi du Maroc.

Qui va à Damas, perd sa place

La journée à peine entamée, il est déjà fatigué. Et pourtant, il doit faire un long voyage, au bout duquel d'épuisantes réunions sont au programme. À l'aéroport Dar El Beidha, il salue Fidel Castro, qui quitte Alger après une courte visite. Ce mercredi 20 septembre 1978, à 11 heures précises,

Boumédiène monte très lentement dans l'avion qui doit le conduire à Damas pour le troisième sommet du Front de la fermeté.

Agir face aux États-Unis, à Israël et à l'Égypte, soutenue silencieusement par l'Arabie saoudite, relève carrément de l'impossible. Pour autant, le Front de la fermeté ne baisse pas les bras. Plus précisément, il ne se tait pas. Cette fois-ci, c'est dans les grandes salles de réception de l'hôtel Sheraton de Damas que seront dressés les micros pour amplifier et, pourquoi pas, immortaliser les belles paroles des délégations du Front du refus et de la fermeté.

C'est au tour du président Hafez el-Assad, autre « vainqueur » de la guerre de Kippour, de réunir, ce 20 septembre, les opposants à la démarche de paix séparée de Sadate.

Ce troisième sommet est plus problématique : il ne doit pas déboucher sur un échec flagrant comme ceux de Tripoli et d'Alger, et, surtout, le colonel libyen doit s'y rendre. Ce qui n'est pas acquis. Presque trois semaines plus tôt, le 31 août, l'imam Moussa Sadr[7], chef de la communauté chiite du Liban et ami personnel de Hafez el-Assad, disparaît en Libye. L'imam arrivait à Tripoli en provenance d'Alger, où il avait rencontré Boumédiène, qui lui avait donné son accord de principe pour accueillir en Algérie l'ayatollah Khomeiny – manière de consolider Alger dans son statut de Mecque des opposants. Seulement, la Libye du Guide est un véritable trou noir. Kadhafi affirme que l'imam Moussa Sadr a quitté son pays pour Rome le 18 septembre, ce que les Italiens démentent. Le colonel libyen se considère comme innocent, faute de preuve probante. Le corps de Moussa Sadr ne sera jamais retrouvé.

Kadhafi confirme sa venue à Damas, mais, comme à son habitude, la veille de l'ouverture du sommet. Les organisations palestiniennes s'y joignent massivement. Cette fois-ci, les participants doivent mener d'autres actions que celles visant à isoler Sadate. Ils tentent de rectifier leur erreur : ils prennent conscience que le Raïs n'est pas un homme isolé. Ses alliés sont partout à travers le monde et sont très puissants. Un accord de paix séparée entre l'Égypte et Israël semble de plus en plus inévitable. Les Syriens, hôtes de ce sommet, ne veulent pas commettre l'irréparable. Le secrétaire d'État américain, Cyrus Vance, est attendu à Damas juste après le départ des délégations arabes. La principale crainte de Hafez el-Assad est d'être entraîné par Israël et les États-Unis dans une bataille marginale au Liban.

Il est tard, minuit passé. Houari Boumédiène prend la parole pour évoquer la centralité de l'Union soviétique dans toute recherche de solution : « Le président Sadate est devenu un agent exécutant les desseins américains et l'on ne peut ignorer que l'Arabie saoudite et le Maroc l'ont poussé dans cette voie, le financent et participent à l'organisation de son complot. Nous nous trouvons devant une alliance égypto-israélo-américaine financée par l'Arabie saoudite. C'est peut-être inimaginable, mais c'est un fait. »

Il demande ensuite au sommet de se prononcer clairement sur une alliance stratégique avec l'URSS. En oubliant que, de son côté, le Kremlin ne peut envisager le moindre engagement sans une implication franche de Bagdad. Dans la salle, les sièges réservés à la délégation irakienne sont vides. Ce sommet semble prendre la direction d'un autre « flop ».

L'Irak, pays riche et de tradition militaire, peut, par son engagement clair, lever les réticences soviétiques. Moscou exige un paiement cash pour toute arme fournie. Saddam Hussein n'a daigné envoyer aucun représentant à Damas. Les participants à ce troisième sommet décident finalement une enveloppe annuelle, mais théorique, de l'ordre de 600 millions. Elle correspond à peu près à ce que reçoit chaque année la Syrie de l'Arabie saoudite. Calcul astucieux, mais hypothétique.

Ce n'est donc pas de Damas que viendra la menace sur Anouar el-Sadate et ses trop puissants alliés, dont la France.

Le dernier combat de Boumédiène

D'habitude, Boumédiène est toujours très calme, voire détendu, quand il voyage. Mais, ce 20 septembre, dans l'avion qui l'emmène à Damas, le président a l'air triste, morose. Le cigare qu'il a coutume de fumer est curieusement absent de son cendrier. Il ne l'a pas allumé. Il ne veut pas fumer. En revanche, il boit beaucoup d'eau. Les hôtesses se relaient pour lui remplir un verre après l'autre, qu'il descend toujours plus vite. Cela ne fait aucun doute pour les collaborateurs qui l'entourent : il n'est pas dans son assiette.

Aucun n'ose l'approcher. Sauf un : Ahmed Taleb-Ibrahimi, son ministre conseiller et médecin de formation, qui, inquiet, l'interroge sur son état de santé. D'une voix affaiblie, Boumédiène lui répond qu'une fièvre tenace

l’empêche de dormir et que son médecin lui a recommandé de ne pas fumer[8].

Arrivé à l’aéroport de Damas à 17 heures, Boumédiène se rend directement à la réunion, qui s’étire jusqu’à 2 heures du matin. Il est fatigué, irrité, cassant, et ne fait montre d’aucune courtoisie, dont il est pourtant coutumier. Ce sommet l’a épuisé.

Hafez el-Assad, constatant l’état inhabituel de son hôte, lui propose alors de rester une nuit supplémentaire à Damas, pour récupérer. Boumédiène décline sèchement cette invitation, l’informant qu’un important Conseil des ministres a lieu à son retour. Il rentre à Alger, mais la réunion prévue sera reportée dès son arrivée. Il ne peut pas : la fatigue ne passe pas.

Le lendemain, en fin de matinée, le président fait convoquer Abdelaziz Bouteflika et Ahmed Taleb-Ibrahimi. Ils arrivent rapidement à la présidence, pénètrent dans son bureau. Assis, les traits tirés, Boumédiène annonce à ses visiteurs d’une voix essoufflée : « Je ne vous ai pas appelés en tant que ministres, mais en tant que frères… Je vous ai appelés pour une question personnelle… Il s’agit d’un problème de santé… Un problème grave[9]. » Il explique que son appareil urinaire est affecté et qu’il souffre d’une tumeur maligne de la vessie.

Il ajoute : « Pour assurer la discrétion nécessaire sur mon état de santé, mieux vaut envisager un traitement à l’étranger. Mais vous risquez de me ramener dans un cercueil ! Faites-moi des propositions en excluant au préalable la France, pour de multiples raisons. » Il écarte d’emblée les États-Unis : « Le secret n’est pas assuré, sans compter le danger que représente la CIA : nous serions dans la gueule du loup. » Il rejette également l’hypothèse des pays européens et, sur proposition de Bouteflika, il finit par accepter l’Union soviétique. Sa décision est prise. Il charge Taleb-Ibrahimi de se rendre à Moscou pour préparer avec Alexis Kossyguine, chef du gouvernement soviétique, les conditions de son hospitalisation.

Houari Boumédiène souffre de maux de tête tellement pénibles que d’importantes audiences sont annulées sans aucune explication. Même son ami de longue date et allié indéfectible, le vice-président du Vietnam, Nguyên Huu Tho[10], n’a pu le voir alors qu’il avait prolongé son séjour à Alger. Seuls quelques membres de son entourage immédiat commencent à connaître la vérité.

L’Algérie n’a plus de président. Dans un avion spécialement affrété, Boumédiène arrive à Moscou le 29 septembre. Rapidement pris en charge par

les médecins soviétiques, il se sent mieux, mais n’écarte pas une issue fatale : « Ma mort causerait beaucoup de joie à Sadate et à Hassan II, engagés dans la voie de la capitulation. »

Une longue semaine passe sans aucune apparition publique du président. Hassan II tente de le faire réagir en accusant de nouveau l’Algérie d’escalade militaire au Sahara occidental. *El Moudjahid* du 5 octobre publie en gros titre la réponse de Boumédiène, calme et apaisante : « Jamais aucun soldat algérien n’a franchi les frontières nationales, celles que nous avons scellées ensemble en 1972 […]. Le moment est de dire avec la plus grande solennité qu’il n’y a aucun contentieux bilatéral entre l’Algérie et le Maroc. Nos peuples doivent le savoir, et le monde aussi. » Ce message est important, et à double titre. D’abord, Boumédiène donne un « signe de vie » à son peuple et au monde entier. Ensuite, il réitère implicitement que le conflit est entre le roi et le Polisario.

L’autre signe de vie, plus probant, viendra une dizaine de jours plus tard : Houari Boumédiène est reçu au Kremlin ! Une photo sera reprise en boucle dans tous les médias, algériens en premier lieu. Au bout d’une longue table siègent d’un côté Leonid Brejnev et Alexis Kossyguine, de l’autre Houari Boumédiène et Ahmed Taleb-Ibrahimi. Ils affichent un sourire et une décontraction habituels entre deux pays frères. Des photos, mais pas de son. Dommage, car c’est Brejnev qui prend la parole le premier pour exprimer au chef d’État algérien son regret de l’accueillir dans des circonstances aussi difficiles pour lui, en raison de ses problèmes de santé. Puis Boumédiène remercie les dirigeants soviétiques pour leur empressement à prendre en charge ses problèmes de santé et se déclare très satisfait des soins qui lui sont prodigués et de la sollicitude dont il est l’objet. Il les remercie aussi pour les photos prises durant cette séance de travail. Il souligne à ce sujet : « Il est important de dissiper l’inquiétude du peuple algérien et de faire taire la réaction qui, par les rumeurs qu’elle diffuse, m’a déjà enterré[11]. »

Et rien ne peut enrayer la propagation des rumeurs les plus folles. Surtout que la communication n’a jamais été le point fort du pouvoir algérien. Un communiqué algéro-soviétique précise que Boumédiène accepte avec gratitude l’invitation des dirigeants soviétiques de prolonger son séjour de quelques jours. En pleines « vacances », ce 28 octobre, Boumédiène félicite depuis Moscou les présidents irakien et syrien qui viennent de se rencontrer à Bagdad et de signer la charte d’action commune. Le sommet du Front de la

fermeté peut s'ouvrir à Bagdad sous de bons auspices.

À son arrivée à Bagdad, Abdelaziz Bouteflika, qui préside la délégation algérienne, interrogé sur l'absence de son chef, répond : « Le président a éprouvé le besoin de prendre du repos, car il était complètement exténué. Boumédiène n'a jamais pris un instant de repos. » Très fermement, le ministre des Affaires étrangères algérien dément toutes les rumeurs alarmistes et malveillantes répandues ces derniers jours par les ennemis de la révolution algérienne. Avec certitude, il annonce que Houari Boumédiène reprendra très prochainement ses activités.

Quant à lui, il participe au sommet de Bagdad, où les opposants aux accords de Camp David font preuve de modération à l'égard du président Sadate. Dûment mandatée par le Front de la fermeté, une délégation se rend au Caire pour faire une offre au président égyptien : l'abandon des négociations de Camp David contre une aide annuelle arabe de 5 milliards de dollars. Sans recevoir ces émissaires, le Raïs fait savoir que son pays n'est pas à vendre. « Sadate a maintenant décidé que, pour guérir la terrible pauvreté égyptienne, il valait mieux aller directement chez le médecin occidental, source de toutes les richesses, plutôt que de se faire traiter à petite dose par les infirmiers pompistes du monde arabe[12] », analyse avec pertinence Georges Corm, grand spécialiste du Moyen-Orient.

Les rumeurs s'amplifient : pour la première fois, Boumédiène est absent d'Alger pour les célébrations du vingt-quatrième anniversaire du déclenchement de la révolution. La télévision algérienne montre à cette occasion, le 1er novembre, Boumédiène assis dans un salon d'une datcha moscovite, recevant les félicitations de Boris Ponomarev, membre du Politburo. Toujours des images, mais jamais le son. Elles seront les dernières de son activité officielle.

Le 14 novembre, des médecins soviétiques montent dans l'avion pour accompagner Boumédiène à Alger. Bouteflika est plus inquiet que l'équipage. Il pressent l'issue fatale. Le ministre algérien des Affaires étrangères insiste quand même pour que le couloir aérien de l'avion présidentiel survole l'espace aérien français. Valéry Giscard d'Estaing donne immédiatement son accord.

Arrivés dans la capitale avant la tombée de la nuit, Boumédiène et Bouteflika sont attendus par Kasdi Merbah, patron des services secrets et des médecins algériens. Le 18 novembre, le chef d'État algérien tombe dans un

coma profond de cinq semaines. Le secret s'élargit peu à peu à un grand nombre de responsables algériens. La question de la succession est clairement sur la table.

Au nom de la continuité, le prochain président doit être membre du Conseil de la révolution. Ils étaient vingt-six le 19 juin 1965 ; ils ne sont plus que huit, avec des poids politiques différents. Les données ont changé avec le remaniement ministériel opéré par Boumédiène au mois d'avril 1977. Le président algérien voulait amorcer une transition pour délester le pouvoir de quelques barons devenus trop encombrants, voire ambitieux. Les médecins s'activent, tout comme le patron de la Sécurité militaire algérienne.

Les missions inachevées de Boumédiène

Ses compagnons de la première heure deviennent encombrants, du moins ceux qui restent encore à ses côtés. Le 27 avril 1977, avant 20 heures, Boumédiène finalise son remaniement ministériel.

Une semaine plus tard, il se laisse aller à des confidences auprès de son ministre conseiller, Ahmed Taleb-Ibrahimi : « Ce qui est essentiel dans ce remaniement que je considère comme historique, c'est que j'ai détruit la citadelle de Bencherif à la Gendarmerie, le fief de Draia à la Sûreté nationale et l'empire d'Abdesselem à l'Industrie et à l'Énergie[13]. »

À la fin du mois d'août 1978, Paul Balta rencontre Boumédiène pour la dernière fois. Il lui fait ses adieux en l'informant de la décision de son employeur, *Le Monde*, de l'envoyer comme correspondant à Téhéran. Consterné, le président insiste pour qu'il reste en Algérie : « Vous avez vécu la mise en place des institutions, il faut aller jusqu'au bout. Il va y avoir des changements importants. J'envisage, pour la fin de l'année ou le début de 1979, un grand congrès du parti. Nous devons dresser le bilan, passer en revue ce qui est positif, mais surtout examiner les raisons de nos échecs, rectifier nos erreurs et définir les nouvelles options. Témoin de notre expérience, vous êtes le mieux placé pour juger ces évolutions. » Le correspondant du *Monde* lui demande alors s'il envisage d'ouvrir la porte au multipartisme. Et il l'assaille de questions : « Allez-vous accorder plus de place au secteur privé ? » « Pensez-vous libéraliser la presse et faciliter l'organisation du mouvement associatif ? » Avec un sourire complice et approbateur, Boumédiène répond : «Vous êtes le premier à qui j'en parle. Je

ne peux être plus explicite pour le moment. Faites-moi confiance, vous ne serez pas déçu[14] ! »

Le colonel Ahmed Bencherif, qui se croyait inamovible au commandement de la Gendarmerie nationale, icône des DAF, se voit attribuer un tout nouveau ministère, celui de l'Environnement, de la Bonification des terres et de l'Hydraulique. Ce colonel, débarqué d'un haut poste militaire, n'a qu'un seul point commun avec les Verts : la couleur des uniformes des gendarmes.

Le colonel Ahmed Draia, puissant patron de la Police nationale, est nommé ministre des Transports. Le colonel Benahmed Abdelghani, membre du Conseil de la révolution, conserve son portefeuille de l'Intérieur, mais perd la direction de la fonction publique, désormais directement rattachée à la présidence. Le tout-puissant ministre des Industries et de l'Énergie, Belaid Abdesselem, voit ses attributions réduites au simple secteur des industries légères. Deux chefs d'entreprise sous sa tutelle, Sonatrach et la Société nationale de sidérurgie, se partagent dorénavant son ancien empire. Le PDG de la première est nommé ministre de l'Énergie et de la Pétrochimie, tandis que le second prend la tête du ministère des Industries lourdes.

Il ne faut cependant pas croire que le gouvernement se militarise. Au contraire : ces hauts responsables militaires sont versés dans la vie civile. Boumédiène fait le ménage autour de lui. Il met fin aux baronnies installées dans les postes clés. L'intégration de plus de la moitié du Conseil de la révolution dans le gouvernement facilitera la dissolution de cette instance collégiale. À noter que, depuis la promulgation de la Constitution du 22 novembre 1976, le Conseil de la révolution n'a plus d'existence légale, mais n'a pas été dissous non plus. Ce nouveau cabinet comprend une dizaine de colonels, mais aussi de véritables gestionnaires. Le président a toujours eu les réflexes du bon gestionnaire, mais c'est peu connu.

Avant 8 heures, chaque matin, un motard dépose sur son bureau deux dossiers qui constituent la lecture importante de Boumédiène. Il ouvre le premier pour avoir l'état exact des réserves de trésorerie du pays : ce sont les relevés de la Banque centrale. Le second, plus volumineux, regroupe les BRQ (bulletins de renseignement quotidiens) envoyés par les antennes de la Sécurité militaire qui maillent tout le pays. Sans précipitation, ces lectures matinales, de moins en moins réconfortantes, lui font prendre une décision. Il est temps de changer d'équipe, voire de politique.

Le président prépare son congrès du FLN – une occasion indiquée pour un

renouvellement en profondeur de l’équipe dirigeante, et surtout pour un changement radical dans la ligne politique. De nouveaux réseaux de technocrates commencent à émerger à la suite des remaniements. La composition humaine de l’équipe au pouvoir se modifie pour rendre plus aisée une nouvelle orientation politique. La fin effective du Conseil de la révolution est programmée pour laisser place à un Bureau politique du FLN plus ouvert aux civils, qui doivent surpasser en nombre les militaires.

Des textes – la Charte nationale et la Constitution – ont jalonné ce tracé vers une nouvelle phase. Tout comme l’instauration d’une Assemblée nationale, dont le rôle est d’équilibrer les pôles du pouvoir au détriment des militaires. Un congrès du FLN doit être le point de départ ; la date de sa tenue se situe entre la fin de l’année 1978 et le début de 1979.

Même vis-à-vis de la France, Boumédiène esquisse un fléchissement. Il fait parvenir un chaleureux message de félicitations remis en mains propres par Abdelaziz Bouteflika à Giscard d’Estaing pour la fête nationale du 14 juillet 1978. Le ministre algérien des Affaires étrangères déclare à sa sortie de l’Élysée : « Nous appartenons à un monde d’interdépendance. Je crois que nous avons des politiques qui peuvent être convergentes à certains moments, divergentes à d’autres. Il manquait aux rapports franco-algériens la dimension de la concertation politique que je suis venu inaugurer aujourd’hui à l’Élysée. » Il ajoute : « Chacun connaît un peu mieux le point de vue de l’autre. La dimension commune des deux politiques française et algérienne, c’est que nous sommes d’accord sur la nécessité de faire revenir la paix, la stabilité dans toute la région, ce qui ne saurait se faire, du point de vue de l’Algérie, sans la justice. »

La presse algérienne évoque à longueur de colonnes la main tendue par Alger à Valéry Giscard d’Estaing. Sans tarder, ce dernier lui répond non moins chaleureusement : « J’attache, comme vous le savez, le plus grand prix à ce qu’un dialogue ouvert soit maintenu entre l’Algérie et la France. Je souhaite que le dialogue renoué se poursuive actuellement dans la mesure même où des relations confiantes entre nos deux pays sont nécessaires à l’équilibre de la région à laquelle ils appartiennent l’un et l’autre. Ainsi les rapports entre la France et l’Algérie retrouvent-ils une qualité répondant aux affinités qui unissent nos deux peuples. »

Des relations cordiales entre les deux pays redeviennent possibles, du moins théoriquement. La France et l’Algérie savent aussi qu’elles ont besoin

de se concerter, non seulement pour améliorer leurs relations, mais aussi pour favoriser une solution politique au Sahara occidental.

Le 14 décembre de cette année de grands remaniements ministériels, Boumédiène réunit dans le secret de son bureau Bouteflika et Taleb-Ibrahimi pour leur apprendre que Hassan II souhaite entamer des entretiens secrets avec l'Algérie. Pour prouver le sérieux de sa démarche, le souverain chérifien mandate sa propre sœur, Lalla Aicha, pour prendre attache avec le haut responsable choisi par Boumédiène.

Ce dernier désigne son ministre conseiller pour conduire cette mission, et non son ministre des Affaires étrangères, pourtant membre du Conseil de la révolution. Sans doute le roi pense-t-il que l'initiative de paix séparée de Sadate va mettre l'Algérie sous pression et que c'est peut-être le bon moment de sonder Boumédiène.

Pour Boumédiène, penser une nouvelle Algérie, envisager d'ouvrir une phase nouvelle dans ses relations avec la France, cela passe par l'apurement du contentieux avec le Maroc. Un rendez-vous est enfin pris pour une rencontre avec le roi, Hassan II. Le poids du Polisario devient trop lourd et le résultat demeure incertain avec un imprévisible allié comme Kadhafi. Quand Paul Balta lui raconte la blague qui circule dans Alger : « La République arabe sahraouie démocratique finit par acquérir son indépendance et est admise à l'ONU. Son représentant prononce alors le discours de circonstance et, rendant hommage à l'Algérie sœur pour son aide déterminante, il conclut solennellement : "En reconnaissance, nous vous laisserons Tindouf" », Boumédiène éclate de rire et lui dit : « Il y a de ça ! »

Les négociations secrètes entre les émissaires du roi et le ministre conseiller, Ahmed Taleb-Ibrahimi, s'intensifient. L'heure est à l'apaisement. Les Marocains suggèrent même une rencontre au sommet entre leur souverain et Boumédiène, dans le château que possède le roi en France – histoire de maintenir l'ombre tutélaire de Giscard d'Estaing. Devant le refus naturel et logique des Algériens, les deux parties se mettent d'accord sur le choix de la Belgique et sur la date : le 25 novembre 1978. Le président français, informé de cet accord de principe, commence à entrevoir des relations nettement améliorées avec Boumédiène.

Guerres de succession. Opération Cap Sigli

Cela fait presque un mois que Boumédiène est dans une salle hautement médicalisée et sécurisée de l'hôpital central d'Alger, Mustapha Pacha, intubé et inconscient. Il est entouré par des médecins venus du monde entier, même de France, mais de plus en plus résignés quant à l'issue du patient. Le secret absolu n'est plus possible. Les grands spécialistes du renseignement le savent. Certains ont même un plan.

La quatrième semaine de coma du président à peine entamée, une information tombe sur les télex des agences de presse : un avion militaire marocain de type Hercules C-130 a largué de nuit, le 10 décembre, trois ballots contenant des armes, des munitions et des explosifs. L'opération s'est déroulée dans une région montagneuse, à 1,5 kilomètre au sud du cap Sigli, entre Bejaïa et Azeffoun, sur les côtes kabyles.

En pleine crise de succession, l'Algérie est, comme en 1963, de nouveau poignardée dans le dos par le Maroc, qui s'adonne derechef à des manœuvres pour ébranler un régime qu'il pense agonisant. À croire la version officielle algérienne, le royaume chérifien est le spécialiste des assauts dans les moments de grande faiblesse de sa cible. À croire aussi le communiqué de l'APS, les choses sont claires : « Les autorités marocaines ont tenté, alors que l'Algérie traverse une période douloureuse due à la maladie du président Boumédiène, de déstabiliser le pays. S'il s'agit d'une provocation, le peuple algérien est prêt à relever le défi. S'il s'agit d'un test, l'échec de l'opération a mis en relief la vigilance de la population à travers tout le territoire national. »

La presse algérienne, une longue semaine plus tard, est très peu avare de détails concernant ce qui est désormais appelé l'affaire du « cap Sigli ». Les armes, les explosifs et les munitions, vraisemblablement d'origine française, parachutés dans la nuit du 10 au 11 décembre à proximité du phare, étaient attendus par six personnes qui avaient allumé des feux de balisage pour faciliter le parachutage. Elles sont toutes arrêtées.

Le chef est Benyahia Mohamed Sadek, un ancien moudjahid de l'Armée de libération nationale, mais déserteur de l'armée française, soupçonné d'être un agent français infiltré dans le maquis kabyle. Ce soupçon ne l'a pas empêché d'être nommé, à l'indépendance, sous-préfet à Sétif. Le prévenu fait ses aveux devant la caméra de la télévision algérienne et retrace les moments forts de sa vie. Radié des effectifs du ministère de l'Intérieur en 1967, Mohamed Sadek devient homme d'affaires ; il est propriétaire d'un café au

centre-ville d’Alger, le Bora-Bora, et de quelques autres commerces, dont une boulangerie nationalisée au cours de l’été 1978[15].

Lors de ses voyages d’affaires, au Maroc, il est repéré par les services secrets de Sa Majesté. Le royaume est tenté de réveiller ce vieux démon berbère. Mais c’est à Paris qu’il rencontre un officier marocain, le lieutenant-colonel Hosni Mustapha, spécialement chargé dans les services secrets des opérations anti-algériennes. Il est la valeur montante au sein du Makhzen.

Toujours en France avec son officier traitant, l’opération de parachutage d’armes est mise au point. Il ne reste à Mohamed Sadek qu’à recruter des complices pour réceptionner les « colis ». De retour en Algérie, il embrigade quelques anciens « fellagas » de la wilaya III. Il tente de monter un maquis dans cette zone et, pour convaincre les Marocains de son assise politique, il leur fournit un document signé de la main de Ferhat Abbas, apportant son soutien à cette opération. Alors que ce dernier est en résidence surveillée. Le roi Hasssan II exige une preuve irréfutable de l’implication de l’ex-président du GPRA dans cette manœuvre, en demandant indirectement à Ferhat Abbas de donner une information précise relative à l’un de leurs entretiens en tête-à-tête à la fin des années 1950.

Après un va-et-vient, le monarque reçoit la preuve demandée. Satisfait, il donne son feu vert au largage des armes sur la Basse-Kabylie. Il est clair que la Sécurité militaire est largement en mesure d’infiltrer ce noyau de rébellion. Le soir du parachutage des armes, le chef du « commando » et ses acolytes partent à trois voitures pour évacuer les trois ballots largués par l’avion marocain.

Au moment des faits, âgé de 48 ans, Mohamed Sadek a le profil du coupable trop parfait : DAF, Kabyle de la wilaya III, historiquement hostile au pouvoir du FLN, version Ben Bella d’abord et Boumédiène ensuite. C’est un homme d’affaires ; donc, par intérêt personnel, il est hostile à l’option socialiste de l’Algérie indépendante. Sa boulangerie venait d’être nationalisée : il a donc un véritable mobile. Il est entré en contact avec un officier des services marocains, ennemi traditionnel. Et le plan de déstabilisation a été mis au point en France, terre de complots anti-algériens. Heureusement que la vigilance de la Sécurité militaire et celle de la population ont mis en échec cette honteuse machination au moment où le président mène un incertain combat entre la vie et la mort.

Cependant, un simple examen des faits montre que ces comploteurs se

conduisent plus en Pieds-Nickelés qu'en commando aguerri. Ils ne sont que six, sans réelle structure politique ni relais partisan. Ils sont préalablement noyautés par la Sécurité militaire algérienne[16].

Toute cette opération est au mieux un « délit provoqué » pour, d'une part, neutraliser une rébellion embryonnaire ; d'autre part, faire diversion et mettre en avant une faction de l'armée algérienne dans un contexte de lutte souterraine pour la succession présidentielle. Du moins les services de sécurité sont-ils informés de tous les détails. Il est vrai que l'avion est marocain. L'appareil est attendu en pleine nuit ; il aurait pu être abattu, mais les Algériens ne veulent pas d'une escalade aux conséquences incertaines. Il est aussi vrai que les armes existent et seraient d'origine française. Il est également établi que, au sommet des services spéciaux officiellement ennemis, Kasdi Merbah et Ahmed Dlimi se sont rencontrés au moins une fois dans le plus grand secret de quelque palace helvétique pour évoquer l'après-Boumédiène et, pourquoi pas, l'après-Hassan II. Chaque patron des services secrets s'adonne à la prospective. Concrètement, Dlimi serait ravi de l'affaiblissement de la cellule anti-algérienne, pourtant sous ses ordres, mais qui lui échappe de plus en plus. Ce lieutenant-colonel Hosni Mustapha a de plus en plus la cote auprès de Sa Majesté : c'est agaçant pour Dlimi. Alors, de là à penser que l'échec d'une opération menée par son « collaborateur », le lieutenant-colonel trop ambitieux, ferait l'affaire du grand patron des services marocains, il n'y a qu'un pas. Pour Merbah, c'est peut-être aussi l'occasion de se débarrasser du jeune et très menaçant officier marocain – et le plus anti-algérien – à l'étoile ascendante auprès du roi.

Toujours est-il que la forte médiatisation de l'affaire du « cap Sigli », qui est une véritable menée déstabilisatrice, a bien été récupérée par les Algériens pour en faire une diversion dont le monde du renseignement est très friand. L'état de santé du président ne fait plus la une des quotidiens, pas plus que l'ouverture des bulletins de la radio ou du journal télévisé de 20 heures. Les sujets à l'ordre du jour sont désormais l'opération criminelle du « cap Sigli » et la préparation du congrès de l'Union nationale de la jeunesse algérienne, organisation de masse, qui prélude à la tenue du prochain congrès du FLN, qui sera décisif.

La toute nouvelle Constitution ne prévoit pas le cas d'une vacance temporaire du pouvoir car, officiellement, le président est dans un coma

réversible et son état n’est que stationnaire. Les autorités entendent ainsi se défendre de prolonger, pour des raisons politiques, la vie du chef d’État par des moyens purement mécaniques, alors qu’il serait dans un coma dépassé. Elles savent que de telles pratiques, déjà condamnables sur le simple plan humanitaire, seraient encore plus mal accueillies par les milieux intégristes musulmans, qui pourraient y voir une façon de s’opposer à la volonté de Dieu.

Toutefois, le président de l’Assemblée nationale, Rabah Bitat, à qui reviendrait la présidence par intérim en cas de décès du chef de l’État, préside désormais le Conseil de la révolution, remis en première ligne. Cette entité n’a aucune existence légale dans la Constitution, rappelons-le, mais des missions provisoires sont réparties entre certains de ses membres. Ainsi, le colonel Chadli Bendjedid, commandant de la région militaire d’Oran, est chargé d’assurer la liaison avec les chefs de l’armée. Abdelaziz Bouteflika est confirmé dans ses fonctions de chef de la diplomatie. Et le colonel Mohamed Salah Yahiaoui reste le coordinateur de l’appareil du parti, et donc normalement en charge de l’organisation du prochain congrès du FLN, qui doit désigner le candidat unique à la prochaine élection présidentielle.

C’est entre ces deux derniers que se développe une féroce concurrence pour remplacer Boumédiène. Les deux profils sont à l’opposé l’un de l’autre. Le chef de la diplomatie algérienne, flamboyant et sûr de son étoile, ne s’est-il pas présenté devant l’Irakien Saddam Hussein en s’autoqualifiant de « Bismarck des Arabes » ? Il a la réputation d’être libéral et pro-occidental, alors que son rival, patron du FLN, est un colonel austère qui a passé une dizaine d’années de sa carrière comme directeur de l’académie militaire de Cherchell.

La France peut jouer un rôle dans le processus de désignation d’un nouveau président algérien. Ce fut un peu le cas pour le premier : pourquoi pas cette fois-ci ? se demandent certains Algériens. Sans doute le postulant Bouteflika est-il très sensible à cette réflexion. D’autant plus que le président français connaît le talent du ministre algérien des Affaires étrangères pour apporter une notable amélioration dans les relations entre les deux pays. Voire normaliser ses rapports avec le Maroc.

Un éclairage partiel est livré dans un témoignage de Valéry Giscard d’Estaing, dans un entretien enregistré et diffusé le 26 janvier 2016 par la Chaîne parlementaire, dans l’émission « Sans rancune et sans retenue ». Face à la caméra, il dit que Houari Boumédiène était différent des autres et il

ajoute : « Il tombe malade et il part se faire soigner à Moscou. Il fait son trajet dans un avion militaire algérien et il revient vers l'Algérie de Moscou. Je ne sais pas pourquoi ils avaient inventé un trajet qui les faisait passer par la Corse, territoire français ; ce n'est pas le trajet le meilleur. À ce moment-là, Boumédiène m'envoie un message qui doit être dans les archives quelque part, remarquable. Un message extrêmement chaleureux, me disant. "Je suis très touché par votre geste et cela ne me surprend pas… Cela veut dire que nous allons ouvrir un nouveau chapitre beaucoup plus positif dans les relations franco-algériennes et, dès mon arrivée, je m'y consacrerai." Et il meurt, c'est une occasion perdue. Il n'a jamais été remplacé par quelqu'un de son envergure. » Il est vrai que Boumédiène songeait déjà à normaliser sa relation avec Giscard autant que faire se peut. Il n'est cependant pas à exclure que l'auteur de ce message soit Bouteflika, candidat national à la sucession présidentielle. Du moins tel qu'il est perçu par de nombreux Algériens et décideurs étrangers. En s'associant physiquement et punitivement à l'envoi de ce message, il conforte son statut de dauphin. Bien vu, mais c'était sans compter avec les militaires, éternels et véritables grands électeurs en Algérie.

Deux candidats et un enterrement

Jan Gosta Waldenström, le découvreur de la maladie qui porte son nom, referme silencieusement les boutons de sa blouse d'hôpital. Il défroisse avec ses deux mains les plis qui se sont formés au niveau du ventre : ça le détend. Il vient de livrer un diagnostic terrible, pour son patient d'abord, mais pour tout un pays aussi.

C'est la fin. Boumédiène est condamné. Le scanner venu des États-Unis est prêt à être réembarqué. Les médecins étrangers qui s'étaient rendus au chevet du chef de l'État commencent à quitter Alger, les uns après les autres. La mort est annoncée à l'aube du 27 décembre. Les radios d'État et la télévision diffusent à longueur de journée les versets du Coran récités en boucle. L'information politique est réduite *a minima* : seules les rétrospectives des activités du président défunt entrecoupent la lecture du texte sacré. Aucun commentaire en public, aucune analyse ; l'essentiel se déroule en coulisse.

L'article 117 de la loi fondamentale confie l'intérim du chef de l'État, en cas de décès, au président de l'Assemblée nationale pour une durée maximale

de quarante-cinq jours. C’est dans ce court délai que doit être réuni le congrès extraordinaire désignant le candidat du parti et que doit être organisée l’élection présidentielle.

L’article 105 de la Constitution prévoit que le candidat à la magistrature suprême doit être présenté par le Front de libération nationale. Mohamed Salah Yahiaoui se met alors en selle : il est le coordinateur du FLN, et surtout le candidat pressenti par Moscou. L’ambassadeur soviétique lui a rendu plusieurs visites ; la première, quand Boumédiène était sur un lit d’hôpital moscovite.

Salah Yahiaoui incarne le panarabisme, l’aile conservatrice du FLN. On lui attribue, injustement, un rôle dans la planification de l’opération Amgala II. Un très mauvais souvenir chez le roi du Maroc et chez son « copain » Valéry Giscard d’Estaing.

De son côté, Bouteflika se considère comme l’héritier naturel de Boumédiène : il est le dernier survivant politique et biologique du groupe d’Oujda, cette pépinière de chefs d’État. Seulement, ses séjours prolongés à l’étranger ne lui ont pas permis de consolider des réseaux internes, notamment au sein de l’armée. Le colonel Ahmed Bencherif a aussi des ambitions présidentielles ; mais, comme il a quitté le commandement de la gendarmerie, il ne dispose que d’un pouvoir de nuisance, et aucune des deux candidatures affichées n’a sa préférence.

Aux manœuvres de ces conciliabules : Kasdi Merbah, directeur de la Sécurité militaire, qui pense que la personnalité effacée du candidat de son choix fera de lui le nouvel homme fort du pays. Il espère être nommé ministre de la Défense.

Le 29 décembre, jour solennel des funérailles officielles, la dépouille du président défunt quitte la Grande Mosquée après la prière des morts. C’est vendredi : toutes les mosquées du pays sont pleines de monde. Le cortège se dirige vers le cimetière d’Al-Alia, à une vingtaine de kilomètres. Tout Alger est sur ce chemin ; les autres Algériens sont devant leur poste de télévision.

Arrivés au carré des Martyrs, douze chefs d’État, quinze vice-présidents, cinq chefs de gouvernement et les nombreuses personnalités représentant une soixantaine de pays et d’organisations internationales s’apprêtent à écouter l’oraison funèbre que va lire Abdelaziz Bouteflika.

Le jeune ministre des Affaires étrangères a pris, en quelques jours, un sérieux coup de vieux. Les yeux cachés derrière de larges lunettes fumées, il s’avance lentement vers la tribune officielle. D’une voix altérée par l’émotion

et dans une belle langue arabe, avec des termes choisis, Bouteflika se lance : « Les frères et les compagnons m'ont chargé de trouver les mots pour te dire adieu. Ces mots, je les vois dans l'unité du peuple. Je les lis dans les yeux des travailleurs que tu as transformés en producteurs et en responsables. Je les vois dans le regard des fellahs que tu as fait sortir de leurs masures pour les installer dans des logements décents. Je les lis dans les aspirations de la jeunesse à laquelle tu as ouvert la route de l'honneur et le chemin de la fermeté. Je les vois dans le respect qu'inspire notre armée nationale populaire, dont tu as porté l'étendard. Je les trouve enfin sur le visage de ceux qui sont venus du monde entier pour te rendre témoignage et pour que tu leur rendes témoignage. Le peuple est là qui veut t'exprimer sa fidélité. Sa souffrance se lit sur ses traits. Il proclame la grandeur de Dieu et invoque en ta faveur sa miséricorde. Voici venu l'instant du dernier adieu. Il s'agit maintenant de nous engager vis-à-vis de toi pour continuer, jusqu'au sacrifice, à combattre et à construire le pays, et pour protéger la révolution socialiste et ses acquis matériels et moraux. »

L'orateur insiste sur la continuité et sur les grands combats du chef d'État défunt : « Les hommes libres dans le continent te pleurent aussi au Sahara occidental... au Sahara occidental... au Sahara occidental et dans toutes les contrées où les combattants de la liberté écrivent avec leur sang des pages de gloire pour défendre leur dignité et combattre l'oppression... » Il conclut son oraison funèbre en citant longuement des versets du Coran lus avec des intonations de gospel.

Très belle prestation ; l'Algérien non averti est convaincu que cet orateur hors pair sera le prochain président de la République.

Ce n'est pas le cas d'un grand nombre d'officiels étrangers. À commencer par la délégation française, présidée par Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères. Elle comprend également Georges Gorse, ancien ministre, ancien ambassadeur à Alger, président de l'association France-Algérie ; Alain Mayoud, président du groupe d'amitié franco-algérienne de l'Assemblée nationale ; Edgard Pisani, ancien ministre, président du groupe d'amitié franco-algérienne du Sénat ; Charles de Cuttoli, sénateur, représentant les Français de l'étranger, et Jean Basdevant, ancien ambassadeur à Alger.

Les États-Unis sont représentés par le ministre du Trésor, accompagné par le propre fils de Jimmy Carter et par Mohamed Ali, ex-champion du monde

de boxe. Le nouveau ministre mauritanien des Affaires étrangères a aussi fait le déplacement. Seule absence remarquée : celle du Maroc. Et pour cause : les organisateurs de cette cérémonie ont invité Mohamed el-Basri, chef de l'opposition marocaine en exil en Algérie et compagnon de route de Mehdi Ben Barka. Plus tard, le roi Hassan II confiera que la mort du président Boumédiène l'avait touché personnellement : « Quand on est de vieux larrons, voisins l'un de l'autre, cela fait toujours de la peine de voir l'autre disparaître, en dépit de ce qui nous a opposés. » Beaucoup plus tard, Bouteflika dira que, ce jour-là, il avait prononcé l'oraison funèbre de sa carrière politique !

Les problèmes régionaux ne disparaissent pas avec la mort de Boumédiène. Au contraire, celle-ci ouvre la voie à la course au pouvoir. À la fin de sa vie, Boumédiène était ouvert au principe de négocier indirectement avec Hassan II ; l'idée d'une rencontre secrète au sommet était également validée. Une possible sortie de crise avec le Maroc pouvait donc s'envisager directement entre les deux chefs d'État. Mais des imprévus ont surgi brusquement : la maladie de Boumédiène et le voyage du président égyptien à Jérusalem.

Dans ce contexte, le Front Polisario est inquiet, et surtout excité par un Kadhafi déchaîné. Il fait parler les armes pour être écouté : les 16 et 17 janvier, au nord-est d'El Ayoune, capitale du Sahara occidental, le groupe mène des combats contre les positions de l'armée royale. Vingt soldats marocains sont capturés et présentés à la presse internationale, quelque part, non loin de Tindouf. Cette offensive est baptisée « Houari Boumédiène », et promise à se poursuivre dans les prochaines semaines. Elle a déjà comporté une soixantaine d'opérations allant du simple pilonnage de positions aux accrochages de convois en passant par des embuscades effectuées sur l'ensemble du territoire revendiqué par le Maroc.

Finalement, ces attaques sont plus un message au prochain président algérien qu'un avertissement au roi Hassan II. Toujours est-il qu'Alger s'interroge sur les réactions de Rabat. La France, pour sa part, demeure silencieuse. L'Algérie est en train de changer et la prudence est de mise à Paris. D'autant plus que le nom du successeur est déjà connu. L'Élysée sait que l'armée est incontournable. Et cette armée, qui comprend de nombreux

DAF, est capable d'être plus réaliste dans ses rapports avec l'ancienne puissance coloniale.

De toute façon, Valéry Giscard d'Estaing ne pouvait opter pour Bouteflika, à qui il ne réserve que quelques lignes, mais fort éloquentes, dans ses mémoires publiés en 1994 : « Le ministre algérien Abdelaziz Bouteflika est un personnage surprenant. Il disparaît parfois pendant plusieurs semaines sans qu'on retrouve sa trace. Il lui arrive de venir faire des visites incognito à Paris, dont nous ne sommes pas prévenus[17]. »

Le président français semble ne pas avoir digéré que le jeune chef de la diplomatie algérienne se soit adressé directement au général de Gaulle pour des sujets économiques et financiers.

1. Mohamed Bedjaoui, *op. cit*., p. 355.

2. Le 6 juillet 1972, Sadate convoque l'ambassadeur soviétique au Caire pour l'informer que les 15 000 experts soviétiques doivent regagner leur pays immédiatement. Son ministre de la Défense, le général Sadeq, n'est informé de cette décision que le lendemain.

3. Le 5 août 1981, dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, Sadate raconte au président Ronald Reagan que, le soir du coup d'État contre le roi, il regardait un film où jouait… Reagan.

4. *Op. cit*., p. 267.

5. Sadate qui, jeune, haïssait les Britanniques, s'emploie, en tant que président, à leur ressembler.

6. Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la Vie. Choisir*, Compagnie, 2006.

7. D'origine libanaise, il est né en 1928 dans la ville iranienne de Qom. C'est le cousin du grand ayatollah Moḥammed Bakr el-Ṣadr. Très vite, il s'impose comme figure religieuse incontournable. En 1963, il est le seul dignitaire chiite à assister à l'intronisation du pape Paul VI. Le 20 janvier 1975, il crée la milice Amal, qui donnera en grande partie le Hezbollah. À ce jour, sa disparition reste une énigme.

8. Ahmed Taleb-Ibrahimi, *op. cit.*, p. 427.

9. *Ibid.*, p. 429.

10. Son rôle était déterminant dans la reconnaissance de la RASD par le Vietnam.

11. Ahmed Taleb-Ibrahimi, *op. cit.*, p. 437.

12. Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté*, Gallimard Folio, 2012, p. 497-498.

13. Ahmed Taleb-Ibrahimi, *op. cit.*, p. 184.

14. Entretien avec Paul Balta publié dans *Le Soir d'Algérie*, 16 février 2012.

15. En pleine trêve estivale, les autorités décident soudainement de nationaliser quelques boulangeries-pâtisseries.

16. Voir le chapitre XI.

17. Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la Vie*, t. 2, Compagnie, 1994.

IX

Le président nouveau est arrivé

Ils se retrouvent à quelques kilomètres du carré des Martyrs, où ils étaient tous en décembre, en uniforme d'apparat, plis irréprochables et galons aux dorures encore plus resplendissantes sous les tenaces rayons d'un soleil hivernal, pour dire adieu à leur président. Cette fois-ci, ils sont en civil, en tenue très décontractée pour certains, et surtout ils sont beaucoup moins nombreux.

Au coucher du soleil, ils sont arrivés discrètement l'un après l'autre à l'École nationale des ingénieurs et techniciens d'Algérie (ENITA). On ne les appelle pas encore les « décideurs », mais ils vont déterminer le sort du pays. À la manœuvre, le lieutenant-colonel Kasdi Merbah ; leur hôte : le commandant de l'ENITA, Larbi Belkheir, directeur de cette école depuis 1975, date à laquelle il a quitté l'état-major de Chadli à la 2e région militaire. D'autres colonels chefs de région sont présents.

Le choix du lieu est bien réfléchi : une école militaire à quelques centaines de mètres de la résidence secondaire de Kasdi Merbah, à Bordj El-Bahri, anciennement Cap Matifou. Quartier que les plus hauts galonnés de l'armée fréquentent habituellement à cette heure-ci. Le thé, dont le synonyme non homologué est apéritif, est servi généreusement, parfois avec des glaçons. Au menu : désigner le prochain président de la République. « Le plus ancien officier dans le plus haut grade » est la fumée blanche qui sort du conclave de l'ENITA. Chadli Bendjedid est choisi comme président de la République algérienne démocratique et populaire. L'élection est une formalité pour plus

tard.

L’inconnu d’El-Mouradia[1]

L’élection présidentielle doit se tenir dans les quarante-cinq jours après le constat de la vacance du pouvoir, période intérimaire prévue par la toute nouvelle Constitution. Les commissions préparatoires s’établissent en application de la Charte nationale et dans l’esprit d’une fidélité au président défunt Houari Boumédiène. Tels sont les mots d’ordre du congrès du Front de libération nationale.

Ces assises ne remettront pas en cause les orientations de la révolution définies par les textes adoptés en 1976. Elles doivent, au contraire, en affirmer solennellement la continuité et créer les conditions nécessaires pour mener à son terme le projet du chef de l’État prématurément disparu. Les quelque 3 000 participants, dont 600 officiers supérieurs, ont deux missions concrètes à remplir : désigner le candidat unique à l’élection présidentielle du 7 février, et doter le parti unique, qui n’a pas tenu de congrès depuis 1964, d’une direction et de statuts afin qu’il puisse jouer le rôle de direction et d’orientation de la révolution que lui attribue la Charte nationale.

Deux courants principaux s’affrontent : l’un, conduit par Abdelaziz Bouteflika, ministre des Affaires étrangères depuis quinze ans ; l’autre par Mohamed Saleh Yahiaoui, responsable exécutif, chargé de l’appareil du parti.

Le premier recrute ses partisans surtout parmi les cadres de l’État. Ses détracteurs le présentent comme le chef de file du courant bourgeois et conservateur, tandis que ses amis soulignent l’orientation nettement progressiste de sa politique étrangère. Il est souvent considéré comme le tenant d’un socialisme souple, pragmatique, moins systématique – en un mot, plus libéral. En façade, le suspense est maintenu : le nom de Bouteflika figure parmi les favoris chez les Algériens en raison de sa proximité réelle ou supposée avec Houari Boumédiène. En effet, Abdelaziz Bouteflika est le dernier des compagnons de la première heure, du clan d’Oujda, toujours en activité.

À l’opposé se situe Mohamed Salah Yahiaoui, chef d’un parti unique sans pouvoir réel, mais qui est devenu « tendance », et qu’il s’emploie à réorganiser depuis plus d’un an. Il est notamment soutenu par les organisations de masse les plus dynamiques : l’Union générale des

travailleurs et l’Union nationale de la jeunesse, des structures partisanes qui échappent au contrôle absolu des militaires.

L’Algérie est en plein bouleversement alors qu’elle reçoit de la France un grand geste d’apaisement : Lionel Stoléru[2] annonce le prolongement pour un an des cartes de séjour de 350 000 Algériens. Un communiqué du ministre précise que tous les certificats de résidence des Algériens, de cinq ans ou de dix ans, arrivant à expiration à partir du 1er janvier 1979 seront automatiquement prolongés d’un an tout au long de l’année 1979, à partir de la date du jour d’expiration : « Les préfectures seront en mesure d’assurer ces renouvellements dès le 15 janvier. »

Cette mesure concerne presque la moitié des travailleurs algériens en France. Lionel Stoléru s’était déplacé en octobre 1978 à Alger pour finaliser les négociations franco-algériennes, assez houleuses, sur les problèmes de main-d’œuvre, mais l’état de santé de Houari Boumédiène a fait reporter à une date ultérieure l’examen de cette épineuse question. Les responsables algériens ont d’autres priorités pour le moment. Après ce déplacement à blanc en Algérie, le secrétaire d’État chargé des travailleurs manuels et des immigrés déclare qu’il ne serait pas raisonnable que la totalité des cartes de ce type – il y en a plus de 450 000, dont 350 000 détenues par des Algériens – soient renouvelées pour une nouvelle période de dix ans, vu les conditions actuelles de l’emploi et les besoins de main-d’œuvre de l’Algérie. Alger prend acte, mais sans se faire d’illusions. Ce n’est qu’une solution d’attente, qui laisse planer, à terme, une lourde menace sur l’immigration algérienne. Ce problème sera, le moment voulu, traité par le nouveau président algérien. En attendant, quelques décisions sont bonnes à prendre.

Coïncidence de calendrier ? Pourquoi pas ? Quelques jours après le communiqué « Stoléru », l’Algérie annonce, pour la première fois depuis plus de trente mois, qu’une société française vient de remporter un important contrat avec la Sonatrach. Le procédé mis au point par Technip a été en effet retenu pour la troisième usine de liquéfaction de gaz naturel GNL 3, qui doit être édifiée à Arzew. Le financement de cet accord est assuré pour partie par des crédits acheteurs garantis par la COFACE, qui doivent atteindre 2,5 milliards de francs au total. De prometteuses inflexions sont remarquées de part et d’autre de la Méditerranée. Une page se tourne – lentement, mais elle se tourne.

Pendant ce temps, le Congrès s’amuse, ou presque. Alors que les dés sont jetés depuis plusieurs semaines, le suspense est entretenu pour le grand public. Le FLN ouvre son congrès le 27 janvier, pour une durée de quatre jours. Aux dissensions internes s’ajoutent les tensions extérieures.

L’annonce de cette réunion historique figure en première page d’*El Moudjahid* aux côtés d’une surprenante information : « Une bombe avait explosé la veille dans un débit de boissons de Maghnia, près de la frontière marocaine, blessant légèrement dix-sept personnes. L’auteur de l’attentat, un ressortissant marocain nommé Abdelhak Metichi, est lui-même atteint à la jambe. Il a été arrêté et il aurait avoué avoir agi sur ordre des services secrets chérifiens. Des explosifs et des grenades ont d’autre part été découverts dans une valise abandonnée à la gare des autobus d’Oran. » Le Maroc agresse de nouveau l’Algérie !

Le lendemain, l’agence Algérie Presse Service annonce qu’un autre citoyen marocain a été appréhendé à Maghnia, porteur d’une bombe à retardement munie d’un dispositif de déclenchement sophistiqué. Il aurait également reconnu qu’il agissait pour le compte des services secrets marocains. La presse officielle évoque cette bombe avec les mêmes mots qui ont servi pour celle découverte par les officiers algériens devant le tribunal militaire d’Oran le 3 janvier 1976. La France n’est évidemment pas mise en cause, mais la main de l’étranger *made in Morocco* le suggère.

Abdelaziz Bouteflika, encore ministre des Affaires étrangères, adresse à ce titre son dernier message à la communauté internationale, aux Nations unies, à l’Organisation de l’unité africaine (OUA) et aux membres du Mouvement des non-alignés pour dénoncer « les nouvelles tentatives criminelles dont la population algérienne a été récemment l’objet de la part du Maroc. De nouvelles provocations ont eu lieu à la veille du congrès du FLN de la même façon que le largage d’armes sur la côte kabyle par un avion marocain s’était déroulé peu de temps avant la date initialement prévue pour l’ouverture du congrès de l’Union de la jeunesse ».

L’heure est donc à l’union sacrée autour de l’armée algérienne, dont les principaux chefs ont déjà fait leur choix. À l’issue de ces assises, le nouveau secrétaire général du FLN est désigné : Chadli Bendjedid. Il sera le candidat unique à l’élection présidentielle prévue dans une semaine seulement. Le successeur de Boumédiène est présenté comme le plus ancien officier dans le grade le plus élevé. La formule est recherchée : le but est de donner la plus grande légitimité possible à Chadli, en faisant de lui une sorte de

« combattant suprême ». Il est issu de l’Armée de libération nationale et dirige la région militaire d’Oran peu de temps avant le redressement révolutionnaire du 19 juin 1965. Son parcours de grand militant de la cause nationale fait presque oublier la modestie de son cursus scolaire. Surtout, son équation personnelle renferme un subtil et nécessaire équilibre régional. Chadli est originaire de l’est du pays et son épouse, la seconde, est issue d’une famille de l’ouest, les Bouroukba. Il est aussi l’un des huit membres restants du Conseil de la révolution.

Avec sa chevelure ondulée et ses moustaches blanches, la dernière réunion de ce Conseil présidé par Chadli Bendjedid est décrite par l’humour algérois comme Blanche-Neige et les sept nains. Sauf que là, ils sont tous Grincheux. En premier lieu, Bouteflika, qui qualifiera, des années plus tard, ce IVe congrès du FLN de « coup d’État à blanc » – lui qui, après avoir vu son mentor, Houari Boumédiène, très mal en point à Moscou, songe à devenir président en se rasant chaque matin.

Une « campagne électorale » très brève et dont le seul enjeu est de faire connaître le visage et la voix du colonel-candidat aux Algériens. Plus militaire que politique, Chadli Bendjedid n’a fait l’objet d’aucune médiatisation particulière dans ses fonctions de commandant de la 2e région militaire. À ce titre, il est le seul chef militaire du pays qui a sous ses ordres directs les trois corps d’armée : aviation, marine et infanterie. De ce fait, Chadli a sous son commandement presque le tiers des effectifs de l’armée algérienne.

Il n’est pas marqué idéologiquement, mais immanquablement, dans sa première apparition au journal télévisé de 20 heures en tant que secrétaire général du FLN, il confirme la continuité de la révolution : « La mission qui m’a été confiée sera très difficile. Je vous demande de m’aider tant que je serai dans la voie socialiste. L’indépendance signifie pour nous : avoir des relations avec tout le monde, tout en prenant en considération en premier lieu l’intérêt du peuple algérien, sans permettre aucune pression ou marchandage quant aux principes auxquels nous croyons. »

Cette continuité est soulignée sur le plan visuel : les portraits du candidat Chadli Bendjedid côtoient ceux du président Boumédiène dans toutes les rues d’Algérie. Maintenant que le peuple algérien se familiarise peu à peu avec son visage, il peut aller voter en répondant à cette question toute simple: « Êtes-vous d’accord pour l’élection à la présidence de la République

du candidat proposé par le congrès du FLN ? » En toute transparence, et « démocratie responsable » oblige, deux bulletins sont proposés aux électeurs : un « Oui » de couleur blanche et pure, et un « Non » sur fond sombre et presque sale, largement disponibles dans les 23 000 bureaux de vote ouverts jusqu'à 20 heures sur tout le territoire national.

Sans surprise, le oui en faveur du militant Chadli Bendjedid – dénomination officiellement retenue pour la circonstance – l'emporte avec 99,5 % des suffrages exprimés, soit 7 470 728 électeurs. Le colonel est mort, vive le colonel !

Autre et dernière formalité pour le nouveau président, en conformité avec l'article 110 du texte fondamental : la cérémonie du serment constitutionnel.

Il fait déjà nuit ; il est 18 h 10, en ce vendredi 9 février, à la fin d'une semaine déjà chargée avec une longue prière à la Grande Mosquée. Au palais du Peuple, devant tout le gotha politique du pays, Chadli Bendjedid prononce la phrase qui fera de lui le président de la République : « Je jure par Dieu tout-puissant de respecter et de glorifier la religion islamique, de respecter et de défendre la Charte nationale, la Constitution et toutes les lois de la République, de respecter le caractère irréversible du choix pour le socialisme. » Il est formellement président et peut commencer rapidement son nouveau boulot dans deux heures, après le conventionnel thé à la menthe. Il peut enfin occuper un grand bureau dans le quartier huppé d'El-Mouradia, où il ne se rendait que pour prendre le rituel verre de thé, breuvage incontournable, en compagnie de Boumédiène.

C'est la rentrée ; il commence ses classes de président de la République. Avant de prendre des décisions importantes, Chadli se libère d'abord des influences réelles ou supposées qui avaient joué en sa faveur. Il fait savoir fermement qu'il va détenir le portefeuille de ministre de la Défense et qu'il restera le secrétaire général du parti unique. Le pouvoir ne se partage pas. Chadli sait se faire respecter, même face à Boumédiène au sommet de son pouvoir.

À la grande surprise de ses compagnons de route, Chadli Bendjedid sera le chef – et le seul. Un peu comme son homologue égyptien, Anouar el-Sadate, personnage effacé succédant à une personnalité charismatique, moqué au début par ses pairs et qui finira en pharaon. Avec une grande patience et un bon sens paysan, le président algérien, très rassurant en apparence, écartera peu à peu toutes les figures emblématiques de l'ère Boumédiène.

Le changement, c'est maintenant

Les Algériens sont tous devant leur télévision. Le JT de 20 heures diffuse la sortie du premier Conseil des ministres présidé par Chadli Bendjedid. Ils découvrent beaucoup de nouveaux visages. Ils verront toutefois celui de Bouteflika encore pour quelques semaines ; il est ministre sans portefeuille. Une autre nouveauté.

Dans ce nouveau gouvernement, une nomination est à signaler : celle de Mohamed Seddik Benyahia, nouveau chef de la diplomatie algérienne, qui sera appelé à traiter les grandes urgences internationales et à donner éventuellement un nouveau départ aux relations franco-algériennes. Il a déjà été membre de la délégation algérienne lors des négociations des accords d'Évian. À l'indépendance, il était le premier ambassadeur d'Algérie à Moscou, où il avait joué un rôle important dans la mise en place d'une première ligne de crédit soviétique de 500 millions de dollars, essentiellement affectés aux équipements militaires et à la formation des cadres de l'armée. Par la suite, Mohamed Benyahia est nommé ministre de l'Enseignement supérieur, et plus tard ministre des Finances.

Chadli Bendjedid, déjà assez peu connu dans son pays, l'est encore moins à l'étranger. Toutefois, il est célèbre au sein d'un cercle restreint d'officiers supérieurs français. Ses rapports avec eux datent de 1964, année où il prend ses fonctions de chef de la 2e région, dans l'Oranais. Il est à ce titre l'interlocuteur obligé des officiers de la base militaire de Mers el-Kébir, l'une des dernières survivances officielles de l'armée coloniale en Algérie. La France jouit de l'usage du sol et des souterrains de cette base, de ses eaux territoriales et de son espace aérien. Au total, l'armée française a le contrôle absolu d'une zone de quelques dizaines de kilomètres de rayon et dont l'accès est complètement interdit aux Algériens.

Après la prise du pouvoir par Boumédiène en juin 1965, l'armée française entame de grands travaux de fortification de Mers el-Kébir. Sur ordre du président algérien, Chadli demande au général commandant cette base les raisons de la construction de ces remparts. La réponse du général français est franche et directe : « Nos renseignements indiquent que vous vous apprêtez à nous attaquer, alors nous prenons nos dispositions pour nous défendre[3]. » Chadli rassure le général français : l'Algérie s'engage à respecter scrupuleusement les accords d'Évian concernant ces facilités militaires. « Il

me jura alors sur son honneur militaire qu'il allait donner l'ordre d'arrêter les travaux. Ce fut fait. »

C'est le début d'une relation respectueuse et de confiance. Chadli demande au général d'autoriser de jeunes officiers de la marine algérienne à suivre des cycles de formation et d'entraînement sur cette base afin d'assurer son bon fonctionnement après son évacuation au terme de la concession. Le général de Gaulle autorise la formation de 50 militaires et accepte même la cession des matériels et des équipements sur place pour seulement 10 millions de francs, alors que leur valeur est estimée à quinze fois ce montant.

Comme pour tout chef militaire algérien, les déplacements officiels du colonel Chadli à l'étranger se sont limités essentiellement aux pays frères : la Chine populaire, l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie, Cuba, le Maroc, l'Égypte, l'Ouganda et quelques autres pays africains. Son premier contact avec le sol français l'a très certainement marqué, vu le contexte ubuesque.

En octobre 1963, en partance pour Pékin où il doit représenter l'Algérie aux célébrations du vingt-neuvième anniversaire de la Longue Marche, Chadli Bendjedid, à la tête d'une délégation militaire, fait escale à l'aéroport d'Orly. À sa descente d'avion, son passeport est confisqué par des agents de la police de l'air et des frontières. Après de longues heures d'attente et de vives protestations frôlant le grave incident diplomatique, Chadli apprend que son nom figure sur une liste de condamnés à mort interdits d'entrée sur le territoire français. Les autorités françaises n'avaient pas mis à jour leurs fiches de contrôle aux frontières plus d'une année après l'indépendance de l'Algérie. « Quand mon passeport me fut restitué, il était mouillé et froissé, si bien que j'ai failli ne pas le reconnaître[4]. » Depuis, le colonel Chadli a effectué d'autres visites à Paris, mais à caractère très privé, qui lui ont laissé de bien meilleurs souvenirs…

La France, par la voix de son président, s'exprime pour la première fois sur les derniers changements en Algérie. Dans une conférence de presse, à la question : « Pensez-vous qu'une nouvelle étape entre Paris et Alger va maintenant commencer ? », Valéry Giscard d'Estaing répond : « Je le souhaite. Nous avons suivi naturellement avec beaucoup d'attention le déroulement des événements qui ont conduit à la désignation du président Chadli. Nous avons vu que ceci s'accompagnait d'une réflexion sur le contenu, la substance, l'orientation de la politique de l'Algérie. Nous nous

sommes réjouis du choix du peuple algérien et je souhaite, en effet, que, comme ceci avait été déjà exprimé avant le décès du président Boumédiène, les relations entre la France et l'Algérie puissent entrer dans une nouvelle ère. À l'heure actuelle où se modifient dans le monde les relations internationales, je pense que la circonstance est favorable à un réexamen, dans le sens de l'amélioration et de la coopération, des liens entre l'Algérie et la France[5]. »

Peu de jours après cette déclaration convenue, mais d'ouverture, un premier couac entache l'« ère nouvelle » de ces relations franco-algériennes. En page 3 du *Monde*[6] et en caractères gras : « Le principe d'une rencontre entre le roi du Maroc et le président algérien est acquis, déclare Olivier Stirn[7]. » Ce dernier ajoute que la France, tout en demeurant neutre sur le conflit du Sahara, a reconnu, comme les autres États de l'Europe des Neuf, le droit des Sahraouis à l'autodétermination. Elle n'est pas partie prenante à l'accord de Madrid qui a partagé le Sahara occidental, a-t-il rappelé, mais elle reste prête à contribuer à une solution. Il espère que les efforts de conciliation, entrepris notamment par le Mali et le Nigeria, aboutiront. Ces propos sont tenus au moment où le roi Hassan II se trouve en visite privée sur le sol français – circonstance aggravante. De l'ingérence à l'état pur.

Le lendemain, dans l'après-midi même, Guy de Commines, ambassadeur de France à Alger, a été convoqué au ministère algérien des Affaires étrangères, où des éclaircissements lui ont été demandés sur l'origine, le sens et la finalité des déclarations faites à Paris par Olivier Stirn. Tout en qualifiant d'inopportune la déclaration du secrétaire d'État français, le communiqué des Affaires étrangères algériennes se veut apaisant : il considère comme prématurée l'annonce d'une rencontre entre le président Chadli et le roi Hassan II. Selon Alger, une rencontre permettrait à Rabat d'accréditer l'idée que le conflit du Sahara occidental relève d'un différend entre les deux capitales, ce qui est faux.

S'il veut réellement mettre fin à la guerre, ajoutent les Algériens, Hassan II doit d'abord reconnaître le Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui. L'Algérie peut uniquement servir d'intermédiaire entre les antagonistes. *El Moudjahid*, de son côté, rappelle – pour mettre un terme aux spéculations sur une réorientation éventuelle de la politique algérienne – le message envoyé le 18 février par le président Chadli au commandement de la révolution de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), dans lequel le chef de l'État réaffirme l'appui solidaire de l'Algérie aux combattants sahraouis jusqu'à ce que les aspirations nationales de leur peuple

soient satisfaites.

Cependant, la presse algérienne n'évoque pas les relations compliquées entre Chadli Bendjedid et le roi du Maroc. La mésentente entre les deux hommes date de l'époque où les bras armés de l'opposition marocaine s'étaient réfugiés sur deux bases militaires : Sidi Bel-Abbès et Mohammadia, à l'ouest de l'Algérie, sur le territoire commandé par Chadli. Par ailleurs, le souverain marocain est convaincu que le colonel Chadli fait partie des officiers algériens qui avaient d'excellents rapports avec le général Mohamed Oufkir, auteur de la seconde tentative du coup d'État de 1972. Mais l'eau a coulé sous les ponts…

Durant cette période « transitoire » qui s'étend entre les premiers pas de Chadli en tant que président et l'élection présidentielle française de mai 1981, la rencontre franco-algérienne la plus significative est la prise de contact de Jean François-Poncet avec son homologue algérien, Mohamed Benyahia. Ils se sont évidemment expliqués sur le dossier sahraoui, mais pour le mettre ensuite entre parenthèses. Le plus urgent est de trouver un accord sur le statut de la colonie algérienne en France. Les Algériens d'abord.

Une équipe de diplomates français et algériens a mené pendant quinze mois, dans la plus grande discrétion, des négociations sur le statut des Algériens en France. Devant l'insistance algérienne, la France renonce au principe du contingentement autoritaire pour adopter une formule plus souple : le retour volontaire des travailleurs algériens avec garantie des droits acquis.

En septembre 1980, les deux ministres aboutissent à un accord, signé à Alger : retour volontaire accompagné d'un dispositif incitatif fondé sur un programme de formation professionnelle tenant compte des besoins algériens. La concession française n'est que temporaire, car les titres de séjour des travailleurs algériens concernés ne sont renouvelés que pour une période de trois ans et trois mois.

Contrairement au ministre des Affaires étrangères, Larbi Belkheir, le nouveau chef de cabinet de la présidence algérienne, veut se servir d'une possible évolution du dossier sahraoui comme d'un levier pour améliorer les relations avec la France. En effet, c'est lui qui avait discrètement exprimé à Olivier Stirn le souhait d'une rencontre entre Chadli et Hassan II. Selon cette logique, une normalisation avec la France passe par un dialogue direct entre

l'Algérie et le Maroc. Aussi l'épineux problème du Sahara occidental accorde-t-il un poids politique trop important aux patrons de l'armée. Larbi Belkheir envisage de le réduire en mettant les deux chefs d'État seuls aux commandes – et lui, maître de l'antichambre.

À la manœuvre, un ancien officier DAF qui jouit de la confiance de Chadli Bendjedid. S'esquissent dès lors les pourtours encore flous d'une « déboumédiénisation ». Ce qui est certain, c'est la volonté du nouveau président de s'entourer de quelques officiers en qui il a confiance et qui ont été sous son commandement à différents moments de sa carrière. Sa garde rapprochée est ainsi inconnue du grand public.

Ce noyau dur sera formé de quatre personnes. Mustapha Belloucif, ancien compagnon d'armes et issu de la même région que Chadli, avait rejoint le maquis dès 1956, à l'âge de 16 ans : il sera le premier général-major de l'armée algérienne, deux ans avant sa soudaine disgrâce. Avec Larbi Belkeir à la présidence et Mustapha Belloucif à l'état-major, l'équilibre semble parfait, mais reste très fragile : un officier ancien DAF et un autre issu des rangs de l'armée de libération. Mohamed Mediène, dit Tewfik, qui était le chef d'antenne de la Sécurité militaire de la 2e région, commandée par le colonel Chadli, rejoint la présidence en 1987 ; il aura plus tard un poids déterminant dans la vie politique de l'Algérie. Tout comme Khaled Nezzar : un DAF, mais un nationaliste sincère.

La première décision de Chadli Bendjedid qui concerne indirectement la France est prise très discrètement, et pour cause ! Il commue en réclusion à perpétuité la peine de mort prononcée à l'égard de Mohand Medjeer et d'André-Noël Cherid[8], condamnés en mars 1976 par la Cour algérienne de sûreté de l'État pour avoir déposé une bombe au siège du quotidien *El Moudjahid*. Le chef de l'État algérien gracie également le ressortissant espagnol Juan Alfonso Gonzalez, condamné à mort pour avoir tenté d'assassiner en Algérie Antonio Cubillo. Chadli tourne définitivement la page de la guerre secrète menée par Giscard d'Estaing en Algérie.

En conformité avec le slogan du congrès extraordinaire du FLN en 1980 : « Pour une vie meilleure », raillé par la *vox populi* en « Vivre ailleurs », le nouveau président, sur le plan intérieur, prend une série de mesures populaires, telles la suppression définitive de l'autorisation de sortie du territoire national, qui était obligatoire pour tous les Algériens désireux de

voyager à l'étranger. Il lance également le PAP (Plan anti-pénurie) : importation et distribution de produits qui ont toujours fait défaut dans les étalages du pays.

Ces achats massifs feront vite émerger de nouveaux intermédiaires, particulièrement intéressés. Ils sont aussi à l'aise dans les palais de la République que dans les salons privés des grandes multinationales. En France, sur des segments de marché, apparaissent des « Messieurs Algérie » : un ancien ministre de l'Agriculture du général de Gaulle sera « Monsieur Céréales » avant d'avoir un bureau de conseiller à l'Élysée. En politique, le blé est primordial.

Et, pour que l'Algérien ne doute plus de l'avenir et du modèle consumériste que lui offre l'État, Chadli Bendjedid est fréquemment filmé par les caméras de télévision lors des nombreuses inaugurations de centres commerciaux soudainement surchargés de biens et produits longtemps désirés. Ainsi, la ménagère de moins de cinquante ans peut désormais avoir son réfrigérateur, son téléviseur couleur et même des machines à laver, une pour le linge et une autre pour la vaisselle.

Enfin, les entreprises françaises pourront exporter vers l'Algérie des biens de consommation. Un vaste marché voit le jour. Un commerce à la valise est né entre Marseille et Alger, qui ne cessera de croître et de devenir une réalité socio-économique : le « Trabendo ». Ce vocable est un dérivé du mot « contrebande » en espagnol. Au fil du temps, ce Trabendo ouvrira un grand marché pour les commerçants marseillais d'abord, pour les PME françaises, puis en dehors de tout circuit bureaucratique.

Première crise et autres changements

Sur les planches du théâtre, sur un fond de sable ocre et dans un cercle de flammes, dès la première scène, Kateb Yacine[9] fait parler Kahina, la reine berbère qui prit les armes contre l'envahisseur arabe et musulman : « Ils voilent leurs femmes pour mieux les vendre. Pour eux, la plus belle fille n'est qu'une marchandise… Il ne faut surtout pas qu'elle parle, qu'on l'écoute. Une femme libre les scandalise. Ils ne peuvent pas comprendre, aveuglés par leur religion. » Cette pièce de théâtre intitulée *La Guerre de 2 000 ans*, écrite en 1974 est adaptée en kabyle. C'est presque une tragi-comédie musicale. Une très belle représentation préparée après la période de deuil que connaît le

pays. *But the show must go on.*

Ce spectacle, certes simpliste mais génial, est programmé pour le 3 mars 1979 au théâtre de Tizi-Ouzou[10]. Il sera cependant interdit par le pouvoir. Cette censure suscite un début d'émeute. En rétorsion, une salle de prière est mise à sac par les étudiants berbéristes. Façon provocatrice de désigner les islamistes comme les ennemis.

La tradition frondeuse de la Kabylie n'est plus à démontrer. Boumédiène avait particulièrement veillé à ce que cette région bénéficie d'importants investissements. Mais la redistribution de la manne financière, si généreuse soit-elle, reste insuffisante pour traiter en profondeur des questions identitaires et culturelles. Le choix d'une intense politique d'arabisation s'explique notamment par un nécessaire recouvrement de l'identité nationale qui ne peut être qu'arabe – étape constitutive de l'indépendance au sens plein du terme, croyait-on.

Le zèle de certains responsables, FLN pur jus, qualifie la langue française de séquelle du colonialisme. Alors que l'écrivain Kateb Yacine considère la langue de Molière comme un butin de guerre ! De cette confrontation entre les deux langues, le tamazigh[11] fait les frais. Circonstance aggravante pour les Berbères, la Kabylie est une région réputée – injustement – assez christianisée par rapport aux autres. De ce fait, les « berbéristes » sont doublement attaqués par la tendance islamiste qui commence à émerger sur le champ politique algérien.

Le contexte est tendu ; pour mettre le jeux aux poudres, il suffit d'une étincelle, d'une maladresse. Ce sera une conférence que devait donner l'écrivain Mouloud Mammeri sur « La poésie kabyle ancienne », prévue à l'université de Tizi-Ouzou le 10 mars 1980.

Le recteur de l'université, bien qu'hostile à ce projet, a toléré l'organisation de la conférence annoncée par voie d'affiches depuis plusieurs jours déjà. Certaines d'entre elles sont arrachées l'avant-veille. La conférence est curieusement interdite.

La veille, un mystérieux appel téléphonique d'un homme se faisant passer pour le recteur de Tizi-Ouzou prévient Mouloud Mammeri de l'annulation de l'événement. Le matin même de la conférence, l'écrivain téléphone directement au recteur, qui dément formellement toute interdiction ou tout report.

Accompagné par des amis, Mouloud Mammeri quitte Alger en voiture et se dirige vers l'université, où il est attendu par plus d'un millier d'étudiants. Arrivés à une dizaine de kilomètres de Tizi-Ouzou, ils sont interceptés par un barrage de police. Mouloud Mammeri est conduit chez le wali et, après vérification d'identité, il se voit signifier oralement l'interdiction de sa conférence sur la poésie kabyle ancienne, sous prétexte de risques de troubles à l'ordre public. Il est également convié par les forces de l'ordre à quitter la wilaya immédiatement.

Le grand spécialiste de la poésie kabyle, une icône, est tout simplement déclaré *persona non grata* dans sa Kabylie natale. Cela s'appelle jeter de l'huile sur le feu. La nouvelle ne tarde pas à gagner l'université, où l'effervescence succède à l'indignation. Une assemblée générale des étudiants est convoquée pour le lendemain, mardi 11 mars, à 9 heures. Elle se termine par une manifestation dans les rues de la ville avec un grand rassemblement devant le siège régional du FLN. Se met rapidement en place un imposant service de répression. Les contestations se répandent ; l'université d'Alger fait grève. Les marches d'étudiants se politisent : des banderoles appellent Aït Ahmed à rentrer en Algérie pour instaurer la démocratie.

Une semaine plus tard, la presse française fait état de la révolte estudiantine. Le pouvoir algérien sait gérer une foule en colère, mais ne sait pas faire face aux conséquences d'un article publié par le journal français de référence.

La mobilisation berbériste est relayée en France. Un Comité de défense des droits culturels (CDDC) se crée à Paris, appelant à un rassemblement silencieux devant l'ambassade d'Algérie en France. *El Moudjahid*, dans un article clairement antifrançais, qualifie Mouloud Mammeri, sans le nommer, de véritable collaborateur du colonialisme. La main de l'étranger est de nouveau désignée pour expliquer les troubles.

À la suite des journées de grève générale de la seconde quinzaine du mois d'avril dans toute la Kabylie, les arrestations opérées à tour de bras dans les milieux estudiantins aggravent la situation. La région est encerclée, et désormais interdite aux journalistes étrangers. C'est donc de Paris que les journalistes relatent les événements qui secouent l'Algérie.

Un article du *Monde* sur ce Comité met Alger très mal à l'aise, mais conforte la version officielle qui parle explicitement de complot ourdi par la

France de Giscard d’Estaing. Dans son édition du 18 avril, le journal donne la parole aux activistes du CDDC. Les témoignages sont accablants pour le pouvoir algérien : « Les membres de ce Comité protestent contre le gouvernement qui veut arabiser le pays. “Les programmes officiels de la télévision sont en arabe classique, nous dit l’un d’entre eux. Personne, chez nous, n’y comprend rien.” “L’arabisation qui a lieu actuellement en Algérie, assure un autre membre du Comité, ne fait que fabriquer des chômeurs. L’arabe classique qu’on enseigne à l’école n’offre aucun débouché. D’ailleurs, les cadres du pays font enseigner à leurs enfants le français ou l’anglais, et non une langue confessionnelle et inopérante.” »

Le chanteur Aït-Menguellet, interdit en Algérie, donne un récital à la Porte de Pantin, à Paris, organisé par le CDDC – tout comme le gala de Matoub Lounès[12] à l’Olympia. Une minute de silence est observée en signe de solidarité avec le mouvement populaire en Algérie.

Paris devient la caisse de résonance des revendications des berbéristes, alors qu’Alger les peint en pyromanes : la télévision nationale diffuse les images de magasins, d’écoles et d’édifices publics brûlés et saccagés. La villa du ministre de l’Enseignement est même incendiée, mais hors caméras.

Le président Chadli Bendjedid réagit. Dans un discours prononcé lors de la clôture d’un séminaire sur la planification au Palais des Nations du Club des Pins, il fait allusion aux manifestations qui se sont déroulées dernièrement à Alger, et surtout en Kabylie, pour réclamer la liberté d’expression et le droit de cité pour la culture berbère : « Le patrimoine culturel national n’était pas le monopole d’une région ou d’un groupe. La culture algérienne constitue l’acquis de 20 millions de citoyens. Nous disons non à ceux qui veulent exploiter ce thème à des fins politiques. La démocratie ne signifie pas l’anarchie. » Alors que la dictature signifie l’ordre, aurait-il dit de manière subliminale.

Après le rappel de ces généralités, le président devient plus explicite quant à la thèse du complot de l’étranger : il établit un parallèle entre ces agitations et l’action entreprise par son gouvernement pour obtenir une revalorisation du prix du gaz aux dépens de l’acheteur français. CQFD. Propos longuement applaudis par les caciques, mais qui ne sont pas de nature à calmer les manifestants, dont certains vivent dans une sorte d’état de siège, loin des caméras.

À Paris, le Comité de défense des droits culturels poursuit sa mobilisation

et organise une marche silencieuse pour le 26 avril. La veille, l'ambassadeur d'Algérie est reçu à sa demande au Quai d'Orsay à 17 heures précises. Moins d'une heure plus tard, le préfet de police signifie au CDDC l'interdiction de la marche prévue pour le lendemain. Giscard d'Estaing peut être grand seigneur quand il le veut. Cependant, plus de 500 berbéristes irréductibles bravent l'interdiction. La police intervient et interpelle 400 marcheurs pourtant pacifiques. Ils sont conduits à Vincennes, où ils sont fouillés, photographiés et fichés, comme un certain 17 octobre 1961 – mais, cette fois-ci, pour le plus grand plaisir du FLN. Autres temps, autres mœurs.

Le calme revient en Algérie, mais le malaise kabyle demeure. Réuni au début du mois de mai, le Comité central du FLN écoute religieusement le discours du président, où fusent avec éclat les dénonciations habituelles « des colonialistes qui s'arrogent le droit de protéger et de préserver une partie de cette nation. Nous disons oui à l'ouverture sur les langues étrangères et non à l'emploi de la francophonie en tant qu'expression du colonialisme économique et culturel. Il nous importe de replacer la langue nationale au rang qui lui revient, de la développer et de l'enrichir pour qu'elle redevienne ce qu'elle a été : une langue de science, de travail et de civilisation ». L'arabisation est, pour le FLN, la poursuite du combat de la libération culturelle ; toutefois, le Comité central entrouvre légèrement une porte : dans le communiqué final, il est précisé que le dossier culturel sera ouvert et débattu de la même manière qu'ont été étudiés les autres dossiers dans le cadre des institutions du pays.

Deux mois plus tard, lors d'un remaniement ministériel, un secrétariat à la Culture populaire voit le jour, confié à un membre du Comité central du FLN : Mohamed Larbi Ould Khelifa, universitaire arabisant d'origine kabyle. Il sera surnommé « le Kabyle de service ». Peu importe, il fera le *job*, et bien au-delà[13]. Première réponse de diversion aux préoccupations exprimées à l'occasion du printemps berbère. C'est surtout l'occasion pour Chadli de modifier la composition du gouvernement et celle du Bureau politique du FLN. Son autorité sur ses pairs s'affirme de plus en plus. Tout comme ses premiers penchants pour un « arabo-islamisme » version orientale, aux antipodes des revendications berbéristes.

La terre tremble, des immeubles s'effondrent ; c'est la catastrophe. Vendredi 10 octobre 1980, à 13 h 30 précises, la ville d'Al-Asnam, à

200 kilomètres à l'ouest d'Alger, connaît un terrible séisme (7,2 sur l'échelle de Richter). La ville est détruite à plus de 70 % ; près de 3 000 personnes disparaissent, plusieurs milliers d'autres seront gravement blessées. La solidarité internationale s'exprime par des aides humanitaires.

La France, entre autres, envoie des équipes de secours accompagnées de chiens. À l'occasion du pèlerinage de Chadli Bendjedid à La Mecque, quelques mois après le séisme, l'Arabie saoudite fait un don de 100 millions de dollars, mais à condition que la ville d'Al-Asnam change de nom – celui-ci renvoie aux idoles condamnées par l'islam.

Hadj Chadli Bendjedid, officiellement homme pieux, accepte cette aide « humanitaire » honteusement conditionnée par la construction d'un centre culturel islamique et de nouvelles mosquées, et il rebaptise la ville « Cheliff », du nom d'un oued qui traverse l'agglomération. À l'époque, même l'imam de la mosquée de la ville sinistrée est opposé à ce changement de nom. Mais le président ne veut pas déplaire au pouvoir wahhabite. Le décret 81-106 est publié dans le *Journal officiel* du 26 mai 1981. Le lendemain de cette publication, Chadli visite la région et inaugure plusieurs cités de logements destinés aux sinistrés. Il annonce aussi la fin du commandement militaire sur cette région, signe fort de retour à la vie normale. Al-Asnam, ex-Orléansville, également détruite par un séisme en 1954, renaît sous le nom de Cheliff, et Chadli obtient son premier centre culturel islamique sponsorisé par des fonds peu désintéressés des Saoudiens. Le ton est donné.

Alger et Washington, coup de foudre à Téhéran

Ce jour-là, Chadli Bendjedid n'est plus un simple spectateur à la tribune d'honneur. Il est le grand maître des cérémonies. C'est aussi l'occasion de montrer son beau costume tout neuf, sorti de sa nouvelle garde-robe signée Francesco Smalto, ancien apprenti de Mario de Luca, le tailleur attitré de Boumédiène. La continuité s'arrête là.

C'est le vingt-cinquième anniversaire du déclenchement de la révolution algérienne. Alger s'apprête à recevoir les grands de ce monde. L'année 1979 sera riche en chamboulements. Quatre événements totalement extérieurs, et dont chacun a sa propre historicité, vont modifier l'ordre mondial, à commencer par le monde arabo-musulman.

Le premier coup de tonnerre a lieu le 1er février de cette année fatidique : le retour de l'ayatollah Khomeiny en Iran et la création d'une république islamique sur l'une des zones les plus pétrolifères au monde. L'Algérie va bientôt jouer un rôle de premier plan en Iran, où les dignitaires chiites savent que Boumédiène était disposé à recevoir l'imam Khomeiny en 1978.

Le deuxième événement est la signature officielle des accords de Camp David le 26 mars, date du basculement des islamistes égyptiens dans une lutte radicale contre Anouar el-Sadate.

Le 20 novembre vient ensuite la prise d'otages dans la grande mosquée de La Mecque appelée en arabe « Al-Masjid al-Harâm », qui est le plus haut lieu du monde musulman. Un commando de 200 hommes, dont la plupart sont de nationalité saoudienne, prennent d'assaut la mosquée sacrée. Une prise d'otages sans précédent qui dure quelques jours et qui nécessite le soutien du Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale française (GIGN). Information bien sûr démentie par la famille Al-Saoud : des chrétiens au pied de La Mecque, c'est un sacrilège autrement plus grave.

Enfin, l'invasion de l'Afghanistan par des troupes soviétiques le 24 décembre de cette terrible année. 1979, *annus horribilis*. L'agression de Moscou contre Kaboul, hormis les questions de droit international et les considérations de guerre froide, va déclencher le premier « djihad tour ». Le circuit des djihadistes se rode rapidement et il se construit par l'argent saoudien, le discours wahhabite et les armes américaines

Ce 1er novembre 1979, l'Algérie célèbre dans la joie et en grande pompe le vingt-cinquième anniversaire du déclenchement de sa révolution. Parmi les invités d'honneur à ces commémorations figurent Zbigniew Brzezinski, conseiller spécial de Jimmy Carter pour les affaires de sécurité, et Mehdi Bazargan, nouveau Premier ministre de la révolution iranienne. Ils se parlent : « On croit encore que tout est possible entre l'Iran et l'Occident. À Alger, Bazargan prend sur lui de faire des ouvertures et des promesses à la condition que les États-Unis se manifestent coopératifs sur tous les plans. Quand Brzezinski rentre, il est d'autant plus optimiste que les pourparlers ont eu la précieuse caution algérienne[14]. »

À peine revenu à Téhéran, Mehdi Bazargan se voit accusé de vouloir restaurer le régime du shah, sans le shah. « On comprend dès lors que, dans ce climat anti-américain enfiévré, la rencontre, la semaine dernière à Alger, de Bazargan avec Brzezinski ait été ressentie par l'opinion comme une

provocation. Le Premier ministre iranien était accompagné par deux personnalités considérées, à tort ou à raison, comme pro-américaines : MM. Yazdi et Tchamran, respectivement ministres des Affaires étrangères et de la Défense. Imprudence supplémentaire : non seulement Bazargan n'a pas exigé l'extradition du shah, mais il s'est contenté de rapporter, sans commentaire, les assurances qu'il avait reçues du conseiller de M. Carter, selon lequel l'empereur déchu n'avait pas l'intention de se livrer aux États-Unis à des activités politiques. Ne se doutant apparemment de rien, Bazargan a déclaré, ravi, que la conversation avait été "cordiale", tandis que Brzezinski renchérissait en la qualifiant de "constructive[15]". » Quelques jours auparavant, pourtant, aussi bien les Américains que certains Iraniens croyaient en une relation normalisée entre leurs deux pays.

La vague d'anti-américanisme en Iran repose sur des souvenirs anciens, mais vivaces. À Téhéran, personne n'oublie que c'est un coup d'État fomenté par la CIA qui a rétabli le shah sur le trône en 1953. Cette même CIA a toujours soutenu la redoutable Savak.

Au matin du 4 novembre, l'organe du Parti de la république islamique qui se réclame de l'imam Khomeiny publie un communiqué exigeant que « Mehdi Bazargan rende compte au Conseil de la révolution de sa conversation avec le représentant de la superpuissance satanique ».

Le même jour, après la deuxième prière, 400 étudiants prennent d'assaut l'ambassade américaine aux cris de : « *La Ilah Illallah !* » (Dieu est unique). Armés de gourdins et d'autres armes blanches, ils escaladent l'enceinte de la chancellerie. Mais, au bout de la pelouse, ils sont stoppés par des « Marines », avec qui s'instaure un débat houleux, soudain interrompu quand un étudiant voit une épaisse fumée noire s'échapper d'une fenêtre. Il hurle : « Ils brûlent des documents ! » Les Marines assaillis lancent des bombes lacrymogènes, qui ne suffisent pas à contenir la ruée des étudiants qui se protègent par des mouchoirs mouillés plaqués sur leur visage. Tous les occupants de l'ambassade sont assez vite neutralisés, sans qu'aucun coup de feu soit tiré. Les assaillants se présentent comme les Étudiants musulmans partisans de l'imam Khomeiny, organisation jusqu'alors inconnue, mais dotée de soutiens au plus haut niveau du clergé chiite.

À la tombée de la nuit, après l'avant-dernière prière de la journée, un porte-parole de cette organisation invite la presse pour une déclaration solennelle : « L'islam est l'école de l'anti-impérialisme. La révolution

iranienne a été et devrait demeurer d'essence anti-impérialiste. Mais le gouvernement de M. Bazargan n'a cessé d'agir en faveur de l'impérialisme américain, se dressant ainsi contre la politique claire de l'imam Khomeiny. C'est l'une des principales raisons qui nous ont incités à occuper l'ambassade américaine. » C'est le début d'une crise internationale sans précédent ; c'est aussi le commencement de luttes intra-iraniennes qui aboutiront à la radicalisation de la République islamique. Pendant quatre cent quarante-quatre jours, le monde est tenu en haleine, tant par les retournements de situation que par le double langage d'une direction iranienne alors peu homogène. Des barbus enturbannés défient la première puissance planétaire en faisant fi du droit international et violent les accords de Vienne sur les représentations diplomatiques[16]. De toute façon, pour ces étudiants révolutionnaires, l'ambassade américaine n'est qu'un nid d'espions.

Le dimanche 11 novembre, ils rendent public un document indiquant que l'ambassade américaine à Téhéran a fourni un faux passeport, en juillet dernier, à l'ancien commandant en chef de la marine, l'amiral Kamel Habilollah, lui permettant ainsi d'échapper à la justice révolutionnaire et de rejoindre sa famille aux États-Unis. Les autorités estiment, bien entendu, que son cas n'est pas unique. Le bras de fer commence entre des Iraniens survoltés et un Jimmy Carter pourtant coopératif – au grand dam de Henry Kissinger, entre autres, il a en effet brutalement lâché le shah d'Iran.

Le nombre d'otages américains est, au début, imprécis. Ce qui nourrit la confusion. Très vite, ce sujet devient sensible : six Américains ont réussi à échapper à la foule en se réfugiant chez un diplomate canadien[17]. Leur exfiltration soixante-dix-neuf jours plus tard va exaspérer les preneurs d'otages, déjà très excités. D'autant plus que, en interne, deux factions s'opposent : une aile laïque et libérale, qui souhaite une rapide libération des otages ; une aile religieuse intégriste, pour qui le sort des otages ne revêt qu'une importance secondaire.

À l'origine, une centaine de personnes se trouvant à l'intérieur de l'ambassade sont capturées. Ensuite, entre le 19 et le 24 novembre, treize otages sont libérés et, plus de six mois plus tard, un seul otage quitte l'ambassade pour des raisons de santé. Ce n'est qu'à la veille de Noël 1979 qu'une première mission humanitaire rend visite aux otages.

Les témoignages, bien que mesurés, sont désastreux pour l'image de l'Iran : otages menottés, sous surveillance permanente, pressions

psychologiques… Autant d'arguments aux yeux de la faction libérale du régime pour en finir avec cette aventure inqualifiable qui n'a d'autre effet, selon ses tenants, que d'affaiblir l'influence internationale de la révolution islamique. Au contraire, pour la faction intégriste, ces otages sont l'instrument indispensable pour asseoir son pouvoir dans le pays en éliminant définitivement les libéraux. Surtout que la première revendication des durs – extrader le shah et l'impératrice Farah Diba à Téhéran – ne peut être satisfaite. Sans parler de l'exigence de la présentation d'excuses par le gouvernement américain aux Iraniens.

La situation semble bloquée. Washington fait un premier geste en invitant le couple impérial à quitter le sol américain pour le Panama. Choix qui semble judicieux : une résidence dans une île, Contadora, qu'il ne devrait pas être trop difficile de protéger, une série d'hôpitaux militaires américains dans l'ancienne zone du canal, où les traitements commencés aux États-Unis pourront être poursuivis. « Autre détail non négligeable : le dollar est pratiquement la monnaie du pays et quatre-vingt-sept banques internationales, dont la plupart de celles qui gèrent la fortune du shah, ont des filiales à Panama[18]. » Mais cela ne change rien : tout le monde sait que le Panama est sous la férule américaine. Le couple impérial arrive finalement sain et sauf en Égypte. C'est la dernière rencontre entre deux des membres du Safari Club.

Rien n'y fait. Ni les sanctions économiques à l'encontre de l'Iran, ni les missions onusiennes de médiation ne font infléchir les religieux iraniens, préoccupés en premier lieu par leur lutte en interne contre les libéraux. Les élections législatives du 13 mars et du 9 mai 1980, pour le second tour, donnent une nette victoire au Parti de la république islamique. Seulement, le 7 avril, entre les deux tours, les États-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec l'Iran. Et c'est Alger qui, depuis cette date, est chargée de représenter les intérêts iraniens à Washington.

Contre l'avis de son secrétaire d'État, Cyrus Vance, qui présente sa démission immédiatement, Jimmy Carter ordonne une opération militaire pour libérer les otages. Dans la nuit du 24 au 25 avril, des unités héliportées pénètrent dans le territoire iranien. L'opération tourne au désastre : trois hélicoptères sur huit tombent en panne, un quatrième entre en collision avec un appareil de type C130 Hercules, à cause d'un vent de sable. L'ordre de

repli est donné, en abandonnant, huit soldats américains morts. Jimmy Carter, qui doit entrer dans la campagne présidentielle, n'a plus d'autre choix que de négocier avec Téhéran. La libération des otages conditionne son éventuelle réélection.

Contre toute attente, Téhéran fait un premier pas vers une solution négociée. L'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Gerhard Ritzel, accrédité en Iran, reçoit un appel téléphonique, le 9 septembre, d'un haut dignitaire du régime islamique. Le message est clair : Téhéran autorise un de ses hauts fonctionnaires à rencontrer secrètement, en territoire allemand, un émissaire de Washington. Jimmy Carter demande à son vice-ministre des Affaires étrangères d'organiser cette entrevue après les précautions d'usage.

Préalablement, les Américains veulent s'assurer du sérieux des Iraniens. Aussi l'ambassadeur Ritzel réussit-il à convaincre Téhéran de transmettre à Washington les conditions de la libération des otages avant leur annonce officielle dans un discours de l'ayatollah Khomeiny. Après lecture et validation sur le principe par les Américains, l'imam prononce le 12 septembre son discours où il rend publique la teneur des quatre conditions principales à remplir avant la libération des otages : la non-intervention de l'administration américaine dans les affaires intérieures iraniennes ; le dégel des avoirs iraniens saisis dans les banques américaines ; le retrait de toutes les réclamations introduites dans les différentes juridictions américaines ; enfin, la restitution des biens de la famille Pahlavi.

La rencontre peut avoir lieu. Warren Christopher trouve le prétexte de la crise polonaise pour se rendre en Allemagne. Durant deux jours, du 15 au 17 septembre, il y rencontre dans le plus grand secret le vice-Premier ministre iranien, Sadegh Tabatabai[19], en présence du ministre allemand des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher. Chaque partie expose la position de son gouvernement.

Une nouvelle rencontre est prévue une semaine plus tard, toujours à Bonn, après que chaque émissaire a rendu compte à son président. Elle n'aura jamais lieu : le 22 septembre, Saddam Hussein attaque l'Iran. Ali Radjai, Premier ministre de la République islamique d'Iran, se rend au siège des Nations unies à New York le 16 octobre. Il refuse tout contact direct, même secrètement, avec les émissaires du gouvernement américain qui lui font parvenir un message par le biais du représentant de l'Algérie à l'ONU,

Mohamed Bedjaoui. Message pourtant bien reçu, puisque le Premier ministre iranien modifie ses plans de voyage et fait une escale à Alger sur son chemin de retour à Téhéran.

Des entretiens approfondis sont menés entre le ministre iranien et Mohamed Benyahia, ministre algérien des Affaires étrangères. La deuxième phase des négociations indirectes commence, avec l'Algérie comme intermédiaire. Le choix d'Alger convient aux antagonistes. Les États-Unis ont rétabli leurs relations avec le pays en 1975. Aussi Chadli Bendjedid, tout fraîchement président, avait-il envoyé un long message personnel à l'ayatollah Khomeiny. Ce dernier n'a pas tardé à autorisé l'ouverture d'un bureau du Front Polisario à Téhéran, en réaction au séjour du shah d'Iran au Maroc, fût-il court. Le Majlis[20] iranien sollicite officiellement la médiation algérienne à la suite d'une réunion le 2 novembre. Warren Christopher réagit : « Dès lors que nous ne pouvions plus parler directement avec les Iraniens, l'Algérie représentait le meilleur choix possible [*the next best choice*]. »

Le gouvernement algérien met en place un dispositif complexe : une « cellule volante » basée à Alger fait le lien entre Washington et Téhéran. Son noyau regroupe le ministre des Affaires étrangères, les ambassadeurs dans les deux capitales impliquées et le gouverneur de la Banque centrale d'Algérie, Mohamed-Seghir Mostefai. Deux problèmes apparaissent d'emblée : la restitution de la fortune de la famille impériale et le chiffrage financier des exigences iraniennes. Sur cette question, Téhéran réclame 24 milliards de dollars, une somme bien supérieure aux montants gelés. Finalement, l'Iran ramène ses prétentions à 9 milliards.

Grâce au rôle modérateur de l'Algérie, après un certain nombre de déplacements et de réunions, un accord définitif est à portée de main. Averti de l'imminence du dénouement, Jimmy Carter ordonne à la délégation américaine de se rendre, pour la troisième fois, à Alger en janvier 1981 et d'y rester jusqu'à la libération des otages, dans l'espoir d'un règlement rapide – du moins avant le 20 janvier, date à laquelle Ronald Reagan sera formellement le nouveau président des États-Unis.

À Alger, deux accords sont sur la table : un politique et un technique – un accord de consignation qui fait de la Banque centrale d'Algérie le titulaire du compte séquestre, auprès de la Banque d'Angleterre. Reste aux Algériens à

organiser le transport des otages, ce qui n'est pas simple dans un contexte de grande méfiance entre les antagonistes. Deux appareils Boeing 727 d'Air Algérie sont mobilisés, mais ils nécessitent une escale. Trois options sont offertes à Téhéran : Malte, Ankara ou Athènes. Finalement, les appareils rempliront leurs réservoirs dans la capitale turque à l'aller, dans l'hellénique au retour. Les Américains rejettent aussi l'option Ankara, où un coup d'État aura lieu dans les jours à venir. Un troisième avion du GLAM algérien, Gruhman G2, est prévu.

Le 18 janvier, les trois appareils atterrissent à Téhéran, où la délégation algérienne va passer deux nuits. Les otages américains seront libres à Alger le 20 janvier, soit vingt minutes après la fin de la cérémonie constitutionnelle qui fait de Ronald Reagan le nouveau président américain.

L'arrivée des ex-otages en Algérie est diffusée en direct sur de nombreuses chaînes américaines. Grande victoire pour la diplomatie algérienne, objet de toutes les louanges. Chadli Bendjedid remporte un succès éclatant sur la scène internationale grâce à son ministre des Affaires étrangères et à ses équipes. Il est auréolé par la première puissance mondiale. Il ne lui reste plus qu'à attendre le résultat de l'élection présidentielle française, prévue au mois de mai prochain, pour évaluer la tournure de ses relations avec l'Élysée.

À la suite du dénouement heureux de la crise des otages américains de Téhéran, Ronald Reagan offre à l'Algérie l'intégrale de la série *Dallas*, qui connaît cette année-là un succès planétaire. Les Algériens sont tenus en haleine par les soubresauts de la relation tourmentée du couple Sue Ellen et J.R. Ewing. Pendant que leur président remanie, dans son coin, le gouvernement et tire sur ses anciens amis. Mais, à l'instar de J.R. Ewing, ils ne seront que blessés. Certains s'en remettront même.

Le cadeau des Français à Chadli Bendjedid sera présenté le 10 mai à 20 heures précises, lorsque François Mitterrand devient président de la République.

Chadli se méfie de Giscard d'Estaing et n'a à aucun moment envisagé de se rendre en France, en dépit de l'insistance de l'Élysée qui exige la réciprocité. Déjà, selon le président algérien, le printemps berbère est une manipulation française. Il le dira clairement plus tard, en 2010, dans un entretien accordé au quotidien indépendant *Liberté*[21] : « Je le dis sincèrement,

il y avait un plan colonialiste de la part des services secrets français pour alimenter le sentiment d'appartenance à l'amazighité pour gagner la sympathie de ces groupes et les relier à la France afin de créer des problèmes internes dans le but d'exercer des pressions politiques sur le gouvernement algérien. Et, pour prouver ce que je dis, il faut voir ce que fait la France pour enseigner l'amazighité dans ses universités. Les événements de 1980 étaient politiques sous le couvert de la question amazigh, et on peut dire qu'ils étaient politiques et culturels en même temps. »

Une fois Giscard parti, et lui auréolé par le grand succès diplomatique des otages américains, Chadli peut rencontrer son futur nouvel ami, François Mitterrand, mais au rythme d'une relation qui se révélera plus compliquée que prévu.

---

1. El-Mouradia est le palais présidentiel à Alger.

2. Il est secrétaire d'État chargé des travailleurs manuels et immigrés.

3. Chadli Bendjedid, *op. cit.*, p. 268.

4. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 303.

5. *Le Monde*, 17 février 1979.

6. 22 février 1979.

7. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

8. Ils seront libérés dans le plus grand secret le 20 décembre 1986.

9. Né en 1929, il participe comme lycéen aux manifestations du 8 mai 1945 à Sétif. Il fait deux mois de prison et est exclu du lycée. L'année suivante, il publie son premier recueil de poèmes. En 1947, il adhère au Parti communiste algérien. De 1952 à 1959, il s'installe à Paris, où il rencontre Bertolt Brecht. Il publie des nouvelles dans la revue *Esprit* ainsi que son premier grand roman, *Nedjma*. Parmi ses pièces de théâtre, il écrit *Mohamed, prends ta valise !*, où il parle de l'émigration algérienne. Il meurt en octobre 1989.

10. Ville principale de la Haute-Kabylie.

11. Langue kabyle.

12. Ce musicien auteur compositeur est un militant de la cause berbère. Il publie en 1994 un ouvrage autobiographique, *Le Rebelle*, et reçoit le prix de la Mémoire des mains de Danielle Mitterrand. Le 25 juin 1998, il est assassiné dans des conditions jamais élucidées. Ses funérailles attirent des centaines de milliers de personnes et la Kabylie connaît à cette occasion plusieurs semaines d'émeutes et de deuil.

13. Il sera nommé en 2012 président de l'Assemblée nationale, troisième sur la liste protocolaire de la République algérienne, après avoir été ambassadeur à Téhéran et au Yémen – deux hauts lieux de la tolérance religieuse.

14. Jean Daniel, *Les Religions d'un président*, Grasset, 1988.

15. Éric Rouleau, *Le Monde*, 6 novembre 1979.

16. Les États-Unis et l'Iran sont liés par la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, entrée en vigueur le 24 avril 1964.

17. Voir à ce sujet la version très romancée du film *Argo* de Ben Affleck, sorti en 2012.

18. Michel Tatu, *Le Monde*, 18 décembre 1979.

19. Il était avec l'ayatollah Khomeiny à Neauphle-le-Château. Il sera nommé plus tard ambassadeur de la République islamique d'Iran en Allemagne, où il mourra en 2015 à la suite d'un cancer des poumons.

20. Le parlement iranien.

21. Édition du 4 octobre 2010.

X

Mitterrand, l'ami algérien et l'ami marocain

La place de la Bastille est euphorique. La gauche est au pouvoir. Tous les ténors socialistes et communistes sont sur la tribune et saluent la foule plus qu'enthousiaste. Mais un violent orage de printemps vient soudainement perturber la petite fête. Elle ne sera pourtant pas gâchée. En T-shirt, en bras de chemise et sous la pluie, les Français crient à tue-tête : « Mitterrand, du soleil ! » Quel beau spectacle, ces jeunes aux vêtements mouillés sur cette place parisienne très emblématique, non encore *polluée* par des drapeaux algériens. C'était le temps des roses…

Le temps des « Au revoir »

« Françaises, Français. Il y a sept ans, le peuple français me confiait la responsabilité de notre pays. […] Avant de vous quitter, je vous souhaite bonne chance, à chacune et à chacun d'entre vous. Oui, bonne chance du fond du cœur, sans amertume vis-à-vis des uns, et avec une chaude reconnaissance pour les autres. Mes vœux vont aussi à celui que les Français ont choisi pour être le premier d'entre eux. Et dans ces temps difficiles, où le mal rôde et frappe dans le monde, je souhaite que la providence veille sur la France, pour son bonheur, pour son bien et pour sa grandeur. Au revoir ! »

« Au revoir » : ces deux mots sont entrés dans la petite histoire de la Ve République. À peine prononcés sur un ton mélodramatique, il se lève, fait quelques pas, suivi par une caméra aux effets hitchcockiens, et ouvre la porte

d’un geste lent.

Il sort, la porte se ferme, mais, dans une lente rotation, la caméra continue à filmer pendant de longues secondes une chaise vide. Ce mardi 19 mai, à 20 heures, tous les Français ont suivi, sur les trois chaînes de télévision, les dernières minutes de Valéry Giscard d’Estaing président.

Il vient d’adresser un message d’adieu aux Français. Deux jours plus tard, sur le perron de l’Élysée, François Mitterrand formalise la passation de pouvoir. Giscard d’Estaing quitte le « château » à pied pour prendre le volant de sa voiture personnelle, de marque Peugeot, garée auparavant par son fils, Henri. Il rentrerait chez lui comme un ex-président normal, dirait-on aujourd’hui, s’il n’avait pas été grossièrement conspué par quelques dizaines de Français massés devant les grilles de l’Élysée.

Le désormais ex-président de la République française est ému et presque décomposé, alors qu’à Alger son tout nouveau ancien homologue est soulagé. Plus, même. Il est satisfait : il a un nouvel interlocuteur socialiste. Mitterrand est enfin président.

Dès le lendemain du second tour, Chadli Bendjedid adresse à François Mitterrand un message de félicitations très personnalisé : « Je forme des vœux pour le développement heureux et l’approfondissement des relations et de la coopération entre nos deux pays, dans l’intérêt de nos deux peuples. Je suis convaincu que le renforcement de la confiance et de la compréhension entre l’Algérie et la France contribuera à l’instauration d’un climat de paix et de sécurité pour tous les peuples de la région et concourra au rétablissement d’une coopération internationale pour un monde plus juste et plus solidaire. »

Au moment où il envoie ce message, Chadli a la certitude que le nouveau président de la République française va se rendre à Alger en visite officielle avant la fin de l’année. En effet, François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, devait s’y rendre en janvier 1981. D’un commun accord, selon la formule consacrée, cette visite est cependant reportée après les élections françaises. L’issue du scrutin était encore assez incertaine et Alger voulait rester prudente. Même l’ambassadeur d’Algérie à Paris, Mohamed Sahnoun, se voit invité à prendre des vacances afin d’être absent de l’Hexagone durant la campagne du second tour. L’Algérie ne veut pas être à nouveau accusée de prendre parti, comme lors des législatives de 1978. Même si, à l’évidence, François Mitterrand est le « bon choix » pour Alger et pour la majorité des Français.

Le roi Hassan II s'adonne au même exercice protocolaire, figure imposée des relations internationales entre chefs d'État. Son message de félicitations, commençant par le « nous » royal, est moins personnalisé – François Mitterrand n'est pas encore son copain : « Il nous est agréable de vous adresser nos amicales félicitations. Nos deux pays ont toujours entretenu des relations exemplaires. Nous attachons une grande importance à ce qu'elles se développent harmonieusement dans l'intérêt bien compris de nos deux États. Le Maroc, pour sa part, ne ménagera aucun effort pour maintenir les relations franco-marocaines à l'abri de toutes sortes d'altérations ou d'aléas. »

Au contraire, la presse marocaine s'inquiète des conséquences de l'arrivée d'un socialiste à la présidence. Les nombreux contacts entre le Parti socialiste français et le Front Polisario ne sont pas oubliés. Un article du quotidien *Le Matin du Sahara*, le plus grand par la diffusion, signale qu'un représentant de l'organisation sahraouie honnie à Rabat s'est mêlé à la foule conviée au siège du Parti socialiste au cœur de Paris – mauvais présage.

Au palais royal, le départ du « copain » Giscard est source d'inquiétudes, certes, mais le roi rappelle – et des fuites organisées s'en font l'écho – que François Mitterrand a démissionné en 1953 de son poste de ministre délégué au Conseil de l'Europe pour protester contre la déposition du sultan du Maroc, Mohamed V, son père. Évidemment, la presse marocaine ne mentionne pas la présence du conseiller du roi, Réda Guedira, l'homme des missions délicates, à Paris, la veille de l'élection du 10 mai, porteur d'un message qu'il n'a pas pu remettre.

Le forcing marocain sur l'Élysée ne cesse pas pour autant. La coopération militaire franco-marocaine se poursuit. Mais, sait-on jamais, le roi accorde aux forces américaines des « facilités » de transit sur les bases marocaines. Pragmatique, Mitterrand renonce assez rapidement aux utopies socialistes. Vite oublié, le projet de remplacer le commerce d'armes par des produits alimentaires.

François Mitterrand rappelle qu'il n'aime pas le commerce d'armes, mais il faut soutenir le commerce extérieur français. Il décide de reprendre les livraisons d'armes à la Libye, suspendues par Valéry Giscard d'Estaing.

Dans la guerre Irak-Iran, Saddam Hussein devient ainsi le premier client de l'armement français au Moyen-Orient : plus de 28 milliards de francs de contrats en à peine plus d'un an. Au même moment, un important marché d'armes est signé avec la Syrie de Hafez el-Assad, qui pourtant en cède une

bonne partie à Téhéran. À son tour, Mitterrand président dit à sa façon « au revoir » aux promesses électorales de Mitterrand candidat. C'est la froide logique des intérêts nationaux dans toute sa splendeur.

La campagne d'assainissement algérienne

Il fait froid, en cette matinée du 8 janvier 1983. Pourtant, il est 10 heures et le soleil tape déjà sur les visages des six officiers de la Sécurité militaire qui viennent de sortir de leur véhicule. Ils rangent leurs armes et pénètrent dans une des plus belles demeures des hauts d'Alger. Ils sonnent à la porte. Le maître des lieux leur ouvre, légèrement inquiet : il n'attendait aucun visiteur. À peine les salutations d'usage échangées, il s'entend dire par un des officiers : « Vous êtes en état d'arrestation, on va perquisitionner votre maison. » Un peu déstabilisé par cette brutale intrusion, l'homme clé des relations secrètes algéro-américaines, Messaoud Zeghar, demande l'autorisation de téléphoner. Accordée. Il tape le numéro direct du secrétaire général de la présidence, Larbi Belkheir. Ce dernier s'est certainement montré rassurant puisque, plus calme, Zeghar accepte de les suivre.

À peine le perron de la résidence franchi, il n'est pas menotté, mais cagoulé et embarqué dans une voiture banalisée vers un lieu secret de la Sécurité militaire, non loin de chez lui, pour subir une série d'interrogatoires. Une telle arrestation n'est possible qu'avec l'accord tacite des Américains, qui ont compris l'ampleur du changement en Algérie.

Des membres de la famille Zeghar alertent des « amis », qui se mettent aux abonnés absents. L'ex-unique confident de Boumédiène commence sa descente aux enfers. Le secret est bien gardé. Ce n'est que presque un mois plus tard, sous la plume de Paul Balta, grand connaisseur des arcanes algériens, qu'un article fait état de son arrestation : « Messaoud Zeghar, homme d'affaires algérien connu et très fortuné qui, sans avoir aucune fonction officielle, avait été un des proches du président Boumédiène, a été arrêté. Des bruits couraient à ce sujet depuis deux semaines sans que rien vienne les étayer. Ils nous ont été confirmés de bonne source à Paris. Toutefois, ici comme à Alger, on ignore pour le moment le motif de l'inculpation[1]. »

Chadli Bendjedid décide d'incarcérer Zeghar aux motifs de corruption,

d'intelligence avec des éléments étrangers hostiles à l'Algérie – dont les Français ne font évidemment pas partie – et d'atteinte à la défense nationale. L'instruction va durer trente-deux mois ; Zeghar est détenu dans une prison militaire, où sa santé se dégrade. Tout comme sa situation financière, les indélicatesses de certains de ses fondés de pouvoir se conjuguant aux énormes honoraires d'avocats internationaux.

Finalement, le procès se tient le 29 septembre 1985, au tribunal militaire de Blida, proche d'Alger. Messaoud Zeghar sera juridiquement acquitté, mais condamné à mort politiquement, et un peu économiquement. Il décède d'un arrêt cardiaque à Madrid le 21 novembre 1987. Il n'est pas exclu que son surprenant acquittement soit le résultat de pressions américaines tardives.

Le président algérien, dès le début de l'automne 1980, élimine ses anciens amis les uns après les autres – comme une corrida à la portugaise, mais sans mise à mort. Il lance une campagne d'assainissement qui se traduit par l'arrestation immédiate de plusieurs dizaines de cadres et de fonctionnaires accusé de détournement de fonds, de trafic d'influence ou de corruption. Officiellement, il s'agit d'une sincère entreprise de moralisation de la vie publique et économique décidée par le IVe congrès du FLN.

C'est par un discours devant les militants du parti unique que Chadli Bendjedid donne le ton de cette opération : « En même temps que nous procédons à l'assainissement de la situation financière des entreprises, nous poursuivons les éléments qui ont été volontairement à l'origine d'un sabotage de l'économie nationale. [...] Certaines pratiques ont atteint un tel niveau qu'elles pouvaient représenter un danger pour la révolution. Il fallait y remédier. [...] Ce choix n'est pas facile. Il impose aux militants de se dresser face à des compagnons et à des amis. [...] Le processus est désormais engagé et rien ne pourra l'arrêter. »

Compagnons et amis : les mots sont lâchés par le président, comme il lâchera par la suite certains dirigeants de la révolution. Les arrestations ne peuvent se limiter aux directeurs de sociétés nationales, aux chefs de départements et autres lampistes.

Dans le discours, le président parle de continuité – slogan instauré par le IVe congrès du FLN. Toutefois, celle-ci n'est pas aussi linéaire qu'il y paraît : Boumédiène était patron de l'armée, Chadli est patronné par l'armée.

Quelques mois après ce discours, Chadli Bendjedid, maintenant reconnu

par les États-Unis, expulse Abdelaziz Bouteflika, ancien président de l’Assemblée générale de l’ONU, et du gouvernement et du Bureau politique du FLN, ainsi que quelques autres ténors. Après avoir été le plus jeune ministre, Bouteflika est le plus jeune retraité de la classe politique algérienne ; mais, à 44 ans, tout est encore possible, surtout en politique – malgré de graves accusations de détournement de fonds.

Sur intervention de Chadli, Bouteflika échappera aux rigueurs de la justice. Il en va de même pour Mohamed Salah Yahiaoui, qui quitte la tête du parti et perd son siège au Bureau politique. Tout comme pour Belaid Abdesselem[2], l’anti-français professionnel, qui est mis à l’écart. Les hommes de l’ombre et d’influence sont aussi dégagés des circuits du pouvoir.

À peine cinq jours après l’arrestation de Messaoud Zeghar, Chadli Bendjedid est réélu sans surprise C’est donc avec une nouvelle équipe que Chadli amorce sa propre politique, notamment à l’égard de la France. La « déboumédiénisation » prend sa vitesse de croisière.

Plus tard, Belaid Abdesselem parlera de « sadatisation » du président algérien. On croyait qu’un homme de compromis, sans charisme particulier, était appointé à la présidence de la République pour une période transitoire – et, contre toute attente, il élimine les barons du régime les uns après les autres. Le phénomène Sadate se reproduit en Algérie. Le président égyptien s’était débarrassé de la pesante ombre tutélaire des nassériens en menant une « révolution correctrice » ; son homologue algérien, moins idéologue, se contente d’une simple campagne d’assainissement, mais tout aussi efficace. Chadli, à sa façon, dit aussi au revoir à ses camarades.

Chadli Bendjedid, l’Africain

Dans son grand bureau du palais d’El-Mouradia, le président écoute attentivement l’exposé de son ministre des Affaires étrangères, Mohamed Benyahia. Avec des mots simples, celui-ci lui explique que les États-Unis ont un nouveau président et une nouvelle politique, et que l’Algérie ne doit pas s’attendre à ce que Washington lui exprime une gratitude éternelle quant à l’affaire des otages. Par conséquent, l’action diplomatique du président doit commencer avec les pays africains amis et les moins hostiles. Chadli accepte de donner un nouveau souffle aux engagements africains de son

prédécesseur. Après cet exposé long et précis, Chadli prend conscience que l'Algérie est africaine, et pas seulement sur le plan géographique.

Pragmatique et prudent, Chadli Bendjedid, après avoir fait reporter la visite du candidat François Mitterrand à Alger, a également remis à plus tard la visite que Valéry Giscard d'Estaing aurait souhaité lui voir faire à Paris au cours du premier trimestre de 1981. Trop de dossiers sont en attente, selon l'Élysée, qui avait envoyé dans ce sens quelques délégations de parlementaires de la majorité présidentielle. La droite française ne veut plus que la gauche ait le monopole des visites en Algérie.

Sans attendre l'issue du duel démocratique entre le premier secrétaire du Parti socialiste français et le président sortant, Chadli se rend de mars à avril 1981 dans une dizaine de pays africains pour préparer soigneusement, sur les conseils de son ministre des Affaires étrangères, le prochain sommet de l'OUA qui se tiendra à Nairobi. Le budget algérien prévoit une ligne financière réservée à l'aide aux pays africains ; son montant va dépasser les 100 millions de dollars. Un don de 6 000 tonnes de pétrole est fait en faveur des pays les plus pauvres. Pour être écoutée par la France, il faut que l'Algérie pèse autant que faire se peut sur le continent africain.

Successivement, Chadli Bendjedid est reçu au Mali, en Angola, en Zambie, au Zimbabwe, au Mozambique, à Madagascar, aux Seychelles, en Tanzanie, au Congo, au Nigeria et au Niger. Dans leur grande majorité, ces pays appartiennent au camp progressiste et ont reconnu la République arabe sahraouie démocratique, soutenue par Alger. Ces déplacements ont aussi pour but de reprendre, dans la mesure du possible, le flambeau du tiers-mondisme – marque de fabrique de la politique étrangère de Boumédiène. D'autant plus que la première sortie internationale remarquée de Chadli Bendjedid est à l'occasion de la VIe conférence des non-alignés à Cuba, du 3 au 7 septembre 1979. Sa tournée africaine dénote une volonté tant de rester dans le peloton de tête des non-alignés que de se positionner énergiquement sur le thème de la coopération Sud-Sud. Chadli, l'Africain, le tiers-mondiste et le non-aligné, se prépare surtout à être remarqué à la conférence Nord-Sud de Cancun, prévue au mois d'octobre prochain.

Très nettement, le nouveau président algérien entend reprendre à son compte les thèmes qui ont fait la gloire internationale de son prédécesseur. Sur le plan interne, ces voyages longuement relayés par la presse algérienne visent aussi à entretenir l'illusion de la continuité afin de masquer la « déboumédiénisation » rampante. Sur le plan international, ces périples où

proclamés les droits des peuples sont ne peuvent être ignorés de la gauche française.

Mitterrand, le retour

La gauche est au pouvoir. Les communistes sont, pour Chadli, des alliés acquis – surtout depuis la déclaration de Georges Marchais, faite au sommet des non-alignés de La Havane. Le patron du PCF avait annoncé dans une conférence de presse tenue à Paris : « J'invite le président Giscard d'Estaing à tourner la page dans les relations franco-algériennes en entreprenant une triple démarche : se prononcer pour le respect de toutes les frontières héritées de la colonisation ; garantir effectivement le respect des frontières de la Mauritanie, menacée uniquement par le Maroc et le Sénégal […]. À prendre enfin des initiatives concrètes pour rétablir la paix dans cette région, notamment en reconnaissant sans tarder le Polisario[3]. »

Les socialistes français ne connaissent pas Chadli Bendjedid, mais ils ont une bonne pratique du FLN. C'est donc par le biais du parti unique que les premiers contacts entre les socialistes de l'Élysée et le pouvoir algérien sont établis. À la cérémonie d'investiture du nouveau président de la République française, Mohamed Cherif Messâadia, secrétaire permanent du Comité central et numéro deux du FLN, est présent au premier rang réservé aux personnalités étrangères. Accompagné par une forte délégation de l'Amicale des Algériens en Europe, Messâadia est reçu après par François Mitterrand, entouré de son Premier ministre, Pierre Mauroy, ainsi que de l'état-major du Parti socialiste.

À la fin du même mois se tient au Palais des Congrès de Versailles la Xe assemblée générale de l'Amicale des Algériens en Europe. Son président, Abdelkrim Souissi, membre du Comité central du FLN, au milieu des ministres des Finances, du Travail et de la Formation professionnelle, et de bien d'autres personnalités venues exprès d'Alger, voit dans l'arrivée des socialistes la promesse de l'ouverture d'une ère nouvelle entre les deux pays. Il dresse aussi un état de la communauté algérienne en France : son volume a doublé entre 1962 et 1973, date à laquelle l'émigration a été suspendue. Faits nouveaux : 20 % des familles installées en France résultent de mariages franco-algériens, sur un total de 115 000 ; et la population rajeunit, puisque 270 000 enfants sur 350 000 vont à l'école française. La deuxième génération

est déjà là.

Les autorités algériennes tiennent progressivement compte de cette réalité nouvelle. Tout comme la France, qui obtient d'Alger une concession de taille en 1983, pour le service militaire des binationaux. Le problème est compliqué : en Algérie, l'appel sous les drapeaux se déclenche à l'âge de 20 ans, contre 19 ans en France.

Une jeune et séduisante Algérienne va accélérer le règlement de cette question épineuse, restée longtemps en suspens.

François Mitterrand est aux anges, surtout quand, tard, il reçoit les visiteurs du soir ; cette fois-ci, c'est un ami de longue date. Avant son dîner familial et très secret, prévu sur la rive gauche et sécurisé comme presque chaque soir par François de Grossouvre – surnommé le ministre des « Affaires sentimentales » –, le président reçoit un élu socialiste du premier cercle. Ce dernier, en ce début du mois de septembre 1982, ne lui parle ni de la rentrée sociale ni des derniers commérages des socialistes de la haute Mitterrandie. Il aborde un sujet douloureux, et qui concerne son support affectif extraconjugal. Elle est belle – c'est une brune élancée et d'origine algérienne –, mais elle vit, depuis peu, un grand drame familial qui ne le laisse pas indifférent. Mitterrand adore ces petites histoires privées qui font parfois la grande histoire ; il sourit, toutes dents sciées dehors, et encourage son interlocuteur à poursuivre. L'élu du peuple français raconte que le frère de sa maîtresse préférée s'est rendu comme chaque année en Algérie pour ses vacances au soleil. Seulement, cette fois-ci, il se retrouve à l'ombre. À son arrivée, la police algérienne de l'air et des frontières le découvre sur ses fichiers comme insoumis : il n'a pas répondu à l'appel sous les drapeaux en temps et en heure. Oui, le frère de la belle brune aux cheveux bouclés et sauvages veut que son frère revienne en France. Mitterrand, amusé, rassure son vieux compagnon : « Pierre Mauroy s'en occupera. »

Le Premier ministre, saisi par l'Élysée, répond avec une grande assurance : « Très bien, je vais en parler avec mes camarades du FLN. »

Alger est alertée ; la croustillante histoire est immédiatement confiée à un officier de la Sécurité militaire sous couvert de militant du FLN. Il attend que son interlocuteur soit désigné. Le socialiste arrive par un vol d'Air France. Voici les informations qui figurent sur sa carte d'embarquement : nom : Hollande ; prénom : François. Une étoile montante du parti qui vient à Alger pour une mission délicate. Il est bien reçu par le camarade capitaine, qui note toutes les données du problème. À son niveau, dans son rapport militaire et

synthétique : un député proche de Mitterrand se « tape » une « beurette », avis favorable, attendons instruction. En haut lieu, ses recommandations sont suivies. Le frère de la « beurette » bénéficie d'une exceptionnelle permission valable à l'étranger ; il quitte l'Algérie, et Mitterrand est satisfait. L'incident est clos.

Le jeune et brillant socialiste, François Hollande, a fait ses dix mois de stage de l'ENA à l'ambassade de France en Algérie, sous les années Giscard, et il connaît bien les dossiers délicats. Il profite de cette occasion cocasse pour remettre sur le tapis le sujet épineux du service militaire des binationaux. Cette année-là, plus de 1 250 jeunes Algériens nés en France sont concernés. Un accord est signé dans la foulée.

Les Franco-Algériens peuvent désormais accomplir leur devoir national dans celui des deux pays qu'ils choisiront. Celui d'où ils sont originaires leur impose une durée de vingt-quatre mois, tandis que, dans leur pays d'adoption, ils seront libérés de leurs obligations au bout d'un an seulement.

Le choix est vite fait. L'Algérie n'aura plus de binationaux dans ses casernes, au grand dam du FLN et du commandement militaire. Chadli veut faire plaisir à Mitterrand – tant pis si ses camarades ne sont pas contents. Le pays se prive de moyens de contact avec une partie de ses ressortissants en France. En contrepartie, Alger obtient de la part de Paris des financements pour la construction de centres de formation pour les jeunes Algériens.

Entre la France socialiste et l'Algérie, un grand nombre de dossiers bilatéraux sont mis sur la table. Avec la gauche au pouvoir, le climat est nettement meilleur. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, a immédiatement stoppé toute expulsion de jeunes Algériens nés en France ou y résidant depuis plus de dix ans, fussent-ils délinquants. La régularisation de la situation des clandestins, dont 15 000 Algériens ont bénéficié, a fait un bon effet à Alger.

Peu de mois après sa prise de fonction à la tête de la diplomatie française, Claude Cheysson entame en plein mois d'août une tournée maghrébine. Sa mission première est de normaliser les relations bilatérales. À peine arrivé à Alger, le ministre des Relations extérieures parle de « coup de passion » entre l'Algérie et la France ; une rencontre entre Chadli Bendjedid et François Mitterrand est prévue dans un avenir proche. Le ministre s'envole ensuite pour Rabat, où les officiels n'ont guère apprécié la réception d'une délégation

du Front Polisario au Quai d’Orsay.

Au Maroc, les inquiétudes s’ajoutent aux interrogations sur les intentions du ministre des Relations extérieures, jugé trop pro-algérien. Les propos de Claude Cheysson se veulent rassurants : « Le Maroc ne sera pas sacrifié aux retrouvailles franco-algériennes. »

Le cœur du problème réside dans les appréhensions du roi vis-à-vis des socialistes en général, et en particulier de certains en France qui sont venus à la politique par protestation contre la guerre d’Algérie – Michel Rocard et Lionel Jospin, entre autres. Alors que, loin des élans « romantiques » et des bons sentiments de beaucoup de ses militants qui prônent une diplomatie socialiste, François Mitterrand sera réaliste. Il se tient à l’écart de cette diplomatie du cœur. Il tente tout simplement d’établir, dans un premier temps, des relations assez équilibrées entre son pays, l’Algérie et le Maroc. En conséquence, il donne dès lors la priorité à la normalisation des rapports franco-algériens, très houleux pendant les années Giscard. La première rencontre entre les présidents algérien et français se déroule dans la station balnéaire des Caraïbes qui abrite le sommet Nord-Sud de Cancun (22 et 23 octobre 1981). François Mitterrand se rendra en Algérie en visite officielle de deux jours à partir du 30 novembre.

Pour la deuxième fois de son histoire, la Garde républicaine algérienne joue la *Marseillaise*. François Mitterrand revient en Algérie en tant que président de la République. Il quitte l’aéroport pour se recueillir au cimetière d’Al-Alia sur la tombe de Boumédiène. François Mitterrand bafoue le principe de la réciprocité : Chadli devait se rendre en France le premier, selon cette règle.

Le soir, à la réception donnée en son honneur au palais du Peuple, il déclare aux journalistes : « Rien n’est insurmontable, sans quoi nous ne serions pas venus. Entre la France et l’Algérie, il existe trois sortes de contentieux : psychologique, historique, et enfin économique. »

Et pour cause : les archives algériennes prises par la France en 1962 sont réclamées par l’Algérie. De nombreuses manifestations ont eu lieu en France pour s’y opposer. Avant de s’envoler pour Alger, le président français, interrogé sur ce point par un journaliste, a clairement répondu : « On ne va pas rendre les archives de la France à l’Algérie. On fera en sorte que l’Algérie puisse disposer des archives dont elle a besoin dans un certain nombre de domaines où la simple sagesse indique que c’est la bonne

solution. »

Quant à l’immigration, l’Algérie comprend la lutte menée contre les clandestins, mais s’attache à ce que les réguliers aient des conditions de vie décentes. Claude Cheysson a même rappelé en privé, loin des oreilles de son président, que le droit de vote des étrangers aux élections locales fait partie des cent promesses de Mitterrand candidat. Les enjeux économiques peuvent se résoudre par un accord gazier, en contrepartie de l’octroi de projets en faveur d’entreprises françaises en Algérie.

En revanche, le problème central, celui du Sahara occidental, est quasiment passé sous silence. Les Algériens n’attendent pas de Paris un changement complet d’attitude. Ils souhaitent néanmoins que la France observe une réelle neutralité dans ce conflit, tout en se refusant à lui faire un procès d’intention. Les sujets d’entente sont nombreux, mais portent en eux un fort potentiel de contentieux. D’autant plus qu’un important contrat promis aux officiels français, mais qui ne figure pas à l’ordre du jour, fera l’objet d’une lutte féroce entre clans en Algérie.

Les radars de la discorde

Parmi l’importante délégation française qui accompagne François Mitterrand, une personnalité est presque passée inaperçue : le général Jean Saulnier[4], chef de l’état-major particulier.

C’est la première fois depuis bien longtemps qu’un militaire d’aussi haut rang se rend ainsi à Alger. Sa présence se justifie par la promesse du « contrat du siècle » : la vente de radars français à l’Algérie. Le groupe Thomson propose du matériel et des équipements destinés à assurer la couverture aérienne du pays pour une valeur de 36 milliards de francs. Il s’agit du projet CRAC (contrôle radar aérien et côtier), qui a fait l’objet d’un accord de principe de gré à gré entre les deux présidents. Les militaires doivent en approfondir les aspects techniques afin de finaliser ce contrat faramineux.

De toute évidence, ces transactions complexes nécessitent un certain nombre d’intervenants et sont chronophages. Chadli Bendjedid souhaite que l’interlocuteur officiel de l’armée française soit son ami le colonel Beloucif, qu’il vient de nommer numéro deux du ministère de la Défense. En revanche, le principal interlocuteur, officieux, n’est autre que son secrétaire général de la présidence, le colonel Larbi Belkheir.

Ce projet de contrat sera l'objet d'une bataille entre une partie des anciens DAF – VRP non déclarés de Thomson – et les officiers issus de l'Armée de libération nationale. Non seulement le projet CRAC est structurant pour l'armée de l'air algérienne, mais des commissions substantielles sont également attendues, comme il est d'usage dans le commerce des armes et autres équipements sensibles. À cela s'ajoute le fait qu'une forte orientation soviétique dans la plupart des choix de l'armée algérienne risque d'être remise en cause. Ce projet est donc loin de faire l'unanimité chez les militaires.

Lutte entre factions pour le pouvoir, lignes géopolitiques opposées, et le tout pour la modique somme de 36 milliards de francs. Le cercle des initiés à ce projet s'élargit au fil du temps ; apparaissent alors les premières résistances. Un témoignage, certes à charge, situe bien le climat autour du programme CRAC ; c'est celui du ministre de la Planification de l'époque, Abdelhamid Brahimi : « En 1982, en tant que coprésident de la commission mixte algéro-française de coopération, alors ministre de la Planification, j'apprends que le gouvernement français, et en particulier François Mitterrand, font du forcing pour vendre à l'Algérie des équipements militaires liés à la couverture aérienne pour un montant de 36 milliards de francs. J'ai aussitôt attiré l'attention du président Chadli sur l'inanité d'un tel contrat gigantesque, d'autant plus qu'il n'y a aucune menace d'agression contre le pays. Le chef de l'État a voulu me neutraliser en arguant que cela n'est pas de mon ressort, en me rappelant que les questions militaires ne sont pas de la compétence du gouvernement. En tant que ministre de la Planification, chargé de la coordination économique, j'ai insisté sur l'insuffisance des ressources financières de l'Algérie, qui ne peut à la fois honorer un tel contrat et poursuivre sa politique de développement. Pour trancher, la seule réponse du président Chadli, ministre de la Défense, a été que le gouvernement n'a pas à se mêler de cette affaire[5]. »

Le ministre de la Planification en parle alors au colonel Beloucif et insiste sur les lourdes conséquences que cela aurait sur l'équilibre budgétaire. S'écoulent ainsi deux années de négociations. Abdelhamid Brahimi devient Premier ministre et apprend que Beloucif, devenu général et chef d'état-major de l'armée, remet au président un rapport technique étayant le rejet du projet CRAC. Le président français, informé du refus de l'offre de Thomson, envoie immédiatement le général Saulnier à Alger, où il est reçu par Chadli Bendjedid en présence du général Larbi Belkheir. Pour l'émissaire français, il

est important de signer enfin ce « contrat du siècle ». Le chef d'État se défausse sur son chef d'état-major.

Larbi Belkheir organise alors, autour d'un déjeuner, la réunion de la dernière chance, où le général Beloucif est convié. Menu unique : le CRAC. Imperturbable, le chef d'état-major algérien développe une argumentation technique. Furieux, le secrétaire général de la présidence annonce que Chadli Bendjedid, ministre de la Défense, a déjà donné son accord pour ce contrat. Donc, exécution. Et le général Beloucif de répondre aux deux défenseurs acharnés du projet : « Vous m'avez demandé mon point de vue. Je vous l'ai donné. C'est aussi l'avis du commandement de l'armée. Si maintenant vous soutenez que le président Chadli est d'accord, vous n'avez donc pas à discuter avec moi de cette affaire[6]. »

D'autres généraux algériens s'opposent à ce contrat, qui sera définitivement abandonné en 1986. Concomitamment, le général-major Beloucif est mis à la retraite à 46 ans. Plus tard, il sera jugé et condamné à douze années de prison. Ce n'est que bien après le départ de Chadli de la présidence qu'il retrouvera sa liberté pour apporter son témoignage : « Quand j'étais chef d'état-major au ministère de la Défense nationale, j'avais refusé de cautionner l'achat de radars français, des systèmes clef en main, pour la sécurisation du ciel aérien algérien, parce que j'estimais qu'étant un lourd marché d'État à État, nous nous devions en tant qu'armée, responsable de la sécurité du pays, de mettre entre les mains de l'ANP une grande maîtrise de cette sécurité en faisant en sorte que l'achat des radars ne se fasse pas auprès d'un seul pays, la France, mais de plusieurs fournisseurs, comme par exemple la Grande-Bretagne et les États-Unis[7]. »

De cet échec, Larbi Belkheir fait une victoire d'étape : son rival, pourtant ami de longue date de Chadli Bendjedid, est définitivement écarté. Le renoncement au CRAC remet néanmoins en selle les DAF – du moins leur composante la plus pro-française.

Contrat Gaz de France-Sonatrach, le faux cadeau

« En avril 1962, j'ai été convoqué par le général de Gaulle, qui m'a reçu en tête-à-tête – seule fois de ma vie où je l'ai ainsi rencontré. Cela a été bref : “Après ce que vous avez écrit sur l'Algérie, vous devez être bien avec ces gars-là ! Alors, je vais vous nommer à la succession de Guichard, l'OCRS

devant devenir, en application des accords d'Évian, un organisme franco-algérien, chargé de toutes les responsabilités pour le pétrole et les autres ressources du sous-sol saharien." C'est ainsi que je suis devenu directeur général de l'Organisme saharien, qui, pendant plus de quatre ans, a sauvegardé une position française privilégiée dans ce domaine tout en permettant aux Algériens d'apprendre le pétrole. Et notre action a été suivie directement, attentivement, par l'Élysée. » Ainsi Claude Cheysson raconte-t-il le début de ses quatre années passées dans le Sud algérien.

Plus de quinze ans plus tard, toujours sous l'œil attentif de l'Élysée, Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, revient en Algérie, le 8 août 1982, sous une chaleur écrasante.

C'est avec chaleur aussi que le chef de la diplomatie française retrouve son ancien « collaborateur » : Belkacem Nabi, désormais ministre de l'Énergie et des Industries pétrochimiques. Les choix économiques et politiques de ce dernier sont diamétralement opposés à ceux de Belaid Abdesselem. Contrairement à celui-ci, il a gardé de sa jeunesse un rapport d'extériorité absolue avec la révolution algérienne.

Technicien pétrolier de formation, Belkacem Nabi travaille paisiblement dans une société pétrolière au Havre, quand des militants du FLN lui enjoignent de rallier la Fédération de France, et surtout de payer les cotisations inhérentes. Il demande un délai de réflexion avant tout engagement. Pour toute réponse, il quitte la région et rejoint la raffinerie Shell dans les Bouches-du-Rhône. Celle-ci est l'objet d'un attentat du FLN durant l'été 1958 ; Belkacem Nabi veut rompre définitivement avec les « agissements » de la Fédération de France. Il se fait donc muter au sein du même groupe dans une raffinerie de Mohammedia, au Maroc.

Débarrassé de toute préoccupation nationaliste, il se consacre totalement à son travail et devient ingénieur grâce à la mécanique des promotions internes. En dehors de son travail, toujours à l'écart de tout militantisme, il s'adonne à la peinture et autres activités artistiques. À l'indépendance, il rentre en Algérie pour travailler dans le même domaine.

À la suite des accords d'Évian, le secteur pétrolier algérien est mis sous la férule de l'Organisme saharien, une entité technique dont la mission est l'exploitation des sous-sols algériens et dont le patron, nommé par le général de Gaulle, est Claude Cheysson. Il est le véritable chef, dont les responsabilités s'étendent aussi à l'élaboration des textes de loi concernant les richesses pétrolières algériennes.

La jeune Algérie manque de cadres et d'expertise dans le domaine des hydrocarbures ; alors, à 33 ans, Belkacem Nabi est nommé directeur adjoint de la Direction de l'énergie et des carburants (DEC). C'est dans ce cadre qu'il fait la connaissance de Claude Cheysson, son patron.

Trois ans plus tard, l'OS disparaît pour céder la place à la Société nationale de recherche et d'exploitation pétrolière en Algérie (SN Repal), détenue majoritairement par l'État français, qui doit en désigner un vice-président algérien. Ce poste échoit à Belkacem Nabi.

Un an plus tard, en accord avec la France, l'État algérien devient majoritaire dans la SN Repal ; la fonction de président-directeur général est donc, en toute logique, attribuée à Nabi. Curieusement, le nouveau PDG adopte les mêmes positions que la Compagnie française du pétrole, qui ne collabore nullement avec la Sonatrach, dont les penchants américains en dérangent plus d'un. Belkacem Nabi se met donc à dos aussi bien le PDG de la Sonatrach, Sid-Ahmed Ghozali[8], que son ministre.

Belaid Abdesselem finit par limoger Belkacem Nabi en 1969, à la suite de graves divergences et de relations devenues franchement exécrables. Avec le soutien d'un ministre de Boumédiène, parent par alliance, Nabi est nommé wali (préfet) de Tlemcen, territoire dépendant de la 2e région militaire, sous le commandement du colonel Chadli. C'est là que Nabi rencontre le futur président.

Chadli Bendjedid nomme Belkacem Nabi à la tête du ministère de l'Énergie. Belaid Abdesselem est donc remplacé par son pire ennemi ; ce choix n'est pas neutre. On ne peut espérer une meilleure dynamique de « déboumédiénisation ». De toute façon, pour un pays comme l'Algérie, dans le domaine pétrolier, les options ne peuvent qu'être que pro-américaines ou pro-françaises – le choix est binaire. Avec Belkacem Nabi, ministre de l'Énergie, il est plus logique et plus agréable de renouer avec son ancien employeur, Claude Cheysson, et avec la France en général.

Faire le choix de la France dans le secteur énergétique revient donc, de fait, à être anti-américain. Parmi ses premières décisions, Belkacem Nabi dénonce le contrat gazier avec la compagnie américaine El Paso. Selon lui, son prédécesseur avait bradé le gaz algérien aux Américains, réalisant ainsi des pertes de l'ordre de 150 millions de dollars. Chiffre théorique, car le ministre s'estime en mesure d'obtenir des Américains un prix du gaz plus élevé. L'accusation, motivée par des animosités personnelles, est injuste : la réalité

est plus complexe et reflète des conflits d'intérêts stratégiques et commerciaux. Sans oublier une féroce lutte des clans pour faire revenir l'influence française dans le domaine énergétique.

La part algérienne du gaz devient prépondérante à la suite de la signature des accords d'Alger en mai 1967. À cette époque, le marché gazier est naissant et la principale source d'approvisionnement pour le marché européen se trouve en mer du Nord. Au moment où le seul client de l'Algérie est Gaz de France, qui revend en partie à l'Espagne et à l'Italie, en prenant au passage une bonne marge commerciale.

Pour la France, le gaz algérien est captif. « Selon cette théorie, les clients potentiels pour l'achat du gaz algérien n'avaient confiance qu'en Gaz de France, qu'ils considéraient comme un fournisseur fiable, avec lequel ils avaient tissé durant de longues années des liens commerciaux solides. En conséquence, disaient-ils, la Sonatrach n'avait aucune chance de vendre elle-même son gaz[9]. » Les commerciaux de la Sonatrach se lancent dans la prospection de nouveaux débouchés.

La compagnie américaine El Paso Natural Gaz, ayant d'importantes participations dans deux champs gaziers du Sud algérien, reçoit une offre intéressante des pouvoirs publics algériens : rachat de ses participations contre un contrat de vente du gaz algérien. Le protocole d'accord est signé en 1969, mais n'est avalisé par l'administration américaine qu'en mars 1973.

En dépit des manœuvres des lobbies pro-français tant à Paris qu'à Alger, après de lourds investissements, les premières livraisons commencent en 1978. Pour l'Algérie, le contrat El Paso est le contrat du siècle. Sid-Ahmed Ghozali, alors PDG de la Sonatrach, puis ministre de l'Énergie et des Industries pétrochimiques, situe les enjeux structurants de cet accord algéro-américain : « La transaction avec El Paso portait sur la vente de 10 milliards de mètres cubes par an. Ce fut une première en matière de transaction transatlantique de GNL[10] à grande échelle. Cet accord a été déterminant dans le déblocage de nos relations avec tous les autres clients européens. Il a ouvert, sur les sept années qui allaient suivre, la voie à la conclusion avec les États-Unis, l'Espagne, des clients français, italiens, austro-allemands et nordiques (belges, hollandais, suédois), d'une somme de contrats fermes totalisant 56 milliards de mètres cubes par an et de contrats optionnels pour 8 milliards de mètres cubes par an[11]. » Il s'agit d'un contrat sur vingt-cinq ans avec un prix fixe non indexé sur celui du pétrole, mais qui sera révisé au fil des livraisons. Bien sûr, vu l'importance stratégique du contrat, Boumédiène

donne son accord pour un prix de départ attractif. La France avait quasiment verrouillé les marchés européens.

Aussitôt ministre de l'Énergie, Belkacem Nabi exige de revoir brusquement à la hausse le prix du gaz vendu à El Paso. Le prix demandé surprend l'entreprise, qui se voit en véritable partenaire sur le long terme. Tous les coups sont permis pour le nouveau ministre, qui veut accabler ses prédécesseurs et réduire à néant leur travail. Si l'on croit l'explication de Hocine Malti, ancien vice-président de la Sonatrach, publiée dans son *Histoire secrète du pétrole algérien* : « La réalité serait apparemment tout autre. Au moment des faits, l'Algérie menait, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères, Mohamed Seddik Benyahia, une action de médiation entre les États-Unis et la République islamique d'Iran en vue de la libération des fonctionnaires de l'ambassade américaine, retenus en otages à Téhéran depuis novembre1979. Selon Mustapha Boutaïeb, conseiller à l'Énergie du président Chadli de 1982 à 1984, qui me l'a personnellement rapporté, Belkacem Nabi aurait affirmé à l'ambassadeur des États-Unis accrédité à Paris que, dans le cas où El Paso refuserait le prix qu'il avait exigé d'elle, l'Algérie mettrait fin à sa mission de bons offices entre Washington et Téhéran. Face à cet ignoble chantage, où se mêlaient une action humanitaire et une opération commerciale, les Américains auraient mis fin au contrat, tandis que le président Ronald Reagan, informé de l'épisode lors de son élection en novembre 1980, aurait demandé dès le lendemain de son intronisation, le 20 janvier 1981, jour où furent libérés les otages de Téhéran, à El Paso et à toutes les autres compagnies américaines intéressées, de renoncer à tout achat de gaz à l'Algérie, dans l'immédiat ou à l'avenir. » Accablant !

La remise en cause de la politique gazière menée sous Boumédiène est totale. Les quantités de gaz destinées au marché américain sont libérées pour être vendues à Gaz de France, presque comme en 1960.

Quelques chiffres montrent l'ampleur de ce déviationnisme : « Avant 1979, la configuration de la clientèle de Sonatrach, pour un volume global de plus de 63 milliards de mètres cubes par an, était répartie comme suit : États-Unis 25 %, France-Italie 34 %, Allemagne et Europe du Nord 34 %, et Espagne 7 %. Fin 1981, deux ans après l'affaire El Paso, c'est un bouleversement radical qui affecte cette répartition. À lui seul, l'ensemble France-Italie est passé de 34 à 95 % ! En fait, tous les contrats algériens hors

ces deux pays ont été, à l'initiative du ministre de l'Énergie, soit dénoncés, c'est le cas des États-Unis, de la RFA et des pays nordiques, soit réduits en volume, c'est le cas de l'Espagne et de la Belgique[12]. »

Sid-Ahmed Ghozali estime les pertes induites par le sabordage de ces contrats sur la durée à 40 milliards de dollars. C'est certes un calcul théorique qui est loin des 150 millions de dollars, mais qui fait état du coût réel des ruptures brusques de contrats à long terme et du changement radical de la stratégie énergétique de l'Algérie. Aussi faut-il croire que la facture des retrouvailles franco-algériennes est un peu trop salée. Mais la France fait passer ses achats gaziers à l'Algérie comme un cadeau de bon voisinage.

Pour faire avaler la pilule aux dirigeants algériens, il est dit que le contrat Sonatrach-Gaz de France, enfin signé le 3 février 1982, supporte un surcoût de 25 % en faveur de l'Algérie et au détriment du contribuable français. Ces négociations étaient laborieuses ; déjà entamées sous Giscard d'Estaing, elles se devaient d'aboutir. La France attend de sérieuses contreparties de l'Algérie, pays devenu plus riche grâce à la guerre Irak-Iran. Le prix du baril du pétrole était aux alentours de 12 dollars au moment où Chadli Bendjedid accède au pouvoir ; il dépasse la barre des 40 dollars à la signature de l'accord entre Sonatrach et GDF. Aussi les Algériens ne comprenaient-ils pas que la France achète à la société norvégienne Statoil plusieurs milliards de mètres cubes de gaz naturel au prix de 5,50 dollars le BTU[13]. Alors que GDF payait à l'Algérie le prix contractuel de 3,75 dollars le million de BTU. Le prix final est légèrement supérieur à 5 dollars FOB (c'est-à-dire au départ des ports algériens) par million de BTU – à la grande joie de Belkacem Nabi, qui se présente en négociateur hors pair.

Il n'en faut pas plus pour que l'opposition française s'enflamme. Le jour même de la signature de ce contrat, Michel d'Ornano, député UDF, ancien ministre de l'Industrie, monte au créneau sur le plateau du journal de 13 heures de TF1 : « C'est une mauvaise négociation dont le prix est tellement cher qu'il faudra faire appel à l'impôt. Le gouvernement n'a pas le droit de prendre des décisions de ce genre. C'est au Parlement qu'il appartient de ratifier l'accord à partir du moment qu'il est fait appel au budget de l'État. Nous demandons où il y ait un débat au Parlement à ce sujet. Lorsque nous étions au pouvoir, nous n'avons pas cédé sur cette affaire. »

Cependant, avec les camarades socialistes, les responsables du FLN sont plus disposés à faire des concessions non négligeables, même si la France n'a

pas obtenu tous les contrats espérés, voire promis. Pourtant, François Mitterrand avait pris des risques en exerçant des pressions sur Gaz de France afin que cette entreprise accepte de payer le gaz naturel algérien avec un prix majoré de 25 %. Il est difficile de connaître la marge de profit du « contrat du siècle » de 36 milliards de francs et de ses différents services après-vente. Toutefois, le surcoût du contrat gazier est de 500 millions de francs par an, pendant deux ans seulement, car les prix sont redevenus ceux du marché.

Voilà, en deux chiffres, le généreux cadeau de Mitterrand pour célébrer ses retrouvailles avec l'Algérie. Hormis les contrats de construction et d'équipement estimés à 12 milliards de francs en contrepartie d'un prix politique du gaz algérien. Il suffit de faire quelques additions pour évaluer les véritables arrière-pensées de l'Élysée, présentées comme des gestes de grande bonté.

Dans l'affaire El Paso, contrat annulé, et dans le projet CRAC, non abouti, il y a une similarité dans la démarche algérienne. Pour les radars, le but est de faire dépendre l'espace aérien de l'Algérie d'un seul fournisseur : Thomson. Pour le gaz naturel, la tendance est à dépendre d'un seul client : Gaz de France. Il était prévu de réaliser un troisième train de liquéfaction du gaz pour accroître les exportations algériennes. Seulement, le budget réservé à ce projet est affecté, sous Chadli, à la construction – par la société canadienne SNC Lavalin – de Ryadh El-Fateh, complexe qui regroupe un mémorial aux Moudjahidines, un palais de la culture, un centre commercial, des restaurants et trois discothèques.

Politiquement, des expressions telles que « coopération exceptionnelle » et « partenariat privilégié » sont mises en avant pour masquer une forme sournoise de dépendance de l'Algérie à l'égard de la France. François Mitterrand, l'« ami algérien » ?

Le jour de sa disparition, le 8 janvier 1996, Claude Cheysson parle du président dont il a été le ministre, sur la chaîne d'information en continu LCI : « L'indépendance de l'Algérie lui est restée dans le gosier. » Toujours est-il que, contrairement à son prédécesseur, François Mitterrand n'a pas consolidé les relations franco-marocaines au détriment de l'Algérie. Le Quai d'Orsay a équilibré ses relations avec les pays du Maghreb. Juste après la visite officielle, une dépêche AFP annonce que le Front Polisario peut ouvrir un bureau à Paris sous la forme d'une association conformément à la loi de 1901. Le bureau de représentation du groupe est inauguré officiellement le 29 mars 1982.

Le « socialiste », le roi et le général

Le roi Hassan II n’aime pas les socialistes en général, et les socialistes marocains en particulier. Alors que l’Union socialiste des forces populaires (USFP) est l’un des plus farouches partisans de la souveraineté marocaine sur le Sahara.

Le roi tente d’occuper le terrain africain sillonné préalablement par le président algérien. Les émissaires de Sa Majesté travaillent au corps leurs alliés pour la préparation du sommet de l’OUA qui doit se tenir le 25 juin 1981. La menace d’isolement du Maroc est réelle : 26 membres de l’OUA sur 52 sont en faveur de l’admission de la RASD[14] dans l’organisation panafricaine. La priorité du Maroc est de faire barrage à cette entrée en faisant prévaloir que toute nouvelle adhésion requiert un vote des deux tiers de l’Organisation. En contrepartie, le roi propose à l’Assemblée générale réunie à Nairobi la tenue d’un référendum « contrôlé et confirmatif ». Ce vote n’est qu’une simple confirmation de la souveraineté marocaine sur le territoire contesté. La diplomatie marocaine veut convaincre qu’il s’agit d’une véritable ouverture qui, contrairement au Front Polisario, satisfait la France.

Le roi travaille également au corps la nouvelle équipe socialiste installée au pouvoir. Il fait parvenir à l’Élysée, par l’intermédiaire du général Georges Buis[15], son souhait de clarifier la position française sur ses « provinces du sud ». Dans ses anciennes fonctions à la tête de l’Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), le général de corps d’armée Georges Buis avait connu un grand nombre d’officiers marocains venus en formation dans son établissement. À ce titre, il fut invité au Maroc et reçu par le roi à plusieurs reprises. Plus important, le général fait partie des seize Compagnons de la Libération, pourtant gaullistes, qui ont appelé à voter pour François Mitterrand, « parce qu’il est le seul désireux de prolonger les grandes orientations du Conseil national de la Résistance ».

Le nouveau président de la République française nomme le général Buis parmi les sept membres de la Commission du bilan, dont la mission est de dresser un tableau complet de l’économie française et de préciser les conséquences de la politique antérieurement conduite. C’est dire si Hassan II a trouvé un intercesseur discret, fiable et respecté.

La réaction de Mitterrand est prudente. Il la relate dans la préface de son livre *Réflexions sur la politique extérieure de la France*[16], où il pense l’avenir

à la lumière du passé : « Dans le mois qui a suivi mon arrivée à l'Élysée, j'ai exprimé au roi Hassan II le souhait de la France de le voir accepter l'autodétermination des anciennes possessions espagnoles du Sahara occidental par le moyen – comme dans les situations comparables – d'un référendum sous contrôle international. On connaît l'objet du litige. D'un côté, le Polisario, mouvement nationaliste, revendique pour ce territoire le sort réservé à l'ensemble des ex-pays colonisés d'Afrique ; de l'autre, le Maroc, excipant à la fois des droits de l'empire chérifien antérieurs à la colonisation et d'un traité passé avec l'Espagne[17], occupe militairement la plus grande partie de la zone contestée. Tour à tour l'OUA, le Polisario, l'Algérie, la Mauritanie et le Maroc lui-même ont approuvé le principe d'un référendum. Mais chacun, sans doute, prêtait aux mots une signification différente. »

Le Mitterrand premier secrétaire du Parti socialiste est très différent du Mitterrand président de la République : sa réponse met du baume au cœur du roi du Maroc[18]. Au fond, le président français est défavorable à la création de nouveaux États, ces entités que Giscard d'Estaing qualifiait de micro-États, sauf pour le cas palestinien. Les apparences sont sauves : le roi s'est engagé devant l'OUA à tenir un référendum, mais à ses propres conditions.

Cependant, l'opposition marocaine reproche au souverain d'avoir accepté, à Nairobi, un principe qui remet en cause la souveraineté marocaine sur les provinces du Sud. Le 5 septembre 1981, le bureau politique de l'USFP accuse le roi de renoncer aux territoires du Sud. Crime de lèse-majesté : cinq dirigeants socialistes sont condamnés à un an de prison ferme pour avoir rédigé un communiqué que la presse officielle n'a même pas publié. Il est vrai que ce dernier qualifiait la démarche du roi de naïve. Même le premier secrétaire, Abderrahim Bouabid, avocat de formation, reprend le chemin des geôles de Sa Majesté, condamné pour « atteinte aux citoyens dans leur attachement à la personne du souverain ». Pourtant, il entretient de bonnes et anciennes relations avec les socialistes français. En 1956, Bouabid était nommé ambassadeur du Maroc à Paris, où il a rencontré Pierre Mendès France et d'autres grandes personnalités françaises.

C'est l'arrestation de trop : une vaste campagne nationale et internationale se déclenche pour sa libération et celle de ses compagnons. La visite de François Mitterrand au Maroc est ajournée. Comme les relations franco-marocaines sont importantes de part et d'autre, la rencontre entre le roi et le président français ne peut avoir lieu qu'à Paris. Hassan II est attendu à

l’Élysée le 26 janvier 1982.

Pour enrayer la dégradation des relations avec Paris, à l’occasion de la fête du Mouloud, l’anniversaire de la naissance du Prophète, célébrée le vendredi 8 janvier, le commandeur des croyants gracie 675 détenus, juste après la grande prière. Mais Aberrahim Bouabid[19] doit attendre le début du mois de mars, période de la fête du Trône, pour être enfin libéré.

Réaliste, le président français invite le roi le 26 janvier pour un entretien à l’Élysée, et le soir même pour un dîner donné en son honneur. La France est le premier fournisseur et le premier client du Maroc. Mitterrand n’a pas oublié que le roi avait dépêché ses émissaires auprès des monarques du Golfe au lendemain du 10 mai afin de les dissuader de retirer leurs fonds de France, 30 milliards de francs, pour dénoncer les penchants sionistes prêtés au PS.

À sa sortie du premier entretien de cinquante minutes avec François Mitterrand, Hassan II déclare sur le perron de l’Élysée : « Je mets quiconque au défi de trouver le moindre nuage entre le roi du Maroc et le président Mitterrand depuis son élection à la magistrature suprême. Il n’y a jamais eu de nuage entre les deux chefs d’État[…]. Navré de vous avoir déçus, mais il n’y a pas de problème. » Surprenant : la presse marocaine dénonce à la fois les actions subversives des socialistes français qui ont demandé une commission d’enquête sur les droits de l’homme dans le royaume, et les ambiguïtés de la politique française au Maghreb.

Le roi arrive à son audience avec vingt minutes de retard pour éviter les manifestants des comités de lutte contre la répression au Maroc, tous de sensibilité de gauche. Pour marquer son irritation devant la mobilisation des activistes français, Hassan II arrivera même au dîner officiel avec presque une heure de retard. Malgré ces légers manquements protocolaires, Mitterrand se rend au château de Betz, propriété du roi, dans l’Oise, pour un déjeuner privé. Hassan II quitte Paris avec l’engagement ferme d’une visite d’État du président français à Rabat. Des préparatifs s’imposent, essentiellement vis-à-vis de l’opinion française en général et des socialistes en particulier. Surtout depuis que Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, dit assez souvent « monsieur Hassan II » pour parler du roi.

L’avant-veille de l’arrivée du président français au Maroc, Hassan II donne une conférence de presse organisée par Hervé Bourges, directeur général de RFI. Il reçoit les journalistes français dans un de ses palais à Marrakech.

Inévitablement, la première question fait référence à l'affaire Bouabid, qui a provoqué le report de la visite d'État d'une année. Il qualifie d'abord Abderrahim Bouabid de vieil ami et de patriote, puis il répond : « Mitterrand a été le seul à ne pas évoquer l'incarcération de Bouabid, par respect pour notre souveraineté, et je lui en suis profondément reconnaissant. » Et il ajoute : « La démission de Mitterrand du gouvernement Laniel, en août 1953, en guise de protestation contre la déposition du sultan Mohamed V, ne sera jamais oubliée par notre peuple. Il sera reçu cette semaine au Maroc en tant que chef d'État et ami fidèle. » Voilà, Mitterrand est mieux qu'un copain : c'est un ami fidèle.

Sur la question des détenus politiques en général, il répond, légèrement agacé : « Ce sont des prisonniers de droit commun dont certains sont, accessoirement, membres de partis politiques. » C'est clair, et à la limite du simplisme. Et, en ce qui concerne Sion Assidon[20] et Abraham Serfaty[21], le roi se fâche : « En France, vous les auriez fusillés s'ils avaient soutenu que l'Alsace-Lorraine n'était pas française ! Le Sahara, pour les Marocains, c'est l'Alsace-Lorraine. »

L'« ami fidèle » recevra, lors de sa visite, une demande de centrales nucléaires pour le royaume marocain. « Je demanderai au président Mitterrand de mettre en route quelques centrales. D'abord, parce que l'énergie nous coûte cher et, ensuite, parce que je rêve de créer une bande verte, de 30 à 40 kilomètres de large, allant de Tanger à Dakhla[22]. Une série d'usines de dessalement d'eau, fonctionnant au nucléaire, permettrait à la production agricole d'alimenter la population, qui devrait passer de 20 à 70 millions d'âmes dans moins d'un siècle. Le coût du projet serait relativement bas, puisque l'uranium serait extrait des phosphates marocains, dont les réserves ne s'épuiseront pas avant mille six cents ans. En contrepartie, nous vendrons à la France non seulement du phosphate, mais aussi de l'uranium, sans que l'on ait besoin de faire intervenir la politique dans l'équation commerciale. Rien de comparable, dès lors, au *prix politique* que la France a dû payer pour le gaz algérien. » Un coup de griffe aux relations franco-algériennes, c'est déjà ça de pris.

François Mitterrand arrive à Rabat, comme convenu, le 26 janvier 1983. Il vient avec un cadeau : le nouveau magazine d'Antenne 2, consacré à la défense des droits de l'homme et intitulé « Résistances », prévoit une séquence sur les prisonniers politiques du Maroc et simplement retiré

d’antenne. Sa diffusion tombe en pleine visite du président dans le royaume chérifien.

L’Élysée téléphone au président de la chaîne et le magazine est allégé du quart d’heure concernant les droits de l’homme au Maroc. Pierre Lescure, directeur de l’information de la chaîne, annonce, avant le générique de l’émission, que la séquence figurera au prochain sommaire si la situation des prisonniers marocains n’a pas évolué d’ici là. En effet, la censure d’un magazine qui dénonce l’oppression et milite pour les libertés est un beau cadeau d’ami.

François Mitterrand est invité à prononcer un discours au Parlement, où il est accueilli par le président Dey Ould Sidi Baba, un Marocain d’origine sahraouie, et par les députés au grand complet – y compris les treize élus socialistes et l’unique représentant communiste, Ali Yata. Abderrahim Bouabid, qui n’est pas député, est dans les tribunes. L’incident est clos.

Le président français confirme sa position devant tous les députés : « J’approuve l’initiative du roi Hassan II d’accepter le référendum, et je souhaite qu’on s’en tienne à une démarche qui me paraît seule capable de répondre aux contradictions du moment. » Il est longuement applaudi, y compris par Bouabid qui avait dénoncé cette initiative royale – acte qui lui a valu un séjour carcéral.

C’est à Marrakech que le roi sort le grand jeu. Plus d’un million de personnes sont venues acclamer Mitterrand, arrivé dans la capitale du Sud en train ce vendredi 28 janvier. Le cortège se dirige au centre de la ville sous un agréable soleil d’après-midi et sous une encore plus agréable pluie de pétales. Les centaines de mètres qu’effectuent le président et le roi sont jonchés de drapeaux des deux pays, mais aussi d’un florilège de banderoles explicites : « Le Sahara est marocain, la Palestine est arabe » ; « Le peuple de la Marche verte salue le président français » ; « La classe ouvrière est fière d’acclamer le président de la République française » ; « Les originaires du Sahara marocain vous souhaitent la bienvenue ». Tout un programme.

Une somptueuse fantasia dépolitise ces festivités. Les sujets cruciaux ont été évoqués en tête-à tête dans le train royal. Hassan II confirme que la dette militaire marocaine contractée auprès de la France, de 2 milliards de francs auxquels s’ajoute le prix de cinq Mirage, sera honorée selon l’échelonnement des paiements accordé par Jacques Delors, ministre des Finances et de l’Économie. François Mitterrand, de son côté, n’exclut pas la livraison à

Rabat d’une centrale nucléaire sous contrôle de l’Agence internationale de l’énergie atomique (AIEA), puisque le Maroc est signataire du Traité de non-prolifération. Très satisfait de sa visite, le président français repart avec un superbe cadeau : deux pur-sang, l’un blanc et l’autre bai.

Durant ce séjour au Maroc, il n’y a eu aucun couac. Sauf un incident survenu la veille de l’arrivée de François Mitterrand : la mort du général Ahmed Dlimi, commandant de la zone sud et chef des aides de camp du roi Hassan II, dans un banal accident de la circulation – version officielle. En réalité, le général a péri brûlé dans sa voiture, heurtée dans la palmeraie de Marrakech, en début de soirée, par un camion jamais retrouvé. L’armée marocaine est en deuil ; il est inhumé au cimetière des Martyrs à Rabat.

Après le dîner officiel donné en l’honneur de François Mitterrand, le roi se rend au domicile du défunt pour présenter ses condoléances à la famille Dlimi. C’est une première dans l’histoire de la monarchie alaouite. Le correspondant du *Monde* au Maroc, Roland Delcour, met à mal la thèse de l’accident du camion fou. Dans son édition du 2 février 1983, ce journaliste livre une tout autre version : « Des témoins ont entendu une première explosion. Ils se sont précipités sur place et ont vu la voiture du général Dlimi brûler, tandis que d’autres explosions se produisaient. En même temps, ils ont vu un camion prendre la fuite. Selon d’autres témoignages, le camion roulait tous feux éteints et le chauffeur du général l’aurait vu trop tard. Le général aurait bondi hors de sa voiture et c’est alors que le camion l’aurait écrasé. D’après cette seconde série de témoignages, des explosions se seraient produites dans la voiture du général, explosions qui paraissaient provenir de grenades. » Plus bas, il écrit encore : « D’autre part, les arrestations de plusieurs officiers supérieurs, huit jours avant la mort du général Dlimi, se confirment à Rabat. Pour sa part, le colonel Bouarat, chef des commandos de la garde royale, a été interpellé lundi 24 janvier. À Marrakech, une dizaine d’officiers supérieurs auraient connu le même sort, dont le colonel commandant la gendarmerie. En revanche, des rumeurs faisant état d’arrestations au palais royal de Rabat n’ont reçu aucune confirmation. »

Ces écrits valent à leur auteur une convocation de la police marocaine et une expulsion du royaume.

Un autre journaliste d’un grand journal, espagnol, *El País*[23], titre en caractères gras : « Le général Ahmed Dlimi préparait un coup d’État contre

Hassan II. » L'article fait état d'entretiens secrets avec de hauts responsables algériens. Dlimi a conservé des contacts avec les militaires algériens depuis la révolution ; ses principaux contacts sont issus du MALG, ancêtre de la Sécurité militaire algérienne. Hassan II aurait été alerté par les Américains.

D'autres témoignages sont étalés dans la presse internationale, notamment celui d'un officier marocain, exilé en Suède, Ahmed Rami[24]. Il a quitté son pays en août 1973, un an après l'attaque du Boeing royal, à laquelle il avait pris part. Le lieutenant Rami dit qu'il était en contact avec le général Dlimi et qu'ils se rencontraient à Stockholm ou à Paris. Il déclare qu'il participait au complot visant à déposer Hassan II.

Spéculations, affabulations ou bien révélations, la coïncidence avec la visite du président français est en tout cas troublante. Aux yeux de beaucoup, l'arrivée de François Mitterrand au Maroc devait faire diversion pour que la mort de Dlimi passe au second plan.

Dans son ouvrage consacré aux officiers du roi, le colonel Mahjoub Tobji[25] va plus loin : « Pour ma part, je suis convaincu que cet attentat fut l'œuvre d'une équipe de professionnels étrangers, Hassan II ne pouvant, dans un tel contexte, s'en remettre à ses sujets. Le roi, qui connaissait parfaitement le général, ne pouvait prendre le risque d'une fuite, Dlimi étant de loin l'homme le mieux renseigné du royaume. »

Sa mort écarte toute menace de coup d'État. Un renversement brutal de la monarchie est le pire des scénarios pour la France. Quelques mois plus tard, le 10 juin 1983, le président français livre le fond de sa pensée sur les tensions algéro-marocaines à George Shultz, secrétaire d'État américain : « La mise en œuvre du référendum est bien sûr difficile : comment recenser des nomades ? Ils étaient au départ 70 000. On parle maintenant d'un million ! Pourtant, l'idée du référendum est la seule possible. C'est un accord entre l'Algérie et le Maroc qui réglera le problème[…]. Si l'Algérie cesse de fournir des armes et des bases au Polisario, peut-être pourrait-on envisager une forme de condominium sur un certain territoire ? Si Hassan II et Chadli restent au pouvoir, le problème sera réglé[26]. » En effet, selon François Mitterrand, il est primordial que Hassan II reste au pouvoir.

Accident ou attentat, la mort du général Ahmed Dlimi stabilise définitivement la monarchie.

À juste titre, Hassan II craignait que l'élection de François Mitterrand ne

fasse basculer la politique maghrébine de la France en faveur de l’Algérie. De nombreux ténors socialistes ont fait leurs premiers pas en politique en luttant pour l’indépendance de l’Algérie. Alors que dans l’équipe gouvernementale française figure un seul ministre pro-marocain : Michel Jobert, qui est né au Maroc et qui n’est pas socialiste. À cela s’ajoute le formidable tollé provoqué par l’incarcération d’Abderrahim Bouabid et d’autres socialistes marocains de l’USFP parmi la garde rapprochée de Mitterrand. À titre d’exemple, Pierre Joxe, alors président du groupe socialiste à l’Assemblée nationale, déclare dans cette même enceinte : « La libération des dirigeants de l’USFP, c’est la condition sans laquelle la France d’aujourd’hui ne saurait avoir de relations normales avec le Maroc. » Alger jubile. Le roi envisage sérieusement le rappel de son ambassadeur à Rabat. Mitterrand prend à contre-pied son propre parti, par sens politique d’abord. Ensuite, selon un sondage réalisé par la SOFRES, 81% des Français estiment important que la France entretienne de bonnes relations avec le Maroc.

Comme François Mitterrand, des socialistes qu’on qualifiera de « gauche caviar » succombent à la diplomatie hôtelière du Maroc qui fait de la Mamounia le ministère *bis* des Affaires étrangères marocain. Alors que la diplomatie algérienne, avec des hôtels peu attrayants, doit faire appel à des méthodes plus classiques. L’Algérie perd toujours la guerre de l’image et de la communication face au Maroc.

1. *Le Monde*, 4 février 1983.

2. Il sera nommé Premier ministre en 1993 pour une année.

3. *Le Monde*, 5 septembre 1979.

4. Général de corps aérien.

5. Abdelhamid Brahimi, *Aux origines de la tragédie algérienne (1958-2000). Témoignage sur Hizb França*, Hoggar, 2000.

6. *Ibid*.

7. *Le Quotidien d'Oran*, 18 janvier 2010.

8. Ingénieur de l'École nationale des Ponts et Chaussées de Paris, il est nommé ministre de l'Énergie par Boumédiène. En 1988, il devient ministre des Finances, poste qu'il quitte un an plus tard pour prendre la tête de la diplomatie algérienne. En 1991, il sera Premier ministre. Il termine sa carrière publique en tant qu'ambassadeur d'Algérie en France.

9. Hocine Malti, *Histoire secrète du pétrole algérien*, La Découverte, 2010, p. 126.

10. Gaz naturel liquéfié.

11. Entretien paru dans *Le Soir d'Algérie* du 10 mars 2008.

12. Entretien paru dans *Le Soir d'Algérie* du 10 mars 2008.

13. BTU : British Thermal Unit ; 1 million de BTU équivaut à 293 kWh.

14. La République arabe sahraouie démocratique sera admise à l'OUA le 25 février 1983.

15. Ce général de corps d'armée, Compagnon de la Résistance, est l'ancien directeur du cabinet militaire du haut-commissaire en Algérie, Christian Fouchet, vis-à-vis de l'Exécutif provisoire algérien en avril-juillet 1962.

16. Fayard, 1986.

17. Traité de Madrid, 1975.

18. Hassan II accepte le principe d'un référendum « contrôlé » qui inclut les populations marocaines installées au Sahara occidental. L'issue du scrutin ne peut qu'être favorable au roi.

19. Un an après sa libération, il accepte d'être nommé ministre d'État sans portefeuille par le roi.

20. Juif marocain, militant pour la démocratie, emprisonné de 1972 à 1984, il est marié à une Palestinienne américaine. Il sera, en 2005, le fondateur de « Transparency Maroc ».

21. Juif marocain, militant communiste, embastillé dans la terrible prison de Tazmamart pendant dix-sept ans, il est surnommé le « Mandela marocain ».

22. Deuxième ville principale du Sahara occidental.

23. 7 février 1983.

24. Le témoignage du lieutenant Ahmed Rami est douteux, car, plus tard, il fera le lien entre l'attentat contre le général Dlimi et le suicide de François de Grossouvre. Ils étaient en contact permanent et Dlimi avait rencontré le conseiller de l'Élysée une semaine avant sa mort. Ahmed Rami est condamné à mort au Maroc ; il est surtout condamné à six mois de prison en Suède pour propos antisémites.

25. Mahjoub Tobji, *Les Officiers de Sa Majesté*, Fayard, 2006, p. 198.

26. Cité dans Hubert Védrine, *Les Mondes de François Mitterrand. À l'Élysée (1981-1995)*, Fayard, 1996 (réédité en 2016).

XI

Chadli et la France

Mardi 14 décembre 1982. À leur descente d'avion à l'aéroport de Zaventem, ils sont accueillis par un froid glacial et par Wilfried Martens, Premier ministre belge. Ils montent dans la limousine ; la gendarmerie royale les escorte, direction le château de Laeken, au nord de Bruxelles. Le couple présidentiel algérien est attendu par le roi Baudouin et la reine Fabiola. Dans la grande salle à manger donnant sur le parc du même nom, le roi offre un somptueux déjeuner à la délégation hôte.

Chadli Bendjedid réserve à la Belgique le premier déplacement officiel effectué en Europe occidentale par un chef d'État algérien. Le roi Baudouin ne s'est encore jamais rendu en Algérie, ni d'ailleurs aucun monarque belge.

La Belgique est le premier pays européen à signer un accord gazier aux nouvelles conditions de prix de la Sonatrach.

Le séjour officiel de trois jours comprend une visite peu touristique : la centrale nucléaire de Tihange. Ainsi, le roi du Maroc n'est plus le seul au Maghreb à s'intéresser ouvertement au nucléaire. L'Algérie est également signataire du Traité de non-prolifération (TNP).

« Chadli Bendjedid privilégie Bruxelles à Paris » : telle est la teneur, en résumé, des chroniques et articles de la presse française parus le lendemain du déjeuner offert par François Mitterrand à la délégation algérienne à l'Élysée. Pour des raisons d'équilibre au sein des cercles du pouvoir, et aussi par prudence, la France n'aura pas la primeur de la visite présidentielle

européenne.

D’autres journalistes parlent de visite quasi subreptice. En plus, le protocole voudrait que, pour répondre à la visite de Valéry Giscard d’Estaing en Algérie, ce soit Chadli Bendjedid qui vienne à Paris en visite officielle. Les autorités françaises feignent d’ignorer le principe de la réciprocité. Ce geste est apprécié par Alger.

Entre les deux pays, le climat s’améliore, mais la prudence est de mise du côté d’Alger, échaudée par les années Giscard. D’autant plus que la France continue ses livraisons d’armes à Rabat et que des manœuvres militaires franco-marocaines, médiatisées par la presse du royaume, entretiennent une ambiance un peu lourde. Et le tout, sans que Paris prévienne préalablement Alger, contrairement aux Américains. Toujours est-il que le président de la République algérienne a marché sur le sol français pour la première fois de l’histoire.

Chadli Bendjedid s’adresse à la presse française sur le perron de l’Élysée, après son déjeuner de travail avec François Mitterrand. Il s’agit de sa quatrième rencontre avec le président français, qui avait fait escale à Alger pour quelques heures au mois de mai dernier, en route pour une tournée africaine. Chadli se veut rassurant ; il déclare aux journalistes accrédités auprès de l’Élysée : « Il n’y a pas de nuage, ni même de brouillard léger, dans les relations franco-algériennes. Elles sont aussi bonnes qu’on peut le souhaiter […]. J’ai clarifié avec le président Mitterrand ce qui pouvait préoccuper les deux pays. » Le point de clarification rendu public est celui du refoulement des Algériens aux frontières françaises. À ce sujet, Guy Georgi, ambassadeur de France à Alger, était convoqué à trois reprises au ministère algérien des Affaires étrangères au courant de la même année.

La France a légiféré dès le début de 1982 sur les modalités d’entrée sur son territoire. Les textes sont plus précis, certes, mais surtout plus contraignants. Désormais, un certificat d’hébergement doit être présenté à la police de l’air et des frontières. Ce document, qui annonce l’instauration des visas dans un avenir prochain[1], doit être visé par le maire de la commune où doivent résider le ou les touristes. Selon la circulaire d’application, le maire est chargé de vérifier que l’étranger peut être hébergé « dans des conditions normales » – la loi clarifie ce dernier point : le logement ne doit être ni exigu ni insalubre. Mais l’émigré qui reçoit des membres de sa famille n’a pas forcément une ou deux chambres d’amis disponibles. « De là, des conséquences faciles à

deviner : vous êtes logés à l'étroit comme la majorité des habitants des grandes villes et désirez recevoir pour les vacances un couple de Tunisiens amis avec leurs deux enfants. Installés au milieu de votre pièce de séjour, leurs quatre matelas rendent votre appartement exigu au sens de la loi. Comme généralement les familles d'accueil, lorsqu'elles sont maghrébines, ne sont pas installées dans 180 mètres carrés avenue Foch à Paris, l'arme du certificat, maniée de cette façon, est redoutable[2]. » Et ce n'est qu'un premier filtre, car le policier français aux frontières peut refouler l'étranger qui a souvent deux grosses valises, sans oublier un volumineux bagage à main, même pour un long week-end touristique. Avec, en poche, une centaine de francs seulement. Il a beau expliquer que ce sont des cadeaux de la famille et qu'il est entièrement pris en charge par ses proches, rien à faire : retour au bled. Il en résulte que, au cours des onze premiers mois de l'année 1982, 17 214 Algériens sont refoulés de la sorte.

La chasse aux faux touristes provoque inévitablement des dégâts collatéraux. L'ambassadeur d'Algérie à Paris, interrogé pour le journal de 20 heures de France 2, la veille de la visite de Chadli Bendjedid, déclare que cette humiliante situation devient insoutenable : « C'est un problème très grave et que le gouvernement ne résoudra pas à la sauvette. » C'est aussi la conséquence de la décision libérale de Chadli Bendjedid qui a supprimé l'autorisation de sortie du territoire national pour ses ressortissants.

Ce dernier calme le jeu ; il rappelle que son pays avait suspendu l'émigration en 1973 : « L'Algérie n'a aucune volonté d'exporter de la main-d'œuvre en France […]. Au contraire, je souhaite le retour de travailleurs qualifiés dont elle a besoin. » En écho à ces propos, le porte-parole de l'Élysée, Michel Vauzelle, dira : « C'est un point de contentieux minuscule par rapport à l'entente globale. L'amitié franco-algérienne est plus solide que jamais, quoi qu'on puisse en penser. » En effet, les exportations françaises vers l'Algérie sont passées de 4 à 10 milliards de francs en moins d'un an. D'autres projets verront le jour, les entreprises françaises vont construire 5 000 logements, des équipements seront livrés, les industries pharmaceutiques ne seront pas en reste…

La visite officielle de Chadli Bendjedid en France est enfin annoncée. De longs entretiens avec des organes de presse français balisent son arrivée à Paris. Le président algérien s'est exprimé sur France 3, dans *Le Figaro* et *Le Monde*. Décontracté, il répond avec prudence et sincérité à toutes les

questions posées par les journalistes français venus à Alger dans la première semaine de novembre 1983. C’est aussi l’occasion pour lui de faire les déclarations mesurées et rassurantes aux pans de l’opinion française réticents à voir des drapeaux algériens flotter tout au long de la plus belle avenue du monde.

« Nous avons tourné la page pour en écrire une nouvelle. Un grand pays industrialisé du Nord et un pays du Sud en voie de développement, soucieux de son indépendance, sont engagés dans une relation historique par une coopération sincère. Cela est la conséquence des efforts déployés de part et d’autre. Les résultats sont positifs. Nous avons mis en place un cadre juridique de coopération permettant le dialogue et de nouvelles relations ouvrant un champ d’action très vaste […]. Le mot “réconciliation”, à ce stade, est un peu fort. La confiance mutuelle existait déjà entre le président Mitterrand et moi-même. C’est grâce à elle que nous en sommes arrivés là. » Il reste cependant évasif sur la vente des biens des Français laissés en Algérie ainsi que sur le transfert de leurs avoirs. « Je suis très sensible à l’aspect humain de la question. Celle-ci se pose d’ailleurs des deux côtés. Je ressens les difficultés de notre émigration en France, qui revendique le respect de ses droits légitimes. J’éprouve les mêmes sentiments à l’égard des Français en Algérie […]. Nous n’avons ni rancune ni complexe à l’égard du passé. » Il est clair que ce voyage ne réglera pas concrètement ce problème. C’est l’acte symbolique qui compte.

Inévitablement, Chadli Bendjedid doit répondre sur l’état des relations algéro-marocaines. D’autant plus qu’il avait rencontré le roi Hassan II, pour la première fois depuis l’éclatement de la crise du Sahara occidental. Sans enthousiasme particulier, Chadli précise de nouveau sa position : « Cette rencontre [avec Hassan II] a eu lieu en raison de l’insistance du roi du Maroc auprès de certains pays amis qui reprochaient à l’Algérie de refuser le dialogue. Je l’acceptai pour aider le roi […]. Malheureusement, le roi du Maroc a changé de position dans ses dernières déclarations. Le Maghreb ne peut se faire au détriment des Sahraouis ou au détriment de notre peuple. Pour établir des relations diplomatiques, il faudrait que le problème sahraoui soit réglé, car je crains qu’elles ne soient remises en cause au moindre accrochage. » Sur ce point aussi, rien de neuf.

La nouveauté réside essentiellement dans la dimension historique du premier voyage d’un président algérien dans l’ex-métropole. Ce grand moment ne peut souffrir aucune improvisation. Maintes visites préparatoires

ont lieu, ainsi que d'innombrables réunions d'experts. La dernière sera celle de Pierre Mauroy, Premier ministre, qui se rend à Alger un mois avant la date fatidique.

Son objectif principal est d'apurer un maximum de contentieux. Du moins, d'établir un cadre propice, non dépourvu d'effets d'annonce ni d'éléments de langage : possibilités de compromis, volonté d'aboutir, proximité d'analyses, avancées considérables, confiance dans les échanges... L'Algérie tient, lors de cette visite, à consacrer une journée entière à son émigration. Le président algérien se doit de rencontrer sa communauté qui est en France depuis la fin du XIXe siècle et qui est trop souvent exposée à des élans xénophobes. Sans parler des actes de violence. Chadli Bendjedid évoque pour la première fois en public la situation des binationaux : « Je ne crois pas à la double allégeance. Mais il s'agit d'un choix individuel, dont il faut accepter les conséquences. Chacun est libre et celui qui choisit une allégeance étrangère n'aura évidemment pas les mêmes droits qu'un citoyen algérien, étant entendu qu'il pourra, bien sûr, revenir au pays comme il l'entend. » Ils ne sont pas exclus, mais ils sont à part, au regard des droits accordés aux autres Algériens.

Une curieuse proposition française est poliment déclinée par Alger. Des responsables du Quai d'Orsay ont voulu inclure dans le programme du président algérien une « visite surprise » dans le quartier de Barbès et une autre chez Renault-Billancourt[3] pour rencontrer ses citoyens résidant en France. Côté cliché, difficile de faire mieux. Alger veut une visite sobre et solennelle, d'autant plus que les services secrets des deux pays n'ont pas caché qu'ils redoutaient un attentat. La Sécurité militaire algérienne a demandé d'éloigner de la région parisienne et de mettre sous surveillance une douzaine d'opposants algériens.

Le directeur de la DST, Yves Bonnet, relate ces tractations préparatoires dans ses *Mémoires*[4] : « Je suis convoqué dans le bureau du secrétaire d'État Franceschi pour mettre au point le dispositif de sécurité. On nous annonce alors que les autorités algériennes demandent instamment l'éloignement d'un certain nombre d'indésirables dont la liste nous est distribuée. Je découvre que plusieurs de ces noms correspondent à nos clients, qu'il est hors de question de mettre en porte-à-faux ; je me tais, attends la fin de la réunion et me précipite chez Gaston Defferre, auquel j'explique mon problème ; le ministre part alors d'un éclat de rire, que je prends pour un compliment, et je

réussis sans peine à éviter à nos informateurs le désagrément d'un exil temporaire. »

Client, informateur ou non, le nom de Ben Bella, libéré par Chadli Bendjedid, figure sur cette liste. Le premier président algérien commence à poser problème ; son discours aux intonations islamisantes rassemble tant des religieux extrémistes que des financements suspects venant de Libye, entre autres. Ben Bella part en Belgique, le temps de cette visite. Autre volonté algérienne concernant le protocole de la visite : Chadli Bendjedid ne souhaite pas se trouver face à face avec l'ambassadeur d'Israël ou celui d'Afrique du Sud.

Hormis ces préoccupations d'ordre sécuritaire et diplomatique, côté Alger, les préparations sont minutieuses, car les enjeux sont multiples. Ce voyage veut dépasser la dimension bilatérale pour s'inscrire dans le dialogue Nord-Sud, sans oublier celui entre l'islam et l'Occident. Aspects plus difficiles à faire valoir que les rapports économiques, qui demeurent importants, mais plus classiques.

Chadli Bendjedid revient en France le 7 novembre 1983, pour une visite officielle, cette fois-ci, de trois jours. À 11 h 30 précises, il est accueilli par son homologue français. Les deux écoutent les hymnes nationaux respectifs. Dans une brève allocution de bienvenue, Mitterrand parle de « jour mémorable ». Son hôte évoque en arabe, « entre la France et l'Algérie, des relations si particulières par leur côté humain ».

Les deux présidents montent dans un hélicoptère pour gagner l'esplanade des Invalides, où le drapeau algérien est hissé aux côtés du tricolore. De là, le chef d'État algérien rejoint l'hôtel Marigny, résidence des hôtes de marque, à deux pas du palais de l'Élysée où il est attendu par François Mitterrand pour un premier tête-à-tête avant de participer à un déjeuner restreint.

Dans cet entretien, la coopération militaire est évoquée avant qu'elle ne soit approfondie par les officiers supérieurs des deux pays. À ce jour, les relations entre les deux armées restent limitées à des stages dans les écoles militaires françaises, à la vente d'avions anciens du type Fouga-Magister, de chars de combat AMX-13 et de quelques hélicoptères de transport Puma. L'enjeu pour la France est surtout d'atténuer la forte dépendance de l'ANP aux équipements militaires soviétiques. Officiellement, ce tête-à-tête porte sur les échanges bilatéraux, qui comportent deux volets : la coopération et les problèmes des immigrés dans les deux pays.

La seconde journée est essentiellement consacrée à l'immigration algérienne. Le président commence par l'inauguration du Centre culturel algérien dans le XVe arrondissement de Paris. Ce lieu est destiné aussi à faire connaître l'Algérie à la deuxième génération d'immigrés.

Le moment fort est sans doute la réception donnée par Chadli Bendjedid à sa communauté dans un grand hôtel parisien ayant une vue sur les jardins des Tuileries. François Mitterrand se joint à ce rassemblement de plus de 2 000 personnes. Il écoute Chadli parler en arabe et en français pour s'adresser à ses compatriotes. Dans la cohue, le chef d'État oublie son discours convenu, distribué à l'entrée aux invités, pour improviser une allocution où il répète à quatre reprises : « mon ami François Mitterrand ». Il prend la main du président français, les deux lèvent le bras ensemble et Chadli poursuit son message : « Il faut laisser le passé à l'histoire. Nous construisons l'avenir […]. Vous êtes tous des ambassadeurs de l'Algérie. Il faut respecter les lois françaises, mais le but de chacun doit être le retour définitif au pays. »

La politique algérienne n'est pas oubliée : Chadli fait allusion à l'activisme de Ben Bella et à ses nouveaux penchants islamistes, ajoutant : « L'islam, ce n'est ni la violence, ni le fanatisme, ni la réaction. L'islam, c'est la justice sociale. » François Mitterrand fait de sa présence un témoignage d'amitié ; il appelle à faire reculer le racisme et les intolérances, et termine ainsi son discours : « Comme il serait bon de parler en frères, chacun dans le respect des lois, des usages et des mœurs. »

L'opposition algérienne ainsi que des nostalgiques de l'Algérie française reprochent notamment au chef d'État d'avoir entrepris cette visite quelques semaines avant le Ve congrès du FLN, qui désignera le prochain candidat unique à l'élection présidentielle de février 1984. Le sous-entendu est clair : Chadli Bendjedid vient en France se faire adouber pour un second mandat.

La visite officielle se termine par des gestes hautement symboliques. À l'Arc de Triomphe, Chadli se recueille sur la tombe du Soldat inconnu. Aucune fausse note durant ces trois jours historiques. Visite symbole, certainement, mais l'Algérie commande à cette occasion deux Airbus (malgré les fortes pressions de Boeing) et 5 800 camions Renault, entre autres. Les ventes françaises en Algérie vont faire un bond de 300 % !

France-Algérie, premiers couacs

Pas un cacique ne manque à l'appel. Quelques centaines de hauts gradés en tenue d'apparat sont aux premiers rangs ; les autres ont mis leur plus beau costume. Ils sont plus de 3 000. Le vote est par acclamation, comme dans toute démocratie responsable. Les applaudissements à répercussion sonore, qui s'étalent sur de longues minutes, annoncent le verdict. L'élu s'avance vers la tribune ; sa silhouette est rehaussée par la dernière création de Smalto. Il remercie les congressistes pour leur confiance, qui lui va droit au cœur.

Sans surprise, il est désigné par le Ve congrès du FLN comme candidat unique à la prochaine présidentielle. Élu pour cinq ans avec un score qui ne souffre aucune contestation, Chadli Bendjedid se lance dans la construction d'un grand Maghreb. En préservant toujours l'importance des relations franco-algériennes.

Les rencontres Mitterrand-Chadli prennent un rythme de croisière : aller-retour dans la journée, « à l'européenne », conversation, puis déjeuner informel, suivi d'une promenade[5]. Relations bilatérales normalisées ? C'est oublier la dimension triangulaire des rapports complexes qui lient Paris et Alger : Rabat demeure un point de passage obligé pour la France et un boulet pour Alger. Le roi Hassan II peut surprendre, et le colonel Kadhafi encore plus. Le Guide libyen entend jouer sa propre partition dans la construction du grand Maghreb, chère à l'Algérie.

Ahurissant ! Le bouillonnant colonel Kadhafi signe un traité d'Union d'États maroco-libyenne avec le roi, à Oujda, le 13 août 1984. La Jamahiriya est unie avec le royaume chérifien.

Le premier article de ce traité est explicite : « Sous la dénomination d'Union arabo-africaine, il est formé une union d'États entre le royaume du Maroc et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste. » Un vrai mariage contre nature, puisque les domaines de politique commune couvrent la diplomatie, l'économie, la culture et l'entraide militaire.

La solidarité de défense et de sécurité est l'un des piliers de ce traité. La coprésidence de l'Union est exercée conjointement par « Sa Majesté le roi du Maroc et Son Excellence le Guide de la Révolution du Premier Septembre » (article 2). La coopération militaire est également détaillée dans cet article, qui prévoit la création d'un Conseil de défense commune, et dans l'article 12,

qui stipule la solidarité en cas d'agression contre l'un des deux pays. Un roi et un colonel-agitateur se retrouvent donc à égalité dans un organe bicéphale.

Si étonnante soit-elle, cette Union est un joli coup diplomatique. D'abord pour le roi, qui obtient l'arrêt des financements libyens au Front Polisario, soit 80 % du budget militaire pour ce mouvement indépendantiste. Pour le colonel, l'opposition libyenne installée au Maroc est neutralisée. Certains de ses leaders sont expulsés à Tripoli contre de fortes sommes d'argent. Ils seront exécutés dans la Jamahiriya dans les heures qui suivent leur arrivée. Par ce traité, Kadhafi brise l'isolement de la Libye au moment où, au Tchad, Hissène Habré a réussi à évincer du pouvoir le président Goukouni Oueddei, installé à la tête du pays par Tripoli. Rabat espère aussi des retombées économiques : ouverture du marché libyen tant pour les travailleurs que pour les produits marocains. Kadhafi pense que l'annexion du Sahara occidental par le Maroc peut augurer celle de la bande d'Aouzou au bénéfice de la grande Jamahiriya.

Géopolitiquement, le traité d'Oujda est un coup de tonnerre, mais longuement mûri par Hassan II. Pour l'Algérie, l'axe Tripoli-Rabat est manifestement dirigé contre elle ; c'est même un coup de canif dans le dos. Kadhafi et Hassan II répliquent en précisant que l'Union est ouverte à tous les pays arabes et musulmans. Chadli Bendjedid est cordialement convié à se joindre à eux.

Tout a commencé au mois de juin 1983, lorsque Kadhafi débarque avec un court préavis à Rabat, où il est directement reçu par le roi qui, pour une fois, ne se fait pas attendre. Son visiteur est riche et fantasque ; il peut donc tomber dans un piège sophistiqué. Le Guide s'envole ensuite pour l'Arabie saoudite, où les émirs suggèrent à Kadhafi l'idée d'une union avec le Maroc, soufflée préalablement par Hassan II au monarque wahhabite.

Dans un secret bien préservé, cette idée fait son chemin. François Mitterrand est le seul chef d'État à être informé de ce projet inédit, quelques jours avant sa signature. En plein flirt d'été entre Rabat et Tripoli, il s'envole donc pour le Maroc, où le roi met à sa disposition son palais d'Ifrane, dans le Moyen-Atlas, pour un séjour privé et supposé secret. Le roi jubile à double titre. Il est tout d'abord flatté d'être dans la confidence – le président français vient chez lui avec sa seconde famille : Anne Pingeot et sa fille Mazarine. Aussi Hassan II tient-il sa revanche sur Danielle Mitterrand, très sensible aux questions des droits de l'homme, et qui défend farouchement les femmes et

les enfants sahraouis réfugiés dans des campements de fortune[6]. Par ailleurs, ces vacances particulières coïncident avec le référendum proposé aux Marocains pour valider le traité d'Oujda. La grande majorité vote pour.

Trop fier, le roi organise des fuites sur la présence du président français sur son territoire. Un piège ? Sans doute. Même si François Mitterrand a tenté d'informer son homologue algérien sur sa présence au royaume dans ce moment très délicat, prenant des risques en allant à l'encontre de l'avis de certains de ses conseillers.

Claude Cheysson arrive à Alger le 29 août, soit le jour même où Mitterrand s'installe au palais royal d'Ifrane, ville surnommée « la petite Suisse ». Le chef de la diplomatie française est porteur d'un message qui ne peut être remis qu'en mains propres à Chadli Bendjedid. Ce dernier le reçoit donc le lendemain.

À sa sortie du palais présidentiel, la présence de François Mitterrand au Maroc est dévoilée par la presse marocaine, reprise par de nombreuses agences de presse, AFP et APS incluses. Sans nommer François Mitterrand, *El Moudjahid* titre sur une inacceptable ingérence étrangère dans les affaires purement maghrébines.

Les Algériens regrettent le tropisme marocain de François Mitterrand, qui a quand même séjourné au royaume au moment où trois jeunes grévistes de la faim sont morts en prison alors qu'ils ne demandaient qu'un droit de visite élargi et la possibilité de poursuivre leurs études en détention, sans que la presse de Sa Majesté en parle.

Cependant, en dépit du secret dévoilé de son séjour privé, le président français tire rapidement avantage de cette passagère lune de miel entre Rabat et Tripoli. La médiation de Hassan II a permis une reprise de dialogue entre la France et Kadhafi. Cette diplomatie secrète aboutit à la conclusion de l'accord franco-libyen relatif au retrait total et simultané du Tchad des troupes militaires des deux pays. Et ce, à peine deux semaines après les vacances controversées au palais d'Ifrane.

Le roi a toutefois pris des risques vis-à-vis de son allié américain. Ronald Reagan, qui ne supporte pas les frasques du colonel libyen, n'a pas été informé préalablement de la signature du traité d'Oujda. Hassan II tente de minimiser le rôle de Kadhafi dans le terrorisme international : « Il serait un Superman s'il avait fait tout ce qu'on dit qu'il aurait entrepris[7]. »

Comme convenu, l'Union d'États maroco-libyenne ne sera qu'un

épiphénomène régional. Tout comme les huit autres tentatives d'union initiées par Kadhafi. Même Malte a eu droit à une proposition d'union institutionnelle avec la Jamahiriya, au nom du passé arabe commun.

Pour calmer Alger, agacée par son escapade inopportune, François Mitterrand annonce que la France sera représentée par son ministre des Relations extérieures aux commémorations du trentième anniversaire de la révolution algérienne, le 1er novembre 1984. L'Algérie a lancé des invitations similaires à tous les pays occidentaux, y compris les États-Unis. Seulement, en France – et pour cause –, la classe politique, dans toutes ses composantes, s'enflamme. Des indignations sincères ou suspectes, des condamnations fermes, des déclarations passéistes, chaque homme politique y va de sa partition.

Le premier à s'exprimer est François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, sur RTL : « Je suis choqué par cette décision inacceptable, non seulement pour le million de Français fichus dehors d'Algérie, mais pour l'ensemble de ce que représente pour nous une certaine dignité de la France. C'est inadmissible que l'on célèbre ainsi ce qui a été le début d'une profonde humiliation pour le peuple français. » Contrairement à la discrétion des grands gaullistes sur ce sujet, Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, juge excessif d'associer la France à la commémoration du début de la rébellion : « Il est indécent et scandaleux de fêter l'assassinat de Français, alors que ces morts étaient à l'époque le témoignage de l'échec du gouvernement socialiste dont le chef était Pierre Mendès France et le ministre de l'Intérieur François Mitterrand. » Il en est de même pour Jacques Chirac, maire de Paris et président du RPR, qui se joint à ce chœur : « Un véritable péché contre la mémoire. La présence de Claude Cheysson à Alger le 1er novembre représente un véritable péché contre la mémoire. Nous ne pouvons en aucun cas accepter de célébrer un mouvement insurrectionnel […]. J'ai combattu en Algérie. J'ai été Algérie française, cela ne m'empêche pas d'avoir les meilleures relations avec les autorités algériennes. Mais chacun assume son histoire. J'assume la mienne[8]. »

Valéry Giscard d'Estaing, qui pourtant envoyait chaque année à cette occasion un message de vœux au président algérien, qualifie cet anniversaire de « blessant » pour la France. Il est vrai que pour le 1er novembre 1979, vingt-cinquième anniversaire, le secrétaire général de l'Élysée, Bruno de Leusse[9], représentait la France. Cependant, l'ex-président de la République

ne peut laisser à Léotard et à d’autres ténors de la droite le monopole de l’indignation.

À droite, seule Simone Veil reste mesurée, sans toutefois soutenir Claude Cheysson : « Je pense que la France aurait pu être représentée autrement que par le ministre des Relations extérieures sans que pour autant l’Algérie se sente diminuée. » La droite française, qui n’a pas l’apanage de l’indignation, est vite rejointe par des socialistes.

Le plus virulent n’est autre que Georges Frêche, député PS et maire de Montpellier, qui met en berne le drapeau français de sa ville. Pour prévenir, il téléphone directement au Premier ministre, Laurent Fabius, pour lui demander tout simplement l’annulation du déplacement du ministre des Relations extérieures en Algérie. De nombreux maires des villes du Midi agissent pareillement : drapeau français en berne devant l’hôtel de ville. Cette région abrite une forte concentration de rapatriés d’Algérie. Ces morceaux choisis, qui ne reprennent pas les propos de Jean-Marie Le Pen et d’autres associations de pieds-noirs ou de harkis, montrent que l’Algérie reste avant tout une affaire française, même trente ans après.

Avant d’embarquer pour Alger, Claude Cheysson explique sa démarche sur TF1 : « Les rapports exceptionnels qui existent entre les deux pays et la France ne peut être absente aux cérémonies du 1er novembre. Ce serait une vraie trahison pour ce qui a été fait auparavant [par les Français d’Algérie] si nous disparaissions de ce pays en laissant la place aux Américains, aux Italiens, aux Anglais... » La déclaration de Roland Dumas est plus directe. Le ministre des Affaires européennes estime que le voyage de Claude Cheysson doit être resitué dans une grande perspective historique, comparable à la réconciliation franco-allemande d’après-guerre. Il ajoute : « Il faut comprendre l’émotion de celles et de ceux qui ont eu à souffrir des événements d’Algérie qui remontent à trente années. Mais chacun doit admettre aussi que le gouvernement français prenne en compte les intérêts majeurs de notre pays. »

Non, les intérêts ne sont pas oubliés – Chadli Bendjedid le rappelle dans un long entretien accordé la veille des célébrations au *Point* : « Il est dommage que, vingt-deux ans après, certains citoyens français – certes minoritaires – n’aient pas encore admis l’indépendance de l’Algérie. Peut-être ont-ils été intoxiqués par la façon dont certains partis relancent ce problème pour de simples raisons électorales. Mais je pense que ces prises de position hostiles

ne tiennent pas compte de l’intérêt de la France. »

La délégation américaine présente à Alger pour ce 1er novembre est présidée par Donald P. Hodel, secrétaire à l’Énergie, et regroupe un grand nombre d’hommes d’affaires. Tout comme les délégations britannique et allemande, à qui l’envolée des cours pétroliers n’a pas échappé. L’Algérie lance, par ailleurs, un ambitieux plan quinquennal qui prévoit de lourds investissements dans divers secteurs : transport ferroviaire, télécommunications… Pour les investisseurs occidentaux, se faire prendre en photo lors du trentième anniversaire de la révolution algérienne est un acte commercial incontournable. Sans oublier les nombreux contacts possibles de ces hommes d’affaires avec les plus hautes personnalités arabes et africaines.

Sous une belle lumière d’automne s’ouvre le défilé civil et militaire sur la route de l’ANP, anciennement route moutonnière, qui longe sur une dizaine de kilomètres le bord de la mer. À la tête de la parade, d’anciens moudjahidines arborent les portraits de héros nationaux tombés au champ d’honneur et dont les noms sont donnés aux rues des principales villes de l’Algérie, jadis baptisées par les colons Isly, Michelet, Saint-Exupéry… Défilent ensuite, sous les tribunes où sont assis des centaines d’invités, des chars portant des panneaux qui reconstituent la guerre d’indépendance et les grandes réalisations économiques. L’armée parade avec des équipements militaires soviétiques, mais le défilé est clôturé par le survol des Fouga-Magister français qui lâchent dans le beau ciel d’Alger un sillage de fumigènes aux couleurs blanc, rouge et vert de l’Algérie.

À la fin du défilé, Claude Cheysson se dirige vers le cimetière européen de Saint-Eugène, près de Bab El Oued, où sont enterrés des pieds-noirs, ainsi que d’autres Français morts au champ d’honneur. Il y est attendu par le cardinal Duval, archevêque d’Alger, surnommé par l’OAS « Mohamed Duval », pour la cérémonie religieuse. Le soir, la délégation française rejoint la grande réception, où sont conviées 2 000 personnalités algériennes et étrangères, dans l’imposant Palais de la Culture, nouvelle construction réalisée par les Canadiens. Sans champagne ni alcool, les hôtes se voient offrir des plats traditionnels algériens et du homard importé de Cuba, représenté par une forte délégation.

L’Afrique et le monde arabe sont en force à cette soirée. Claude Cheysson y rencontre Ali Triki, son homologue libyen des Affaires étrangères. Le ministre français fait l’éloge des festivités et exprime son émerveillement

devant le Palais de la Culture à un haut fonctionnaire algérien, qui lui répond non sans innocence : « Ce palais appartient au peuple, pas au président ; ce n'est pas comme les palais de Hassan II. » Tous rient de bon cœur et lèvent leur verre de jus d'orange, portant un toast à l'amitié franco-algérienne.

Au même moment, à Roubaix, dans le nord de la France, des coups de feu sont tirés contre la façade du local de l'Amicale des Algériens en Europe. L'action sera revendiquée par le groupe Bastien-Thiry, du nom de l'organisateur de l'attentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle.

Terrorisme et coopération sécuritaire

Le ciel est encore bas, ce jeudi 12 novembre 1981. Il n'est que 9 heures du matin quand le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis sort de chez lui et se dirige vers sa Plymouth blindée.

Il n'a pas encore ouvert sa porte qu'une rafale de balles trouble le calme habituel de ce quartier du VIIearrondissement de Paris. Christian Chapman, surpris mais doté de bons réflexes, plonge aussitôt derrière le véhicule. Protégé par le blindage, le chargé d'affaires n'est même pas blessé. L'auteur de la tentative d'assassinat est un homme de 30 ans environ, barbu et de type moyen-oriental.

L'attentat visait un objectif chargé de symboles. Chapman assure depuis deux mois l'intérim du poste d'ambassadeur des États-Unis en France, dont le titulaire est nommé à Moscou. Le parcours de ce remplaçant fait de lui une cible idéale : il a été en poste successivement à Casablanca, à Beyrouth, à Téhéran, à Saigon et à Vientiane (Laos). Ce n'est pas un diplomate classique : de 1968 à 1973, il a été directeur des ventes et assistance militaires au département d'État.

Très peu d'heures après l'attentat, Alexander Haig, secrétaire d'État, accuse catégoriquement le colonel Kadhafi d'être le commanditaire de cet acte terroriste : « Nous avons plusieurs rapports provenant de sources dignes de confiance qui indiquent que M. Kadhafi a fondé, encouragé, entraîné des groupes terroristes ayant des activités allant contre les vies et le bien-être des diplomates américains. Je pense que cela montre, une fois encore, l'urgence de s'attaquer au problème Kadhafi de façon efficace. »

Deux mois plus tard, la tentative réussit. Charles Ray, attaché militaire adjoint de l'ambassade des États-Unis, est abattu alors qu'il sortait de chez lui

pour prendre sa voiture. Le 18 janvier, le soir même de l'assassinat du lieutenant-colonel américain, à Beyrouth, un groupe jusqu'alors totalement inconnu, les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), revendique les deux attentats. Dans un communiqué, l'organisation précise : « Charles Ray a été exécuté, car l'administration du président Reagan et ses alliés étaient impliqués dans un accord visant à vaincre et massacrer le peuple libanais […]. L'administration américaine sait pertinemment qu'elle doit s'attendre à des actions similaires contre ceux qui continuent à œuvrer pour le massacre des pauvres, au Salvador ou au Sud-Liban. »

La vague d'attentats se poursuit. Yacov Barsimantov, diplomate israélien chargé des relations avec les personnalités et les institutions politiques françaises, est tué de deux balles en pleine tête tirées par une femme, en fin de matinée, le 4 avril. L'ambassadeur d'Israël à Paris accuse immédiatement l'OLP d'être le commanditaire de ce crime. De nouveau, le 7 avril, les FARL, de Beyrouth, revendiquent l'assassinat : « Nous, Fractions armées révolutionnaires libanaises, nous nous adressons à tous ceux qui condamnent la terreur et le terrorisme, à tous ceux qui militent pour l'abolition de la société d'exploitation et de guerre. Nous avons exécuté Yacov Barsimantov. »

Le 17 septembre, les FARL frappent encore : elles piègent une voiture de l'ambassade d'Israël qui explose devant le lycée Carnot à Paris – pas de morts, mais plusieurs blessés. Les enquêtes sur ces attentats piétinent. « Au début, reconnaît Raymond Nart, directeur adjoint de la DST, nous ne comprenions rien au terrorisme international. Peu à peu, parce que les affaires dégringolaient, nous nous y sommes mis. La police judiciaire cherchait des caches d'armes. Nous, nous avons toujours cherché du renseignement[10]. » Il est vrai que, à l'époque, l'essentiel des activités de la DST étaient orientées vers la chasse aux espions communistes. En 1982, la section antiterroriste ne compte que cinq permanents, épaulés à l'occasion par une quinzaine de fonctionnaires affectés à d'autres tâches. Les premiers indices proviennent deux années plus tard, en plein mois d'août, du train Orient-Express venant de Ljubljana (Yougoslavie) et roulant vers Paris. À la gare de Trieste, la police italienne arrête Abdallah Mohamed El Mansouri, détenteur d'un faux passeport marocain et surtout de huit kilos de Semtex, un puissant explosif, caché dans des boîtes de pâtisseries orientales. Dans ses papiers est saisi un

carnet d’adresses particulièrement bavard. Alertée, la police française localise à Paris sa compagne, une jeune Libanaise, qui est mise sous étroite surveillance. Écoutes et filatures permettent d’identifier des Libanais, ainsi que des planques à Paris et à Lyon.

C’est dans cette ville qu’est localisé un nommé Alex, venu récupérer la caution d’une des planques mises sous surveillance. Il est interpellé par la DST : Abdelkader Saadi, détenteur d’un passeport algérien en règle et d’une forte somme en devises étrangères. Les enquêteurs découvrent un faux passeport maltais au nom de Michael Kamari, et sa véritable identité : Georges Ibrahim Abdallah, Libanais chrétien. Il est inculpé de détention et usage de faux documents administratifs et d’association de malfaiteurs, pour le moment.

La DST prend attache avec la Sécurité militaire algérienne ; un officier confirme aux enquêteurs français que le document saisi est un vrai passeport algérien, mais de complaisance. Ce document porte la signature d’un officier de la Sécurité militaire, sous couverture de chef de Daira (sous-préfecture). Il sera versé à la vie civile après cet incident. Les officiers des services secrets algériens promettent leur concours à leurs homologues français. D’autant plus que le Mossad informe la DST que Georges Ibrahim Abdallah est le chef présumé des FARL. Cette information sera gardée secrète dans un premier temps.

L’avocat du Libanais, Jean-Paul Mazurier[11], est recruté comme informateur par la DST. La manipulation est réussie, car l’avocat croit avoir affaire à la DGSE et ne peut garder pour lui les menaces d’attentats proférées par son client. L’étau se resserre encore plus quand les services secrets italiens (DIGOS) arrêtent, à Ostie le 19 décembre, Joséphine, une femme en provenance de Syrie. Son signalement correspond à celui de la tueuse du diplomate israélien. Elle est aussi l’amie de Georges Ibrahim Abdallah.

L’affaire se complique. Le 23 mars 1985, Gilles Sidney Peyroles[12], directeur du centre culturel français à Tripoli (Liban), est enlevé par les FARL, qui demandent en contrepartie de sa libération celle de leur chef et de la jeune femme. Les FARL lancent un ultimatum de quarante-huit heures : « Nous considérerons tout Français et tout Italien, où qu’ils soient, comme une cible. » La Sécurité militaire algérienne est sollicitée par la DST, un délai est obtenu, les Algériens seront les intermédiaires dans ces négociations.

Un officier de la Sécurité militaire algérienne, le lieutenant Benmadi, arrive à Paris le 26 mars ; il est conduit à la Santé, où est incarcéré Georges

Ibrahim Abdallah. Ce dernier, méfiant, croit à un piège. Le lieutenant écrit en arabe une liste de noms sur une feuille de papier. Rassuré, le prisonnier indique du doigt un nom particulier ; il prend le stylo et écrit un numéro de téléphone au Liban. Sans se dire un mot, les deux hommes se saluent – fin de la rencontre au parloir. « Nous savons ce que nous voulions savoir : le nom de l'interlocuteur, du négociateur avec lequel nous allons établir les conditions de l'échange qui se profile à l'horizon : Peyroles contre Abdallah[13]. »

Un autre officier algérien s'envole pour Damas afin de contacter notamment Georges Habache, patron du FPLP. Ce dernier escorte vers le Liban l'agent secret venu d'Alger. Le Front populaire de libération de la Palestine est très proche des FARL. Le contact est établi ; la médiation algérienne est sur les rails. Le 30 mars, Yves Bonnet, directeur de la DST, se rend à Alger pour rencontrer le colonel Lakhal Ayat et le commandant Smain Lamari, patrons des services secrets. Yves Bonnet est admiratif devant ces officiers : « Le colonel m'attend, devant la porte, et m'entraîne dans un confortable salon oriental, au fond du patio. Il a beaucoup réfléchi, il s'est renseigné et je mesure à ce moment combien notre ami est désireux de s'engager pour nous ; la France a de la chance de pouvoir compter sur un tel partenaire, compétent, parfaitement au fait des réalités du Proche-Orient et, par-dessus tout, amical. J'ai vraiment la sensation que la complexité du monde arabe, avec ses jeux subtils d'influences, de rejets, d'interférences entre la raison d'État et les intérêts particuliers, mérite et exige d'être connue, mais que cette connaissance est subordonnée à tant de contacts, d'entretiens, qu'il y faut un professeur. Notre maître en affaires arabes, c'est l'Algérie[14]. »

Plus que convaincu par le rôle décisif des Algériens, rentré à Paris, Yves Bonnet défend devant sa hiérarchie l'échange du prisonnier Abdallah contre l'otage Peyroles. Un problème reste à régler : Georges Ibrahim Abdallah est entre les mains de la justice française, mais pour des délits mineurs – détention de faux papiers. Un procès rapide devait aboutir à sa libération grâce à la mécanique de la confusion des peines.

Georges Ibrahim Abdallah est détenu en préventive depuis six mois. Les Algériens ont donné leur parole sur le bon déroulement de l'échange aux FARL, qui libèrent Sidney Peyroles le 31 mars, soit à peine plus d'une semaine après son kidnapping. La libération conditionnelle d'Abdallah est donc imminente. C'est une question d'un jour ou deux.

Seulement, dans ce laps de temps, une perquisition policière à la suite

d’une commission rogatoire délivrée le 27 octobre 1984, a lieu dans un appartement situé rue Lacroix à Paris. Les officiers découvrent une malle et des caisses qui renferment un arsenal conséquent : plus d’une vingtaine de kilos d’explosifs, six lance-roquettes, deux pistolets mitrailleurs Scorpio et, surtout, le pistolet automatique tchèque de calibre 7,65 qui a servi à tuer Charles Ray et le diplomate israélien.

Le cas de Georges Ibrahim Abdallah devient très grave : le lien entre lui et les attentats revendiqués par les FARL est établi par la justice française. Le verdict risque d’être très lourd.

Pour les Algériens, la France a manqué à sa parole. Certains officiels expliquent à la Sécurité militaire que cette perquisition surprise était indirectement déclenchée par des informations en provenance de Washington et de Tel-Aviv. Le 24 février 1987, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Bernard Raimond, en pleine cohabitation, est venu personnellement à Alger pour informer le président Chadli, quatre jours avant le verdict, que Georges Ibrahim Abdallah ne serait sans doute condamné qu’à... huit ans d’emprisonnement. La sentence tombe le dernier jour de février : perpétuité pour le chef des FARL.

Le pouvoir politique français ne peut résister à de telles pressions[15]. Pourtant, grâce aux relations moyen-orientales de la Sécurité militaire algérienne, la DST a pu rattraper son retard sur cette zone à travers une collaboration qui se heurte parfois au pouvoir des juges. Le savoir-faire ainsi acquis du contre-espionnage français a plus que froissé la DGSE, dont l’essentiel de la culture est alors africaniste et sud-asiatique depuis la fin du Safari Club. L’assassinat de l’avocat Ali André Mécili en est l’illustration.

Coopération ou connivence : l’affaire Mécili

Le 7 avril 1987, il est 21 h 15 quand, dans son cabinet d’avocat du quartier Saint-Germain-des-Prés, Ali Mécili reçoit la visite d’une cliente et amie. Christine le trouve légèrement inquiet – sans doute à cause des nombreux coups de téléphone anonymes qui le menacent de mort. Ils sortent. « Le couple descend la rue Danton vers la place Saint-André-des-Arts et entre au Clou de Paris. Le temps de prendre un verre est venu. Ils s’attablent, lui commande une bière, elle préfère un Martini. Ils restent là moins d’une heure à bavarder d’un peu de tout, d’un peu de rien, comme de bons amis[16]. »

Ils remontent ensemble le boulevard Saint-Michel et se quittent devant le 74, l'immeuble où habite depuis peu Mécili. En une minute, tout se bouscule : Christine entend un bruit, se retourne et se dirige vers l'entrée du bâtiment. Devant la porte, elle croise un homme qui la toise longuement avant de traverser calmement le boulevard. « Elle rentre, s'avance, reconnaît l'imperméable beige et la sacoche de cuir. Un peu de sang coule de l'oreille. C'est fini. Il est 22 h 35, André Mécili vient d'être assassiné de trois balles dans la tête[17]. » Trois « coups frappés à la porte du malheur », pour citer un passage de *L'Étranger*.

La victime est connue aussi bien du pouvoir algérien que de son opposition. Avocat, fervent défenseur des droits de l'homme, Ali André Mécili s'est engagé à l'âge de 16 ans dans la guerre de libération algérienne. Il est né français par filiation ; ses parents ont été naturalisés français en 1939. Il est plus tard affecté à Tripoli à la base Didouche Mourad, au cœur des services de renseignement du GPRA. À l'indépendance, il rejoint Aït Ahmed, entré en opposition contre le tandem Ben Bella-Boumédiène. Ali Mécili et Aït Ahmed sont capturés le 17 octobre 1964 et incarcérés. Ce n'est qu'après le redressement révolutionnaire du 19 juin 1965 qu'Ali Mécili retrouve la liberté. Il quitte alors l'Algérie pour Aix-en-Provence, où il achève ses études de droit.

Il s'installe dans la capitale et, devenu avocat au barreau de Paris, il maintient intacts ses engagements : pour la démocratie en Algérie, la défense des droits de l'homme et de l'identité kabyle. Militant aux côtés du Front des forces socialistes fondé par son vieil ami, Ali Mécili réussit une vraie gageure : réconcilier les deux chefs historiques du FLN en exil, Ben Bella et Aït Ahmed. L'alliance politique est scellée à Londres le 19 décembre 1985. Le premier, à la tête d'un nouveau parti, le MDA (Mouvement pour la démocratie en Algérie), aux penchants islamistes, isolé du pays, bénéficie désormais de la forte assise kabyle du second. Quant au patron du FFS, il a maintenant pour allié le premier président de l'Algérie indépendante, et le capital moral qui va avec. Sur le papier, c'est du gagnant-gagnant.

Cette alliance entre les deux grands symboles de la révolution algérienne ne manque pas de soutiens financiers, notamment en provenance de Libye et d'Arabie saoudite. De tels moyens permettent notamment la création, en août 1986, d'un mensuel, *Libre Algérie*, dont le rédacteur en chef n'est autre qu'Ali Mécili. L'axe Ben Bella-Aït Ahmed dispose à présent d'organes de presse qui dérangent fortement Alger.

Le MDA, avec son mensuel *Al-Badil* (deux versions : arabe et français), tiré à 25 000 exemplaires dont 10 000 entrent clandestinement en Algérie, et le FFS, avec *Libre Algérie*, s'érigent en contre-pouvoir au sein de la communauté algérienne de France. Ces revues publient des informations sur le clan de la belle-famille de Chadli Bendjedid. Le mensuel d'Ali Mécili diffuse la chronique la plus lue par les Algériens de France : « Les échos du palais ».

Entre rumeurs et informations difficilement vérifiables, de sérieux coups sont portés à l'image du président algérien. Ainsi, les Algériens de France découvrent dans cette chronique que le château de Clermont – ancienne propriété de Louis de Funès –, dans la Loire-Atlantique, appartient désormais à l'épouse d'un très haut responsable algérien. Cette rumeur fait sa grande vadrouille dans les salons des villas huppées d'Alger, au point que l'austère *El Moudjahid* publie, dans sa livraison du 15 décembre 1986, des détails sur la vente du château à une association de bienfaisance française, avec documents à l'appui.

D'autres attaques plus sérieuses mettent à mal les relations franco-algériennes, dont l'un des axes les plus importants concerne l'arrêt des attentats en France. Le procès de Georges Ibrahim Abdallah commence. Alger s'énerve sérieusement et proteste énergiquement auprès des autorités françaises.

Cause entendue : Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, publie un arrêté le 31 décembre 1987 dans le *Journal officiel*, interdisant la vente d'*Al-Badil* sur le territoire français – la revue est imprimée en Belgique. Le ministre délégué déclare : « Dans le contexte actuel, cette revue est de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France. »

Toujours au nom des intérêts français, une vingtaine de militants et sympathisants ben-bellistes sont interpellés. Sur renseignements de la DST, le parquet ouvre une enquête préliminaire dans le cadre du terrorisme, car des munitions, un passeport vierge et quelques cachets administratifs ont été trouvés chez eux. L'administration française décide d'expulser treize d'entre eux. Pour la plupart, ils sont mariés à des Françaises et pères d'enfants français. Beau renvoi d'ascenseur à la Sécurité militaire algérienne, dont le concours dans l'affaire des otages français au Liban est très apprécié. Mais c'est sans compter avec le dévouement d'Ali Mécili, qui défend ces

opposants par tous les moyens : il intervient sur Antenne 2, il alerte l’Élysée… À la fin, il empêche le renvoi de trois d’entre eux en Algérie, où ils étaient particulièrement attendus.

En menaçant de porter le dossier devant le Conseil d’État, Ali Mécili obtient finalement gain de cause. Les treize opposants seront libérés et mis en résidence surveillée. Le MDA et le FFS ripostent. Pour avoir un plus grand impact, des opposants algériens – à l’instar d’Ali Mécili, ancien officier du renseignement algérien – tirent avantage de certaines de leurs vieilles amitiés pour fournir des documents au *Canard enchaîné*. Ainsi, l’hebdomadaire publie, le 14 janvier 1987, des fac-similés de factures présentées comme des notes de financement par l’Algérie de partis politiques français. Le montant des virements effectués par le canal de l’Amicale des Algériens en Europe *via* la paierie générale de l’ambassade de France à Paris, selon l’hebdomadaire, s’élèverait à 50 millions de francs.

En pleine cohabitation, ces révélations provoquent un grand scandale. Les officiels français restent silencieux ; ils sont préoccupés par la série de prises d’otages et les menaces d’attentats. La France est sous le choc ; des députés, comme le général Bigeard, demandent le rétablissement de la peine de mort.

La Sécurité militaire algérienne est, dans ce contexte, un allié précieux. Pas de polémiques avec Alger. Mieux que ça, des visites de travail s’enchaînent. Ainsi, François Mitterrand arrive à Alger le 26 mars[18] pour quelques heures, où il déclare : « L’Algérie se comporte en grand pays ami et responsable. » À l’occasion de cette visite, Ali Mécili réplique le soir même sur France 3 : « On salue des interlocuteurs qui ne sont pas des preneurs d’otages ni des terroristes, mais qui ont donné asile à des terroristes qui soutiennent des ravisseurs. Je ne vais pas vous faire un dessin : il y a la Syrie, l’Iran et l’Algérie qui sont compromis dans l’affaire Abdallah. Ce dernier était porteur d’un passeport algérien. La France dit : “On ne négocie pas avec les terroristes”, mais on négocie en fait avec les États terroristes. C’est ce que je pense très clairement […]. Quand on est terroriste à l’égard de son peuple, il n’y a qu’un pas à franchir pour l’être aussi sur le plan international. »

C’est sa dernière apparition sur un plateau de télévision. Il parle aussi des financements occultes de politiques étrangers par les Algériens. Une plainte est déposée par l’ambassade d’Algérie contre l’hebdomadaire satirique, qui ne sera pas condamné. Contrairement à Ali Mécili, dont la sentence est sans appel : trois balles en pleine tête.

Le lendemain de l'assassinat de Mécili, Aït Ahmed, opposant historique, ne se trompe pas. De Lausanne, il déclare : « C'est un travail des services spéciaux algériens ; véritable police politique du régime, ils peuvent tout se permettre, y compris pratiquer le terrorisme d'État. » Même réaction du premier président algérien, Ahmed Ben Bella, qui vit en exil à Lausanne depuis son expulsion de France : « Le gouvernement algérien avait télécommandé le meurtre de l'avocat. C'est un acte abominable qu'il faut condamner énergiquement. J'ai des présomptions très fortes et je ne pensais pas que le gouvernement algérien irait jusqu'à agir ainsi sur le territoire français. »

Quasiment sourds à ces déclarations et à juste titre, les enquêteurs ne savent pas encore qu'ils ont une affaire d'État sur les bras, alors qu'Ali Mécili a fait l'objet de nombreuses menaces de mort. Au début du mois de juin, la police arrête un suspect de retour d'Alger, après une mise sur écoute. Il s'agit d'Abdelmalek Amellou, déjà connu des services de police. Il nie toute participation au meurtre de Mécili ; d'ailleurs, le seul témoin du crime, Christine, une amie de l'avocat, ne l'a pas reconnu lors de la procédure d'identification réglementaire.

Pourtant, des indices l'accablent. Des policiers de la brigade criminelle ont trouvé dans l'appartement d'Abdelmalek Amellou un ordre de mission de la Sécurité militaire algérienne l'autorisant à utiliser un véhicule officiel mis à sa disposition par les services algériens. Il est maintenu en garde à vue pendant quatre jours, puis entendu par le juge d'instruction ; Abdelmalek Amellou est libéré sans qu'aucune charge soit retenue contre lui.

Robert Pandraud signe son arrêté d'expulsion et le suspect est aussitôt mis dans un avion d'Air France en partance pour Alger, le 14 juin 1987 à 20 h 15. Le jour même, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, téléphone à l'ambassadeur d'Algérie à Paris pour lui dire qu'Alger n'est pour rien dans cette affaire.

Le crime était presque parfait. Jusqu'au jour où *Le Point* donne une autre version de l'affaire dans son édition du 28 septembre 1987 : selon le magazine l'assassin d'Ali Mécili, Abdelmalek Amellou, détenteur d'un ordre de mission de la Sécurité militaire, aurait été exfiltré à Alger sur ordre des plus hautes autorités françaises. Connivence ou complicité ?

Les deux, répondent de nombreux opposants algériens. Et d'autres. Dont le plus virulent : Gérard Dupuy. Dans *Libération*, il écrit : « La complicité criminelle des autorités françaises est cette fois remontée beaucoup plus haut

qu'elle ne l'avait fait dans l'affaire Ben Barka […]. L'heure n'est plus à l'orgueil de l'État, seulement aux magouilles de la raison d'État[19]. »

Cette version, que beaucoup tiennent pour vraie malgré le non-lieu définitif prononcé en 2015 dans cette affaire, se diffuse peu à peu. Des langues policières se délient et la presse française donne des détails de plus en plus accablants pour le pouvoir algérien. La Sécurité militaire a lancé un contrat de 600 000 francs sur la tête d'Ali Mécili. La négociation a lieu dans un restaurant du Xe arrondissement de Paris. Son propriétaire est une taupe des services algériens ; il avait joué un rôle dans l'infiltration du groupe de comploteurs à la tête de l'opération Cap Sigli.

Autour d'un bon couscous, selon les sources du *Point*, un officier de la SM et un responsable algérien venus d'Alger ont scellé le sort de Mécili. Abdelmalek Amellou et un certain Samy auraient accepté le contrat. Intervient par la suite un ami d'enfance de Samy, Nicolas, propriétaire d'une pizzeria dans un village corse, fils de policier.

Le trio effectue les repérages et les filatures. C'est l'un des trois qui tue finalement Mécili. Samy et Amellou sont en Algérie depuis, et il n'existe pas de preuves formelles contre Nicolas, qui était présent à Paris au moment du crime. D'autant plus que l'amie de Mécili, unique témoin du crime, décrit l'assassin comme étant « de type méditerranéen ».

La Corse est au milieu de la mer Méditerranée. La presse détaille l'environnement des assassins : restaurants kabyles, boîtes de topless à Pigalle… Même l'ordre de mission d'Amellou est reproduit en fac-similé : il porte la signature du capitaine Hassani, officier de la gendarmerie algérienne, intégré dans la Sécurité militaire par le général Lakhal Ayat.

L'affaire connaît un rebondissement en 2008 suite notamment au temoignage d'un ancien officier de la sécurité militaire. Ce dernier, déserteur réfugié en Allemagne, met en cause ses anciens employeurs dans « l'affaire Mecili ». Il en résulte un mandat d'arrêt international délivré en 2008. La procédure se termine en 2015 par un non-lieu général.

Au-delà des légitimes indignations provoquées par les révélations extrêmement documentées du *Point* et de ses confrères, *Libération* en tête, une question reste sans réponse : d'où viennent ces fuites ? Les détails rigoureux indiquent que la source ne peut être qu'une section bien informée et spécialisée dans le renseignement, seule capable de réunir autant d'éléments précis.

C'est la guerre des polices dans toute sa splendeur. La DGSE prend sa

revanche sur la DST, qui ne cesse de piétiner ses plates-bandes au Moyen-Orient. La DST envoie même ses fonctionnaires à Damas et à Beyrouth pour libérer des otages français avec le soutien des Algériens. L'étranger, c'est le domaine réservé de la « Piscine ». Alors, au nom de quoi la DGSE se priverait-elle de faire fuiter vers la presse des opérations de barbouzes sur le territoire français ? L'international est l'une des prérogatives statutaires de la DGSE : que la DST comprenne bien cela en lisant *Le Point* et *Libération* ! Difficile de faire la part des choses entre vérités et manipulations.

On peut aisément imaginer une fuite ciblée qui livre l'envers du décor du rapprochement entre la DST et l'armée algérienne. Certaines des affaires algériennes sont au cœur des enjeux intra-français, telle la guerre des polices. Anciennement, le SDECE, qui était jusqu'à la fin des années 1970 une composante de cette maison, regroupait des sympathisants de l'Algérie française. L'affaire du SOA[20] en est un parfait exemple. Ce n'est plus le cas de la DGSE, mais une certaine « culture d'entreprise » a dû survivre dans les années 1980.

Le Tchad : diplomatie discrète et coopération militaire

Alerte générale sur la base française de Bangui, République centrafricaine : onze Jaguar décollent, chargés de bombes. De la base de Libreville, Gabon, cinq avions ravitailleurs C-135F partent en appui. Des Mirage assurent la couverture aérienne. Les trois bataillons de la « Légion islamique » de Kadhafi, appuyés par des avions d'attaque, viennent de franchir le 16ᵉ parallèle. Plus d'un millier de soldats français débarquent à N'Djaména. Des noms exotiques vont faire la une de la presse française : Ouadi-Doum, Fada, base Chicha…

En février 1986, la France déclenche l'« opération Épervier », l'une des plus longues « opex » (opération extérieure) de l'armée française: les troupes libyennes viennent de franchir la ligne rouge, menaçant ainsi Hissène Habré, grand allié de la France.

En même temps, Paris accélère les livraisons d'armements à N'Djaména. Les forces pro-libyennes du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT[21]) engagent le combat contre l'armée légale du Tchad. Le Guide libyen croit que la France, en pleine campagne électorale qui annonce la première cohabitation de l'histoire de la Vᵉ République, ne lancera pas ses

troupes en soutien à Hissène Habré. Erreur : les Transall français effectuent de nombreuses rotations entre le Cameroun et N'Djaména, pour déposer au Tchad du matériel militaire et des munitions. D'autres gros porteurs chargés de matériel quittent la base d'Istres en direction de l'Afrique centrale. Une quinzaine de Jaguar et de Mirage F-1, en état d'alerte sur la base de Bangui (Centrafrique), renforcent le dispositif. L'affaire est prise au sérieux à Paris ; les forces françaises se pré-positionnent dans les pays voisins du Tchad.

Dès le début du mois de mars, le dispositif français devient plus offensif : des Jaguar bombardent l'aéroport de Ouadi-Doum, principal point d'appui des ravitaillements libyens, et plus de deux cents commandos français débarquent à N'Djaména. Les États-Unis entrent dans le jeu en bombardant Tripoli le 15 avril 1986. Mais Kadhafi n'est pas tué, contrairement aux espérances américaines. En revanche, la 6e flotte se positionne au large des côtes libyennes ; des missiles de croisière peuvent atteindre n'importe quel point de la Jamahiriya.

L'aviation française bombarde les forces du GUNT et l'armée libyenne au-delà du 16e parallèle.

Dans le plus grand secret, la France demande à l'Algérie, pour la deuxième fois, le droit de survol de son espace aérien. La première requête date de 1984 : la France voulait faire passer ses avions militaires par l'Algérie pour les faire actionner au Tchad. Demande rejetée par le général Belloucif, l'homme qui avait dit non aux radars de Thomson :« J'ai refusé le survol du ciel algérien par les avions militaires français, je ne voyais pas pourquoi l'Algérie devait cautionner aussi gracieusement des frappes militaires françaises au Tchad[22]. »

Comme ce général vient d'être mis à la retraite et remplacé par Abdallah Belhouchet, ancien sous-officier de la guerre d'Indochine, cette fois-ci Alger donne son feu vert. Ces autorisations sont soumises à un protocole très strict. L'aviation française doit préalablement remettre à l'armée algérienne un plan de vol. Le survol de l'espace aérien de l'Algérie est traité au cas par cas. Les couloirs aériens sont très précis. Il semblerait même que l'Algérie ait autorisé le positionnement d'officiers français sur son territoire à la frontière libyenne, pour des opérations d'observation. Le nom de code de cette base française secrète en Algérie, dédiée uniquement à la surveillance, est le « point 1010 », coordonnées géographiques du lieu. En aucun cas une opération militaire française ne peut se déclencher à partir du territoire algérien. Il ne s'agit que de la collecte de renseignements militaires à partir d'un dispositif

technologique déployé à cet endroit.

L’armée française revient en Algérie. Ce ne sont pas les mêmes, certes, mais il ne faut pas que cela se sache. Cette coopération entre les armées algérienne et française est couverte par un « secret défense » absolu. D’une part, la participation d’Alger à ces opérations permet à son état-major d’être informé des évolutions à sa frontière libyenne. D’autre part, l’Algérie ne peut subir indéfiniment les pressions françaises et américaines. En outre, Alger est agacée par les différents chantages sournois du Guide. C’est aussi un bon moyen de confirmer la centralité d’Alger dans la résolution de tout conflit régional. La diplomatie algérienne peut intervenir efficacement au moment voulu.

Les forces loyalistes tchadiennes, soutenues par l’armée française, font subir de sérieux revers aux Libyens. Affolé, Kadhafi cherche de nouvelles alliances. Il envisage de faire traverser le Soudan par ses troupes pour prendre de revers les troupes de Hissène Habré.

Le 21 décembre 1986, les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) lancent une grande offensive contre l’armée libyenne. Les rapports de force s’inversent. La France ne peut que soutenir cette avancée décisive. Elle est tenue par une convention de coopération militaire signée avec le Tchad le 30 avril 1978 – texte qui n’a pas été publié au *Journal officiel* en France. L’article 2 de cette convention secrète précise que les équipages militaires français d’hélicoptères peuvent, sur autorisation du gouvernement français, participer à des missions à caractère opérationnel, en territoire tchadien exclusivement. L’intervention de l’aviation française déclenche un début de débâcle de l’armée libyenne. Dix tonnes de matériel seront parachutées par l’armée de l’air française.

Se méfiant des renversements d’alliances répétés entre tribus et chefs de guerre tchadiens, Kadhafi met son ancien obligé Goukouni Oueddei en résidence surveillée en Libye, depuis la montée en puissance de Hissène Habré. Officiellement, il n’est pas détenu : c’est un refugié. Mais Oueddei devient trop indocile au regard du maître de la Jamahiriya. Le réfugié involontaire encourage désormais ses soldats à s’entendre avec son rival Hissène Habré. L’intervention de l’armée française modifie les rapports de force. Pour le Guide, c’est la désobéissance de trop. Voire une trahison.

Les services secrets libyens tentent alors de tuer Goukouni Oueddei, à Tripoli. Il est grièvement blessé. Selon la radio de N’Djaména, le colonel Kadhafi exerce actuellement des tortures morales et physiques sur Goukouni

Oueddei, afin que celui-ci demande à ses troupes de déposer les armes et de se rendre aux forces d'occupation libyennes. Chadli Bendjedid intervient et exige son transfert à Alger ; Kadhafi ne peut s'y opposer.

Ainsi, à l'abri dans la résidence d'État du Club des Pins, à l'est d'Alger, Goukouni Oueddei, issu de la tribu des Toubous, dispose encore de troupes fidèles. Il devient une carte maîtresse entre les mains de la diplomatie algérienne.

« Dans la nuit du 4 au 5 janvier 1987, Kadhafi tente de joindre téléphoniquement Chadli, mais en vain. Le ministre libyen des Affaires étrangères prend la relève et me transmet le message suivant : selon des informations parvenues à Tripoli, la France s'apprêterait à mener des opérations militaires en territoire tchadien au nord du 16e parallèle. La direction politique libyenne prie l'Algérie d'entreprendre des démarches appropriées auprès de la France pour prévenir l'escalade[23]. » Le témoignage du ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Taleb-Ibrahimi, montre l'acculement de Kadhafi. Les troupes du colonel ne font pas le poids sur le terrain et Tripoli ne contrôle plus le chef de la puissante tribu Toubou. Kadhafi n'a ni cartes militaires ni cartes politiques entre les mains.

La France souhaite d'abord le démantèlement des forces libyennes. Elle poursuit son intervention, devenue de plus en plus évidente, au-delà de la ligne rouge: « Un hélicoptère Puma de l'armée de l'air française a été accidenté, dimanche 25 janvier, à une cinquantaine de kilomètres au nord du 16e parallèle[24]. »

À la fin du mois de mars 1987, les Libyens subissent le coup fatal à Ouadi-Doum : environ 1 200 soldats libyens de cette base, sur 5 000, sont tués. La débandade des troupes de la Jamahiriya est totale. Kadhafi se sent de plus en plus menacé ; dans un de ses délires coutumiers, il déclare : « Si les États-Unis attaquent de nouveau mon pays, je me proclamerai communiste, et la Jamahiriya rejoindra le pacte de Varsovie et déploiera des missiles soviétiques sur les côtes méditerranéennes. L'URSS pourrait notamment utiliser la base de Tobrouk. »

En attendant que le marteau et la faucille figurent sur le drapeau libyen, l'armée tchadienne récupère à Ouadi-Doum un important arsenal soviétique ; même les missiles SA-10 de la dernière génération sont abandonnés sur place. Belle prise : les experts français peuvent pour la première fois « inspecter » ce matériel. C'est aussi l'occasion pour la France d'organiser une dissidence armée aux confins de la Libye, dirigée par un colonel

déserteur de l’armée libyenne : Khalifa Hafter. Ce dernier sera exfiltré en Virginie, à un jet de pierre du quartier général de la CIA. Khalifa Hafter, autoproclamé général, sera ministre de la Défense de la Libye post-Kadhafi.

Kadhafi peut difficilement reconnaître sa cuisante défaite ; il s’autorise même un baroud d’honneur. Le Guide fête somptueusement le premier anniversaire du raid américain contre la Libye, le 15 avril, présenté comme une grande victoire de la petite Jamahiriya sur l’impérialisme. Il ne baisse pas les bras. Kadhafi réussit même à convaincre Chadli Bendjedid de réaliser une grande union entre leurs deux pays. Ce projet divise la classe politique algérienne et contribue indirectement à la plus grave crise algérienne depuis l’indépendance.

Un président dans la tourmente

Il est très rare que *Le Canard enchaîné* décerne sa « noix d’honneur » à un responsable algérien en première page. Dans sa livraison du 12 octobre 1988, cette rubrique reprend la déclaration faite une semaine plus tôt par le président de l’Amicale des Algériens en Europe pour commenter à chaud des émeutes inédites dans les rues d’Alger : « C’est un chahut de gamins sans lendemain ni conséquences. » Le soir même où ces propos sont tenus, des flammes émanant de pneus brûlés et de voitures renversées illuminent de nombreux quartiers de la capitale. Que se passe-t-il ?

Scénario catastrophe. Le nombre de chômeurs a presque doublé pour atteindre 1,2 million de personnes, selon les statistiques officielles, à la fin de 1987. Le dollar, l’unique monnaie de paiement pour les transactions pétrolières, perd plus du quart de sa valeur face au franc, la monnaie de règlement de la facture alimentaire. Le cours du pétrole est à moins de 10 dollars le baril.

L’Algérie est au bord du gouffre ; la courbe de la dette s’envole. Le recours au FMI est toujours considéré comme une renonciation à la souveraineté nationale chèrement acquise et, pour le FLN, c’est une exposition aux immixtions étrangères. Au lieu de traiter les questions économiques, le FLN puise dans sa valeur refuge : le discours antifrançais. Il nationalise le lycée français d’Alger, Descartes. Désormais, cette enceinte est intégrée à l’Éducation nationale, avec son programme ultra-arabisé. La France aura en contrepartie un nouveau lycée dans la périphérie de la

capitale, mais qui sera interdit aux Algériens et même aux enfants de couples mixtes. Il n'empêche que les caisses de l'État se vident à une vitesse vertigineuse. L'Union avec la Libye pourrait devenir la solution : les pétrodollars de la Jamahiriya sont les bienvenus. Solution de facilité et surréaliste.

Les réformes structurelles sont donc ignorées, ainsi que les réformes politiques, alors que s'installe la contestation islamiste. Tout comme la violence inouïe qui apparaît dès le soir du 26 août 1985, où un groupe d'opposants déterminés a tiré sur les forces de l'ordre. L'ancien moudjahid de la guerre de libération Mostefa Bouyali[25], chef du premier maquis islamiste et fondateur du MIA (Mouvement islamique armé), prend la tête d'un commando qui attaque, ce soir-là, une école de police et s'enfuit avec des uniformes de policiers et plus de 300 armes.

Durant l'été 1988, pour la première fois depuis son accès au pouvoir, Chadli quitte la capitale pendant deux longs mois d'affilée. Loin de son gouvernement et des dirigeants du parti, seuls quelques rares proches conseillers peuvent le contacter. Le magazine *Stern*, équivalent allemand de *Paris Match*, publie dans son numéro de septembre 1988 les photos de deux couples en vacances dans le plus luxueux relais-château de la Forêt Noire, à Baden-Baden, non loin de la base militaire française en RFA : Chadli Bendjedid et Larbi Belkheir, avec leurs épouses respectives.

Après ces grandes vacances, de retour à Alger, le président algérien réunit plus de 2 000 cadres au Palais des Congrès du Club des Pins. Les responsables au sein des différentes instances de l'État et du parti pensent écouter un discours de plus, l'applaudir et l'oublier en regagnant leurs confortables voitures depuis peu climatisées. Ce 19 septembre 1988, Chadli surprend son auditoire. Il dénonce fermement le comportement de certains cadres du parti, « incapables de s'adapter à la nouvelle situation alors qu'ils exercent au sommet ». Puis il plie les feuillets sur lesquels figure son allocution et, sur un ton wagnérien, passe aux menaces : « Ceux qui ne peuvent suivre doivent choisir : se démettre, ou bien ils seront écartés. »

Dans le même élan et avec violence, il dénonce la passivité du peuple. Grande stupeur : Chadli, dont les discours avaient une tonalité « Enrichissez-vous », prend la posture « Indignez-vous ». Changement radical : la guerre des clans éclate au grand jour.

Le mercredi 5 octobre à 10 heures précises, toutes les rues d'Alger et de

ses banlieues connaissent des émeutes sans précédent dans l'histoire de l'Algérie indépendante. L'heure et la date du déclenchement de ce soulèvement sont connues d'avance par les policiers et les habitants. Peu de place est laissée à l'improvisation.

Des bandes de jeunes s'attaquent aux boutiques, aux magasins, aux représentations de l'État et du FLN ; même le siège du Front Polisario est vandalisé. Le centre de la ville est saccagé, des voitures sont brûlées. Les vitrines des cafés sont pulvérisées. En deux heures, sous la fumée des pneus calcinés, Alger se donne ici et là des airs de Beyrouth des années 1980. Et pour cause, ces jeunes parlent d'« Intifada ». Le péril jeune est toujours nié par le pouvoir.

Pourtant, ces émeutes n'ont rien de spontané. La rumeur amplifie l'écho des événements sans que les autorités adoptent une stratégie de communication. Le soir même, le journal télévisé de la chaîne unique ne rend compte que de l'appel au calme lancé dans la matinée par le Bureau politique du FLN, avant de passer l'antenne aux journalistes sportifs pour commenter le match de football programmé. Les téléspectateurs algériens zappent sur la Cinq, chaîne française disponible grâce aux antennes paraboliques, pour voir les reportages montrant Alger en flammes.

Ce 5 octobre, la rue devient la véritable caisse de résonance des intrigues nouées dans certains hauts lieux de la République. Le lien est vite établi entre ce mercredi noir et le discours au lance-flammes prononcé par le président le 19 septembre dernier.

L'absence de la police est un fait troublant. Si tout le monde retient le complot comme facteur déclenchant de ces violences, le profil des comploteurs est cependant très controversé. Selon les uns, la manipulation est ourdie par la tendance dure du FLN, réfractaire à l'ouverture politique. Selon d'autres, les responsabilités directes échoient aux tenants des réformes politiques, c'est-à-dire au camp radicalement opposé à la première faction. Provoquer l'émeute comme destruction créatrice, tel semble être leur plan.

Chadli Bendjedid paraît très fragilisé. Même son ministre des Transports, le général Rachid Benyellès, demande son départ. L'état d'urgence est proclamé à la fin de la journée. L'armée sort des casernes. Le général-major Khaled Nezzar, chef du commandement terrestre, est chargé par Chadli de rétablir l'ordre sous l'état de siège.

Pas moins de 10 000 soldats quittent les bases du sud du pays pour investir la capitale. Des militaires prêts et entraînés à la guerre contre l'armée

marocaine se voient, en très peu de temps, chargés de rétablir l'ordre dans une ville qu'ils ne connaissent pas et face à des jeunes armés de pierres. Des « bavures » sont donc inévitables.

Le vendredi 7 octobre, après la grande prière, des Algériens galvanisés par des prêches enflammés manifestent à leur tour. Le face à face islamistes-militaires atteint un premier sommet de gravité le 10 octobre. Sourde aux appels au calme, sortie de la mosquée Al-Sunna de Bab El Oued, et menée par un certain Ali Belhadj[26], imam, une foule se dirige vers le siège de la police nationale, à un kilomètre de là. Depuis cette foule, des coups de feu sont tirés par des provocateurs professionnels sur les forces de l'ordre, déclenchant un carnage.

Ce soir à 20 heures, le président prend la parole, la voix brisée et avec des airs de « gamin chahuté », pour annoncer une réforme de la Constitution. Sur un ton chargé d'émotion, il énumère les bouleversements politiques qui en seront la conséquence. Désormais, les élections locales et législatives seront ouvertes à des candidats extérieurs au FLN. La voie du pluralisme politique est jalonnée.

En une intervention télévisée, le président Chadli a « décidé » que le peuple algérien voulait la démocratie et des réformes. Quelques heures après la fin de ce discours, de nouvelles manifestations « spontanées », mais politiquement correctes, envahissent les rues. Des portraits de Chadli sont soudain brandis, partout, par des jeunes l'assurant de leur surprenant soutien. Pourtant, ce sont les mêmes jeunes qui avaient conspué le nom du président dans les mêmes quartiers, l'avant-veille seulement, avec une grande violence verbale, le traitant même d'assassin.

Très discrètement, Kasdi Merbah, le même qui a fait Chadli roi en 1978, sonde certains généraux pour devenir lui-même président. Il pense que son heure a sonné. Larbi Belkheir le dissuade avec un argument irréfutable : « François Mitterrand soutient Chadli. » Alors, tous derrière le président, même chahuté. Pour neutraliser la menace que représente Merbah, le président le nomme Premier ministre.

Quelques centaines de morts[27] plus tard, un calme apparent règne sur Alger. Toutefois, à Paris, la prudence est de mise. Les réactions officielles font état de « situation préoccupante » ; aucune condamnation de la répression particulièrement violente, alors que la torture est avérée.

Lors du Conseil des ministres du 12 octobre, François Mitterrand consacre

un long commentaire aux émeutes en Algérie : « Certains ne pensent qu'à régler leurs comptes avec l'Algérie au nom des droits de l'homme. C'est trop facile ! Que de rancunes, de regrets, d'occasions manquées on essaie de rattraper là ! Bien sûr, il n'est pas supportable qu'un pouvoir frappe ainsi son peuple, mais nul ne sait, si Chadli partait, quel pouvoir lui succéderait. C'est comme en Iran, le régime du Chah n'était pas supportable ; mais la révolution ne l'est pas plus, même si ses objectifs sont plus sympathiques[…]. Que va-t-il se passer en Algérie ? Je n'en sais rien. Mais, en tout cas, il y a une hypothèse à laquelle il est interdit, pour l'heure, de penser : l'établissement de la démocratie[…]. N'oubliez pas que l'Algérie est un pays souverain[28]. »

En France, un appel est lancé au président Chadli par d'anciens internés politiques, dont Henri Alleg et Josette Audin, la veuve de Maurice : « C'est pourquoi, Monsieur le Président, vous comprendrez que nous nous adressions à vous, qui assumez la magistrature suprême dans cette Algérie en laquelle nous avions mis tant d'espoir, pour vous dire l'émotion qui nous étreint aujourd'hui, à mesure que se découvrent à la fois le sinistre et sanglant tableau de la répression et les méthodes utilisées pour la mener. À nouveau ont resurgi dans nos mémoires, par la force des images et des mots atrocement évocateurs, le martyre subi par tant de patriotes algériens victimes des unités spécialisées. Les témoins sortis des mains des tortionnaires d'aujourd'hui parlent d'asphyxie par l'eau, de brûlures par l'électricité, d'ongles arrachés et d'autres traitements aussi barbares. Ils parlent aussi de viols qui ont souvent eu lieu dans les mêmes locaux qu'utilisaient les spécialistes d'il y a trente ans. Mais, cette fois, il s'agit d'Algériens torturant d'autres Algériens. Il s'agit aussi, le plus souvent, d'enfants et de très jeunes gens. Il s'agit de personnes arrêtées chez elles simplement parce que leurs noms figuraient sur quelque liste policière et sans aucune justification légale. »

Michel Rocard, Premier ministre, déclare : « Il y a des silences plus éloquents que les paroles. » En effet, silence dans les rangs officiels. Seuls les journaux télévisés invitent sur leurs plateaux les opposants algériens, tels Ben Bella et Aït Ahmed. À l'étranger, l'opposition a du mal à s'organiser, alors qu'en Algérie les islamistes prennent le train en marche et s'imposent petit à petit, aussi bien dans la rue que sur la scène politique.

En effet, les islamistes sortent des mosquées et investissent les places publiques. Les Algériens découvrent avec stupeur des « Afghans » barbus qui marchent au pas militaire, habillés d'un kamis caché partiellement par un

treillis, et qui défient ouvertement le pouvoir. Qui sont-ils ?

Environ 4 000 djihadistes rentrés d'Afghanistan, où ils ont connu l'organisation d'Al-Qaida dirigée par Oussama Ben Laden, sortent en plein jour. C'est entre Peshawar et Kandahar, hauts lieux des universités d'été du djihad, qu'ils ont fait leurs premières armes. Financés par les Saoudiens, soutenus par les Américains pour casser du soldat soviétique envahisseur de l'Afghanistan. Pays phare du premier « djihad-tour » de l'histoire contemporaine. Les disciples d'Oussama Ben Laden défilent dans les rues d'Alger.

Mauvais signe, mais le pouvoir laisse faire. Le vent du changement souffle sur l'Algérie. Limogeage du général Lakhal Ayat, patron de la Sécurité militaire, nouveau gouvernement, modification de la Constitution qui autorise désormais le multipartisme, abandon du projet d'union avec la Libye et changement dans la direction du FLN. Ce parti, réuni dans un congrès extraordinaire, désigne Chadli Bendjedid comme candidat unique à la présidentielle. Il est élu avec son plus faible score : seulement 81,17% des suffrages exprimés[29]. Dans la foulée, le président gracie quelques milliers de détenus politiques et de droit commun, y compris les islamistes du MIA pris les armes à la main dans le maquis. Les officiers supérieurs de l'armée quittent les instances dirigeantes du FLN. Officiellement, la séparation du militaire et du politique est annoncée. Et ce, pour mieux masquer l'ancrage de l'armée au sein du pouvoir. Des associations à caractère politique seront bientôt autorisées. Se dessine un multipartisme : le FLN est démantelé – ancien projet de François Mitterrand, ministre de l'Intérieur en 1954.

Le président français arrive à Alger, le 9 mars 1989, pour deux jours ; il est logé dans la résidence présidentielle à Zéralda, à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'Alger. Geste fort : Chadli lui ouvre sa maison. La France en tête, avec une ligne de crédit de 7 milliards de francs, et d'autres pays européens viennent de consentir d'importantes facilités dont l'Algérie a besoin. À peine entré au salon d'honneur, François Mitterrand déclare : « Cette journée de travail et d'amicales conversations est plus qu'un devoir, un devoir d'amitié. »

Il vient soutenir son ami Chadli qui entame tout juste son troisième mandat, le plus périlleux, celui de tous les dangers. Sur le chemin qui le conduit à Zéralda, François Mitterrand remarque qu'il n'y a que des drapeaux algériens ; le seul fanion tricolore est accroché à la voiture en tête du cortège

officiel. Chadli ne veut pas afficher publiquement ses penchants pro-français. C'est au cours de cette visite que les présidents ont leur plus long tête-à-tête : près de sept heures durant, Chadli développe, entre autres, ses projets de réformes, ou bien se laisse dicter la marche à suivre. Profitant du beau temps, les deux chefs d'État marchent ensemble, le lendemain, à travers les ruines romaines du Tombeau de la Chrétienne à Tipasa. Décontracté, Mitterrand évoque à son hôte *Noces*, d'Albert Camus, qui décrit merveilleusement ce site historique. Chadli écoute poliment, et retient essentiellement le soutien de Paris. Le président français considère que Chadli est le mieux à même de faire évoluer la société algérienne et qu'il a de bonnes chances d'y parvenir s'il peut mener de front réformes politiques et relance de l'économie. François Mitterrand, satisfait, rentre à Paris. C'est son dernier séjour en Algérie.

Malgré les conseils éclairés de Mitterrand, rien ne marchera comme prévu.

Un Premier ministre se rebiffe

La feuille de route de Chadli est exécutée comme prévu : des textes sont promulgués à propos de la loi sur les associations à caractère politique – un multipartisme qui ne dit pas encore son nom. Le code électoral est assorti d'un nouveau découpage administratif. Le code de l'information libère la presse et de nouveaux titres apparaissent, tant en arabe qu'en français. La réforme de la loi sur les entreprises mixtes met fin, peu à peu, au monopole de l'État sur l'économie. Textes et lois arrosent donc le nouveau cadre législatif. Mais la démocratie n'apparaît pas aussi soudainement que les champignons après la pluie. Dans la réalité, la situation est plus compliquée. En Algérie comme dans tant d'autres pays, les décisions libérales ne font pas la démocratie : elles masquent une forme de dictature plus sournoise qui entretient une illusion démocratique. Le plus important, c'est de faire croire aux Algériens qu'ils ont été écoutés. De toute façon, François Mitterrand préfère, pour l'Algérie, la stabilité à une imprévisible démocratie.

L'Algérie connaît pour la première fois la cohabitation inédite. Ils sont du même parti, ont eu la même trajectoire militaire, et pourtant la rivalité entre le président et son Premier ministre éclate au grand jour. Le pouvoir ne se partage pas, disait François Mitterrand ; son disciple à la tête de l'Algérie ne peut l'ignorer. Kasdi Merbah, à peine nommé Premier ministre, se voit

quasiment privé de passages à la télévision ; certains journalistes de la nouvelle presse algérienne s'en prennent à lui en le présentant comme un cacique du régime. Lassé, le Premier ministre prend des vacances en Suisse, mais accompagné de ses quelques fidèles ministres. Cette sorte d'université d'été aux bords du Lac Léman n'est pas du goût du président. Encore moins le nouveau panneau sur la devanture du Premier ministre : « Présidence du gouvernement ».

Le pouvoir ne se partage pas, faut-il le rappeler. Le président refuse à son Premier ministre toutes les nominations qu'il propose. Même des grèves téléguidées par la présidence éclatent ici et là. Voilà Kasdi Merbah chahuté à son tour. La tension est à son comble. Le 9 septembre 1989, moins d'un an après sa nomination, le président limoge son Premier ministre. Énervé, Kasdi Merbah prend à témoin les journalistes étrangers conviés à une conférence de presse sans précédent. Dès la première question du correspondant de l'AFP sur ses projets, le ton monte. Kasdi Merbah répond : « *H'na Imout Kaci* » ; il lance à son président un irrespectueux : « J'y suis, j'y reste. » Et il conclut sa conférence par une véritable déclaration de guerre : « En acceptant le poste de chef du gouvernement, je savais qu'il s'agissait d'un cadeau empoisonné, car j'étais conscient qu'on ne pouvait faire confiance à Bendjedid. Mais l'appel de la nation était plus fort à cette période trouble où le pays frôlait la catastrophe. Je savais que ma mission était difficile : les caisses de l'État étaient vides et je devais, en un mois, rassembler la somme de 800 millions de dollars. Or ceux qui ont mené le pays au gouffre sont toujours à leurs postes, mais je puis vous assurer qu'un jour ils paieront pour le mal qu'ils ont fait. Je refuse d'obtempérer à la décision anticonstitutionnelle de me démettre de mes fonctions. Une décision prise par Chadli quand il a compris que je pouvais réellement résoudre plusieurs problèmes et prendre des décisions qui ne l'auraient pas arrangé. L'article 74 de la Constitution oblige le président à consulter l'Assemblée nationale avant de congédier son chef du gouvernement[30]. »

Chadli ne s'encombre pas de détails constitutionnels ; il nomme un nouveau Premier ministre, Mouloud Hamrouche, un de ses plus proches collaborateurs, secrétaire général de la présidence. Un colonel remplace l'autre. De son côté, Kasdi Merbah[31] s'en va et crée son parti.

Dans une mosquée de la banlieue d'Alger, à Kouba, non loin du centre culturel saoudien – pépinière de wahhabites –, Abassi Madani[32] annonce la création du Front islamique du salut, le 18 février 1989, peu de jours avant le

référendum constitutionnel. Pour le chef du parti islamiste non encore agréé : « Il ne fait plus de doute que l'heure du changement est arrivée et qu'il faut prendre la main du peuple et réaliser, *Inch Allah*, l'État islamique. » La grande majorité des islamistes sortent alors de la clandestinité pour se mettre sous la bannière du FIS. Un mois plus tard, Abassi Madani fait une déclaration inquiétante sur la place de la femme dans son projet de société : « C'est l'islam qui nous a libérés de Rome ; c'est aujourd'hui notre seule boussole pour nous libérer des menées intellectuelles occidentales[…]. Nous ne sommes pas contre le travail de la femme tant que son honneur et sa religion restent saufs. La question n'est pas tant le travail féminin en soi que la situation de la femme au travail. Pourquoi ne pas lui réserver des moyens de transport à part ? Le voile est le protecteur de la femme lorsqu'elle se déplace. Il protège sa beauté parce que les attributs féminins sont réservés à son époux. » Les islamistes se mettent en ordre de bataille pour les prochaines élections. Mieux encore : en ordre de bataille tout court.

La nomination du nouveau Premier ministre, Mouloud Hamrouche, coïncide avec la légalisation du Front islamique du salut (FIS). Ce n'était pas sa décision, mais il en tirera avantage. Son nom devient un synonyme non homologué du mot « réforme ». Il annonce d'ambitieux programmes politiques et économiques. Il constitue un gouvernement à majorité de technocrates d'où les barons du FLN sont quasiment exclus. Il déclare néanmoins dans son discours d'investiture devant les députés, tous issus du parti unique, que sa politique sera conforme aux recommandations du VIe congrès du FLN. Au début du mois de décembre, un coup de théâtre contrarie le président et son Premier ministre : tous les caciques du régime de Boumédiène font leur come-back au Comité central du FLN, instance suprême. Revoilà Abdelaziz Bouteflika, Salah Yahiaoui, Belaid Abdesselem, Kasdi Merbah, Cherif Messâadia… Le FLN redémarre, mais comme la plus grande organisation démocratique du tiers-monde, puisque les lois ont changé. Bouteflika, dans sa première prise de parole publique depuis vingt ans, ajoute : « J'ai l'honneur de retourner à la base pour lutter avec vous. » Un vrai revers pour Mouloud Hamrouche, qui ne peut plus s'appuyer sur ce parti pour mener ses réformes. Avec une poignée de ministres en qui il a confiance, tels Ghazi Hidouci à l'Économie et Mohamed Salah Mohammedi à l'Intérieur, le Premier ministre sait que son salut ne peut venir que de l'affaiblissement du FLN. Il peut alors compter sur le Front islamique du salut, force politique populiste. Mouloud Hamrouche a besoin du soutien de

Chadli et de celui de la France. Intervient dès lors son ministre de l'Intérieur, issu d'une famille qui a su se tenir nettement à l'écart de la dynamique de la guerre de libération et complètement à l'abri de toute passion nationaliste.

Ce ministre-là, Mohamed Salah Mohammedi, aurait confié une grande partie de la rédaction de la loi électorale à d'éminents experts français. D'autres, non moins qualifiés, auraient eu la charge du découpage territorial. Le savoir-faire français est précieux pour une expérimentation démocratique. C'est lors d'une émission de radio française de grande écoute, Le Grand Jury RTL-*Le Monde*, que le Premier ministre défend la légalisation du FIS : « En amenant le Front islamiste, ou les islamistes, ou les intégristes, ou les fondamentalistes (comme vous voudrez !), à discuter sur un plan démocratique, nous sommes sûrs de nos arguments et de nos moyens. » Les réformateurs s'allient de fait aux islamistes. Ils préfèrent avoir comme ennemi le FLN plutôt que le FIS. La victoire de ce parti aux municipales de juin 1990 est présentée par le Premier ministre comme un échec du FLN, non comme celui de son gouvernement. L'ex-parti unique critique ouvertement plusieurs initiatives prises avant le vote par le ministre de l'Intérieur, Mohamed Salah Mohammedi, qui auraient délibérément favorisé le Front islamique du salut. Il en va ainsi de l'autorisation donnée par circulaire d'accepter le vote des électeurs dépourvus de papiers d'identité, procédure qui aurait permis aux islamistes de faire voter à leur profit beaucoup d'abstentionnistes. Le ministère de l'Intérieur n'a pas dépêché ses fonctionnaires dans les bureaux de vote contrôlés par les islamistes. Lors du dépouillement des votes, les barbes sont aussi nombreuses que les bulletins.

Le pouvoir est à portée de main du FIS. Paris s'inquiète, les militaires algériens aussi. Les islamistes sont soutenus financièrement par l'Arabie saoudite, qui veut renforcer l'aile salafiste du FIS, et par la Libye. Chadli Bendjedid, qui reçoit le Guide libyen, lui fait remarquer que la base historique de la révolution algérienne, « Didouche Mourad », aux environs de Tripoli, est transformée en camp d'entraînement pour les islamistes algériens. Il ajoute : « Mes services de renseignement me disent que tu as donné un million de dollars au FIS. – C'est faux. Je leur ai donné 2 millions », rétorque Kadhafi, qui espère réactiver son projet d'union avec l'Algérie une fois les islamistes au pouvoir. Ces derniers mobilisent des pans entiers de la société algérienne. Le FIS organise des marches et des meetings, dont le plus spectaculaire a regroupé plus de 100 000 fidèles dans le grand stade d'Alger. Tous les présents ont vu le nom d'Allah apparaître dans le ciel pendant le

discours d’Abassi Madani, numéro un du FIS, prononcé en appuyant sur les syllabes.

Au milieu d’un hectare de barbes hirsutes, une foule fanatisée croit recevoir un encouragement céleste. Les organisateurs ont utilisé un canon laser, acheté en Arabie saoudite, pour obteneir ce résultat. Toutefois, nul ne peut convaincre les fidèles militants qu’ils ont assisté à une performance *live* d’effets spéciaux, et non à un miracle divin. Rares sont ceux qui ont réussi à retenir leurs larmes. Pour ceux qui ont manqué ce spectacle, des cartes postales montrant le miracle seront commercialisées à travers tout le pays. Alors que les autres partis dépassent difficilement le stade artisanal des colleurs d’affiches, souvent très vite arrachées.

Aït Ahmed, Ben Bella et de nombreux opposants rentrent enfin librement en Algérie. Le pouvoir leur promet des élections propres et honnêtes pour les prochaines législatives. Presque tous les politiques se pressent au domicile d’Abassi Madani, donné comme prochain président de la République. Quelques minarets plus loin, dans la mosquée de Bab El Oued, Ali Belhadj, numéro deux du FIS, commence à parler de *Daoula islamiya*, « État islamique ». Tout un programme.

En 1990 éclate la guerre du Golfe. Le FIS prend parti pour Saddam Hussein et se coupe des largesses saoudiennes, ce qui met à mal ses financements. Mais les islamistes galvanisent de plus en plus les foules en demandant l’ouverture de camps d’entraînement pour faire le djihad en Irak. Dans cette tourmente, Chadli laisse son poste de ministre de la Défense à Khaled Nezzar, républicain et farouche opposant des islamistes, mais le président entend conserver l’initiative politique. Du moins le croit-il.

À l’occasion du trente-sixième anniversaire du déclenchement de la révolution, le 1er novembre 1990, Chadli Bendjedid annonce que des élections législatives anticipées auront lieu avant la fin de l’année, ou au plus tard au début de 1991. Le chef du gouvernement[33] l’apprend en même temps que les Algériens, par la télévision. Mouloud Hamrouche sait que ses jours à la tête du gouvernement sont comptés. Son alliance tactique avec le FIS est un jeu risqué, mais qui dénote surtout ses ambitions présidentielles – qui ne sont du goût ni de Chadli ni de l’armée. Finalement, la date des élections législatives est fixée au mois de juin 1991. Le FIS, mécontent du découpage électoral, appelle à la grève générale. Les islamistes occupent la place du 1er-Mai, en plein cœur d’Alger. Mouloud Hamrouche laisse faire, croyant que le FIS va se décrédibiliser aux yeux des Algériens qui voient des hommes en

tenue afghane camper et menacer de marcher sur la présidence. La tension monte. L'armée se mobilise. Des tenues de combat font face aux kamis. L'affrontement est imminent.

Le climat est celui d'une répétition générale des journées d'octobre 1988. Le soir du 4 juin, peu avant la date prévue des élections, Chadli passe à la télévision. Le message est enregistré : il annonce l'état de siège, la démission de son Premier ministre et, surtout, le report des législatives à une date ultérieure. Abassi Madani considère que l'état de siège est un coup d'État contre lui. Il exhorte ses militants et tous les Algériens à se rebeller. Il sera arrêté et emprisonné avec Ali Belhadj. Ils seront condamnés à douze ans d'emprisonnement pour « conspiration armée contre la sécurité de l'État ».

Le nouveau Premier ministre, Sid Ahmed Ghozali, annonce les législatives pour le mois de décembre. Le général-major Larbi Belkheir est nommé ministre de l'Intérieur dans ce gouvernement ; les élections seront sous haute surveillance. La date du premier tour des législatives est fixée pour le 26 décembre 1991.

Les partisans de la solution islamiste passent à l'action le vendredi 29 novembre, un peu avant 2 heures du matin. Une quarantaine d'« Afghans » attaquent par surprise la caserne de Guemmar, un poste de gardes-frontières à près de 600 kilomètres au sud-est d'Alger ; ils tuent sept jeunes militaires et s'emparent d'une cinquantaine de fusils mitrailleurs. La nouvelle direction du FIS condamne fermement cette attaque, mais les assaillants sont tous adhérents de ce parti ou du Syndicat islamique du travail. Deux élus municipaux du FIS font parti du commando. Leur chef, surnommé Tayeb El-Afghani (l'Afghan), doit son appellation à son séjour en Afghanistan. Les « Afghans » sont en première ligne pour instaurer l'État islamique. Pour eux, les élections ne sont pas une étape obligatoire. La date du 29 novembre n'est pas choisie par hasard : c'est celle de la commémoration de la mort d'Abdellah Azzam[34] à Peshawar, où il est tué en 1989 par une bombe placée par les services secrets pakistanais. Abdellah Azzam était le patron du « Maktab Al-Khadamat » (Bureau des services), centre de tri et de suivi des djihadistes, organe qui deviendra plus tard Al-Qaida. Son gendre et homme de confiance est un Algérien, Abdallah Anas[35], de son vrai nom Boudjoumaa Bounoua : c'est le chef spirituel des djihadistes algériens ; il maintient le contact avec ses troupes depuis Londres, où il a trouvé refuge. Ces hommes, de retour au pays, forts de leur expérience afghane, défient l'armée algérienne et les Algériens en formant quelques mois plus tard l'AIS (Armée islamique





du salut).

Malgré cet acte de guerre, le président maintient la date des élections. La campagne électorale se poursuit comme si de rien n'était. Pourtant, les islamistes réclament le pouvoir soit par les urnes, soit par les fusils. Rien n'y fait : la démocratie est en marche, martèle-t-on à la présidence.

Au premier tour des législatives, le FIS, pourtant décapité, est à trois sièges de la majorité absolue. Le raz de marée islamiste semble inévitable.

François Mitterrand est alarmé par la situation algérienne. Ses services prévoient le débarquement en France de *Boat people* algériens fuyant les intégristes. Ce à quoi Aït Ahmed rétorque : « Vous allez recevoir des *yacht people*. » La décision est prise : les élections seront suspendues et Chadli va remettre sa démission. Informé de ces projets, le président français dit simplement aux émissaires venus d'Alger de ne pas toucher à un cheveu de Chadli, son ami. Le 11 janvier 1992, assis sur un canapé, Chadli remet sa démission ; le président du Conseil constitutionnel est à ses côtés, à l'autre bout du même canapé. Le président, d'une voix fatiguée, récite son dernier discours : « Chers concitoyens, vous savez sans doute que je ne voulais pas porter ma candidature à la présidence au lendemain du décès de Houari Boumédiène, mais, en acceptant cette responsabilité, je ne faisais que répondre à l'appel insistant de mes camarades et je n'ignorais pas l'ampleur de cette responsabilité dont ils m'ont honoré[…]. C'est pourquoi, dès que les circonstances s'y prêtaient, j'ai œuvré à l'ouverture du champ démocratique afin de compléter les acquis de la révolution de Novembre. Aujourd'hui, l'exercice démocratique est entaché par de nombreux dépassements et un climat conflictuel, et c'est pourquoi les mesures et les méthodes employées jusqu'à ce jour ont atteint une limite qu'on ne peut surpasser sans risquer de compromettre l'ordre et la cohésion de l'union nationale[…]. À compter d'aujourd'hui, je renonce à mes fonctions de président de la République et je demande à chacun d'entre vous de considérer cette décision comme un sacrifice de ma part pour l'intérêt suprême de la nation ». À 2 000 kilomètres de là, assis sur un autre canapé, François Mitterrand regarde sur sa télévision le « Au revoir » de son ami Chadli qu'il qualifiait, devant ses intimes, de Gorbatchev de l'Afrique du Nord.

Le mot de la fin revient à celui qui a accompagné pendant quatorze ans le chef de l'État à l'Élysée, Hubert Védrine : « Après 1990, François Mitterrand se refusera à croire aux accusations répandues par les successeurs de Chadli sur celui-ci et sa famille ; il se braquera comme lorsque l'on s'en prend à ses

proches[36]. »

1. Les visas sont définitivement instaurés en 1986, en pleine cohabitation.

2. *Le Monde*, 17 décembre 1982.

3. Proposition d'autant plus curieuse que Pierre Mauroy avait déclaré le 27 janvier 1983, à propos des conflits chez Renault, que les travailleurs immigrés étaient « agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises ».

4. Yves Bonnet, *Mémoires d'un patron de la DST*, Calmann-Lévy, 2000, p. 340.

5. Hubert Védrine, *op. cit.*

6. L'implication de Mme Mitterrand en faveur du Polisario s'accentuera dans le cadre de sa fondation France-Libertés, créée en 1986.

7. *New York Times*, 25 septembre 1984.

8. *Libération*, 30 octobre 1984.

9. Membre de la délégation française aux négociations d'Évian, il deviendra le troisième ambassadeur de France à Alger (1967-1968)

10. Éric Merlen et Frédéric Ploquin, *Carnets intimes de la DST. Trente ans au cœur du contre-espionnage français*, Fayard, 2003, p. 357.

11. Lire Jean-Paul Mazurier et Laurent Gally, *L'Agent noir ou une taupe dans l'affaire Abdallah*, Robert Laffont, 1987. Plusieurs pages de ce livre seront saisies par la justice.

12. Il est le fils du romancier, journaliste et essayiste Gilles Perrault.

13. Yves Bonnet, *op. cit.*, p. 317.

14. *Ibid.*, p. 320.

15. En 2016, trente ans plus tard, il est à 64 ans le plus vieux prisonnier de France. Éligible à la libération conditionnelle depuis 1999, il a déjà déposé en vain neuf demandes en ce sens. À chaque fois, les Américains, comme le CRIF, font pression sur les autorités françaises, qui refusent de signer l'acte d'expulsion, condition de sa libération.

16. Michel Naudy, *Un crime d'État. L'affaire Mécili*, Albin Michel, 1993, p. 19.

17. *Ibid.*, p. 20.

18. La guerre d'Algérie reste toujours présente dans les esprits. L'association de rapatriés RECOURS s'étonne de la date choisie, rappelant que ce 26 mars est le vingt-cinquième anniversaire de la fusillade de la rue d'Isly, à Alger. Ce jour-là, plus de 250 manifestants français furent tués ou blessés lors d'un tir confus de l'armée française.

19. Cité par Michel Naudy, *op. cit.*, p. 36.

20. Voir le chapitre V.

21. Le GUNT est issu du Frolinat (Front de libération nationale du Tchad), en 1979 ; Kadhafi lui propose un projet de fusion entre le Tchad et la Libye en 1981.

22. Entretien avec le général Belloucif dans *Le Quotidien d'Oran* du 18 janvier 2010.

23. Ahmed Taleb-Ibrahimi, *op. cit*., p. 387.

24. *Le Monde*, 28 janvier 1987.

25. En 1985, après des séjours en Libye et en Iran, il crée le MIA pour instaurer un État islamique en Algérie. Il sera tué le 3 février 1987, après une longue traque, au cours d'une opération militaire dans les Hauts-Plateaux.

26. Il sera le porte-parole du Front islamique du salut.

27. Les chiffres sont imprécis : 169 morts selon le ministre de l'Intérieur, 176 selon celui de l'Information et plusieurs centaines selon la presse. Le nombre de morts recensés dans les hôpitaux du pays est de 157. Alors que le chiffre de 500 est plus proche de la réalité.

28. Hubert Védrine, *op. cit.*, p. 684.

29. Plus de dix ans après, des sources officieuses situent ce score à 20 %.

30. Cité par Hamida Ayachi, *Les Années Chadli, 1978-1992*, La Maison de Socrate, 2014, p. 179.

31. Il trouvera la mort dans une embuscade à la sortie de sa résidence secondaire le 21 août 1993, abattu par des

islamistes graciés plus tard par Chadli Bendjedid.

32. Né le 28 février 1931, il rejoint le FLN dès 1955. Il est arrêté par la police française peu de temps après, à la tête d'un commando qui dépose une bombe devant la Radio d'Alger. Il se radicalise lors de ce séjour carcéral. À l'indépendance, en 1963, il fonde l'association Les Valeurs islamiques pour prôner l'instauration de la loi coranique. Boumédiène au pouvoir interdit cette association. Abassi Madani part étudier dans les années 1970 à Londres, d'où il revient avec un doctorat en sociologie qui lui permet d'enseigner à la faculté d'Alger.

33. Dans un entretien au quotidien algérien *Le Matin* (27 novembre 2001), Mouloud Hamrouche reconnaît ne pas avoir été consulté : « Une décision que j'ignorais, alors que j'étais chef de gouvernement, et qui allait à l'encontre de ma déclaration à la presse algérienne et de tous mes rapports officiels qui affirmaient que les conditions n'étaient pas réunies pour tenir des élections sereines. »

34. Né en 1941 à Jénine, en Cisjordanie, il obtient en 1973 son doctorat d'Al-Azhar en droit musulman (Le Caire). Il rentre par la suite en Jordanie et rejoint le mouvement des Frères musulmans. Surveillé par la police jordanienne, il décide de partir en 1980 pour l'Arabie saoudite, qu'il quitte ensuite pour enseigner à l'université internationale islamique d'Islamabad. Il est dès lors perçu comme le penseur du djihad contre l'armée soviétique.

35. Il quitte l'Afghanistan en 1992, après l'arrêt du processus électoral en Algérie. Il se réfugie en Grande-Bretagne, comme un grand nombre d'islamistes algériens.

36. Hubert Védrine, *op. cit.*, p. 336.

Conclusion

Ils sont jeunes, en jeans et basket, certains portent des Keffiehs autour du cou, les cheveux en bataille, ils montent les marches du perron de l'Élysée. À l'intérieur dans un salon de la République, François Mitterrand les reçoit. C'est la grande actualité de ce 3 décembre 1983 : « Des Beurs à l'Élysée ! »

Le 15 octobre, ils n'étaient qu'une trentaine au départ de Marseille, ils arrivent à Paris plus de 100 000. Influencés par le biopic sur Gandhi, grand succès cinématographique de l'époque, les initiateurs organisent une marche jusqu'à Paris pour dénoncer les violences policières, des actes racistes. Les Français viennent de réaliser que le Front national, animé majoritairement par des anciens de la guerre d'Algérie, remporte la mairie de Dreux. Pour ces jeunes beurs les années Giscard se prolongent après la victoire de la gauche. En réaction, ils entament leur Grande marche jusqu'à Paris.

Quelques semaines plus tard, la France découvre les enfants de ses immigrés. Alger aussi mais avec fierté et anxiété à la fois : ces jeunes défient le pouvoir français, ils pourraient également le faire en Algérie. Certains sont même au palais de l'Élysée.

Ancien ministre de l'intérieur de la IVe République, le président français a fait vérifier par la préfecture de police que les beurs qu'il va recevoir ont des casiers judiciaires vierges, on ne sait jamais, après tout, ces gens-là ne sont pas si français.

François Mitterrand promet aux délégués de la « Marche pour l'égalité » l'instauration d'une carte de séjour de dix ans et il rappelle son engagement en faveur du vote pour les étrangers. Le parti socialiste français sent qu'avec des enfants d'Algériens, il peut combattre les anciens de l'Algérie française. SOS Racisme est né dans la foulée et donnera plus tard les nouveaux éléphants du PS. C'est dire que l'équation algérienne est bien ancrée dans la politique française. Et ce n'est qu'un exemple parmi

tant d’autres.

En face, à Alger, il n’en est pas autrement. Le contexte est très différent certes mais le poids de la France sur la politique algérienne est bien perceptible - ou fantasmé. Il n’en demeure pas moins qu’il existe. Le pouvoir algérien s’est même inventé une opposition imaginaire, Hizb França, pour se construire une légitimité de plus en plus chancelante avec une jeunesse de moins en moins exposée aux valeurs révolutionnaires. La thèse de la main de l’étranger est quasi-universelle, mais « la main de la France » est très souvent une création *made in Algeria*. Ce qui ne veut pas dire que toutes les ingérences françaises sont fictives, loin de là. Certaines sont très violentes et d’autres plus sournoises. Mais Paris n’est pas pour autant un ennemi.

Plus de 5 000 responsables algériens nommés à des postes sensibles par décrets publiés dans le Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire, détiennent aussi la nationalité française mais en cachette. Sans oublier ceux, encore plus nombreux qui ne bénéficient que d’une simple carte de séjour mais valable dix ans, en attendant des jours meilleurs - à l’instar d’Amar Sâadani, Secrétaire général du FLN. Le parti de la révolution algérienne est dirigé par un expatrié en France. Rien que ça !

Les relations entre la France et l’Algérie peuvent difficilement être normales, a-t-on dit à juste titre. Elles sont parfois apaisées, comme lors des premiers pas de François Mitterrand à l’Élysée mais elles demeurent compliquées. Toutefois, ces relations particulières n’ont jamais été interrompues même au pic des tensions générées par la guerre secrète menée par des nostalgiques de l’Algérie française contre Boumediène. La bombe qui avait explosée en plein cœur d’Alger conte le journal *El Moudjahid* a été déposée par notamment par des mercenaires qui n’avaient aucun rapport d’extériorité avec certains des services secrets français. Hormis les liens classiques que peuvent avoir deux pays souverains, ceux qui existent entre Alger et Paris sont loin d’être imperméables aux passions. Ces sentiments sont exacerbés, du moins côté Alger par le soutien de Paris à Rabat. Mais l’Algérie et la France se parlent toujours et très franchement quand c’est dans le grand secret. Nombreuses sont les

histoires qui peuplent les coulissent des relations entre les deux pays. Leur intérêt est plus qu'anecdotique car c'est dans les arcanes que réside la clé permettant le décryptage des rapports entre Alger et Paris.

Ce dialogue, quel que soit sa forme, est de plus en plus primordial surtout quand l'islamisme et le terrorisme frappent à la rive sud de la France et finissent, plus tard dans ses banlieues d'où était partie, en 1983, la marche des beurs. Alger et Paris ne peuvent que poursuivre leur longue marche côte à côte ou bien… face à face. C'est moins commode mais plus politiquement correcte. Alger et Paris, finalement s'entendent très bien mais il ne faut pas que cela se sache trop.

Remerciements

Philippe Lobjois, Khaled Melha.

Table des matières